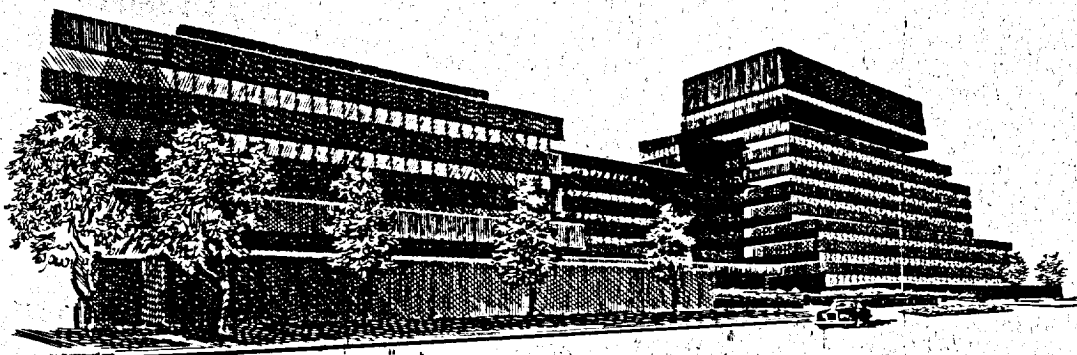


# Ministère des Affaires extérieures



Revue annuelle 1978

# **Ministère des Affaires extérieures**

**Revue annuelle 1978**

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1979

N° de cat. E 1-1979

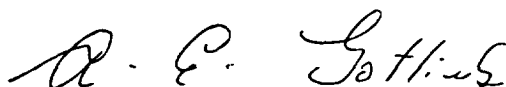
ISBN 0-662-50594-8

L'honorable Flora MacDonald

Secrétaire d'Etat  
aux Affaires extérieures

J'ai l'honneur de vous soumettre la revue annuelle  
du Ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi du  
Ministère des Affaires extérieures, ce rapport  
rend compte de notre activité au cours de l'année  
1978.



Le Sous-secrétaire d'Etat  
aux Affaires extérieures

Ottawa, 1979

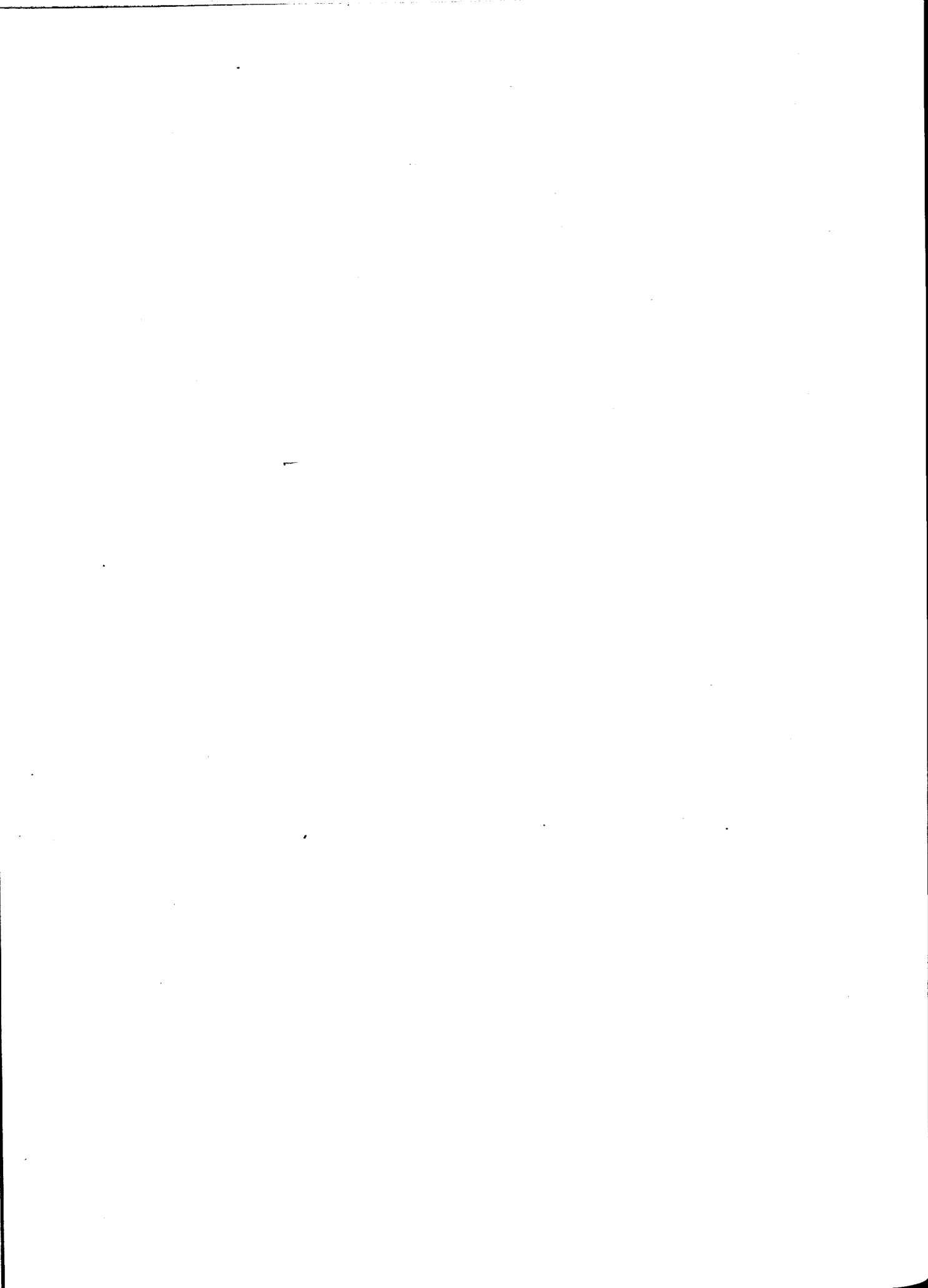


TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<u>VUE D'ENSEMBLE: LE CANADA DANS LE MONDE EN 1978</u>	1
<u>PARTIE A: LE CANADA ET L'ORDRE INTERNATIONAL</u>	9
<u>Chapitre 1: Sécurité collective et résolution des conflits</u>	11
<u>Chapitre 2: Système économique international</u>	22
<u>Chapitre 3: Relations économiques Nord-Sud</u>	35
<u>Chapitre 4: Droit international et concepts de justice</u>	39
<u>Chapitre 5: Associations d'États</u>	49
<u>PARTIE B: LE CANADA ET SES OBJECTIFS RÉGIONAUX</u>	61
<u>Chapitre 1: États-Unis</u>	63
<u>Chapitre 2: Amérique latine et Antilles</u>	69
<u>Chapitre 3: Europe</u>	75
<u>Chapitre 4: Afrique et Moyen-Orient</u>	89
<u>Chapitre 5: Asie et Pacifique</u>	97
<u>PARTIE C: LE CULTUREL ET L'INFORMATION AU SERVICE DES RELATIONS INTERNATIONALES</u>	105
<u>Chapitre 1: Échanges culturels, universitaires et sportifs avec l'étranger</u>	107
<u>Chapitre 2: Programmes d'information et relations de presse au Canada et à l'étranger</u>	112
<u>PARTIE D: PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS À L'ÉTRANGER</u>	117
<u>PARTIE E: ÉLABORATION DES POLITIQUES ET FONCTIONNEMENT</u>	125
<u>ANNEXES:</u>	137
I Accords internationaux	139
II Déploiement des missions, du personnel et des programmes	151
III Organigramme	-

VUE D'ENSEMBLE

LE CANADA ET LE MONDE  
EN 1978





Les événements survenus en différents endroits du monde en 1978 ont mis à rude épreuve le réseau complexe, et souvent fragile, des institutions et des relations qui composent le système international. D'autres preuves de l'interdépendance croissante de tous les pays sur les plans stratégique et économique ont montré qu'aucune nation ne peut réaliser ses objectifs en faisant abstraction de ceux des autres.

En 1978, le Canada a continué de reconnaître et de respecter cette réalité planétaire dans la poursuite de ses intérêts nationaux sur la scène internationale. Au cours de l'année, il a collaboré étroitement avec d'autres membres de la communauté internationale tant pour servir ses propres intérêts et idéaux que pour trouver des solutions acceptables aux problèmes communs, et ce, dans des domaines aussi divers que la gestion de l'économie mondiale, le règlement des crises menaçant la paix, la poursuite de l'objectif du désarmement et la réglementation et le partage des ressources maritimes mondiales. Dans l'ensemble, les activités internationales du Canada ont été guidées par son désir sincère d'appuyer et de renforcer le système international.

Un survol des principales questions intéressant le Canada illustre ces activités.

#### La recherche de la paix

En 1978, les événements survenus en Asie du Sud-Est ont contribué à augmenter sensiblement les tensions politiques et militaires dans la région. Le recours de plus en plus fréquent à la force armée a suscité de vives inquiétudes. Les violations des droits de la personne - particulièrement flagrantes au Cambodge - ont été condamnées de toutes parts. L'invasion du Cambodge par le Vietnam, suivie de celle de la partie septentrionale du Vietnam par la Chine, a engendré une instabilité troublante dans la région. Au Conseil de sécurité et au sein d'autres instances, le Canada a vigoureusement appuyé les efforts en vue de trouver une solution politique à ces conflits, mais de nombreux problèmes profondément ancrés restent en suspens entre les parties concernées.

De concert avec d'autres grandes puissances occidentales, le Canada a joué en Afrique australe un rôle de premier plan dans la recherche de solutions pacifiques aux problèmes raciaux et de décolonisation de la région. Cinq pays occidentaux, dont le Canada, ont préparé un plan de transition approuvé par le Conseil de sécurité visant à faire accéder la Namibie à l'indépendance, à condition qu'une escouade de maintien de la paix composée de militaires et de civils soit autorisée à superviser les élections. Le Canada a également appuyé les initiatives tentées pour régler le problème de la Rhodésie, depuis longtemps en souffrance. Il a aussi continué à revoir ses politiques vis-à-vis de l'Afrique du Sud, notamment celles qui débouchent sur des relations commerciales. En avril 1978, le gouvernement a publié un code de conduite sur les pratiques d'embauche des compagnies canadiennes opérant

en Afrique du Sud afin de souligner l'opposition du Canada à l'apartheid et d'encourager la pratique de l'égalité raciale.

Au Moyen-Orient, le Canada a salué le processus de négociations résultant des accords de Camp David et encouragé les voisins arabes d'Israël à y prendre part. A la suite des bouleversements survenus en Iran, le Canada a pris des mesures pour protéger ses ressortissants dans ce pays et développé des relations de travail efficaces avec le nouveau gouvernement.

Dans un monde où le recours à la force est de plus en plus fréquent, le Canada a continué de prôner la recherche de règlements pacifiques par l'entremise des Nations Unies, et il est demeuré un contributeur important aux opérations permanentes de maintien de la paix. En 1977 et 1978, l'expérience du Canada au Conseil de sécurité a fait ressortir la nécessité pour cet organe et pour l'Assemblée générale de rechercher activement des solutions aux problèmes politiques sous-jacents à divers conflits. A titre d'exemples de la façon dont le Canada a encouragé l'ONU à s'orienter dans cette direction, il importe de mentionner sa participation au Groupe des Cinq en vue du règlement de la question namibienne, et l'initiative qu'il a prise de concert avec les États-Unis et la Grande-Bretagne pour faciliter la reprise des négociations entre les communautés cypristes turques et grecques.

#### Canada: unité et identité

Le Ministère a continué à viser un équilibre délicat afin de traduire dans une politique étrangère cohérente les intérêts et préoccupations des Canadiens de langue française et de langue anglaise, ainsi que des dix gouvernements provinciaux. Dans le but de définir un intérêt national commun, il a trouvé encore d'autres moyens d'accroître la participation des autorités provinciales aux affaires internationales. Il a déployé des efforts spéciaux pour consulter les provinces et le secteur privé sur les positions adoptées par le Canada aux Négociations commerciales multilatérales et aux négociations avec les États-Unis sur les pêches et les frontières maritimes. Grâce à son programme d'affaires publiques et culturelles, le Ministère a sensibilisé davantage la communauté internationale au fait que le Canada est un pays démocratique, bilingue et multiculturel, capable de résoudre positivement ses problèmes internes. En outre, il s'est engagé à fond dans les activités du Commonwealth et de la Francophonie.

#### Relations économiques internationales

Dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques, du Fonds monétaire international et surtout du "Sommet économique" de Bonn, qui réunissait sept pays, le Canada n'a pas ménagé ses efforts pour s'attaquer aux problèmes communs de la croissance, de l'inflation, du chômage et de l'instabilité monétaire. La relation étroite entre les problèmes nationaux et internationaux a fait

ressortir la nécessité de renforcer les arrangements consultatifs entre pays industrialisés. De plus en plus, on se rend compte qu'une action concertée serait à l'avantage non seulement des grandes nations industrialisées, mais aussi de l'ensemble de la communauté internationale.

En 1978, quand les Négociations commerciales multilatérales sont entrées dans leur phase finale, il est devenu évident que leur succès contribuerait sensiblement à l'instauration d'échanges internationaux plus justes et plus libres. Les exportations canadiennes devraient profiter directement de la réduction générale des tarifs douaniers et de la suppression de barrières non tarifaires. On espère que les industries canadiennes deviendront plus concurrentielles, tant au plan national qu'international. Les résultats des NCM influenceront dans une grande mesure sur le processus d'ajustement plus vaste auquel devront s'astreindre les économies canadienne et mondiale.

#### Le défi Nord-Sud

Le Canada a maintenu son engagement envers le dialogue Nord-Sud de nombreuses façons: aux Nations Unies, par des contacts bilatéraux, par la formation de groupes spéciaux, ou par l'entremise des pays du Commonwealth et de la Francophonie. Le premier ministre Trudeau a pris part au "Sommet Manley", en Jamaïque, qui a donné à un petit groupe de chefs de gouvernement l'occasion de discuter officieusement des grands problèmes Nord-Sud. On a noté l'apparition d'une attitude plus pragmatique face au dialogue Nord-Sud; les confrontations rhétoriques ont diminué et l'attention s'est portée sur le recensement des questions au regard desquelles il serait réaliste d'espérer des progrès.

#### Aide au développement international

En dépit des impératifs du programme de restriction des dépenses gouvernementales, le budget de l'Agence canadienne de développement international a été maintenu à environ un milliard de dollars, ce qui traduit bien le désir du Canada de collaborer avec les pays et les peuples démunis du monde à un programme de développement efficace et humanitaire. Le Canada a continué à chercher des façons d'améliorer la qualité de son programme d'aide au développement et d'en préciser l'orientation.

#### Relations Est-Ouest, sécurité, course aux armements et désarmement

Pendant que la situation en Europe demeurait stable - l'Est et l'Ouest considérant toujours le relâchement des tensions sur ce continent comme un objectif souhaitable - des conflits surgis dans d'autres régions, notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est, ont mis à l'épreuve la détente à l'échelle mondiale. De concert avec ses alliés, le Canada a oeuvré pour empêcher que la confiance ne s'amenuise et réaffirmer la valeur de la détente. C'est dans cet esprit qu'il a activement mené à bien des relations mutuellement avantageuses avec

l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est au chapitre de la réunion des familles et des échanges commerciaux, culturels et scientifiques. Récoltant le fruit de ses efforts depuis 1970, le Canada s'est prévalu en 1978 des nouveaux débouchés nés de l'ouverture de la Chine à l'Occident.

Se fondant sur une étude récente de l'évolution des relations Est-Ouest, les chefs de gouvernement de l'OTAN réunis en mai 1978 au "Sommet de Washington" ont décidé d'adopter un programme général à long terme destiné à améliorer la position défensive et dissuasive de l'OTAN au cours des années '80. Le Canada a témoigné de sa fidélité à l'Alliance en participant à des opérations de défense collective et en maintenant des programmes de dépenses en capital afin de renouveler l'équipement des Forces canadiennes, y compris celles affectées aux opérations de l'OTAN.

Dans le discours qu'il a prononcé à la Session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement, le premier ministre Trudeau a esquissé les grandes lignes d'une "stratégie d'asphyxie" destinée à freiner la course aux armements nucléaires. Par suite d'initiatives canadiennes l'Assemblée générale qui a suivi, le nouveau Comité du désarmement (CD) devrait discuter, au moment opportun, d'une interdiction portant sur la production de matériaux fissiles, l'un des quatre points de la stratégie canadienne. En 1978, le Canada a suivi de près, tout comme ses alliés de l'OTAN, les pourparlers critiques entre les États-Unis et l'URSS sur la limitation des armes stratégiques. Il a affirmé qu'il considérerait la conclusion des SALT II comme un grand pas vers la réduction des risques d'affrontement stratégique nucléaire et l'élaboration d'une base plus stable pour le maintien de la paix et de la sécurité.

Au chapitre de la prolifération nucléaire, le Canada a joué un rôle actif dans les travaux de l'Évaluation internationale du cycle du combustible nucléaire (INFCE). Les résultats de cette étude exhaustive de deux ans influenceront considérablement sur les efforts internationaux en vue d'instaurer un régime de garanties nucléaires adaptées aux technologies nouvelles et devraient être disponibles pour la Conférence de révision du Traité sur la non-prolifération, en 1980. Sur le plan bilatéral, le Canada a négocié avec le Japon un accord qui satisfait entièrement à ses exigences en matière de non-prolifération, et l'accord intérimaire intervenu avec la Communauté européenne augure bien des négociations subséquentes en vue d'un accord exhaustif.

#### Approvisionnement et sécurité

Conjuguée à la hausse marquée des prix, l'incertitude quant aux approvisionnements de pétrole en provenance d'Iran et d'autres pays du Moyen-Orient a amené le Canada à prendre, de concert avec d'autres membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), des mesures correctives pour faire face à une éventuelle pénurie de pétrole brut à l'échelle mondiale. Dans l'immédiat, le Canada devra, tant de sa propre

initiative qu'en collaboration avec d'autres pays, mettre tout en oeuvre pour augmenter la sécurité énergétique grâce à un ensemble de mesures telles la gestion attentive des ressources énergétiques nationales, la diversification des importations énergétiques et la promotion dynamique d'une utilisation efficace de l'énergie. Il a activement cherché à conclure avec des pays comme le Mexique et le Venezuela des arrangements bilatéraux d'approvisionnement en pétrole destinés à renforcer notre sécurité énergétique à long terme.

### La dimension humaine

Tous les États, par suite de leur adhésion à la Charte des Nations Unies se sont engagés à protéger et à promouvoir les droits fondamentaux de toute personne vivant à l'intérieur de leurs frontières. Lorsque cette obligation internationale n'est pas honorée, les autres États, y compris le Canada, doivent s'en préoccuper. C'est sur cette prémisse qu'en 1978, le Canada a fait des démarches auprès d'un certain nombre de gouvernements au sujet de rapports faisant état de violations des droits de la personne; au sein de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, il a exhorté l'ONU à agir dans le cas de violations flagrantes de ces droits.

Le Canada a vigoureusement appuyé les efforts humanitaires du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en vue d'amener la communauté internationale à faire quelque chose pour adoucir le sort des réfugiés dans le monde. Au niveau politique, le Canada s'est penché sur la relation entre l'exode des réfugiés et les violations des droits de la personne dans les pays concernés. Il a continué à faire des démarches auprès de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est en faveur de parents de citoyens canadiens désireux de rejoindre leur famille au Canada. En 1978, on a enregistré à cet égard des progrès soutenus. La réunion des familles est également une composante de nos relations avec la Chine et le Vietnam.

### Protection des intérêts océaniques du Canada

Le Canada est reconnu pour son apport à la refonte des principes traditionnels du droit de la mer et pour ses conceptions nouvelles en matière de gestion des ressources océaniques. La Conférence sur le droit de la mer lui a permis de faire approuver à l'échelle multilatérale l'élargissement de sa zone de pêche à 200 milles et la limite de ses eaux territoriales à 12 milles; elle a aussi contribué à mieux faire accepter à la communauté internationale la nécessité d'accroître la juridiction de l'État côtier en ce qui concerne la pollution causée par les navires. En 1978, le Canada a consacré beaucoup d'efforts pour régler les problèmes en suspens depuis la Conférence, notamment en ce qui concerne le système international appelé à régir l'exploitation minière des grands fonds. Cette question revêt une importance indiscutable pour le Canada en tant que premier producteur de nickel au monde.

En 1978, des négociations de haut niveau ont abouti à la signature d'un Accord bilatéral sur les pêches avec le Japon, d'une Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique Nord-Ouest et d'un Protocole modifiant la Convention internationale concernant les pêcheries hauturières de l'océan Pacifique Nord. Le Canada a conclu avec la Communauté économique européenne un Accord ad referendum sur le libellé d'un Accord de pêche bilatéral, et il a convenu avec la France de nouveaux arrangements intérimaires pour 1979 en ce qui concerne les pêches autour de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les négociations canado-américaines sur les frontières maritimes et les pêches sur les deux côtes ont également progressé.

#### Coopération canado-américaine

La gestion de ses relations avec les États-Unis est demeurée au premier rang des priorités bilatérales du Canada. En dépit du nombre, de la variété et de la complexité des dossiers au cours, les relations canado-américaines ont rarement été meilleures. En 1978, les acquis ont été significatifs: signature d'un nouvel Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands lacs et discussions sur la pollution atmosphérique transfrontière; coopération relativement au gazoduc du Nord; études bilatérales d'envergure sur l'établissement d'une réserve de pétrole stratégique et échanges d'électricité en grande quantité; progrès vers un Accord sur la gestion des pêcheries de la côte Est; niveaux record d'échanges commerciaux. Par ailleurs, les deux pays ont continué à échanger régulièrement leurs points de vue sur les questions figurant au premier plan des relations internationales: la Namibie, le Moyen-Orient et Chypre, les droits de la personne, le sort des réfugiés, la non-prolifération des armes nucléaires, le désarmement et d'autres sujets.

#### Liens avec l'Europe de l'Ouest et le Japon

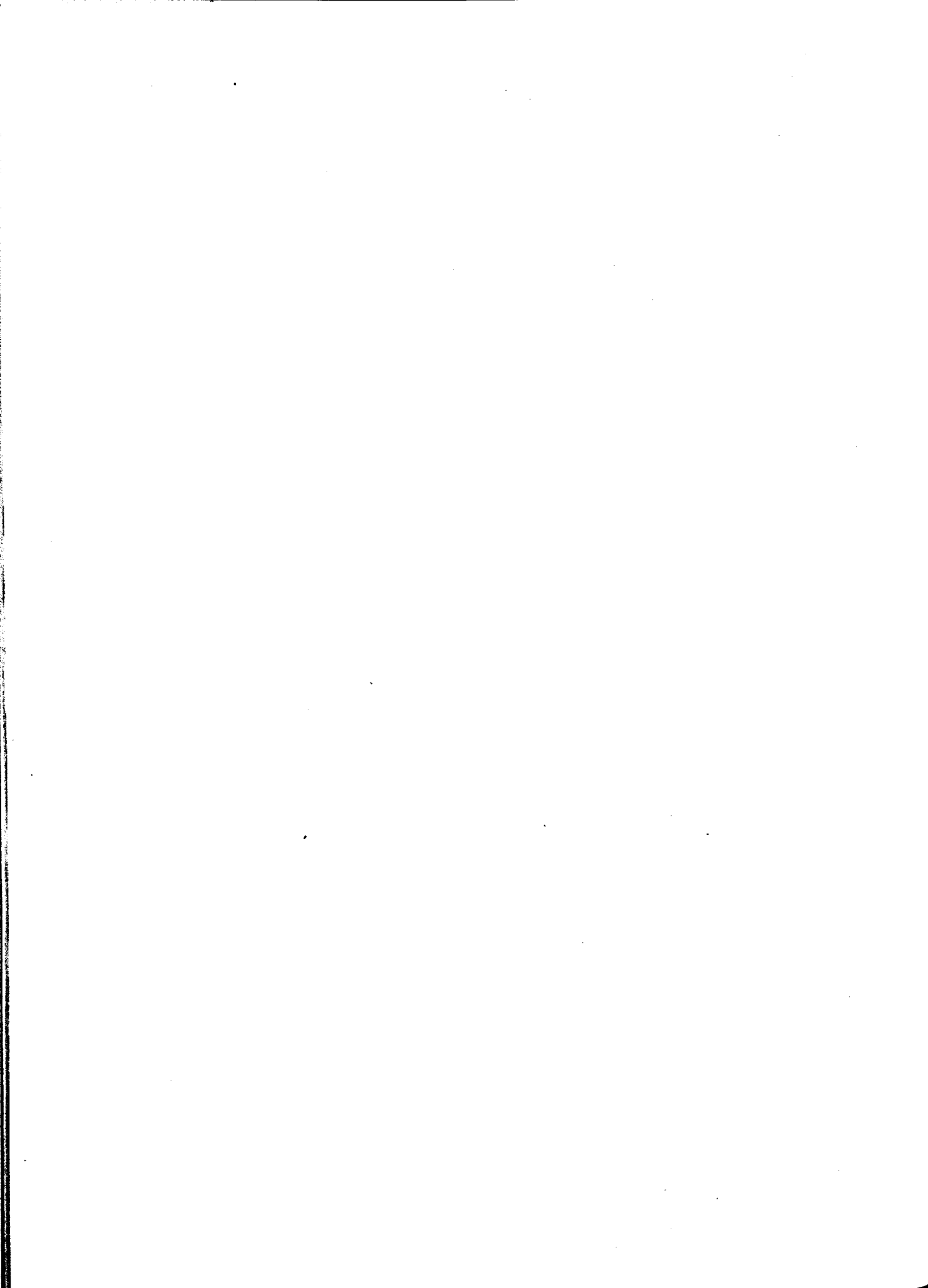
En 1978, le Canada a poursuivi ses efforts en vue d'intensifier ses relations économiques avec les Communautés européennes et les pays-clés d'Europe de l'Ouest. Il s'est particulièrement attaché à stimuler ses relations bilatérales avec la République fédérale d'Allemagne et la France sur le plan économique. Les visites du premier ministre dans plusieurs pays d'Europe ont reflété le désir du Canada de renforcer ses relations avec ce continent et sa détermination à atteindre un niveau d'échanges à la mesure de l'importance des économies canadienne et européenne et de la qualité de leur dialogue politique. Le Canada a continué à élargir et à diversifier ses relations politiques et économiques avec le Japon, et il a conclu avec ce pays des accords sur les pêches et sur de nouvelles garanties nucléaires.

Les initiatives du Canada sur la scène internationale font ressortir deux grands axes de sa politique extérieure. D'abord, entretenir un éventail de saines relations bilatérales en vue de promouvoir les intérêts des Canadiens et d'assurer que suite soit donnée à leur préoccupations. En deuxième lieu, accorder une priorité, dans la liste de nos objectifs nationaux, à l'équilibre mondial acquis au moyen de la coopération internationale puisque le bien-être des Canadiens en dépend de plus en plus.

PARTIE A

LE CANADA ET L'ORDRE INTERNATIONAL

Le Canada adhère à quelques cinquante organisations internationales où toutes les grandes questions touchant l'ordre mondial font l'objet de délibérations: sécurité collective, désarmement, commerce, développement économique, droit de la mer, mesures en faveur des réfugiés, etc. Lors de ces délibérations, les représentants du Canada présentent le point de vue canadien, font valoir nos intérêts nationaux et contribuent aux efforts visant l'établissement de la paix et de la justice dans le monde.





## CHAPITRE 1: SÉCURITÉ COLLECTIVE ET RÉOLUTION DES CONFLITS

### Désarmement et maîtrise des armements

Lors de la première Session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement, les délégués ont exprimé le désir des États de faire avancer la cause de la réduction des risques de guerre. Bien que durant l'année l'on n'ait pas conclu un accord important sur le désarmement et la maîtrise des armements, la Session extraordinaire tenue à New York du 23 mai au 30 juin a favorisé le recours aux moyens existants de consultation entre gouvernements. Elle a défini le cadre des négociations à venir par la création d'un nouveau Comité du désarmement (CD) et a stimulé l'intensification des efforts internationaux dans plusieurs domaines importants.

La réalisation la plus notable de la Session extraordinaire a été la réorganisation de ses organes de négociation et de délibération. Dorénavant, la Première commission de l'Assemblée générale des Nations Unies s'attachera exclusivement au désarmement et aux questions connexes de sécurité internationale. Rebaptisée Comité du désarmement (CD), la Conférence du Comité du désarmement (CCD), organisme multilatéral de négociation ayant son siège à Genève, s'est adjoint huit nouveaux membres. La présidence du Comité du désarmement sera confiée à chaque membre à tour de rôle; auparavant, le CD opérait sous la tutelle conjointe des États-Unis et de l'URSS. Ces changements ont amené la France, qui n'avait pas participé aux travaux de l'ancien Comité, à accepter de participer aux travaux du CD. On pense que la Chine suivra cet exemple.

Dans la discours qu'il a prononcé à la Session extraordinaire, le Premier ministre a mis l'accent sur la volonté du Canada qu'aboutissent les négociations en cours sur le désarmement et la maîtrise des armements. Il a proposé d'appliquer une "stratégie d'asphyxie" en quatre points afin de stopper la dynamique de la course aux armements. Il a préconisé l'interdiction totale des essais, des accords sur l'arrêt des vols d'essai de tout nouveau vecteur stratégique et interdisant toute production de matières fissibles à des fins d'armement, et un accord limitant puis réduisant progressivement les budgets militaires affectés aux nouvelles armes nucléaires stratégiques. Ces objectifs ont été énoncés dans le document final de la Session extraordinaire que les pays membres ont adopté par consensus.

Trois mois plus tard, l'esprit de compromis qui avait caractérisé la Session extraordinaire s'est manifesté de nouveau au cours de la Session ordinaire de l'Assemblée générale. Le représentant canadien passa en revue les points du document final qui préoccupaient le plus le Canada et déclara que son pays contribuerait à faire élargir les aires d'entente qui s'étaient formées durant la Session extraordinaire. Le Canada souhaitait que les entretiens pour la limitation des armes stratégiques (SALT) entre les États-Unis et l'Union Soviétique abouti-

raient bientôt à un accord pour que l'on procède d'urgence à une interdiction globale des essais nucléaires. Le représentant canadien a signalé l'intérêt renouvelé à l'idée de la cessation de la production des matières fissibles à des fins d'armements. Cette idée fut développée davantage dans une résolution proposée par le Canada et adoptée par une très forte majorité à l'Assemblée générale.

En juillet, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé la création du Bureau du Conseiller pour le désarmement et le contrôle des armements. Le Conseiller représente le Canada aux réunions des Nations Unies et d'autres grands organismes sur le désarmement, dont la Première commission de l'assemblée générale des Nations Unies, et sert de liaison, par l'entremise d'un groupe de consultation, à tous les particuliers et à toutes les institutions, tant au gouvernement qu'à l'extérieur, qui s'intéressent aux questions de désarmement et de maîtrise des armements.

Outre son principal mandat, qui est d'aider à formuler la politique du Canada en matière de désarmement et de maîtrise des armements, le Bureau du Conseiller appuie les efforts visant à informer le public et assure que des travaux de recherche et des projets spéciaux soient entrepris dans ce domaine. Le Bureau s'intéresse particulièrement aux politiques de non-prolifération en prévision de la Conférence chargée de réviser le Traité sur la non-prolifération des armements nucléaires, qui doit avoir lieu en 1980.

#### Non-prolifération

A la trente-troisième session de l'Assemblée générale de l'ONU, en plus des initiatives rapportées ailleurs, le représentant du Canada a coparrainé une résolution appelant la tenue, en 1980, d'une deuxième conférence en vue de réviser le Traité sur la non-prolifération. L'accueil fait à cette résolution, tout comme à celle sur les matériaux fissibles, est un témoignage supplémentaire de la vigueur avec laquelle la communauté internationale appuie la non-prolifération. Le Canada a continué à exhorter les pays qui ne l'avaient pas encore fait d'adhérer au Traité sur la non-prolifération ou, du moins, d'accepter l'application de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

En ce qui concerne le Canada et ses propres exportations nucléaires, l'année 1978 a été essentiellement marquée par la percée et la consolidation de ses efforts pour appliquer une politique plus rigoureuse relativement aux garanties applicables à ces exportations. Dans une tentative pour en assurer la stricte application, le Canada a eu des discussions à ce sujet avec un grand nombre de ses partenaires bilatéraux. En janvier, le Canada et la Communauté européenne ont conclu un accord révisé de coopération comprenant un arrangement temporaire de deux ans sur la question du retraitement. Au cours du voyage que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué en

Europe à la fin de janvier, on s'est entendu sur de nouvelles garanties bilatérales qui satisfont entièrement aux exigences de la politique de non-prolifération du Canada. Ces deux accords importants ont permis au Canada de reprendre ses livraisons d'uranium vers la Communauté européenne et le Japon, qui avaient été interrompues en 1977. Leur conclusion signifie également que le Canada a réussi à faire accepter sa politique de garanties par ses principaux clients dans le domaine nucléaire. Les négociations en vue d'un nouvel accord avec la Suisse se sont poursuivies et, à la fin de 1978, elles étaient sur le point d'aboutir.

En 1978, le Canada a continué d'appuyer les efforts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) visant à promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire tout en veillant, dans la plus grande mesure possible, à ne pas entraîner une prolifération de la capacité de production d'armes nucléaires. Les travaux menés en collaboration avec l'Agence dans le but de doter les réacteurs CANDU de meilleurs dispositifs de protection sont allés de l'avant. Les spécialistes canadiens du domaine des garanties et d'autres secteurs des activités de l'Agence ont continué de participer très activement à son programme de travail. Le Canada a également appuyé les efforts de l'Agence dans le domaine de l'assistance technique en contribuant tant à son Fonds volontaire qu'à des projets spéciaux.

Au niveau multilatéral, le Canada a continué de prendre part à des discussions visant à instaurer un régime international de non-prolifération plus efficace. A cet égard, l'initiative la plus importante en 1978 fut l'Évaluation internationale du cycle du combustible nucléaire (INFCE). Proposée au "Sommet" de Downing Street en mai 1977, cette évaluation de deux ans a été entreprise à une conférence organisationnelle tenue à Washington en octobre de la même année. En 1978, les huit groupes de travail de l'INFCE se sont attachés à rassembler et à analyser les données concernant certains aspects particuliers du cycle du combustible nucléaire. La première conférence plénière tenue à Vienne du 27 au 29 novembre marquait à la fois la fin de cette étape et le début de l'évaluation de l'INFCE, qui doit être complétée en 1979. En sa qualité de coprésident du Groupe de travail I (disponibilité du combustible et de l'eau lourde) et de participant à six des sept autres groupes de travail, le Canada a joué un rôle de premier plan à cet égard. La dernière conférence plénière aura lieu en février 1980, soit deux mois avant la Deuxième Conférence chargée de réviser le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et l'on s'attend à ce que les résultats de l'INFCE influent énormément sur celle-ci.

La publication, en janvier 1978, des "lignes directrices" relatives à l'exportation de technologie, d'équipement ou de matériaux nucléaires, arrêtées par le Groupe des fournisseurs nucléaires, constitue un autre jalon important des efforts multilatéraux en vue de promouvoir la non-prolifération. En tant que membre du GFN, le Canada a joué un rôle actif dans l'élaboration de ces lignes directrices. Sans

être aussi rigoureuses que la politique canadienne et constituer un régime international de non-prolifération idéal, elles représentent un pas significatif de la communauté nucléaire internationale vers l'acceptation de conditions efficaces applicables aux transferts nucléaires.

### Essais nucléaires

En 1978, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique ont poursuivi leurs négociations visant à mettre fin aux essais nucléaires. Bien que les parties n'aient pu conclure un traité à ce sujet, des progrès ont été enregistrés sur les points suivants: la vérification, la portée des interdictions (y compris les explosions nucléaires dites "pacifiques") et la question de savoir si le traité pouvait entrer en vigueur sans la participation de tous les États dotés de l'arme nucléaire. On espère qu'une fois que ces négociations tripartites auront réussi à dégager les éléments clé d'un traité d'interdiction, on pourrait ensuite négocier celui-ci à l'échelle multilatérale à la Conférence de Genève sur le désarmement qui vient d'être reconstituée.

Les échecs répétés des discussions tripartites ont conféré davantage d'importance au débat tenu sur la question à l'Assemblée générale des Nations Unies. Tel que rapporté ailleurs, le Canada a coparrainé une résolution exhortant les États en cause à conclure un traité d'interdiction des essais véritablement exhaustif et vérifiable et à faire aboutir leurs négociations avant le début de la Conférence de Genève sur le désarmement. En outre, une résolution des pays non alignés, également appuyée par le Canada, invitait les États dotés de l'arme nucléaire à suspendre tout essai tant qu'un traité n'aura pas été conclu. Le Canada continue d'attacher une très grande importance à la signature d'un traité exhaustif et conserve l'espoir qu'on aboutira à un document acceptable dans un avenir rapproché.

### Armes chimiques

Au cours de l'année 1978, les États-Unis et l'URSS ont poursuivi leurs discussions bilatérales en vue de déposer à la Conférence sur le désarmement un projet commun de traité sur les armes chimiques. Depuis deux ans, bon nombre des obstacles originaux ont été surmontés, mais il semble qu'il reste des détails à arrêter au chapitre de la vérification. Étant partie au Protocole de Genève de 1925 interdisant l'utilisation des armes chimiques et bactériologiques (biologiques), ainsi qu'à la Convention de 1972 interdisant la production et la possession d'armes bactériologiques, le Canada a pris une part active à toutes les discussions multilatérales visant à restreindre l'usage de telles armes.

Le Canada compte parmi les nations qui ont intensifié leurs efforts afin d'augmenter leur capacité de résoudre les problèmes que pourrait éventuellement poser la surveillance qu'exigerait une inter-

diction des armes chimiques. Afin de conserver l'élan vers la conclusion d'un accord sur les mesures propres à interdire le développement, la production et le stockage des armes chimiques, et à entraîner leur destruction, le Canada a coparrainé à l'Assemblée générale des Nations Unies une résolution invitant instamment les pays participants à poursuivre résolument cet objectif. En vue d'amplifier ses efforts dans ce domaine, le Canada a également coparrainé une résolution proposant la convocation, en 1980, d'une Conférence destinée à passer en revue l'utilisation des armes bactériologiques (biologiques).

### Conseil de sécurité

Au cours de la deuxième année du Canada au Conseil de sécurité, les négociations en coulisse visant l'adoption de résolutions par consensus ont été productives, faisant naître un sentiment de coopération. La situation en Afrique australe a encore une fois dominé l'ordre du jour. Pour d'autres secteurs de conflits internationaux, par exemple le Moyen-Orient, les efforts de règlement se sont déroulés en grande partie à l'extérieur de l'ONU, quoiqu'une nouvelle force de maintien de la paix ait été déployée au Moyen-Orient, cette fois au Liban, tel qu'indiqué ci-dessous.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a publiquement déploré la fâcheuse habitude qu'a le Conseil de feindre d'ignorer certaines situations qui constituent des menaces à la paix et à la sécurité internationales; de plus, il a réitéré sa suggestion selon laquelle il serait possible d'accroître l'efficacité du Conseil en tenant occasionnellement des rencontres privées et informelles au niveau des ministres des Affaires étrangères. Les membres du Conseil n'étaient pas tous d'accord avec cette suggestion, mais plusieurs réunions ont quand même eu lieu en présence de ministres.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a aussi laissé entendre qu'étant donné l'augmentation du nombre des pays membres de l'ONU depuis le dernier élargissement du Conseil de sécurité (151 membres en 1978 contre 118 en 1965), il fallait réexaminer la question de la taille du Conseil de sécurité. A la fin de l'année, le Bangladesh, la Jamaïque, la Norvège, le Portugal et la Zambie ont été élus au Conseil pour un mandat de deux ans à compter du 1er janvier 1979; ces États remplacent le Canada, la République fédérale d'Allemagne, l'Inde, l'île Maurice et le Venezuela.

### Maintien de la paix

A la suite de l'incursion israélienne au Sud-Liban, en mars 1978, le Conseil de sécurité a créé la FINUL afin de surveiller le retrait des forces israéliennes, de restaurer la paix et la sécurité internationales et d'aider le gouvernement du Liban à reprendre en main ce territoire. En septembre, le mandat de la FINUL a été prorogé au 19 janvier 1979. Le Canada a mis une unité de communicateurs à la disposition de la FINUL pour une période de six mois se terminant le 1er octobre 1978.

Les autres principales forces de maintien de la paix de l'ONU, dans la constitution desquelles le Canada joue un rôle essentiel, ont vu leur mandat prolongé par le Conseil de sécurité en 1978: celui de la Force d'urgence des Nations Unies (FONU), à laquelle participe 1,210 canadiens et qui cantonnée dans le Sinaï, est prolongé de neuf mois, jusqu'au 24 juillet 1979; celui de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) est prolongé de six mois, jusqu'au 31 mai 1979; enfin, celui de la Force des Nations Unies à Chypre, à laquelle participe 515 canadiens, est lui aussi prolongé de six mois, jusqu'au 15 juin 1979.

Si l'ONU a mené avec succès les opérations de maintien de la paix sur les lieux mêmes où elle a envoyé des forces à cette fin, elle reste aux prises avec un profond désaccord quant à la politique relative au maintien de la paix. Le Comité spécial des opérations de maintien de la paix (également connu sous le nom de Comité des 33) dont le Canada fait partie, n'a tenu aucune réunion formelle en 1978 et demeure incapable de définir les lignes directrices des futures opérations de maintien de la paix, en raison de divergences entre ses membres quant aux principes devant régir la mise sur pied, le financement et le contrôle de ces opérations. Durant l'année, le Canada a présenté à l'ONU un document global dans lequel il décrit comment devraient, selon lui, être établies et menées les opérations de maintien de la paix et propose un certain nombre d'améliorations pratiques à cet égard. Certaines de ces propositions ont été reprises dans une résolution sur le maintien de la paix qui a été présentée à la 33<sup>e</sup> Session et adoptée sur l'initiative des pays de la Communauté économique européenne. Un appel a été lancé aux États membres pour qu'ils appuient les opérations de maintien de la paix de l'ONU et y contribuent davantage afin de renforcer la capacité d'intervention de l'ONU à cet égard. Pour la première fois, on a invité les pays membres à envisager de donner à leurs forces armées une formation aux opérations de maintien de la paix.

#### Afrique australe

Le débat sur les politiques d'apartheid de l'Afrique du Sud s'est poursuivi en 1978, suivant en cela le rituel établi. L'Assemblée générale a adopté quinze résolutions sur le sujet; le Canada a appuyé sept d'entre elles et s'est opposé ou abstenu de voter sur huit autres.

Le Conseil de sécurité n'a pas formellement étudié la question de l'apartheid en 1978, en partie parce que l'attention se portait principalement sur la Namibie, où il semblait possible de progresser vers une solution pacifique.

Les cinq membres occidentaux du Conseil (Canada, République fédérale d'Allemagne, France, Grande-Bretagne et États-Unis) ont intensifié en 1978 leurs efforts visant à en arriver à un règlement négocié en Namibie sur la base de la résolution 385 du Conseil de sécurité; le

secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et ses homologues ont fréquemment participé personnellement à ces efforts, qui ont abouti à un projet de règlement dont le Conseil de sécurité a été saisi le 10 avril. Après l'acceptation de la proposition par l'Afrique du Sud et par l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), le Conseil a adopté une série de résolutions demandant au Secrétaire général de préparer un rapport concernant l'application de la proposition occidentale, et a autorisé la création du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT).

A la fin de l'année, diverses questions restaient à régler, dont la composition du GANUPT, la date des élections sous supervision de l'ONU et la proclamation d'un cessez-le-feu.

La neuvième Session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée à la Namibie et tenue du 24 avril au 3 mai, a adopté une résolution réaffirmant la responsabilité de l'ONU à l'égard du territoire, appuyant les objectifs et la lutte armée de la SWAPO et réclamant le retrait total et inconditionnel de l'Afrique du Sud. Au nombre des 21 membres qui se sont abstenus, les cinq membres occidentaux ont allégué qu'ils ne souhaitaient pas adopter formellement une position à l'égard de la résolution au moment où leur initiative en vue d'un règlement négocié était dans une phase critique. C'est pour cette même raison qu'ils se sont abstenus, de concert avec un certain nombre d'autres États, sur trois résolutions concernant la Namibie présentées au cours de la 33<sup>e</sup> Session ordinaire.

L'Assemblée générale adopte habituellement deux résolutions sur la Rhodésie. La résolution A, de portée générale, avait été adoptée à l'unanimité en 1975, 1976 et 1977, mais cette année, le Canada et neuf autres États se sont abstenus. Treize pays, dont le Canada, se sont abstenus sur la résolution B, qui réclamait l'élargissement des sanctions de caractère exécutoire contre la Rhodésie pour y inclure des mesures dont l'application incomberait au Conseil de sécurité, notamment un embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud.

A la suite du "règlement interne" annoncé par le Premier ministre Ian Smith le 3 mars, le Conseil de sécurité s'est réuni pour étudier la situation. Le débat a révélé un large terrain d'entente parmi les diverses délégations, mais il n'a pas permis d'aboutir à un consensus, le groupe des cinq s'abstenant lors du vote sur la résolution. Lors de l'explication de vote, le délégué canadien a déclaré que le règlement interne n'était pas satisfaisant et réaffirmé l'appui du Canada à l'égard des propositions de paix anglo-américaines.

La question de l'apartheid a également dominé les débats de la Conférence mondiale de lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève en août. Le Canada, de concert avec plusieurs autres pays occidentaux, s'est retiré de la Conférence lorsqu'il a échoué dans sa tentative de faire supprimer de la déclaration finale.

certaines allusions litigieuses à la situation au Moyen-Orient, notamment aux prétendus liens "sionisme-racisme". (Voir également Afrique).

### Moyen-Orient

Malgré la signature des accords de Camp David entre Israël et l'Égypte, l'Assemblée générale a adopté treize résolutions sur le Moyen-Orient qui sont presque un calque de celles des années précédentes. La plupart du temps, les débats étaient virulents et n'étaient guère propices à une action positive. Le Canada a voté en faveur de quatre résolutions, s'est opposé à six d'entre elles et s'est abstenu sur trois autres.

Le Canada a constamment appuyé les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, adoptées en 1967 et 1973 respectivement, les considérant comme le point de départ de négociations pouvant aboutir à un règlement pacifique des conflits en question. Le Canada a fort bien accueilli l'initiative du président Carter qui a réuni à Camp David les chefs de gouvernement d'Israël et de l'Égypte, et a appuyé les accords qui y ont été conclus.

Le Conseil de sécurité a créé la Force intérimaire des Nations Unies au Liban à la suite de l'incursion israélienne au Liban en mars. Le Canada a détaché une unité de communicateurs auprès de cette Force. Le Conseil de sécurité a également prolongé le mandat de deux autres forces de maintien de la paix au Moyen-Orient. (Voir également Moyen-Orient.)

### Chypre

La présence de soldats canadiens au sein de la Force des Nations Unies à Chypre (UNFICYP) reste la principale contribution du Canada à la cause de la paix à Chypre. Lors du débat à ce sujet à l'Assemblée générale, le Canada a réclamé des parties en présence qu'elles lui donnent de nouvelles assurances qu'elles désirent sincèrement la paix et s'efforcent résolument d'y parvenir, et a demandé instamment que reprennent dans les meilleurs délais les négociations entre les deux communautés, grâce aux bons offices du Secrétaire général.

En avril 1978, la communauté cyprïote turque a présenté au Secrétaire général des propositions constitutionnelles et territoriales qui ont été rejetées par les Cyprïotes grecs. En novembre, des propositions visant à faciliter la reprise des négociations entre les communautés ont été présentées aux partis en présence et au Secrétaire général. Le Canada a appuyé la résolution de l'Assemblée générale sur Chypre parce qu'elle insiste sur la nécessité de reprendre les négociations.



### Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

La politique extérieure canadienne demeure grandement influencée par l'appartenance du Canada à l'OTAN. Partisan de la défense collective, le Canada reste convaincu de l'importance du rôle politique que joue l'OTAN en cherchant, par la négociation, la conciliation et le règlement des différends, à réduire et à éliminer progressivement les facteurs de conflits entre l'Est et l'Ouest. Ainsi, en plus de participer à l'effort de sécurité collective de l'Alliance, le Canada a de plus en plus mis l'accent sur des consultations relatives aux questions Est-Ouest comme la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les pourparlers américano-soviétiques sur la limitation des armes stratégiques (SALT) et les entretiens de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR).

En dépit des contraintes budgétaires, le Canada a consacré des sommes importantes à l'acquisition d'un équipement ultra moderne pour ses Forces armées. En 1978, le Canada signait également des accords pour l'acquisition et la mise en service d'un système aéroporté de pré-alerte.

Seul le F18A de McDonnell-Douglas et le F16 de General Dynamics ont été retenus pour évaluation finale en vue de la livraison d'un nouveau chasseur; les négociations se sont également poursuivies en vue de l'acquisition de six nouvelles frégates de patrouille pour les Forces canadiennes. Le premier char de combat Leopard I a été livré en 1978.

En sa qualité de membre de l'OTAN, le Canada a pu continuer de développer ses relations politiques, économiques, scientifiques et techniques avec l'Europe. L'Alliance, au sein de laquelle le Canada et les États-Unis non seulement peuvent mais doivent s'intéresser de près aux affaires européennes, illustre bien l'interdépendance qui existe entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Elle permet en outre au Canada de consulter périodiquement 14 autres pays (dont huit des neuf membres de la Communauté européenne) sur divers sujets politiques et militaires.

Les chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Atlantique Nord se sont réunis à Washington les 30 et 31 mai 1978. L'étude des tendances à long terme des relations Est-Ouest, dont on avait convenu l'an dernier à Londres, a confirmé la validité des objectifs de l'Alliance qui sont de maintenir la sécurité et de rechercher la détente. Les dirigeants des pays membres de l'OTAN ont accepté les objectifs du programme de défense à long terme proposé par leurs ministres de la défense et ont noté avec satisfaction certaines améliorations apportées par l'OTAN à la planification préalable de défense grâce à des programmes de modernisation et à une planification intégrée des activités de défense.

### Coopération bilatérale en matière de défense

Le Canada a conclu des ententes bilatérales de défense avec un certain nombre de ses partenaires de l'OTAN. Celles qui concernant la défense de l'Amérique du Nord exigent une consultation et une coopération des plus étroites avec les États-Unis d'Amérique, en conformité avec l'objectif du Canada qui est de garantir sa propre souveraineté.

Les travaux de la Commission mixte permanente de défense, principal organe consultatif en matière de défense continentale, sont dirigés par deux coprésidents qui font directement rapport à leurs chefs de gouvernement respectifs. En 1978, la Commission a étudié diverses questions comme l'amélioration des systèmes de défense aérienne de l'Amérique du Nord, la planification d'urgence pour le redéploiement des appareils militaires américains sur les bases canadiennes en temps de crise et le maintien des programmes bilatéraux de partage de la recherche et de la production de défense.

L'accord prévoyant la création du Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord, le mieux connu de nos accords bilatéraux de défense, doit être revu périodiquement pour assurer son adaptation à une situation en évolution. La recherche du meilleur moyen d'assurer la défense aérienne du continent nord-américain pendant les 20 prochaines années fait actuellement l'objet d'une étude canado-américaine; cette étude, qui a reçu le feu vert en 1978, devrait être terminée avec le deuxième semestre de 1979.

Même si la préparation préalable au combat est évidemment l'une des grandes priorités de nos relations de défense avec les États-Unis, les opérations militaires et civiles de recherche et de sauvetage en temps de paix, la production de rapports météorologiques, la planification civile d'urgence et la recherche dans le Grand Nord sont autant d'activités envers lesquelles le Canada s'est engagé. Des situations d'urgence civile, comme la chute du satellite nucléaire soviétique Cosmos 954 dans les Territoires du Nord-Ouest en janvier 1978, ont nécessité une opération essentiellement civile à laquelle les Forces canadiennes ont fourni des services de soutien.

### Aide à la formation militaire

Administré par un comité interministériel dont la présidence a été confiée au ministère des Affaires extérieures, le programme d'aide à la formation militaire permet à des membres des forces armées de certains pays non membres de l'OTAN d'effectuer, sur demande et lorsque des postes sont disponibles, des stages d'instruction militaire pour officiers ou officiers d'état-major subalternes, ou pour l'exercice d'un métier au sein des forces armées.

En 1978, 85 stagiaires de pays asiatiques, africains et antillais ont été formés au Canada, et environ 50 pour cent d'entre eux ont suivi les cours d'officiers.

### Pourparlers sur la limitation des armes stratégiques (SALT)

Depuis près de dix ans, les États-Unis et l'Union soviétique sont engagés dans des négociations devant aboutir à la conclusion d'un accord en vue de mettre fin à la course aux armements stratégiques et entamer le processus de réduction des arsenaux nucléaires. En 1972, les deux superpuissances ont signé leur premier accord sur la limitation des armes nucléaires stratégiques (SALT I), et en 1974, à Vladivostok, elles sont parvenues à une entente sur les grandes lignes d'un accord plus vaste et plus définitif (SALT II). Les États-Unis ont présenté de nouvelles propositions en 1977 et en 1978; à la fin de l'année, les parties étaient presque parvenues à un accord et on avait bon espoir que le traité SALT II soit signé au début de 1979.

La recherche d'un accord sur la limitation des armes nucléaires stratégiques est considérée depuis longtemps comme l'objectif le plus urgent dans le cadre de la maîtrise des armements. Il est essentiel à l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest et à la paix et la sécurité mondiales que les deux superpuissances s'entendent pour limiter le stockage et le perfectionnement des armes nucléaires stratégiques afin de préserver et de stabiliser davantage l'équilibre entre les parties et, ainsi, réduire les risques de guerre.

En 1978, à l'OTAN comme à l'occasion d'entretiens bilatéraux, le Canada a continué à appuyer vigoureusement la recherche d'une entente dans les meilleurs délais sur des mesures propres à stopper la course aux armements nucléaires et, subséquemment, à faire marche arrière.

### Réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR)

Après les SALT, la seconde grande série de négociations entre l'Est et l'Ouest sur la maîtrise des armements a lieu dans le cadre de la Conférence sur les réductions mutuelles de forces et d'armements et sur les mesures connexes en Europe centrale, plus connue sous le sigle MBFR. Entamées à Vienne en 1973, ces négociations mettent en présence les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie et visent à réduire l'importance des forces armées massées dans cette partie du monde. Comme on s'y attendait, les difficultés ont été nombreuses et les travaux ont progressé avec lenteur. L'un des principaux obstacles a résidé dans l'incapacité de s'entendre sur l'importance des forces armées dont disposent l'Est et l'Ouest dans la région où l'on se propose d'effectuer des réductions et, par conséquent, dans l'incapacité de convenir de l'ampleur des réductions que chaque côté devrait consentir pour arriver à un certain équilibre. Aucune entente n'était encore en vue à la fin de 1978.

Le Canada est toujours persuadé de l'importance d'une telle entente. C'est pourquoi, au sein de l'OTAN, il a toujours appuyé fermement les objectifs des MBFR et participé activement à la formulation des politiques et à la conduite des négociations dans ce domaine.

## CHAPITRE 2: SYSTÈME ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

### Relations en matière de commerce et de produits de base

Les gouvernements des pays industrialisés, dont le Canada, ont continué d'affronter les multiples problèmes découlant de la conjoncture économique internationale du milieu et de la fin des années 70, notamment l'inflation, la lenteur de la croissance, la hausse ininterrompue du prix de l'énergie, les fluctuations prononcées des taux de change, l'obligation de procéder à des ajustements structurels afin de faire face à la concurrence internationale sans devoir payer des coûts socio-économiques inacceptables sur le plan national ou tomber dans le protectionnisme, et enfin, la nécessité de trouver une base plus solide et plus équitable pour les relations économiques entre le Nord et le Sud.

Conscients de l'urgence de ces problèmes, les dirigeants mondiaux ont consacré davantage de temps et d'efforts à la recherche de solutions. Le Canada a joué un rôle actif au "Sommet" économique de Bonn en juillet et au "Sommet" de Runaway Bay (Jamaïque) en décembre. On a noté en 1978 une recrudescence des activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en ce qui concerne les Négociations commerciales multilatérales (NCM) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (particulièrement en ce qui concerne le Fonds commun de stabilisation des prix des produits de base). Les résultats obtenus permettent de croire que l'année 1979 verra la conclusion d'un accord sur les grands problèmes du commerce international.

La question de l'énergie est demeurée au centre des préoccupations des gouvernements. A l'instigation du Canada, les participants au "Sommet" de Bonn ont demandé à la Banque mondiale et à l'OCDE de multiplier leurs efforts afin d'accroître les ressources énergétiques renouvelables et les hydrocarbures mis à la disposition des pays en développement importateurs de pétrole. L'apparence d'un surplus de pétrole sur les marchés mondiaux s'est rapidement dissipée à la fin de l'année quand les bouleversements survenus en Iran se sont répercutés sur les exportations de pétrole de ce pays, ce qui a amené le Canada et les autres membres de l'AIE à reporter leur attention sur les moyens de réduire la demande sur les marchés pétroliers internationaux. Dans le domaine de l'énergie nucléaire, le Canada a conclu avec la Communauté européenne et le Japon des ententes comportant des garanties plus rigoureuses et a repris ses livraisons d'uranium vers ces deux grandes puissances nucléaires. Le Canada a aussi joué un rôle de premier plan dans les importants travaux du Programme international d'évaluation du cycle du combustible nucléaire (INFCE).

### Grandes lignes de la politique économique

En 1978, le Canada est demeuré aux prises avec de sérieux problèmes économiques, notamment la persistance d'un taux de chômage et

d'inflation élevé et la faiblesse accrue du dollar canadien sur les marchés des changes étrangers. Lors de consultations avec d'autres pays industrialisés, le Canada a fait ressortir la relation étroite qui s'établit entre ses problèmes économiques nationaux et internationaux.

En juin, lors de sa réunion ministérielle, l'OCDE a adopté un "programme d'action concertée" destiné à stimuler une croissance économique durable et non inflationniste dans les pays industrialisés. On doit cette initiative à une meilleure compréhension du caractère interdépendant de l'expansion économique et à la conviction grandissante qu'une action distincte mais coordonnée serait à l'avantage de tous les pays industrialisés et de l'ensemble de la communauté internationale. Les ministres ont également décidé d'aller de l'avant avec des études sur l'incidence de l'augmentation des importations de produits manufacturés en provenance des pays en développement et la nécessité correspondante de procéder à des ajustements structurels et de résister aux pressions protectionnistes afin d'assurer le bon fonctionnement du système d'échanges internationaux.

En juillet, le Premier ministre a participé au "Sommet" économique de Bonn en compagnie des chefs d'État ou de gouvernement d'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon, ainsi que du président de la Communauté européenne. Les dirigeants ont convenu d'un train de mesures économiques visant à stimuler l'emploi et la croissance nationale sans engendrer d'inflation, à réduire les déséquilibres de la balance commerciale et les mouvements déstabilisants des taux de change. Ils se sont engagés à réduire leur dépendance à l'égard du pétrole importé en limitant l'augmentation de la consommation nationale et ils ont réclamé davantage d'investissements privés et publics pour encourager la production et l'utilisation efficaces de ressources énergétiques nouvelles et traditionnelles. Ils ont en outre souligné l'importance que revêt pour l'avenir du système d'échanges internationaux le succès des Négociations commerciales multilatérales du "Tokyo Round". Enfin, ils ont salué les travaux de l'OCDE sur la multiplication des liens économiques entre pays développés et en développement et sur la nécessité d'apporter des changements structurels dans le secteur de la production économique.

Les participants à la trente-troisième Session de l'Assemblée générale des Nations Unies ont étudié les grandes questions économiques à l'ordre du jour du dialogue Nord-Sud. Les efforts du Canada pour créer des liens fondés sur l'intérêt mutuel entre les pays développés et en développement ont contribué à l'adoption, par consensus, d'une résolution sur le développement et la coopération internationale. Au sein de la Deuxième commission de l'Assemblée générale, le Canada a également réussi à faire préciser le mandat du Comité plénier, le Comité de "survol", créé lors de la dernière Assemblée générale, ainsi qu'à obtenir que l'on s'entende sur une résolution établissant un comité préparatoire en vue de la nouvelle Stratégie du développement international, qui sera sans doute promulguée à la suite de la session extraordinaire de l'ONU consacrée au développement qui se tiendra en 1980.

A la fin de décembre, le Canada a participé, en compagnie de six autres pays (l'Allemagne, l'Australie, la Jamaïque, le Nigeria, la Norvège et le Venezuela) à une réunion de chefs d'État ou de gouvernement tenue en Jamaïque dans le but d'étudier les grands problèmes Nord-Sud confrontant la communauté mondiale. Les participants ont discuté de commerce et de ressources, mais ils se sont principalement penchés sur l'atmosphère du "dialogue Nord-Sud" et sur l'opportunité d'accorder, dans les négociations internationales entre pays développés et en développement, une attention prioritaire aux questions susceptibles de progresser à l'avantage mutuel des parties en cause. Le Canada a approuvé l'organisation de rencontres réunissant les dirigeants des pays développés et en développement pour discuter de questions régionales ou spécialisées.

Le Canada a aussi continué à participer à des consultations régulières et spéciales - au sein de la CNUCED, de l'OCDE, de l'OTAN, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), de l'Association internationale de développement (IDA) et d'institutions de développement régional. La position du Canada se fonde essentiellement sur la reconnaissance du fait que, dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante, seuls des efforts soutenus pour s'assurer que les mesures adoptées au niveau international sont légitimes, réalistes et appropriées engendreront des progrès satisfaisants vers la solution des problèmes économiques communs. Les effets des actions nationales et internationales se propagent rapidement par l'entremise du système économique mondial et il importe par conséquent que tous les gouvernements demeurent conscients des implications de leur politique nationale sur les autres pays. En 1978, le Canada a poursuivi ses efforts pour répandre cette vision.

#### Politique commerciale

En 1978, par le biais de sa politique commerciale, le Canada a tenté d'harmoniser l'objectif à long terme que constitue la création d'un système d'échanges internationaux plus ouvert avec l'objectif national à moyen et court terme qu'est l'accroissement de l'efficacité économique avec un minimum de bouleversement dans la situation de l'emploi.

Au cours de l'année, les NCM ont enregistré des progrès considérables. Avant de se rencontrer au "Sommet" de Bonn en juillet, les principaux participants aux Négociations se sont mis d'accord sur un "cadre d'entente" qui a permis de résoudre un grand nombre de problèmes complexes de négociations et de procédures. Grâce à l'impulsion donnée à Bonn, à la fin de l'année on avait déjà fait avancer de façon significative l'ébauche d'ententes sur un certain nombre de questions non tarifaires et amorcé la dernière phase intensive des négociations. Compte tenu des progrès réalisés à la fin de décembre, il y avait de bonnes chances que les NCM débouchent sur l'élaboration, au sein du

GATT, de règlements plus détaillés en matière de commerce international; conjugués avec les concessions tarifaires négociées, ces règlements créeraient pour les années 80 et 90 un environnement commercial plus juste et plus libéral. L'un des objectifs premiers de la politique commerciale du Canada demeure le façonnement de l'environnement commercial au lendemain des NCM de sorte qu'il se prête à la croissance et à l'expansion de l'économie canadienne. Comme le Canada est un pays dont le bien-être économique dépend dans une large mesure du commerce international, il est vital pour lui de s'assurer que les mécanismes internationaux suffisent à prévenir un retour généralisé à des politiques protectionnistes qui ne peuvent que nuire, à long terme, au bien-être de tous les pays du monde.

Au cours de l'année, des négociations sur une vaste gamme de produits de base agricoles et de produits de la pêche ont eu pour but de stabiliser et de protéger les revenus des producteurs ainsi que d'améliorer les débouchés sur les marchés d'exportation. A court terme, les restrictions à l'importation ont été maintenues afin d'éviter que les fluctuations du marché international ne viennent bouleverser les marchés nationaux de produits comme le boeuf, le fromage, les oeufs et la dinde. On a poursuivi des négociations multilatérales et bilatérales à long terme dans le triple but de libéraliser les échanges internationaux, d'élargir les marchés accessibles aux produits agricoles et aux produits de la pêche du Canada et de renouveler le cadre international de consultation et de coopération pour le commerce de ces produits. Dans le contexte des NCM, d'importants pourparlers sur les tarifs relatifs aux produits agricoles et aux produits de la pêche ont progressé et des négociations tarifaires bilatérales se sont engagées en vue de donner suite aux recommandations de la Commission du tarif de modifier le tarif appliqué aux fruits et aux légumes.

A la suite de la décision prise à la fin de 1977 d'imposer un contingentement global sur les importations de chaussures aux termes de l'article XIX du GATT, le Canada a poursuivi ses consultations avec ses principaux fournisseurs, les États-Unis, la Communauté européenne et le Brésil.

En octobre 1978, le Canada a entrepris sa première enquête sur les droits compensateurs en vertu des nouveaux règlements adoptés à cet égard en 1977. L'enquête a pour but de déterminer si les importations au Canada de ficelle botteleuse ont bénéficié de subventions du gouvernement canadien dans les limites permises par le Tarif des douanes.

Au cours de 1978, le Canada a négocié des accords bilatéraux sur les textiles avec sept grands fournisseurs de textiles et de vêtements bon marché: la République de Corée, la République populaire de Chine, Hong Kong, Taiwan, les Philippines, la Pologne et la Roumanie. Les accords portent sur une vaste gamme de textiles et de vêtements et englobent environ 80 p. cent des importations canadiennes de produits du textile bon marché. Ils ont été négociés en vertu de l'Arrangement

concernant le commerce international des textiles (ITA), qui a été prorogé pour une autre période de quatre ans à la fin de 1977. Le Canada a accepté le Protocole de prorogation en octobre 1978. Les accords bilatéraux sont entrés en vigueur le 1er janvier 1979 et, à l'exception de celui intervenu avec la RPC, ils le demeureront durant trois ans. A la même époque, les contingentements sur les vêtements introduits en novembre 1976 ont pris fin le 31 décembre 1978. Aux termes des nouveaux accords, qui sont appuyés par un mécanisme de surveillance des importations, le gouvernement devra maintenir les importations à un niveau qui ne risque pas de bouleverser sérieusement l'industrie du textile. Les contingentements globaux ont obtenu l'effet escompté en permettant à l'industrie de se remettre du dur coup que lui avaient porté les importations massives de 1975 et 1976.

### Produits de base

En 1978, le Programme intégré pour les produits de base de la CNUCED a continué à susciter une activité internationale intense. Grand exportateur et importateur de produits de base, le Canada porte un intérêt vital aux discussions internationales sur la question. Il a été représenté à une vingtaine de réunions de la CNUCED sur les produits de base allant du thé au minerai de fer. Les travaux préparatoires de la CNUCED sur d'éventuels arrangements internationaux en matière de cuivre revêtent une importance particulière pour le Canada; trois réunions sur le cuivre ont eu lieu en 1978 et d'autres sont prévues pour 1979.

Le Canada a participé activement à la Conférence des Nations Unies sur le caoutchouc naturel tenue en novembre 1978, également sous les auspices du Programme intégré pour les produits de base. Cette Conférence où devait se négocier un accord international visant à stabiliser les prix du caoutchouc n'a pas débouché sur un consensus. Toutefois, certains progrès ont été réalisés et les travaux reprendront en 1979. En 1978, le Canada a également collaboré aux travaux préparatoires à la négociation d'un Accord international sur le cacao, prévu pour le début de 1979. Les représentants du Canada ont continué de prendre part aux travaux permanents des conseils internationaux sur l'étain, le café, le cacao et le sucre et des groupes internationaux d'étude du plomb, du zinc et du caoutchouc.

En 1978, les discussions et négociations internationales portant sur un nouvel accord international sur le blé et sur la convention sur l'aide alimentaire devant l'accompagner ont présenté un intérêt particulier pour le Canada. Ce nouvel accord, qui viendrait remplacer celui de 1971, est dépourvu de dispositions économiques et aurait pour but d'accroître la sécurité alimentaire mondiale et la stabilité des prix du blé.

En 1978, on a marqué des progrès considérables dans le cadre des longues négociations internationales en vue de la création d'un Fonds commun de stabilisation des prix des produits de base. A la



troisième session de négociation, tenue en novembre 1978, un vaste consensus général s'est fait jour parmi les participants quant aux objectifs de base du Fonds et les divergences de vue relatives à son financement se sont quelque peu atténuées. Bien qu'un grand nombre de questions importantes demeurent en souffrance, il y a tout lieu d'espérer qu'elles pourront être réglées en 1979. Le Canada est favorable à la création d'un Fonds commun et il continuera à travailler activement, de concert avec les autres participants, pour en faire un instrument international viable et efficace.

Il convient de noter, en conclusion, que les intérêts du Canada en matière de produits de base sont étroitement liés aux activités internationales se déroulant en 1978 dans un grand nombre d'autres instances, notamment la présente session des Négociations commerciales multilatérales et les négociations internationales sur le droit de la mer (toutes deux traitées ailleurs).

### Energie

En raison de l'abondance des stocks de pétrole sur le marché international et de la non-augmentation des prix par l'OPEP, la situation énergétique mondiale a affiché un calme trompeur pendant la majeure partie de 1978. Dans une atmosphère aussi sereine, ce fut un défi pour les nations industrialisées que de poursuivre l'élaboration de politiques énergétiques communes fondées sur les projections des réserves pétrolières mondiales pour les années 80. Au sein de l'Agence internationale de l'énergie et au "Sommet" de Bonn, elles se sont finalement entendues sur certaines mesures destinées à réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole importé. A Bonn et à l'ONU, on a également mis sur pied des programmes d'aide à l'exploitation de ressources énergétiques dans les pays sous-développés. A la fin de l'année, la tournure inquiétante des événements concernant les approvisionnements en pétrole et la hausse du prix de ce produit a démontré la nécessité d'améliorer la coopération internationale dans le domaine de l'énergie.

Avec la disponibilité de nouvelles sources de pétrole provenant de la mer du Nord, de l'Alaska et du Mexique et une réduction de la demande dans les pays industrialisés - deux faits nouveaux qui ont reflété le choc ressenti de 1973 à 1978, alors que le prix du pétrole a quadruplé - le marché international a semblé enregistrer en 1978 un surplus de pétrole. Conscients de cet excédent temporaire, les pays membres de l'OPEP ont laissé le prix de leur "brut de référence" au niveau fixé en juillet 1977 (soit \$12,70 le baril) pendant toute l'année 1978.

Néanmoins, les gouvernements de la plupart des pays industrialisés ont convenu de la nécessité de concerter leurs politiques énergétiques nationales afin de faire face à une pénurie plus grave qui, selon eux, devrait survenir bien avant la fin du siècle. A cet égard, une de leurs tâches principales serait de faciliter la transition vers

une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole importé. L'Agence internationale de l'énergie est devenue le haut lieu des efforts intergouvernementaux en ce sens. En avril 1978, les pays membres de l'AIE, dont le Canada, ont convenu de publier les résultats de la revue annuelle de leurs politiques énergétiques et des mesures qu'ils ont prises pour atteindre l'objectif fixé par les ministres l'automne précédent, soit limiter les importations de pétrole. Ces pays ont également entamé en 1978 les travaux préliminaires de rédaction d'un document de politiques visant à promouvoir l'expansion du commerce mondial du charbon thermique, document qui devrait être adopté par les ministres l'année prochaine. Le Canada a accru sa participation aux accords de coopération de l'AIE sur les projets de recherche et de développement dans le domaine énergétique et a continué à collaborer à ses activités sur la conservation de l'énergie, le partage des ressources pétrolières et la surveillance du marché mondial des hydrocarbures.

Au "Sommet" économique tenu à Bonn en juillet, les sept dirigeants ont convenu de mesures propres à réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole importé. Ces décisions traduisaient en grande partie les grands principes énergétiques adoptés à la réunion ministérielle de l'AIE en 1977. A Bonn, le Canada a préconisé que l'on s'entende sur une initiative à deux volets concernant les besoins énergétiques des pays en développement. Les dirigeants ont convenu d'intensifier leurs programmes nationaux d'aide au développement dans le secteur de l'énergie et d'unir leurs efforts pour doter les pays en développement de techniques d'exploitation d'énergie renouvelable. Le Conseil de l'OCDE a mis sur pied un groupe de travail qui, sous la présidence du Canada, sera chargé d'étudier dans les plus brefs délais les moyens de concrétiser une telle coordination. Les participants au "Sommet" ont également demandé à la Banque mondiale d'envisager de nouvelles modalités de financement pour la recherche d'hydrocarbures dans les pays en développement, à la suite de quoi la Banque a rédigé un rapport proposant la mise sur pied d'un programme d'accélération de la production du pétrole dans ces pays grâce à un soutien financier plus important.

Aucune institution internationale chargée de coordonner la coopération énergétique entre pays industrialisés, pays producteurs et pays importateurs de pétrole n'a vu le jour en 1978. Cependant, comme tous les pays du monde sont de plus en plus conscients de l'importance croissante des questions énergétiques, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris la décision de convoquer en 1981 une Conférence sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

L'optimisme engendré par la situation à court terme sur le marché mondial du pétrole s'est évanoui vers la fin de l'année quand, à la suite de bouleversements politiques internes, les exportations de pétrole iranien, qui se chiffraient à cinq millions de barils par jour, ont commencé à diminuer en octobre, pour s'arrêter à la fin de décembre. Le Canada importait d'Iran environ 20 p. cent de son pétrole, ce qui

représente 7 p. cent de sa consommation globale. Le 16 décembre, les pays de l'OPEP ont approuvé une augmentation de 5 p. cent du prix du pétrole pour le premier trimestre de 1979, suivie de nouvelles augmentations tous les trois mois jusqu'à concurrence de 14,5 p. cent pour l'année. De toute évidence, au cours de l'année à venir, les gouvernements de toutes les régions devront, à un haut niveau, consacrer une attention constante à l'exploitation et à la gestion efficaces des ressources énergétiques.

### Politique de coopération industrielle

Un nouveau facteur est apparu sur la scène du commerce international ces dernières années. En effet, s'éloignant des transactions isolées qui mettent en présence l'acheteur et le vendeur ou l'utilisateur et le fournisseur, les sociétés ont de plus en plus tendance à mettre leurs moyens en commun dans des entreprises industrielles conjointes qui embrassent habituellement un éventail d'activités complémentaires, sinon l'ensemble du cycle commercial, de la capitalisation à la distribution, en passant par la recherche et le développement, le financement, la production et la mise en marché.

Le Canada s'efforce des plus en plus de stimuler la coopération industrielle entre les sociétés canadiennes et celles de ses partenaires commerciaux dans le but de réaliser un certain nombre de ses objectifs, qui consistent notamment à valoriser les exportations, à mettre à la disposition des sociétés canadiennes les techniques les plus modernes, à rationaliser la fabrication des produits canadiens grâce à l'expansion des marchés et à aider les sociétés canadiennes à court de ressources à s'implanter sur les marchés internationaux.

De concert avec d'autres organismes gouvernementaux concernés, le Ministère a encouragé l'industrie canadienne à explorer cet aspect toujours plus important du commerce international. C'est pourquoi les accords de coopération commerciale et économique que le Canada négocie avec certains de ses partenaires commerciaux renferment des clauses visant expressément la coopération industrielle.

### Politique relative à la propriété intellectuelle, à l'investissement et à la concurrence

Tout au long de 1978 s'est poursuivie la préparation intergouvernementale de la révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (Brevets). Au cours des discussions à ce sujet, qui aboutiront à une conférence diplomatique en février 1980, une attention spéciale a été accordée aux intérêts des pays en développement.

Le Canada est membre de la Commission des sociétés transnationales de l'ONU et a présidé la quatrième session de la Commission à Vienne en mai. Les travaux en vue d'élaborer un code de conduite à

l'intention des sociétés transnationales se sont poursuivis toute l'année durant. Le Canada a aussi fait partie d'un groupe de travail de l'ECOSOC qui est à élaborer un accord international sur le problème des paiements illicites dans les transactions commerciales internationales. A l'OCDE, le Canada a participé à l'étude de questions reliées à la Déclaration de 1976 sur l'investissement international et les entreprises multinationales, notamment pour ce qui est du traitement discriminatoire dont les investissements étrangers directs font l'objet.

On a poursuivi au sein de l'OCDE les efforts visant à accroître la coopération intergouvernementale au titre des pratiques commerciales restrictives. Le Canada participe également aux travaux d'un groupe d'experts de la CNUCED qui rédige un ensemble de principes et de directives destiné à contrôler ces pratiques dans le cadre des échanges internationaux.

#### Politique multilatérale de l'environnement

En participant aux activités environnementales des Nations Unies, à celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, le Canada poursuit entre autres les objectifs suivants: parvenir à une meilleure gestion de son environnement en échangeant avec d'autres pays occidentaux des renseignements sur les politiques et les techniques; poursuivre les efforts déployés de part et d'autre pour résoudre les problèmes écologiques internationaux; favoriser l'élaboration d'un droit international de l'environnement et enfin encourager le tiers monde à rechercher un développement qui respecte l'environnement. En 1978, des progrès notables ont été accomplis vers la réalisation de certains de ces objectifs.

Le Canada a considérablement profité des échanges d'information politique et technique au sein du Comité de l'OTAN sur les défis de la société moderne. Par ailleurs, il a fortement appuyé à l'OCDE un nouveau et vaste programme lancé en 1978, qui vise à uniformiser dans les pays membres les tests et les méthodes de contrôle applicables aux substances toxiques.

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe faisant maintenant fonction de point central pour la mise en application des dispositions de l'Acte final d'Helsinki sur l'environnement, des négociations soutenues ont eu lieu en vue d'établir une collaboration Est-Ouest sur des questions telles le transport sur de longues distances des polluants atmosphériques et l'échange de renseignements sur la technologie permettant de réduire ou même d'éliminer les déchets.

Le Canada a continué de jouer un rôle moteur au Programme des Nations Unies pour l'environnement en vue d'améliorer l'efficacité et le rôle de catalyseur de cet organisme au sein du système onusien. L'Assemblée générale a été saisie au cours de l'année de lignes direc-

trices applicables à la gestion des ressources naturelles partagées par deux États ou plus. Le Canada a demandé instamment que les préoccupations écologiques fassent partie intégrante de la nouvelle stratégie internationale de développement que l'on met au point pour les années 80.

Dans toutes les réunions multilatérales sur l'environnement, le Canada a insisté sur la nécessité d'étudier sérieusement les incidences écologiques des stratégies énergétiques en évolution.

#### Politique scientifique

Les activités scientifiques du gouvernement fédéral sur le plan international visent à hisser le Canada aux premiers rangs des pays industrialisés à technologie avancée. Divers moyens sont mis en oeuvre à cette fin, dont les échanges d'information, des visites de techniciens et des projets de recherches conjoints avec d'autres nations. Le ministère des Affaires extérieures, en étroite collaboration avec les ministères et organismes à vocation scientifique, encourage énergiquement toutes ces activités.

Cette année a vu le début d'un effort soutenu en vue de stimuler la recherche et le développement au Canada. En même temps que l'on accordait une plus grande attention à la science et à la technologie, on redoublait d'efforts en vue de compléter les priorités et les programmes nationaux par une action sur le plan international. En outre, d'importantes réunions bilatérales ont eu lieu avec un certain nombre de pays, dont la France, le Japon et l'Union soviétique, et des projets conjoints ont été mis en branle. Le Canada a également joué un rôle actif au sein de diverses organisations scientifiques multilatérales. Il était présent aux réunions du Conseil des sciences du Commonwealth, du Comité de politique scientifique et technologique de l'OCDE, du Comité scientifique de l'OTAN et des conseillers supérieurs de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe en matière de science et de technologie. Le Canada a également participé à une conférence des ministres chargés des politiques scientifiques, organisée par l'UNESCO, ainsi qu'aux préparatifs de la prochaine conférence des Nations Unies sur la science et la technologie au service du développement.

#### Relations aériennes

Après une période de consolidation de leurs services, les transporteurs aériens canadiens qui effectuent des vols réguliers ont connu une bonne année, une légère augmentation du trafic leur ayant permis de connaître une certaine expansion. L'annonce d'une nouvelle politique en matière de vols nolisés a permis une certaine libéralisation des règlements touchant les exploitants de vols nolisés nationaux, et profité au touriste canadien. En octobre, les États-Unis ont supprimé leur réglementation de leur industrie aérienne intérieure et

annoncé leur intention de révoquer les exemptions anti-cartel applicables aux transporteurs aériens américains parties aux conférences de tarification de l'IATA. Ces mesures ont radicalement transformé la situation de l'aviation civile internationale.

Les négociations entre le Canada et l'Argentine ont permis de parapher un accord ad referendum en janvier. Un accord aérien ayant été conclu avec Haïti, Air Canada a commencé à effectuer des vols vers Port-au-Prince à l'automne. Par ailleurs, les modalités d'un nouvel accord aérien provisoire ont pu être arrêtées à l'issue de deux séances de négociations avec la Barbade. Des négociations se sont également déroulées avec les pays scandinaves, le Portugal et la Grande-Bretagne. Durant la seconde moitié de l'année, le Canada a pu avec l'appui du Haut-commissariat à Londres résister aux tentatives britanniques visant à déménager Air Canada de l'aéroport de Heathrow à celui de Gatwick. A l'heure actuelle, des accords aériens bilatéraux sont en vigueur avec une trentaine de pays.

### Transport

L'évolution des transports maritimes dans le monde, les changements apportés par les principaux partenaires commerciaux du Canada à leurs politiques en matière de transport, et les incidences des transformations technologiques ont continué de rendre nécessaires l'échange de renseignements techniques et la promotion des intérêts canadiens au sein des instances internationales. C'est pourquoi le Canada a continué de participer aux travaux, entre autres, du Comité des transports maritimes de l'OCDE et de ses organes subsidiaires, de la Commission des transports maritimes de la CNUCED et des institutions connexes, et enfin du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe. Les missions canadiennes ont continué de s'occuper des questions bilatérales en matière de transport. L'évolution du transport maritime dans le monde a nécessité l'élaboration d'une nouvelle politique canadienne à cet égard, laquelle à son tour a influé sur les relations internationales du Canada. En même temps, le Canada a continué de prendre part aux travaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale, à Montréal, et de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI), à Londres, étant donné l'importance que revêtent pour lui l'évolution des techniques et de la réglementation touchant les transports maritimes et aériens, en particulier en ce qui a trait à l'élaboration des normes internationales de sécurité et de facilitation. Le Canada a participé activement à deux conférences internationales tenues sous les auspices de l'OMCI et visant la prévention de la pollution marine. Ces conférences ont permis l'adoption de protocoles additionnels à la Convention de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, à la Convention de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, ainsi qu'à une nouvelle Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et des veilles. Au cours de l'année, on a également réalisé des progrès en vue de l'adoption d'une convention internationale sur les transports intermodaux.

### Espace et télécommunications

Le Canada a participé activement aux travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique des Nations Unies et, notamment, à la création d'un groupe d'experts sur l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace. Il a également pris part aux discussions préliminaires concernant la tenue d'une deuxième conférence des Nations Unies sur l'espace extra-atmosphérique et au débat sur diverses questions relatives à la télédétection.

En décembre, le Canada est devenu membre coopérant de l'Agence spatiale européenne. Ce nouveau statut (il n'était auparavant qu'observateur) lui permettra de participer aux programmes et projets de l'Agence sur les plans scientifique et industriel. La coopération s'est poursuivie activement avec la National Aeronautics and Space Administration (NASA), et en septembre, le chef de la NASA est venu au Canada pour explorer les possibilités d'intensifier cette coopération bilatérale.

Cette année encore, le Canada a participé aux travaux d'organisations internationales dans le domaine des communications par satellite. Une délégation canadienne assistant à la troisième Assemblée des membres de l'Organisation internationale des télécommunications par satellite (INTELSAT). Le Canada a également participé à plusieurs réunions préparatoires en vue de la création d'une organisation internationale des satellites de navigation maritime (INMARSAT), qui devrait voir le jour en 1979.

Enfin, on a travaillé activement, tant sur le plan national qu'international, aux préparatifs de la participation canadienne à la Conférence administrative mondiale des radio-communications, qui aura lieu en 1979 sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications.

### Droit économique international

L'année 1978 a été fort active pour le Canada dans le domaine du droit économique international, tant sur le plan des réclamations contre les pays étrangers que sur le plan de la négociation et la conclusion d'accords internationaux.

Au chapitre des réclamations, l'événement marquant fut la chute du satellite soviétique Cosmos 954 le 24 janvier dernier dans les territoires du Nord-Ouest, ce qui déclencha un processus de réclamation contre l'URSS. Le Canada informa en effet l'Union soviétique, dans une note en date du 28 février 1978, qu'il soumettrait une réclamation pour les dommages occasionnés par la présence sur son territoire de débris radioactifs du satellite, notamment pour les frais de recherche et de nettoyage visant à rendre aux territoires atteints leur salubrité originale. La demande en réparation du Canada entend s'appuyer sur les

accords internationaux pertinents, en particulier la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux signée en 1972, de même que sur les principes généraux du droit international. Le montant réclamé dépassera les 6 millions de dollars, si l'on tient compte uniquement des dépenses occasionnées par l'incident. Pour présenter sa réclamation, le Canada devait respecter les délais légaux, c'est-à-dire procéder dans les douze mois de l'incident; l'URSS dispose ensuite de la même période pour satisfaire à la réclamation, sans quoi le Canada peut demander un règlement par tierce partie.

En ce qui concerne les programmes généraux de réclamations, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a annoncé le 19 juillet 1978 le début d'un programme de réclamations du Gouvernement canadien pour les citoyens canadiens ayant perdu des biens ou propriétés en République démocratique allemande. A partir de cette date, les intéressés étaient invités à faire parvenir des renseignements sur des réclamations qui à leur avis étaient susceptibles de faire l'objet des prochaines négociations. Ce nouveau programme s'est ajouté à ceux qui existaient déjà avec d'autres pays, notamment la Chine, Cuba et la Yougoslavie.

Dans le domaine de la négociation d'accords à caractère économique, les activités du Bureau des affaires juridiques se sont partagées entre les négociations purement économiques comme celles ayant trait à l'accord général sur les tarifs douaniers et de commerce ou aux règles de Hambourg pour le transport de marchandises par mer et celles où les éléments politiques, sociaux et culturels se mêlent aux considérations économiques, comme le code de conduite des Nations Unies pour les sociétés transnationales, les traités bilatéraux tendant à éviter la double imposition ou le protocole avec l'Égypte pour la venue de l'exposition Toutankhamon au Canada.

Mentionnons enfin la préparation d'un code de conduite sur le transfert de la technologie dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, d'une convention sur les pratiques de corruption dans le cadre de l'ECOSOC, le développement de procédures de consultation avec les États-Unis d'Amérique pour éviter les débordements de juridiction et la mise au point de mécanismes de contrôle de sécurité nucléaire.



## CHAPITRE 3: RELATIONS NORD-SUD

### Aide au développement

Les décaissements au titre du programme canadien d'aide au développement ont atteint, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1978, le niveau record de 1276,9 millions de dollars, dont 231,9 millions au titre de l'effacement des dettes.

Les décaissements bilatéraux sont restés concentrés dans les pays les plus démunis, conformément à l'un des principaux objectifs formulés dans la Stratégie de coopération au développement international pour 1975-1980. Le Canada a aussi appuyé un certain nombre d'institutions multilatérales de premier plan, comme la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement, en leur versant des contributions de 410,2 millions de dollars, soit 39 p. cent de son aide totale (à l'exclusion de la dette). Les dépenses pour l'aide alimentaire ont atteint durant l'année financière 232 millions de dollars, dont 60 p. cent ont été acheminés par les voies bilatérales.

### Coopération technique au sein du Commonwealth

Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT) est le principal organisme multilatéral d'aide au développement au sein du Commonwealth. Il s'occupe principalement de fournir une assistance technique, ainsi que des services d'enseignement et de formation techniques aux pays en développement.

Le Canada, qui a fourni environ 40 p. cent des ressources du Fonds, considère ce dernier comme un bon instrument de coopération au développement. En conséquence, à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue en juin 1977, le Premier ministre Trudeau a annoncé que le Canada y verserait 6,5 millions de dollars pour l'année financière 1977-1978 et 7,8 millions en 1978-1979.

Créé en 1976 avec un objectif d'un million de livres Sterling, le Fonds spécial du Commonwealth pour le Mozambique a commencé à fonctionner en 1977. En septembre 1978, il avait permis de mettre en marche des projets de formation et d'assistance techniques d'un coût total de £400 000. La contribution du Canada à ce Fonds s'élève jusqu'à maintenant à \$400 000.

### Politique de financement des exportations

Le Canada a pris part aux consultations que poursuivent les pays industrialisés dans le but de réduire la concurrence qui s'exerce inutilement dans les crédits publics à l'exportation. Au cours de 1978, le consensus sur les crédits à l'exportation a été remplacé par des lignes directrices que tous les pays membres de l'Organisation pour la

coopération et le développement économiques (OCDE), à l'exception de l'Islande et de la Turquie, se sont engagés à respecter. Le Canada a accepté de participer à la nouvelle entente malgré les graves lacunes qu'elle comporte à ses yeux, car elle constitue un nouvel effort en vue de faire régner une certaine discipline internationale dans le domaine de la concurrence en matière de crédits.

Le Canada a aussi participé aux travaux du Club de Paris, organisme officieux qui, en cas de retards graves dans le remboursement de crédits publics, s'occupe de réunir les États créanciers et les États débiteurs pour qu'ils discutent des modalités de remboursement les plus appropriées. En 1978, le Club de Paris a tenu avec les représentants du Pérou une rencontre à laquelle le Canada a assisté.

Au cours de l'année, le Canada a signé avec le Malawi et le Samoa-Occidental des accords établissant les modalités de solution des problèmes d'assurance de l'investissement à l'étranger, portant ainsi à 24 le nombre d'accords de ce genre. A la fin de l'année, des discussions avec 21 autres États étaient en cours en vue d'accords analogues.

#### Politique de coopération industrielle à l'égard des pays en développement

Dans le cadre de la revue générale de ses relations avec les pays en développement, le gouvernement canadien met de plus en plus l'accent sur les pays à revenu moyen ou élevé. Le programme d'aide au développement ne s'étant guère appliqué jusqu'ici aux pays les plus riches (il visait surtout les plus pauvres d'entre eux), on envisage actuellement un programme de coopération industrielle propre à stimuler l'investissement dans les pays en développement disposant déjà d'une solide assiette industrielle.

Tandis que s'élabore cette nouvelle politique canadienne par la création de nouveaux programmes et la coordination de programmes existants dans le secteur de l'aide ou dans d'autres domaines, de petites et moyennes entreprises canadiennes peuvent être encouragées à s'établir dans des pays en développement choisis, par voie d'investissements directs ou de cogestions ou en établissant tout autre lien d'affaires. Il s'ensuivrait une hausse de la demande de machinerie et de technologie canadiennes qui, à son tour, stimulerait la croissance et de ce fait les exportations de notre secteur industriel largement tributaire des marchés extérieurs. Ce scénario offre aussi l'avantage de contribuer à l'essor des industries associées des pays en développement.

A l'échelle multilatérale, le Ministère a participé, dans le cadre de la CNUCED à la négociation d'un code international régissant les transferts de technologie. Une conférence diplomatique a eu lieu à ce sujet à Genève, en novembre 1978. Le Ministère a aussi continué de suivre de près les activités de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et a participé, en mars 1978, aux négociations

visant à la transformer en une institution spécialisée de l'ONU. Enfin, le Ministère a participé activement, sur les plans national, régional et international, aux travaux préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, qui devait avoir lieu à Vienne en août 1979.

### Questions économiques et sociales

Le Canada a terminé en décembre 1977 son mandat de trois ans au Conseil économique et social; toutefois, il est encore en mesure de jouer un rôle actif à titre d'observateur, de nouveaux arrangements donnant à ces derniers nombre de privilèges jusqu'ici réservés aux États membres. Au cours de la soixante-cinquième session le Canada a coparrainé avec les États-Unis et réussi à faire adopter une résolution réclamant la tenue de négociations en vue d'un traité international sur les paiements illicites effectués par les sociétés transnationales.

A la trente-troisième session de l'Assemblée générale de l'ONU, le Canada a été élu vice-président de la deuxième Commission et des progrès ont été réalisés en vue de l'adoption par consensus d'une résolution sur la Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie au service du développement; la Commission a par ailleurs établi les lignes directrices d'une nouvelle stratégie internationale du développement dans le cadre de la Troisième décennie pour le développement.

On a poursuivi au cours de la trente-troisième session les discussions sur la restructuration des institutions économiques et sociales de l'ONU et sur le mandat du Comité plénier. On a progressé vers l'instauration d'un climat plus propice aux négociations sur les questions en suspens concernant un nouvel ordre économique international et aux échanges de vues sur les problèmes économiques mondiaux.

En 1978, le Canada s'est dit préoccupé de la propension de plus en plus grande des Nations Unies à proclamer des "années spéciales" pour mettre en relief certaines questions tenant particulièrement à coeur aux États membres. Le Canada appuie l'idée de ces initiatives qui visent à sensibiliser le public aux problèmes de certaines couches de la population mondiale qui sont particulièrement désavantagées. Toutefois, la délégation canadienne a fait valoir à l'Assemblée générale et dans d'autres instances de l'ONU que la fréquence de ces années spéciales en minimise l'impact. Le Canada a exprimé l'avis que si la communauté internationale limitait le nombre des "années spéciales" à une tous les cinq ans, les années ainsi proclamées bénéficieraient d'une plus grande attention publique et leur message serait pleinement compris.

Partout dans le monde, on a intensifié les préparatifs en vue de l'Année internationale de l'enfant. Répondant à l'appel de l'Assemblée générale des Nations Unies, cent cinquante et un pays se

sont penchés sur les besoins et les droits des enfants, et 121 pays, dont le Canada, ont créé des commissions chargées de promouvoir l'observation de l'Année de l'enfant à l'échelle nationale.

En juillet, le Canada était l'hôte de la réunion préparatoire interrégionale au Sixième congrès pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui aura lieu à Sydney, en Australie, en 1980. A cette occasion, des experts en droit pénal de vingt pays se sont réunis à Ottawa pour discuter des tendances de la criminalité ainsi que de la prévention et de la lutte contre le crime. Les résultats de la rencontre d'Ottawa seront étudiés plus à fond lors du Sixième congrès.

En septembre, le Canada a participé à une Conférence internationale sur les soins de santé primaires, qui a eu lieu en Union soviétique sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Cette conférence était particulièrement intéressante parce qu'elle permettait aux experts canadiens de comparer leur expérience en matière de prestation de soins de santé dans le Grand Nord canadien avec celle d'autres pays qui éprouvent également certaines difficultés à ce chapitre.

Le Comité préparatoire à la Conférence mondiale de 1980 concernant la Décennie des Nations Unies pour la femme a tenu sa première session du 19 au 30 juin, à Vienne. Le Comité a élaboré un ordre du jour axé sur l'action, insistant particulièrement sur les objectifs prioritaires que sont l'emploi, la santé et l'éducation dans le contexte plus large des objectifs généraux de la Décennie: égalité, développement et paix.

On a poursuivi les travaux visant la mise en oeuvre du plan d'action mondial pour la Situation de la femme; au Canada, le Cabinet a été saisi d'un plan d'action national visant à permettre aux femmes d'accéder à l'égalité avant la fin de la décennie.

## CHAPITRE 4: DROIT INTERNATIONAL ET CONCEPTS DE JUSTICE

### Conférence sur le droit de la mer

La septième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer s'est tenue à Genève, du 28 mars au 17 mai, et à New York du 21 août au 15 septembre 1978. Le climat de cette septième session a été constructif et a permis des progrès encourageants sur certaines des questions-clés encore en négociation. Cependant, d'autres discussions intenses seront nécessaires afin d'en venir à un compromis global et assurer le succès de la Conférence.

Les négociations ont d'abord porté sur le régime international d'exploitation des fonds marins, en particulier la politique des ressources, l'organisation financière de l'Autorité internationale des fonds marins et de l'Entreprise, et les organes de cette autorité. Du point de vue canadien, l'événement le plus important a été la conclusion d'un accord ad referendum entre les délégations du Canada et des États Unis d'Amérique sur une formule de plafonnement de l'extraction du nickel des fonds marins. Incluse dans le rapport final de la première partie de la session, cette formule prévoit une croissance ordonnée de l'exploitation minière des fonds marins, donne des garanties satisfaisantes contre la perturbation du marché des minéraux terrestres, et fixe à la production du nickel des fonds marins un plafond suffisant pour répondre aux besoins des exploitants éventuels.

Les négociations se sont aussi poursuivies sur la définition du rebord externe du plateau continental, autre question vitale pour le Canada. La formule irlandaise, qui est fondée sur les caractéristiques naturelle du plateau continental, reçoit un appui de plus en plus large. Cependant, les efforts déployés en vue d'en arriver à un compromis ont été compliqués par la présentation d'une proposition qui voudrait imposer une limite arbitraire aux revendications de l'État côtier sur le plateau. Le Canada attache une grande importance à la résolution satisfaisante de cette question, d'autant plus que son plateau déborde largement la limite de 200 milles à certains endroits de sa côte est. Seul un compromis basé sur la formule irlandaise pourrait permettre d'en arriver à une décision finale sur cette question d'un règlement global sur l'accès des États sans littoral et géographiquement désavantagés.

Sur ce point, le fait saillant a été la présentation, par le président du groupe des négociateurs, de propositions permettant l'accès des États sans littoral et géographiquement désavantagés aux ressources biologiques qui excèdent les besoins des États côtiers dans les zones économiques de leurs régions et sous-région. Le texte, qui appellerait sans doute certains éclaircissements, représente un important progrès dans la recherche d'une solution de compromis.

Dans le domaine du règlement des différends, des progrès importants ont été réalisés en ce qui a trait à l'exercice des droits

souverains de l'État côtier dans sa zone économique exclusive. Le texte de compromis actuellement à l'étude prévoit que la gestion par l'État côtier des ressources biologiques dans sa zone économique ne serait pas soumise à l'arbitrage obligatoire des différends, mais le serait uniquement à une conciliation dans certains cas.

Au chapitre de la délimitation des frontières maritimes entre États limitrophes ou qui se font face, il y a toujours des divergences prononcées entre, d'une part, les adeptes du principe de l'équidistance et, d'autre part, ceux du principe de l'équité. Néanmoins, après de longues discussions au sein du groupe de négociation, le président du groupe a déclaré que tout texte qui serait adopté devrait comporter comme critère de délimitation un juste dosage de ces deux principes. Cette approche pourrait fort bien servir de point de départ à l'élaboration d'un texte de compromis sur cette question au cours de la prochaine session.

Le désastre provoqué par l'échouement de l'Amoco Cadiz au large des côtes françaises en 1978 a amené plusieurs délégations à la Troisième commission à mieux se rendre compte des dangers possibles et à se préoccuper davantage de la protection du milieu marin. Les participants ont donc abordé trois questions qui préoccupaient vivement le Canada: les pouvoirs d'établissement de normes de l'État côtier dans ses eaux territoriales, ses pouvoirs de police dans sa zone économique exclusive et son droit d'intervention pour prévenir et contrôler la pollution causée par des accidents maritimes. Plusieurs propositions ont reçu un appui substantiel, dont l'une grâce à une initiative canadienne, prévoit le renforcement des pouvoirs d'inspection par l'État côtier dans les cas d'infractions aux lois destinées à combattre la pollution dans sa zone économique. On s'accorde à dire que les progrès réalisés au cours de cette session ont permis de faire un pas de plus vers l'aboutissement de négociations portant sur la pollution des mers.

Comme conséquence du long débat, la septième session a permis d'isoler les points essentiels d'un compromis global sur les questions non résolues. Néanmoins, il faudra d'autres négociations ardues avant d'en arriver à une entente finale sur un traité. Il faudra pour cela que l'élan imprimé en 1978 se maintienne lors de la huitième session qui se déroulera à Genève du 19 mars au 27 avril 1979.

Fort des progrès considérables déjà réalisés à la Conférence sur le droit de la mer au cours des quatre dernières années et conscient de l'importance vitale des questions à résoudre, le Canada demeure résolument acquis à une conclusion heureuses des négociations qui lui assurera une protection complète de ses intérêts miniers et maritimes et lui garantira une utilisation ordonnée et légitime des océans.

#### Pêches internationales

Au cours de la dernière décennie, les retombées de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et l'élargis-

sement de la juridiction maritime des États côtiers ont modifié sensiblement le statut juridique des océans du monde. Le ministère des Affaires extérieures a conduit les négociations avec d'autres pays relativement à ces changements juridictionnels dans le domaine des pêches et des ressources maritimes, tant sur une base bilatérale qu'au sein de diverses organisations régionales multilatérales dont le Canada fait partie.

En vigueur depuis l'extension par le Canada de sa zone de pêche de 12 à 200 milles au large des côtes en 1977, le nouveau régime de pêches canadien est entré dans sa deuxième année en 1978. Le Canada a par ailleurs signé un accord de pêche avec le Japon, ce qui porte à dix le nombre d'accords de pêche bilatéraux conclus, soit avant la création des nouvelles zones de pêche (avec la Norvège, l'Espagne, le Portugal, l'URSS et la Pologne) soit après (avec Cuba, la Bulgarie, la République démocratique allemande, la Roumanie et le Japon). En vertu de ces accords, des navires étrangers demeurent autorisés à pêcher, selon un système rigoureux de permis et de contingentement des prises, des stocks que le Canada se déclare incapable d'exploiter dans la zone de 200 milles. Les cinq derniers accords contiennent également une disposition visant à assurer une meilleure protection aux stocks appauvris à l'extérieur des zones de 200 milles. On y reconnaît l'intérêt particulier que porte le Canada aux stocks de la région des Grands bancs et du Bonnet flammand, hors des zones relevant de sa juridiction nationale.

En 1978, le Canada a aussi mené des négociations bilatérales sur les pêches avec le Danemark (pour les îles Féroé) et la Communauté économique européenne. Dans les deux cas, un accord ad referendum est intervenu et son libellé a été soumis aux gouvernements en cause pour approbation finale avant signature.

A la fin de 1978, le Canada et la France ont convenu pour 1979 de nouveaux arrangements intérimaires sur les pêches dans la zone au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, en attendant la délimitation des frontières maritimes dans cette région.

En octobre 1978, le Canada s'est joint à huit autres pays pour signer une nouvelle Convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique Nord-Ouest, qui prévoit la création d'une nouvelle organisation internationale, l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPAN) en remplacement de la Commission internationale des pêches pour l'Atlantique Nord-Ouest (CIPAN). La Convention prévoit aussi une nouvelle base pour la gestion internationale des pêches dans la région extérieure et immédiatement adjacente aux zones de pêches de 200 milles établies par les États côtiers de l'Atlantique Nord-Ouest. Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1979, ce nouvel instrument exige que soit accordé aux pêcheurs canadiens un traitement de faveur dans l'allocation des stocks de poisson de la région des Grands bancs et du Bonnet flammand au delà de la limite de 200 milles, étant donné les

efforts intensifs du Canada depuis plusieurs années pour surveiller et inspecter ces régions et vu la dépendance des communautés côtières canadiennes vis-à-vis de ces stocks.

En 1978 également, le Canada a signé de concert avec le Japon et les États-Unis un Protocole modifiant la Convention internationale concernant les pêcheries hauturières de l'océan Pacifique Nord. Cet instrument a pour effet de mieux protéger le saumon d'origine canadienne contre la pêche hauturière japonaise. Le Canada et les États-Unis ont aussi poursuivi leurs négociations bilatérales en vue de conclure un accord sur l'interception du saumon qui établirait des mécanismes efficaces permettant aux deux nations de tirer tous les avantages de leurs programmes respectifs de conservation et de mise en valeur des pêches.

Tout au long de 1978, le ministère des Affaires extérieures a continué d'accorder une attention prioritaire aux négociations canado-américaines sur les pêches et les frontières maritimes. Ces dernières ont débuté en 1977 après que les deux pays eurent porté à 200 milles de leurs côtes leur juridiction en matière de pêches, d'où la nécessité de définir quatre nouvelles frontières maritimes entre eux et de mettre au point des régimes de gestion coopérative des pêches de l'Atlantique et du Pacifique à l'intérieur de la nouvelle zone de 200 milles. Le 12 avril, tandis que se poursuivaient les négociations en vue de la signature d'un accord permanent, les deux gouvernements sont parvenus à un accord intérimaire, assujéti à un processus de ratification, permettant la pêche réciproque dans leurs eaux territoriales et ils ont convenu de l'appliquer sans tarder en attendant son entrée en vigueur officielle. Mais le 2 juin, le Canada a été forcé de suspendre cette application provisoire, principalement parce que les lois américaines actuelles ne permettaient pas aux États-Unis d'en respecter intégralement les conditions et les dispositions, au détriment des intérêts du Canada dans le domaine des pêches. C'est ainsi qu'en 1978, les pêcheurs de chacun des deux pays ont été exclus des eaux territoriales de l'autre.

Vers la fin de 1978, cependant, on a marqué des progrès vers le règlement du conflit de la frontière du golfe du Maine et l'instauration d'un nouveau régime de gestion coopérative des pêches de l'Atlantique. Cette évolution a été notée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État américain, lors de la visite de ce dernier à Ottawa en novembre (à la suite de cette rencontre, un accord a été conclu en janvier 1979). Les deux ministres ont également encouragé les négociateurs à poursuivre leurs efforts pour résoudre les trois différends frontaliers en suspens dans les océans Pacifique et Arctique et à conclure un accord sur les pêches de la côte Ouest qui engloberait le plus grand nombre possible de questions en souffrance. Ils ont également convenu d'inciter leurs négociateurs respectifs à faire aboutir rapidement les entretiens connexes sur l'interception du saumon.



### Droit de l'environnement

En 1978, la nécessité de se doter d'un régime écologique plus efficace au niveau multilatéral a été démontrée par l'échouement d'un pétrolier de 220 000 tonnes, l'Amoco Cadiz, qui a causé de graves dommages à la côte de la Bretagne, en France.

Dans le cadre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) et de la Conférence sur le droit de la mer, des initiatives ont été prises pour améliorer la protection du milieu marin. Au sein de l'OMCI, le Canada a appuyé les efforts déployés par la France pour élaborer une nouvelle Convention internationale sur les règles concernant l'assistance et le sauvetage en mer. Il a participé aux travaux préparatoires du Comité juridique de l'OMCI en vue de la rédaction d'une Convention sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de pollution causée par le transport de marchandises dangereuses par mer. Le ministère a pris part à une réunion de juristes qui a débouché sur l'adoption d'une résolution relative aux mécanismes de règlement des conflits découlant de l'interprétation et de l'application de la Convention sur l'immersion de déchets en mer (1972). Le Canada a également été représenté à la Conférence sur la sécurité des pétroliers, tenue à Londres, où l'on a préparé les protocoles à la Convention du Comité interministériel de la pollution marine (1973) et à la Convention pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (1974).

A la Conférence sur le droit de la mer, le Canada a continué de réclamer que l'on apporte des améliorations au texte de négociation composite officieux afin de donner aux États côtiers tous les pouvoirs nécessaires pour faire respecter les règlements écologiques internationaux à l'intérieur de la zone économique de 200 milles et appliquer les normes nationales aux navires étrangers croisant dans les eaux territoriales et dans les eaux recouvertes de glace de l'Arctique canadien.

Dans un autre secteur de la protection du milieu marin, une rencontre intergouvernementale a eu lieu à Copenhague en juillet 1978 afin de préparer la renégociation de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine afin d'y inclure les dauphins et les marsouins. Fidèle à sa politique de conservation des baleines, le Canada a appuyé le maintien de moratoires sélectifs sur la chasse à la baleine et réclamé l'amélioration des données permettant de calculer la population baleinière.

En 1978, le Canada a participé activement aux réunions du groupe de travail réunissant des experts en droit de l'environnement créé en 1977 sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ce dernier a poursuivi son étude de la responsabilité et de l'indemnisation en cas de dommages résultant de la pollution marine causée par l'exploitation minière et le forage sous-marin du plateau

continental. Au sein du Groupe de l'OCDE sur la pollution transfrontière, le Canada a préconisé que l'on étudie sérieusement sans tarder cette question de la responsabilité et de l'indemnisation.

La coopération bilatérale et multilatérale s'est exercée dans le domaine de la pollution marine. Il y a eu progrès considérable dans les négociations entre le Canada et les États-Unis en vue de conclure un accord rendant obligatoire pour tous les navires traversant le détroit de Juan de Fuca le système de contrôle et de séparation du trafic actuellement en vigueur sur une base volontaire. Le Canada et le Danemark ont continué d'échanger des renseignements sur les explorations pétrolières en cours tant du côté canadien que danois du détroit Davis. D'autres discussions ont eu lieu sur la façon d'améliorer le Plan d'urgence provisoire Canada-Danemark sur la pollution marine, conclu en 1977. La question de l'accès par d'éventuels plaignants canadiens aux tribunaux et à l'appareil judiciaire du Danemark en cas de dommages résultant d'un accident de pollution dans les eaux danoises, et vice-versa, constitue un problème juridique important. Vers la fin de 1978, il a été proposé de reprendre les consultations avec le gouvernement danois l'année suivante.

Les relations canado-américaines en matière d'environnement se sont étendues à des domaines autres que la pollution des océans. A la suite de l'élargissement du canal Richelieu Chambly, on a procédé à l'étude des obligations du Canada aux termes du droit international. Un accord ad referendum est également intervenu sur un Protocole modifiant l'article 2 de la Convention pour la protection des oiseaux migrateurs au Canada et aux États-Unis (1976). Ce Protocole, qui devait être signé par les deux gouvernements au début de 1979, porte sur la capture d'oiseaux migrateurs et sur la cueillette de leurs oeufs par les Indiens et les Inuit selon des saisons établies pour assurer la conservation et la survie des espèces en cause.

Des discussions officieuses et exploratoires sur la pollution atmosphérique transfrontière ont eu lieu à Washington en décembre. La position du Canada sur les questions de pollution atmosphérique transfrontière se fonde sur les règles existantes et évolutives du droit international, notamment le principe établi par l'arbitrage de l'affaire de la fonderie de Trail et le principe 21 de la Déclaration de Stockholm sur l'environnement humain.

#### Droit de l'espace extra-atmosphérique

A la suite de la chute au Canada de composantes du satellite soviétique Cosmos 954, le 24 janvier 1978, la délégation canadienne au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique des Nations Unies a présenté plusieurs propositions d'action consécutive à l'ONU, notamment a) la création d'un groupe de spécialistes chargés des aspects techniques et des mesures de sécurité relatifs à l'emploi de sources d'énergie nucléaire dans l'espace extra-atmosphérique; b) la

nécessité d'aviser les États concernés en cas d'avarie d'un vaisseau spatial mu par des sources d'énergie nucléaire; et c) l'examen des aspects juridiques du problème. Le Comité a accepté ces propositions qui ont ensuite été adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre.

En 1978, le sous-comité juridique a poursuivi ses travaux sur un certain nombre de questions. Les principes qui, selon la proposition du Canada et de la Suède, devraient régir l'utilisation par les États de satellites pour la télévision directe ont fait l'objet de discussions animées, mais aucun accord n'est intervenu. Le projet de traité concernant la Lune a progressé, notamment au chapitre du statut juridique de cette planète et de ses ressources naturelles. En ce qui a trait aux conséquences juridiques de la téléobservation de la terre à partir de l'espace, des discussions utiles ont eu lieu relativement à l'élaboration de principes sur la notification, les consultations et le règlement pacifique des différends entre les États s'adonnant à des activités de téléobservation et les États à partir desquels sont obtenues ces données.

### Traités

Au cours de l'année, le ministère a retenu les services d'une spécialiste en matière de traités pour vérifier le contenu des greffes des traités canadiens et préparer aux fins de publication une "Liste des Traités du Canada en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1979". Cette publication correspondra à celle publiées aux États-Unis "Treaties in Force" et en France "Liste des Traités et Accords de la France".

Par ailleurs, un représentant de la Section des Traités a participé à la reprise de la session de la Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traité qui s'est tenue à Vienne. La Conférence a complété son travail et adopté une convention sur le sujet. L'Acte final de la Conférence a été signé au nom du Canada le 23 août 1978.

Le Canada a signé 33 accords bilatéraux en 1978, dont 26 sont entrés en vigueur dès leur signature; cinq autres sont entrés en vigueur par ratification. Quatre accords bilatéraux ont été dénoncés. Au cours de la même période, trois accords multilatéraux ont été signés par le Canada, 12 sont entrés en vigueur pour le Canada par ratification, adhésion, approbation ou acceptation. Enfin, une convention multilatérale a été dénoncée par le Canada.

### Droits de la personne

En 1978, le Canada a poursuivi un certain nombre d'initiatives internationales dans le domaine des droits de la personne; il a été réélu à la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour un nouveau mandat de trois ans se terminant en 1981. Dans le cadre de la Commis-

sion ainsi qu'à l'Assemblée générale, le Canada a cherché l'appui de mesures visant à accroître la capacité de l'ONU à faire respecter les normes internationales sur les droits de la personne et à encourager tous les États à assumer leurs obligations internationales à cet égard.

En février, à la trente-quatrième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à laquelle le représentant canadien, M. Yvon Beaulne, a fait fonction de vice-président, la délégation canadienne a continué de préconiser l'adoption de méthodes plus efficaces pour la promotion des droits de la personne. Grâce à la procédure confidentielle d'enquête sur les plaintes instaurée par la résolution 1503 du Conseil économique et social, la Commission a examiné un plus grand nombre de situations qu'à toute session précédente. Pour la première fois, le président de la Commission a révélé le nom des pays qui avaient fait l'objet d'une enquête.

En septembre, le Canada a présenté à la Commission des droits de l'homme de l'ONU un rapport concernant la situation des droits de la personne au Kampuchea démocratique. Le rapport était fondé sur le témoignage de réfugiés kampuchéens interviewés par des fonctionnaires canadiens. De ces témoignages, le gouvernement canadien a conclu que l'isolement volontaire imposé par le régime kampuchéen ainsi que les nombreuses indications de violations massives des droits de la personne dans ce pays rendaient essentielle une intervention de la communauté internationale en vue de demander instamment au gouvernement de Phnom Penh de redresser la situation à ce chapitre. Devant les inquiétudes formulées par le Canada et d'autres pays membres de l'ONU, le gouvernement du Kampuchea démocratique a invité le Secrétaire général de l'ONU à visiter ce pays.

En 1978, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a réitéré l'engagement du Canada à promouvoir le respect des droits de la personne dans le monde. Le ministre a rejeté l'argument selon lequel cette question serait d'ordre strictement intérieur. Il a indiqué qu'en adhérant à la Charte de l'ONU, tous les États membres se sont engagés à promouvoir le respect des droits de la personne et les libertés fondamentales pour tous, sans distinction. Le ministre a demandé à l'ONU de faire enquête sur la situation au Kampuchea démocratique, et a exhorté tous les États à prendre des mesures pour soulager la misère des réfugiés indochinois.

À la troisième Commission de l'Assemblée (questions sociales et humanitaires), la délégation canadienne a rédigé et coparrainé une importante résolution demandant instamment aux gouvernements d'enquêter et de faire rapport sur les cas de personnes disparues et priant le Secrétaire général et la Commission des droits de l'homme de se pencher sur les rapports de disparitions forcées ou involontaires. Cette résolution a été adoptée par l'Assemblée générale et renvoyée à la Commission des droits de l'homme pour suite à donner. Le Canada a également coparrainé les résolutions traitant des institutions nationales pour

la protection des droits de la personne et des arrangements régionaux visant à la promotion et à la protection efficaces de ces droits. D'autres résolutions adoptées traitaient des problèmes des femmes, des jeunes, des vieillards, des militants syndicalistes arrêtés ou détenus, et de l'Annuaire des droits de l'homme des Nations Unies. Dans l'ensemble, la session s'est distinguée par la qualité du dialogue qui a pris place entre l'Occident et le tiers monde sur les questions des droits de la personne et du développement social.

Le Comité des droits de l'homme, organisme de surveillance créé en vertu du Pacte relatif aux droits civils et politiques, s'est réuni deux fois en 1978 pour étudier les rapports remis par les États membres sur les mesures prises en vue d'appliquer les dispositions du Pacte. Aux termes du Protocole facultatif se rapportant au Pacte (auquel le Canada a adhéré en 1976 ainsi qu'aux deux Pactes sur les droits de la personne), le Comité a également été habilité à étudier les rapports provenant de particuliers et signalant des cas de violation des droits de la personne dans les États parties au Protocole. Monsieur Walter Tarnopolsky, professeur à la faculté de droit Osgoode Hall de l'Université York, a été choisi au nombre des 18 experts qui siègent à titre personnel au comité chargé d'étudier des rapports émanant des gouvernements et des particuliers.

### Réfugiés

En 1978, la politique canadienne concernant les réfugiés a continué de refléter la traditionnelle préoccupation des Canadiens à l'égard des personnes déplacées. Outre les programmes permanents touchant les réfugiés assujettis à la Convention relative au statut des réfugiés, ainsi que les réfugiés chiliens et autres sud-américains, de nouveaux programmes ont été mis sur pied pour les prisonniers politiques argentins, les "réfugiés de la mer" et ceux qui se sont réfugiés en Thaïlande par voie terrestre. Cette préoccupation active s'est par ailleurs traduite par une nouvelle Loi sur l'immigration qui est entrée en vigueur en 1978 et qui consacre pour la première fois dans un texte de loi canadien l'engagement du Canada envers la Convention et le Protocole relatifs au statut des réfugiés.

L'année 1978 a également été marquée par un exode massif de réfugiés de l'Indochine; en novembre, le flot avait atteint le rythme de 21 000 nouveaux réfugiés par mois. Face à cette grave situation et répondant à un appel du Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Cabinet annonçait à la fin de décembre un plan d'action pour les réfugiés d'Indochine en 1979. Les principaux éléments de ce programme élargi sont: la réinstallation au Canada de 5000 réfugiés indochinois en 1979; pour atteindre ce chiffre, il faudra tripler le taux mensuel d'entrées appliqué en 1978; la contribution canadienne au budget du Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sera doublée, passant à 2 millions de dollars; répondant à un appel spécial du Haut-commissaire, le Canada contribuera au financement des camps de réfugiés en Thaïlande, en Malaisie et ailleurs dans la région.

### Mesures juridiques internationales contre le terrorisme

En 1978, on a vu l'élaboration de mesures destinées à combattre le terrorisme international, notamment le détournement d'avions.

Le Canada fait partie du groupe d'États qui ont encouragé les pays qui ne l'avaient pas encore fait à endosser les conventions largement acceptées sur les détournements d'avion, notamment celles de Tokyo (1963), de La Haye (1970) et de Montréal (1971).

Au "Sommet" économique de Bonn en juillet 1978, les sept pays participants ont fait une déclaration sur les détournements d'avion. A l'issue du Sommet, la Déclaration fut soumise à l'attention d'autres États et l'accueil qui a été réservé a été encourageant.

Au sein des Nations Unies, on a continué à travailler à la rédaction d'une Convention internationale contre la prise d'otages. Le Comité spécial dont le Canada fait partie a tenu sa deuxième session en février 1978. A partir d'un projet soumis par la République fédérale d'Allemagne, le Comité a pu adopter le texte d'un certain nombre de dispositions, notamment des articles établissant de quelle juridiction relève l'infraction, fixant des sanctions selon les règles du droit national et obligeant les États à extraditer et à poursuivre les présumés coupables. Le Canada fait également partie du Comité spécial du terrorisme international de l'ONU, auquel on a confié le mandat d'étudier les causes du terrorisme et de proposer des mesures correctives appropriées.

## CHAPITRE 5: ASSOCIATIONS D'ETATS

### Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies a connu une activité intense en 1978. L'Assemblée générale a tenu trois sessions extraordinaires en plus de sa session ordinaire. A la suite de la création de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), les États membres se sont réunis en session extraordinaire pour discuter les arrangements financiers pertinents. Une session extraordinaire sur la Namibie a permis d'adopter une résolution réaffirmant la responsabilité de l'ONU à l'égard de ce territoire et réclamant le retrait de l'Afrique du Sud. Lors de la session extraordinaire consacrée au désarmement, le Premier ministre du Canada, M. Trudeau, a proposé la "stratégie de l'asphyxie", qui est maintenant bien connue.

Le Canada a complété la deuxième année de son mandat au Conseil de sécurité, et de concert avec l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis et la Grande-Bretagne, s'est efforcé activement tout au long de 1978 d'amener un règlement négocié de la question namibienne. Les efforts de l'ONU ne sont pas restés lettre morte: il semble que des élections auront bientôt lieu en Namibie sous la surveillance du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT).

L'Assemblée générale a adopté ses résolutions traditionnelles sur l'apartheid en Afrique du Sud et en Rhodésie. Toutefois, le Conseil de sécurité s'est réuni à deux reprises pour discuter du problème rhodésien. Sur la question de Chypre, le Canada a appuyé une résolution de l'Assemblée insistant sur la nécessité d'une reprise des négociations entre Chypriotes grecs et turcs. Aux yeux des observateurs occidentaux, le débat sur le Moyen-Orient fut décevant; en effet, il s'est enlisé dans les redites et les arguments éculés.

La question des droits de la personne et le problème des réfugiés ont également donné lieu à des débats prolongés et ont attiré l'attention des médias. Dans son discours à l'Assemblée générale, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a dénoncé l'exemple tragique de la violation des droits de la personne au Kampuchea démocratique. Certains progrès ont par ailleurs été réalisés sur des questions en suspens relatives à un nouvel ordre économique international et au projet de restructuration des instances économiques et sociales de l'ONU. Le Canada a poursuivi sa préparation en vue de l'Année internationale de l'enfant, et une commission nationale a été créée à cet égard.

Pour la première fois de son histoire, le budget de l'ONU a dépassé un milliard de dollars pour l'exercice biennal 1978-1979. La quote-part du Canada a représenté 3,04 p. cent du budget, ce qui le place au neuvième rang des pays contributeurs.

En 1978, l'adhésion des îles Salomon et de la Dominique a porté à 151 le nombre d'États membres de l'ONU.

### Contribution financière du Canada à l'Organisation des Nations Unies

Le Canada a versé \$12 249 245 (É.U.) au budget des Nations Unies pour 1978. Les dépenses sont réparties entre tous les États membres suivant un barème basé principalement sur le revenu national. La quote-part du Canada est de 3,04 p. cent et vient au neuvième rang. Le Canada verse aussi sa quote-part aux institutions spécialisées de l'ONU dont il fait partie; les dépenses à ce titre se sont élevées à plus de 20 millions de dollars pour l'année financière 1978-1979.

Des versements supplémentaires vont aux Forces de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient: FUNU II, FNUOD et FINUL. Pour financer ces opérations, on a mis au point un barème spécial qui accroît la part payée par les membres permanents du Conseil de sécurité et réduit le fardeau imposé aux pays les plus pauvres. En vertu de cet arrangement, la quote-part du Canada demeure à 3,04 p. cent et représente des versements d'un peu plus de 3 millions de dollars pour l'exercice financier 1977-1978, et approximativement 3,2 millions de dollars en 1978-79 pour la FUNU II et la FNUOD. Il n'y a eu aucune contribution au financement de la FINUL en 1977-1978, car ce dispositif n'a été créé que le 19 mars 1978; toutefois, des paiements d'environ 3,8 millions de dollars sont prévus pour 1978-1979.

En plus des quotes-parts fixées, le Canada verse au système onusien des contributions volontaires destinées principalement à l'aide au développement. Ces contributions forment la plus grande partie de son apport total. Dans leur répartition, le Canada accorde la priorité aux fonds centraux d'aide au développement, tel que le PNUD et l'UNICEF qui, ensemble, ont reçu environ 49 millions de dollars en 1978, ainsi qu'au Programme alimentaire mondial auquel le Canada a versé 95 millions de dollars (10 millions en espèces et 85 millions en denrées). Enfin, la Réserve alimentaire internationale de crise a reçu 7,5 millions de dollars en céréales vivrières.

Si le Canada concentre plutôt son aide dans ces institutions onusiennes, c'est qu'il est l'un des principaux producteurs alimentaires du monde et qu'il préfère en principe acheminer son aide par le biais de fonds de développement généraux plutôt que par les divers fonds spéciaux constitués de temps à autre par les institutions spécialisées de l'ONU. Enfin, des contributions de moindre importance, en espèces et en nature, sont allées à des programmes d'aide humanitaire et de secours aux réfugiés, aux victimes de l'apartheid, et aux victimes de catastrophes naturelles. La majeure partie de ces fonds a été acheminée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international.

### La Francophonie

Au cours de 1978, la Francophonie a fait preuve de vitalité: les rencontres internationales de tout genre se sont multipliées et les activités et les programmes d'échanges se sont accrus et diversifiés.



Poursuivant ses efforts en vue d'améliorer et de renforcer cet instrument de dialogue et de coopération entre pays partiellement ou entièrement de langue française, le Canada s'est pleinement associé à tous les aspects des actions de la Francophonie internationale. Dans cette perspective, le projet de réunion de chefs d'État et de gouvernement de pays francophones, susceptible de favoriser l'établissement d'un dialogue fructueux entre pays industrialisés et pays en développement, a continué de susciter l'intérêt général parmi les pays francophones. Le président Senghor du Sénégal a notamment examiné cette question avec le premier ministre Trudeau, lors de son voyage au Canada en novembre 1978.

#### Agence de coopération culturelle et technique (ACCT)

L'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT) a obtenu en 1978 le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies consolidant ainsi son rayonnement sur la scène internationale.

Le Conseil d'administration s'est réuni à Paris en décembre 1978; il a entre autres adopté un règlement provisoire définissant le fonctionnement de la collégialité du Secrétariat général. Il a de plus tracé le bilan des opérations adoptées par la Conférence générale d'Abidjan en 1977 et donné son accord à certaines opérations nouvelles qui seront réalisées dans le courant de 1979.

Les activités de l'Agence visent trois orientations principales: la promotion des cultures et des langues nationales, l'éducation et la coopération scientifique et technique, le développement économique et social. Dans toutes ces actions, l'Agence accorde la priorité au développement du monde rural.

Parmi les multiples actions de l'Agence, on peut citer au nombre des plus significatives: un soutien à la recherche en matière de tradition orale en Afrique, dans les Mascareignes et les Caraïbes; l'édition de textes à caractère culturel et pédagogique destinés principalement à l'Afrique; la formation de cadres dans le domaine de l'artisanat et du tourisme; le recyclage de personnel enseignant en zone rurale; des expériences nouvelles en télévision scolaire; l'établissement d'un réseau international de traitement des données des sols avec le concours de l'Institut de recherche des sols du ministère de l'Agriculture du Canada; un appui au développement de l'énergie solaire; la poursuite du programme "Sahel vert" qui se traduit principalement par l'institution de chantiers de reboisement; un soutien aux centres de formation de jeunes ruraux et la promotion de l'agroindustrie intégrée au monde rural.

Des actions spécifiques ont par ailleurs été entreprises pour résoudre des questions prioritaires: mise à la disposition des Comores d'un contingent de 35 enseignants au niveau primaire; dotation d'un équipement de radio et de télévision à Djibouti; contribution au projet

du Sénégal de l'Université des Mutants destinée à favoriser le dialogue des cultures et des civilisations; aide particulière au Laos et au Vietnam en matière de coopération éducative.

D'autre part, certains programmes de l'Agence méritent une attention particulière comme l'École internationale de Bordeaux et le Programme spécial de développement.

#### École internationale de Bordeaux (EIB)

L'École internationale de Bordeaux, programme de l'Agence au service des États membres, est chargée de réaliser des actions de perfectionnement s'adressant à des cadres moyens et supérieurs dans des domaines précis répondant aux besoins du Tiers monde. Fondée en 1972, l'EIB a aujourd'hui atteint sa vitesse de croisière. L'année 1978 lui a permis de consolider ses expériences dans l'organisation des stages touchant notamment les domaines de la gestion, du développement et de l'éducation, et de développer ses actions comme centre international non seulement de perfectionnement mais aussi d'information, de documentation et de recherche.

Pour 1978, l'École a accueilli plus de 500 cadres pour des stages de perfectionnement, entre autres en gestion d'entreprise et d'analyse de projets de développement en milieu rural. De même, au cours de cette même année, plusieurs cycles ont eu lieu hors de l'École - au Mali, en Côte-d'Ivoire, au Niger, au Canada et à l'île Maurice. Le Canada y envoie régulièrement des stagiaires provenant des administrations fédérales et provinciales et du secteur privé.

#### Programme spécial de développement (PSD)

Devenu un instrument d'action souple et efficace pour l'ACCT, le Programme spécial de développement a complété en 1978 sa première année d'opération sur la base des projets retenus lors des réunions de Lomé et d'Abidjan en 1977. Le bilan des activités présenté aux membres du comité du PSD (dont le Canada) qui s'est réuni à Haïti en novembre 1978, fait état dans le domaine de l'assistance technique de l'envoi dans quelque douze pays d'une trentaine d'experts, de l'octroi en 1978 de près de 80 bourses de perfectionnement à des bénéficiaires issus de quinze États membres et de la réalisation de deux études techniques d'envergure à incidence régionale.

Lors de la réunion d'Haïti, le comité a réaffirmé les critères de sélection déjà élaborés tout en confirmant le rôle complémentaire du PSD par rapport aux autres organismes d'aide bilatérale et multilatérale. Sur la base des quelques 700 nouvelles requêtes qui lui ont été adressées, le Comité a approuvé la programmation 1979 du PSD qui marquera une intensification sensible de ses opérations.

A cette occasion, le Canada a également annoncé le versement pour 1979 d'une deuxième contribution au montant de \$550 000 s'ajoutant aux \$750 000 déjà accordés. La France a pour sa part joint le groupe des États contributeurs en annonçant un premier concours financier de près de \$270 000 pour 1979. Déjà en 1978, 17 pays et gouvernements participants ont versé ou annoncé une contribution au PSD malgré, pour plusieurs pays africains, des ressources financières limitées.

La situation présente reflète l'intérêt accru manifesté vis-à-vis du PSD, dont l'un des objectifs est de favoriser la mise en oeuvre d'une coopération horizontale entre pays bénéficiaires.

#### Conférence des ministres de l'éducation (CONFEMEN)

La trente et unième session de la Conférence des ministres de l'éducation des pays francophones (CONFEMEN) s'est déroulée à Ouagadougou (Haute-Volta) les 6, 7 et 8 mars 1978. Au total, 16 pays, dont le Canada, ainsi que 7 organisations internationales, dont l'UNESCO, ont participé aux travaux de la réunion consacrée notamment à l'étude des relations entre l'école et la vie et aux problèmes entourant la production locale de matériel didactique. Les pays participants ont de plus confié au Secrétariat technique permanent de la Conférence la mise en oeuvre d'un programme d'activités comportant des stages et des séminaires liés aussi bien aux objectifs de la CONFEMEN qu'aux priorités définies et reconnues en matière d'éducation nationale par les ministres présents. Cette dernière dimension s'ajoute au rôle déjà important de réflexion d'échange et de consultation auquel est vouée la CONFEMEN et contribuera à renforcer la coopération dans un secteur prioritaire pour le développement socio-économique des pays africains.

La délégation canadienne à cette réunion internationale était dirigée par l'Ambassadeur du Canada en Haute-Volta et comprenait le ministre de l'Éducation du Québec ainsi que des hauts fonctionnaires du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario.

#### Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)

Précédant la trente et unième session de la Conférence des ministres de l'éducation, le CAMES a tenu sa réunion annuelle à Ouagadougou les 3 et 4 mars 1978. La réunion fut largement consacrée à l'étude de problèmes internes suscités par la démission du Secrétaire général. Les participants à la réunion, dont le Canada, ont néanmoins pris note du rapport d'activités du CAMES et approuvé la poursuite des actions déjà entreprises notamment au niveau de l'établissement d'une convention africaine sur l'équivalence des diplômes ainsi que dans des domaines plus spécifiques tels que la médecine traditionnelle et la pharmacopée africaine.

### Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports (CONFEJES)

La IXe session annuelle de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays francophones s'est tenue à Paris les 26 et 27 octobre 1978. Dirigée par l'Ambassadeur du Canada en France, la délégation canadienne comprenait également le Ministre responsable du Haut-Commissariat à la Jeunesse aux Loisirs et aux Sports du Québec ainsi que des représentants du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario.

La Conférence a étudié et approuvé plusieurs des recommandations soumises par des experts qui s'étaient réunis en commissions d'études au cours des mois précédents; ces recommandations touchaient aussi bien les problèmes d'harmonisation des politiques de formation de cadres de jeunesse et de sport que le rôle des médias dans la lutte contre la violence en matière de sport.

La conférence, à laquelle 18 pays membres étaient représentés, a de plus approuvé un substantiel programme d'activités pour 1979 auquel le Canada, par l'intermédiaire de l'ACDI, apportera un appui financier important. La contribution canadienne portera sur six des seize projets retenus pour 1979, dont un stage d'information médico-sportive, un colloque sur le rôle de la presse dans le développement du sport et un chantier de jeunes au Bénin. Cet apport financier s'ajoute au programme de bourses d'études déjà établi dans le domaine de l'éducation physique et destiné à des récipiendaires provenant de pays en développement, membres de la CONFEJES.

Le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario contribuent individuellement ou de façon conjointe à la mise en oeuvre de cette programmation, tant financièrement que par le biais de cadres techniques au niveau de projets spécifiques.

#### Organisations non-gouvernementales

Le Canada encourage fortement la participation d'individus et d'organisations canadiennes aux activités des associations francophones internationales. Regroupant des représentants des professions libérales, culturelles et autres en vue d'établir des liens de coopération et d'entente mutuelle, ces associations ont contribué, pour une bonne part, au développement de la communauté francophone internationale.

L'événement d'importance en 1978 fut la création du Conseil international des radios-télévisions d'expression française (CIRTEF), le 21 juin 1978, lors de son assemblée constituante à Montréal. Les sociétés de radio-télévision canadiennes ont joué un rôle actif dans la fondation de cette association à laquelle ont adhéré 31 organismes de radio et de télévision. Le représentant de Radio-Canada, Monsieur Jean-Louis Arcand, fut choisi comme son premier secrétaire général. Lors de sa première rencontre au mois d'octobre, le Bureau du CIRTEF a adopté plusieurs projets concrets dont un dans le domaine de la formation qui sera mené conjointement avec l'ACCT.

L'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) a tenu sa IXe Assemblée générale à Libreville du 11 au 17 septembre. Parmi les sujets de discussion à l'assemblée générale figuraient le transfert de technologie vers les pays du Tiers monde ainsi que le développement des relations parlementaire entre pays francophones. Afin de permettre une participation plus effective des sections au fonctionnement de l'AIPLF, l'Assemblée générale a créé le poste de chargé de mission parlementaire pour chaque grande région géographique. Le sénateur Martial Asselin a été désigné à ce rôle pour l'Amérique du Nord.

Le président de l'Association mondiale des médecins francophones (AMMF) a visité le Canada en octobre 1978. Le secrétariat général, qui est dirigé par le docteur Jacques Joubert du Canada, a son siège à Buckingham (Québec).

L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) a tenu sa VIe Assemblée générale à Bordeaux du 26 novembre au 2 décembre 1978. Monsieur Paul Lacoste, recteur de l'Université de Montréal, a été élu à la présidence de cette organisation. Bras opérationnel de l'AUPELF et organe de promotion de la coopération entre les universités francophones, le Fonds international de la coopération universitaire (FICU) a tenu ses assises à Paris au mois de novembre.

L'Assemblée générale du Richelieu international a eu lieu à Ottawa au mois d'octobre. Des délégués de la France et de la Belgique ainsi que des représentants de toutes les régions canadiennes ont assisté à cette manifestation de solidarité francophone.

Un Canadien a été élu vice-président de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) lors de sa dernière assemblée générale tenue à Bruxelles en août 1978.

L'Union internationale des Journalistes et de la Presse de langue française (UIJPLF) a tenu son IXe Congrès à Ottawa, à Québec et à Moncton du 22 septembre au 1 octobre 1978. Lors de ce Congrès, l'UIJPLF a accueilli une section acadienne parmi ses membres.

### Le Commonwealth

Le Commonwealth est une institution de consultation et de coopération internationales dont le caractère distinctif et l'efficacité ne se sont pas démentis en 1978. Avec l'adhésion de l'île Dominique, des îles Salomon et de Tuvalu, l'Association comptait 39 pays membres à la fin de l'année dernière (soit environ le quart des pays et de la population mondiale) réunissant diverses races, langues et cultures et divers degrés de développement économique. Cette diversité permet au Commonwealth de donner une juste image des grands problèmes mondiaux et de fournir une excellente tribune où des États égaux et souverains,

partageant certains idéaux, peuvent travailler ensemble sur une base de consensus. Le Canada lui est demeuré entièrement fidèle et continue d'être l'un de ses membres les plus actifs.

Les principales réunions ministérielles du Commonwealth tenues en 1978 furent la réunion des ministres des finances des pays du Commonwealth, tenue à Montréal les 20 et 21 septembre, et la réunion ministérielle spéciale sur le Fonds commun, qui a eu lieu à Londres les 13 et 14 avril. Outre ces événements majeurs, le calendrier des affaires du Commonwealth a été très chargé en 1978, donnant lieu à toute une série de réunions et de programmes intergouvernementaux et non gouvernementaux. Une réunion bisannuelle eut lieu en novembre à Kuala Lumpur, en Malaisie, et les parlementaires du Commonwealth ont tenu leur vingt-quatrième Conférence parlementaire du Commonwealth à Kingston, en Jamaïque, du 25 au 30 septembre. Des fonctionnaires et des représentants d'organismes du Commonwealth se sont rencontrés pour discuter de questions touchant l'administration postale, l'aéronautique, les sciences, la radiodiffusion et les télécommunications. Parmi les autres activités du Commonwealth, citons une rencontre ministérielle sur l'avenir de Belize, une réunion des vérificateurs généraux du Commonwealth, et enfin la douzième Conférence quinquennale des universités du Commonwealth, à Vancouver, en Colombie-Britannique et les Jeux du Commonwealth tenus à Edmonton au mois d'août.

#### Réunion des ministres des Finances

Comme ce fut le cas les années précédentes, la rencontre des ministres des Finances leur a donné l'occasion d'échanger leurs vues sur les questions économiques mondiales avant la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de discuter du rapport sur le développement dans le monde, qui traite des perspectives de croissance future. Les ministres ont noté que la reprise économique est lente et inégale dans les pays industrialisés et que, à la lumière des politiques actuelles, la conjoncture laissait présager un sombre avenir quant à la croissance économique dans le monde. La réunion a également fait ressortir les graves problèmes que ces faibles taux de croissance causent aux pays en développement.

Conformément au thème central de l'interdépendance, les ministres ont formulé une série d'énoncés importants confirmant leur engagement envers une croissance économique saine dans l'ensemble de la communauté internationale. Dans leur communiqué final, ils ont réclamé des mesures visant à rétablir une croissance économique mondiale soutenue tout en réduisant les surplus importants et chroniques de la balance des paiements de certains pays pour en favoriser d'autres, tant développés qu'en développement. Ils ont souligné le besoin de stopper la tendance croissante vers le protectionnisme et de promouvoir une expansion soutenue du commerce international, insistant particulièrement sur les besoins des pays en développement. A ce sujet, les ministres

ont réclamé des changements de structure en vue d'en arriver à une meilleure répartition de la production dans l'ensemble de l'économie mondiale.

Les ministres des Finances du Commonwealth ont également fait ressortir le besoin d'accroître l'aide et les prêts au Tiers monde et d'en améliorer les modalités. Ils ont reconnu la nécessité d'une augmentation substantielle du capital de la Banque mondiale et d'une reconstitution de l'Association de développement international afin de permettre à ces institutions de poursuivre l'expansion de leurs programmes de prêts en termes réels. La Conférence a également convenu qu'il fallait une majoration considérable des quote-parts du FMI, ainsi qu'une nouvelle émission de droits de tirage spéciaux (DTS) et un examen des modalités liées aux facilités du Fonds monétaire international.

Les ministres ont demandé à tous les pays d'appuyer les efforts déployés en vue de faire des Négociations multilatérales commerciales un succès. Ils ont également insisté sur le besoin de réaliser des progrès en vue de parvenir à un accord sur un Fonds commun efficace.

#### Réunion des hauts fonctionnaires

La réunion bisannuelle des hauts fonctionnaires du Commonwealth a eu lieu à Kuala Lumpur du 28 au 30 novembre; des représentants d'environ 30 pays du Commonwealth y assistaient. La délégation canadienne était dirigée par le greffier du Conseil privé. Les hauts fonctionnaires se sont surtout penchés sur la situation en Afrique australe et les problèmes économique mondiaux en préparation de la conférence des chefs de gouvernements du Commonwealth devant avoir lieu à Lusaka, en Zambie. Étaient également à l'ordre du jour les programmes d'aide du Commonwealth aux petits États, la coopération industrielle et l'appui aux organisations non gouvernementales.

Ces réunions ont lieu les années intercalaires entre les réunions biennales des chefs de gouvernement, qu'elles servent d'ailleurs à préparer; elles constituent également une occasion supplémentaire de se pencher sur d'importantes questions d'intérêt commun et sur les programmes du Commonwealth administrés par le Secrétariat.

#### Activités du secrétariat principal du Commonwealth

Le Secrétariat du Commonwealth, situé à Londres, a continué en 1978 d'administrer une série de programmes dans les domaines de l'aide au développement et des études économiques connexes, de la santé, des sciences, de la jeunesse et de l'éducation.

Deux études de première importance mises en chantier à la suite de décisions antérieures des chefs de gouvernement ont été complétées en 1978. Un groupe consultatif du Commonwealth sur la production alimentaire et le développement rural, présidé par M. L.J.

Shebeski, de l'Université du Manitoba, a remis son rapport en mai. On y trouve des recommandations fondées sur une étude de l'évolution récente de la situation mondiale en matière alimentaire et agricole. Selon ce rapport, les principaux secteurs dans lesquels le Commonwealth peut intervenir sont ceux des politiques et de la planification en matière d'alimentation et de nutrition, de la coopération régionale et de la sécurité alimentaire. Une équipe de onze spécialistes industriels du Commonwealth, sous la présidence du gouverneur de l'État de Jammu et Kashmir, en Inde, a remis son rapport final en mai. L'équipe y énonce ses recommandations et propositions en vue d'accélérer le rythme de développement industriel, mettant l'accent sur le renforcement de la capacité industrielle des pays membres en développement, sur la coopération entre pays en développement et sur l'aide des pays industrialisés et des organismes internationaux.

#### Association parlementaire du Commonwealth

La vingt-quatrième Conférence parlementaire du Commonwealth s'est déroulée du 25 au 30 septembre à Kingston, en Jamaïque, regroupant 192 délégués et observateurs. La délégation canadienne était dirigée par le président de la section canadienne de l'Association.

Les délégués ont abordé un nombre considérable de sujets, allant de la conjoncture mondiale actuelle et des menaces à la paix dans le monde, à l'incidence de la Communauté économique européenne sur le Commonwealth.

#### Les Jeux du Commonwealth

Les Jeux du Commonwealth, tenus du 3 au 12 août à Edmonton, ont constitué l'un des faits marquants de l'année dans le Commonwealth et ont su être à la hauteur de leur réputation de "jeux de l'amitié". Durant une semaine, les médias du monde entier ont suivi attentivement les exploits de 1800 athlètes de 50 pays et territoires associés au Commonwealth. Pour la première fois, un Festival folklorique du Commonwealth se déroulait parallèlement aux Jeux; il a lui aussi été couronné de succès. La réussite des Jeux a servi à montrer comment le Commonwealth pouvait, en faisant appel à la bonne volonté et à la compréhension de ses membres, surmonter des problèmes délicats tels que l'apartheid dans les sports.

Au nombre des spectateurs ayant assisté aux Jeux, il y eut la reine Elizabeth et d'autres membres de la famille royale, le Premier ministre du Canada, et des représentants de nombreux pays membres du Commonwealth.

#### Société royale du Commonwealth

La section canadienne de la Société royale du Commonwealth a continué de favoriser une meilleure connaissance du Commonwealth grâce à ses activités diversifiées, dont la célébration en mars du Jour du Commonwealth par un service oecuménique.



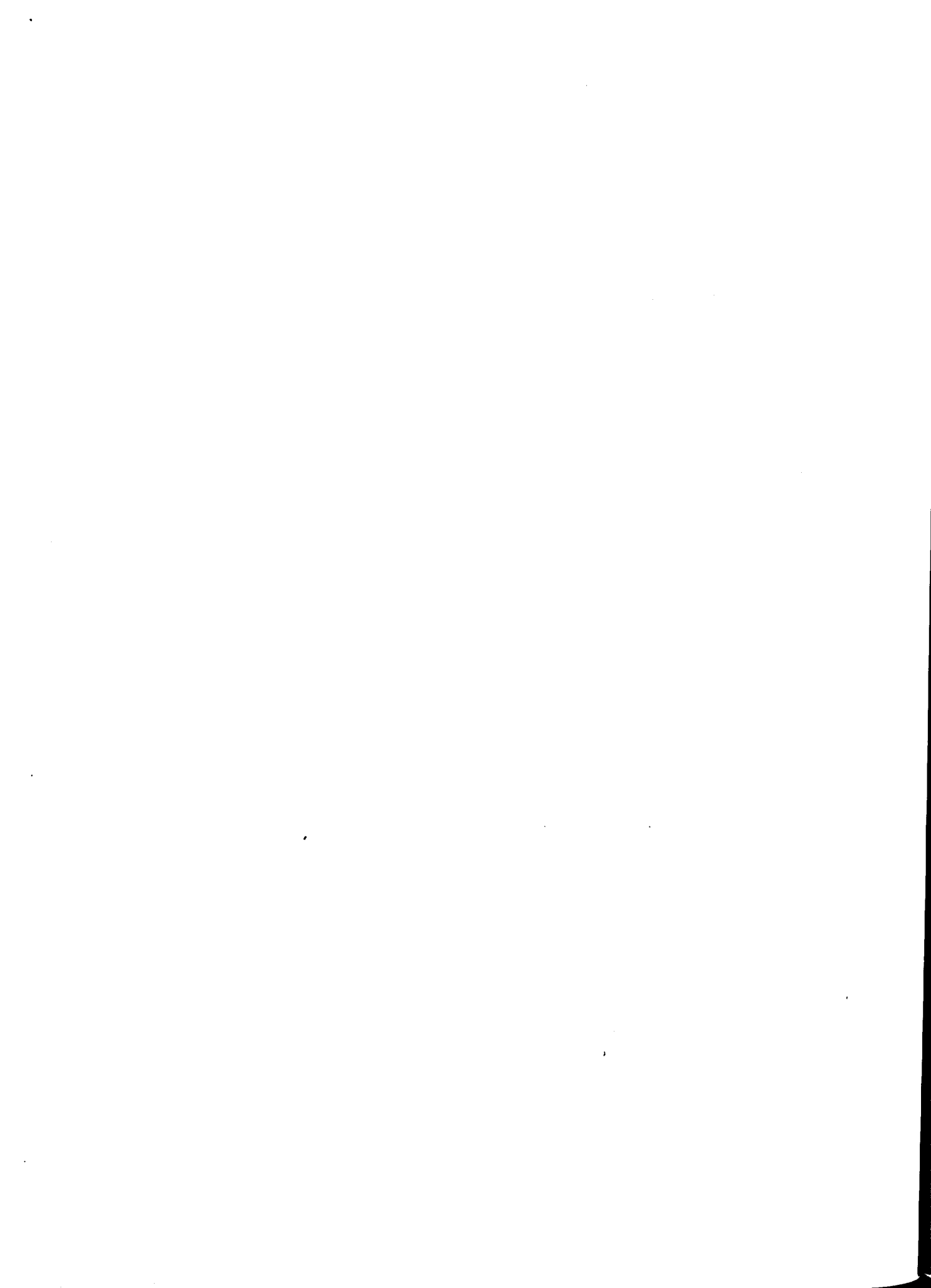
Avec l'aide du ministère des Affaires extérieures, la Société a parrainé à Ottawa en avril la sixième Conférence des étudiants du Commonwealth, à laquelle ont participé plus d'une centaine d'étudiants de toutes les régions du Canada. Entre autres activités, la Société a été l'hôte de son président, qui est venu de Londres pendant les Jeux du Commonwealth et a visité plusieurs sections canadiennes.



PARTIE B

LE CANADA ET SES OBJECTIFS RÉGIONAUX

En plus de délégations permanentes auprès d'organismes internationaux, le Canada possède 110 ambassades et missions consulaires au travers du monde. Détaché du ministère des Affaires extérieures et de plusieurs autres ministères, le personnel affecté à ces missions effectue une variété de tâches au service des particuliers et des intérêts canadiens: contacts officiels et négociations avec les gouvernements étrangers, analyse des événements, développement des échanges commerciaux, visas et passeports, protection et conseils consulaires, projection de l'image du Canada au moyen d'activités culturelles et de programmes d'information, etc. Ce sont là les tâches quotidiennes de l'exercice des relations internationales. Les chapitres suivants font état des événements et de l'acquis à ce titre en 1978.



## CHAPITRE 1: ETATS-UNIS

Les relations avec les États-Unis sont demeurées en 1978 l'une des grandes priorités et une des tâches les plus importantes et les plus complexes du gouvernement canadien. Comme par le passé, ces relations ont été franches, cordiales et empreintes de bonne volonté, les deux pays s'engageant à se consulter en temps opportun sur les politiques et les mesures susceptibles de toucher leurs intérêts respectifs.

En janvier, le vice-président, des États-Unis d'Amérique s'est rendu à Ottawa et à Edmonton où il a eu des entretiens avec le Premier ministre et d'autres ministres sur un grand nombre de questions bilatérales et internationales. Un certain nombre de ministres canadiens ont rencontré leurs homologues américains au cours de l'année, et le secrétaire d'État américain a fait une visite officielle à Ottawa en novembre. Des hauts fonctionnaires des deux gouvernements ont maintenu des rapports étroits sur de nombreuses questions politiques et techniques. Les contacts personnels et les consultations entre parlementaires canadiens et membres du Congrès américain ont été favorisés par le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis, qui a tenu sa dix-neuvième réunion à la Nouvelle-Orléans en février.

L'ambassade canadienne à Washington et les missions consulaires situées dans 14 grandes villes ont joué un rôle clé dans les relations entre les deux pays et dans la promotion des intérêts canadiens aux États-Unis. Le consulat général du Canada à Atlanta a assumé les responsabilités du consulat canadien de San Juan, à Porto Rico, qui a été fermé dans le cadre du programme de restrictions financières du gouvernement. D'autres missions ont subi des compressions de personnel et l'on a entrepris une étude de l'étendue, du niveau et de l'emplacement de la représentation canadienne aux États-Unis.

Les relations consulaires canado-américaines ont été marquées par une importante réalisation: la ratification d'un traité bilatéral prévoyant le transfert dans leur pays d'origine des libérés conditionnels et des détenus (voir Activités consulaires).

Au cours de l'année, le Canada et les États-Unis ont continué à collaborer étroitement à la recherche de solutions à de nombreux problèmes politiques, économiques, sécuritaires et sociaux de caractère international. Des progrès importants ont été accomplis vers la solution de certaines questions bilatérales, et l'on a poursuivi les efforts en vue d'en résoudre certains autres.

### Questions économiques

Le Canada reste le premier partenaire commercial des États-Unis, et vice-versa. D'une valeur supérieure à 70 milliards de dollars, les échanges canado-américains viennent en tête de liste des échanges commerciaux bilatéraux dans le monde. L'excédent de 2,4 milliards de

dollars qu'a enregistré le Canada dans ses opérations sur marchandises avec les États-Unis a toutefois été annulé par un déficit de 4,7 milliards de dollars en compte courant, dont des déficits de 3,6 milliards de dollars au titre du paiement de dividendes et d'intérêts et de 925 millions de dollars au chapitre du tourisme.

Le commerce canado-américain se porte bien dans l'ensemble, mais le gouvernement fédéral a continué d'être préoccupé par la menace que des pressions protectionnistes en provenance des États-Unis font peser sur certaines exportations canadiennes. Les efforts déployés par nos voisins du sud en vue d'appliquer des mesures restrictives à l'importation de certains produits, dont le cuivre et le zinc, ont échoué. Cependant, le gouvernement canadien a jugé nécessaire de faire de pressantes instances auprès des États-Unis contre l'imposition de droits compensateurs sur les importations de poissons de fond canadiens et sur un produit qui avait bénéficié d'une aide pour la recherche et le développement avant sa mise en production, ainsi que contre l'imposition de tarifs plus élevés sur les attaches industrielles. Le Canada a également exprimé sa préoccupation quant aux dispositions de la loi américaine, tant fédérale qu'étatique, établissant une politique d'"achat de produits américains", en particulier les dispositions de la Surface Transportation Assistance Act des États-Unis qui étaient susceptibles de limiter grandement la possibilité, pour les producteurs canadiens, de fournir des matériaux pour d'importants projets routiers et de transports bénéficiant d'une aide en vertu de cette loi.

Certaines mesures fiscales américaines ont contribué au très important déficit subi par l'industrie du tourisme du Canada et ont continué de nuire gravement à l'industrie canadienne des congrès. Le gouvernement canadien a réclaté avec insistance la modification de la loi américaine, qui limite à deux le nombre de congrès à l'étranger pour lesquels les Américains peuvent bénéficier d'une exonération fiscale sans toutefois imposer de telles restrictions pour les congrès tenus aux États-Unis; de plus, le montant des dépenses autorisées est abaissé et les participants doivent rendre davantage de comptes que dans le cas des congrès tenus aux États-Unis.

Un groupe de télédiffuseurs américains opérant à proximité de la frontière canado-américaine a déposé une plainte en vertu de la Trade Act des États-Unis contre l'article 19.1 de la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu, qui interdit la déduction aux fins de l'impôt sur le revenu des dépenses engagées pour diffuser de la publicité vers le Canada par l'entremise de stations en sol américain. Le gouvernement canadien a expliqué sa politique en détail aux autorités américaines, et les diffuseurs canadiens ont vigoureusement défendu la loi canadienne devant le comité mis sur pied pour l'audition de la plainte des diffuseurs américains à Washington à la fin de novembre. Le comité doit rendre sa décision en 1979. Le gouvernement canadien a résisté énergiquement à des pressions des diffuseurs américains et de certains membres du Congrès visant à lier les questions des congrès à l'étranger et de la diffusion transfrontière.

Le secteur de l'automobile a continué de représenter de loin la part la plus importante du commerce bilatéral canado-américain; en 1978, les échanges dans ce secteur ont atteint 23 milliards de dollars, soit environ le tiers des opérations sur marchandises. Conscient des importants investissements que devront consentir les manufacturiers automobiles nord-américains pour respecter les normes de conservation de l'énergie, de sécurité et de protection de l'environnement, le gouvernement canadien a chargé un groupe d'étude d'examiner la question de l'implantation au Canada d'une industrie automobile capable de soutenir la concurrence internationale, et de faire rapport à ce sujet. Des fonctionnaires canadiens et américains ont discuté les recommandations de cette étude au cours de consultations sur le commerce dans ce secteur. Ces consultations, qui se poursuivront en 1979, portaient plus précisément sur la rivalité et la concurrence que se livrent les divers paliers de gouvernement des deux pays qui cherchent par voie de stimulants à attirer chez eux les investissements des fabricants automobiles.

Les échanges dans le domaine agricole ont continué d'occuper une place prépondérante dans les relations canado-américaines et ont constitué un élément important des Négociations commerciales multilatérales. Les deux pays ont participé aux négociations multilatérales sur le commerce du blé. Au nombre des questions bilatérales portant sur les produits agricoles, citons la réglementation canadienne de l'importation de bétail sur pied, le projet de loi américain visant à soutenir le prix du sucre, la création d'une agence canadienne de commercialisation du poulet, la redistribution par les États-Unis des quotas d'importation de fromage originellement réservés au Canada et les rajustements prévus des tarifs canadiens sur les fruits et légumes frais. Pendant plusieurs jours au début de l'année, le public a suivi avec beaucoup d'attention les tentatives de certains fermiers américains qui, s'inquiétant de ce que les importations de boeuf et de bétail sur pied faisaient baisser les prix du boeuf sur le marché intérieur, ont tenté de bloquer les importations de bétail canadien en plusieurs points le long de la frontière. Malgré des difficultés occasionnelles, la collaboration est demeurée la règle dans l'ensemble des relations agricoles entre le Canada et les États-Unis. Dans cet esprit, le ministre canadien de l'Agriculture s'est rendu à Washington en mars où il a ratifié des ententes prévoyant l'intensification de la recherche agricole conjointe et l'utilisation de la télédétection pour l'obtention de renseignements sur les récoltes.

L'étroite interdépendance des économies canadienne et américaine crée parfois des situations dans lesquelles la réglementation de l'activité économique dans l'un des pays peut nuire aux intérêts de l'autre. Le gouvernement américain a répondu aux préoccupations exprimées par le gouvernement canadien quant aux conséquences extra-territoriales de la loi américaine. Des consultations ont permis de régler les divergences entourant l'enquête antitrust menée par les États-Unis à propos d'arrangements internationaux de commercialisation

de l'uranium dans lesquels des intérêts canadiens considérables sont en jeu; des poursuites au civil intentées à ce sujet par des particuliers sont encore en instance devant les tribunaux américains. Des hauts fonctionnaires ont poursuivi leurs consultations amorcées en 1977 par une visite à Ottawa de l'Attorney général des États-Unis en vue d'intensifier la consultation et la collaboration entre les deux gouvernements au regard des questions touchant les cartels.

De nombreuses discussions ont eu lieu entre les deux pays sur diverses questions internationales de commerce et de finance, tant dans un contexte bilatéral qu'au sein d'instances internationales. Tout au long de l'année, des ministres canadiens et américains se sont rendu visite pour s'entretenir des problèmes du commerce mondial et de certaines composantes des Négociations commerciales multilatérales. En mars, le ministre des Finances du Canada a rencontré à Ottawa le secrétaire au Trésor des États-Unis ainsi que le président du Council of Economic Advisers; ils ont fait le point sur la performance et les politiques économiques de leurs pays respectifs. Le ministre des Finances et son homologue américain se sont rencontrés de nouveau à Washington en septembre.

### Energie

Les questions énergétiques sont restées au premier plan des préoccupations du public en 1978 et ont accaparé en grande partie les entretiens qui ont eu lieu pendant la visite du vice-président américain. A cette occasion, on a mis en chantier des études conjointes de rentabilité concernant l'installation au Canada d'une partie des réserves stratégiques d'hydrocarbures des États-Unis et la possibilité d'accroître les échanges d'électricité entre les deux pays. Le groupe d'étude sur les réserves stratégiques d'hydrocarbures a publié son rapport en juillet et des négociations ont été tenues sur une série de questions en vue d'appliquer ses recommandations. L'étude sur les échanges d'électricité s'est poursuivie tout au long de l'année; le rapport final sera publié en 1979.

Le projet de construction d'un gazoduc depuis la route de l'Alaska est en bonne voie et, en avril, le Parlement a adopté la loi du gazoduc du Nord. En octobre, le Congrès des États-Unis a adopté la National Energy Act, qui jette les bases d'un barème de prix pour le gaz de l'Alaska. Le secrétaire à l'Énergie des États-Unis s'est rendu à Ottawa en décembre pour discuter d'une série de questions énergétiques bilatérales, et les deux gouvernements ont réaffirmé leur engagement à l'égard du projet de pipeline. On a créé un groupe d'étude mixte chargé d'examiner la question de la capacité excédentaire des raffineries canadiennes et de l'accès aux marchés américains pour l'essence et d'autres produits raffinés canadiens.

En septembre, l'Office national de l'énergie a publié un rapport sur les approvisionnements et les besoins en matière de pétrole,



qui renfermait des prévisions légèrement plus optimistes quant à la production canadienne et prévoyait le maintien, à court terme, des exportations de pétrole brut léger au niveau de 55 000 barils par jour. La question des exportations supplémentaires de gaz naturel vers les États-Unis a été activement examinée à la lumière de l'étude de l'Office national de l'énergie sur la situation de l'offre et de la demande de ce produit. Les résultats de l'étude devaient être publiés au printemps 1979.

### Environnement

Le Canada et les États-Unis ont continué d'attacher beaucoup d'importance aux questions écologiques transfrontalières. C'est depuis la signature du Traité sur les eaux limitrophes (en 1909) et la création de la Commission mixte internationale qu'ils cherchent ensemble des solutions mutuellement satisfaisantes aux problèmes que pose la protection de l'environnement le long d'une frontière commune. La CMI a d'ailleurs continué de jouer un rôle non négligeable à cet égard; outre ses fonctions de réglementation et de consultation, elle a effectué, à la demande des deux gouvernements, des études spéciales visant à orienter leurs décisions dans certains secteurs.

Le 22 novembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État des États-Unis ont signé à Ottawa une version modifiée de l'Accord canado-américain relatif à la qualité de l'eau dans les Grands lacs. Cette nouvelle version améliore et amplifie les opérations d'assainissement des Grands lacs qui avaient été entreprises à la suite de la signature du premier accord en 1972. Des consultations bilatérales ont eu lieu sur des questions telles que la circulation des navires-citernes de l'Alaska sur la côte ouest, les forages dans la mer de Beaufort et la construction de centrales thermiques sur la rivière Poplar Est, en Saskatchewan. Vers la fin de 1978, des représentants des deux gouvernements ont entamé des discussions sur le problème de la pollution atmosphérique transfrontalière. On prévoit que cette question, notamment les retombées à de longues distances des polluants atmosphériques, suscitera un intérêt croissant dans les deux pays au cours des années à venir.

### Frontières maritimes et pêches

On a continué en 1978 d'attacher une grande importance aux négociations canado-américaines sur les frontières maritimes et les pêches. Ces négociations ont été amorcées en 1977 après que les deux pays eurent porté à 200 milles de leurs côtes leur juridiction en matière de pêche, ce qui a fait ressortir la nécessité de mieux définir la façon dont ils entendaient gérer leurs pêches dans cette nouvelle zone.

Défense

La coopération canado-américaine s'est poursuivie en 1978 sur diverses questions bilatérales de défense. La Commission mixte permanente pour la défense a discuté de l'avenir des systèmes de défense aérienne de l'Amérique du Nord et d'autres questions bilatérales.

## CHAPITRE 2: AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

### Amérique latine

En 1978, le Gouvernement du Canada a poursuivi sa politique d'expansion de relations avec les pays et les institutions d'Amérique latine. On a enregistré des progrès importants dans les rapports commerciaux et économiques et dans le nombre de consultations sur des sujets politiques et autres.

Depuis le début de la décennie, le commerce du Canada avec l'Amérique latine a connu une augmentation constante. Le chiffre des exportations est passé de \$1.6 milliard en 1977 à \$2 milliards en 1978. Au cours de la même année, les importations ont augmenté de 4.8%. Le potentiel commercial de la région est grand en raison d'importants travaux d'infrastructure dont les hommes d'affaires canadiens peuvent tirer profit. A cet égard, l'Association canadienne pour l'Amérique latine (CALA) joue un rôle actif dans la promotion du commerce, des investissements et de l'exportation des biens et services canadiens vers les pays de l'Amérique latine.

Le Canada a suivi de près les événements touchant les droits de l'homme survenus dans divers pays d'Amérique latine. Vu l'importance que le Canada attache au respect plus rigoureux de ces droits dans le monde, ses représentants ont fait des interventions dans les enceintes internationales et ont fait des représentations auprès de gouvernements latino-américains lorsqu'une démarche semblait justifiée.

La réunion, à Vancouver, de la Banque interaméricaine de développement (BID) en avril 1978 a témoigné de l'intérêt soutenu que porte le Canada aux organisations régionales de l'Amérique latine et de la participation active qu'il prend à leurs travaux. Après avoir présidé cette manifestation, le ministre des Finances du Canada a eu des entretiens avec ses homologues sud-américains au cours d'une visite dans trois capitales d'Amérique du Sud. Le Secrétaire général de l'Institut interaméricain de coopération agricole est venu à Ottawa en septembre pour discuter des développements régionaux dans le domaine de l'agriculture. Le Canada a élargi son affiliation aux organisations techniques de l'hémisphère en joignant les rangs de l'Association du congrès pan-américain des chemins de fer en novembre. Grâce aux bons offices de son ambassadeur et observateur permanent, le Canada a pu continuer à suivre de près les travaux et l'évolution de l'Organisation des États américains (OEA). Les Canadiens ont continué à occuper des postes supérieurs au sein d'organismes régionaux plus spécialisés tels l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire et le Centre interaméricain d'administrateurs fiscaux. Outre qu'il est valable en soi, le rôle prééminent du Canada dans les affaires multilatérales de la région a contribué à renforcer ses relations bilatérales avec les autres pays en cause.

Le Venezuela est à la fois le principal fournisseur de pétrole et le plus important partenaire commercial du Canada en Amérique latine.

Le volume des échanges du Canada avec le Venezuela a atteint 1,9 milliard de dollars en 1978, ce qui représente une augmentation de 291 millions de dollars répartie sur deux ans. Le rôle que joue le Canada dans la croissance future du Venezuela s'est accru considérablement en novembre avec la signature d'un accord de participation à un important projet de chemin de fer. La coopération dans la technologie des sables bitumineux et du pétrole lourd a continué de s'intensifier entre les deux pays.

En 1978, 400 étudiants vénézuéliens étaient inscrits dans les universités canadiennes dans le cadre du programme de bourses Gran Mariscal de Ayacucho, financé par le gouvernement du Venezuela.

Les relations que le Canada entretient avec le Mexique touchent aux domaines politiques, économiques, culturels et énergétiques. En février, la Société pour l'Expansion des Exportations (SEE) annonçait qu'elle mettait à la disposition du Mexique une ligne de crédit de \$1.45 milliard. En juin, une mission mexicaine visitait le Canada et se familiarisait avec notre capacité industrielle. Donnant suite au plan d'action établi par le Comité ministériel Canada-Mexique, une mission de fonctionnaires canadiens se rendait au Mexique en avril; elle servit à identifier les secteurs prioritaires de coopération économique entre les deux pays.

En 1978 la valeur des exportations canadiennes vers le Mexique a augmenté de 5.5%. Le Mexique demeure l'une des principales destinations des vacanciers canadiens, accueillant près d'un quart de million d'entre eux au cours de 1978.

Dans le cadre de l'Accord culturel signé par Monsieur Trudeau lors de sa visite au Mexique en 1976, la commission mixte chargée d'administrer les programmes culturels et d'échanges de personnes s'est réunie à Mexico en novembre 1978 pour revoir les programmes en cours et planifier les futurs échanges culturels.

Les investissements canadiens au Brésil sont évalués à un milliard de dollars. Les échanges entre le Canada et le Brésil se chiffrent à 627,5 millions de dollars pour 1978, ce qui place ce pays au second rang des partenaires commerciaux du Canada en Amérique latine. Créé en 1976, un comité mixte sur les relations commerciales et économiques qui se réunit chaque année au Canada et au Brésil sert de cadre officiel à l'examen des questions économiques et des nouvelles initiatives. Un sous-comité de l'agriculture et un groupe de travail sur la coopération industrielle ont également été mis sur pied.

Les relations du Canada avec la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie reposent essentiellement sur l'aide au développement et le commerce. Sous les auspices de l'Agence canadienne de développement international, le Canada a continué de mener à bien des programmes bilatéraux d'aide au développement avec la Colombie, le Pérou et la

Bolivie. Les échanges commerciaux avec les pays de la région andine ont atteint 427 millions de dollars en 1978. Cette somme se répartit comme suit: Colombie, 163 millions de dollars, Equateur, 152 millions, Pérou, 93 millions et Bolivie, 18 millions. Pendant l'année, la Colombie a élu un nouveau président et on a noté des progrès vers le retour à un régime civil dans les trois autres pays. L'Equateur a tenu des élections et, en dépit de deux coups d'Etat, la Bolivie a annoncé qu'elle ferait de même en juillet 1979.

Le Pérou a élu une Assemblée constituante chargée d'élaborer une nouvelle constitution. Comme ce pays était aux prises avec de graves difficultés économiques, le Canada lui a accordé son appui au Club de Paris pour le réaménagement de sa dette étrangère. Les événements politiques survenus dans le passé au Chili, et en Argentine en particulier, ont retardé l'établissement de relations plus étroites et plus globales entre le Canada et les pays de la Patagonie. Ses rapports avec eux sont fonction de l'amélioration de leur dossier au chapitre des droits de la personne. Les échanges ont constitué un élément majeur des relations bilatérales du Canada avec les pays de la Patagonie à mesure que leur stabilisation politique et économique accroissait l'intérêt des investisseurs et hommes d'affaires canadiens. Les échanges avec l'Argentine, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay ont totalisé 268 millions de dollars en 1978, comparativement à 206 millions en 1977. La construction d'un réacteur CANDU s'est poursuivie en Argentine, et des discussions ont actuellement lieu sur d'autres projets de coopération dans le domaine de l'énergie atomique. En mars, une équipe de spécialistes canadiens s'est rendue à Buenos Aires pour négocier un accord sur la double imposition et, en octobre, une équipe argentine est venue à Ottawa pour le parapher.

À la fin de 1978, le Canada avait autorisé l'immigration de 7110 réfugiés latino-américains victimes des bouleversements politiques survenus dans la région; la plupart étaient originaires de Patagonie.

L'année 1978 a donné lieu à une intensification des rapports du Canada avec l'Amérique centrale. Au chapitre de l'aide au développement, plusieurs missions se sont rendues au Guatemala, au Honduras et à El Salvador afin d'évaluer et de poursuivre la planification des projets.

Suite aux affrontements au Nicaragua, le Canada a contribué la somme de \$185 000 par l'intermédiaire de la Croix Rouge internationale au bien-être des populations affectées par les combats.

La valeur des échanges commerciaux entre le Canada et les pays de l'Amérique centrale et des Antilles latines a atteint \$235 millions en 1978, ce qui représente une augmentation de 42% par rapport à 1977.

Notre commerce avec Haïti, seul pays francophone de la région, a atteint \$26 millions en 1978, soit une augmentation de 36% par rapport

à 1977. Le Président de l'ACDI a visité Haïti au mois de décembre 1978 en rapport avec les programme canadien d'aide au développement de ce pays.

On estime à plus de dix mille le nombre de Canadiens qui visitèrent Haïti au cours de l'année, chiffre qui reflète la plus grande facilité de communication qu'offre la liaison aérienne d'Air Canada inaugurée à la fin d'octobre 1978.

Le Secrétaire Parlementaire du Ministre des Affaires extérieures se rendit en Colombie et en République dominicaine au mois d'août 1978 pour y représenter le Canada à l'occasion des investitures présidentielles dans l'un et l'autre pays.

En 1978, les échanges commerciaux entre Canada et Cuba ont augmenté de plus de 20 p. cent, les deux pays cherchant à élargir la gamme des biens et services exportés. Le président de la Banque nationale de Cuba est venu au Canada rencontrer les dirigeants du monde des affaires canadien. Le ministre d'État à la Santé et au Sport amateur du Canada et son homologue cubain se sont rendus visite au cours de l'année.

#### Antilles du Commonwealth

Les Antilles du Commonwealth se composent de sept pays indépendants, quatre États "associés" au Royaume-Uni et six territoires placés sous dépendance britannique. A l'exception des Bahamas, dont le représentant est accrédité depuis Washington, et de la Dominique, qui a accédé à l'indépendance le 3 novembre 1978, les États indépendants des Antilles du Commonwealth ont tous un haut-commissariat à Ottawa et, dans la majorité des cas, un consulat dans un certain nombre de grandes villes du pays. Le Canada est représenté dans la région par des hauts-commissariats qui se trouvent à la Trinité-et-Tobago, en Jamaïque (accréditation auprès des Bahamas et de Belize), à la Barbade (accréditation auprès de la Dominique, de Grenade, des États associés des Indes occidentales et de Montserrat) ainsi qu'en Guyane (accréditation double auprès du Surinam). Le Consul général de New York est accrédité auprès des Bermudes à titre de commissaire.

Les liens commerciaux du Canada avec les Antilles du Commonwealth se sont resserrés en 1978. Les exportations du Canada sont passées d'environ 160 millions de dollars en 1977 à 283 millions en 1978. Au cours des onze premiers mois de l'année, les exportations en provenance de la région ont atteint 136 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 26 millions par rapport à la même période en 1977. Ce phénomène est attribuable au surcroît d'achats de sucre, de bauxite, d'alumine et de produits pétroliers. C'est entre le Canada et la Trinité-et-Tobago que les échanges bilatéraux ont le plus augmenté. Les investissements canadiens dans la région demeurent toujours aussi élevés (450 millions de dollars), surtout dans le secteur de l'alumine

et de la bauxite, des banques, du tourisme et de l'industrie légère. Le total des investissements était légèrement plus élevé que l'année précédente.

Les Antilles du Commonwealth demeurent l'une des destinations préférées des vacanciers canadiens, sans compter qu'un certain nombre d'entre eux s'y sont établis de façon permanente. De plus, le flux d'immigrants venus du Canada et l'expansion des colonies antillaises dans un grand nombre de métropoles canadiennes contribuent également, sur le plan des relations humaines, à créer des liens entre le Canada et cette région. La Jamaïque compte encore parmi les dix principaux pays d'origine des immigrants au Canada. En outre, quelque 4500 personnes sont venues au Canada en 1978 dans le cadre du programme des travailleurs saisonniers antillais.

Les dirigeants des Antilles du Commonwealth viennent fréquemment rencontrer leurs homologues canadiens; au nombre des visites en 1978, notons celles du premier ministre Adams de la Barbade et de son ministre des Affaires extérieures. Tenue à Montréal, la réunion annuelle des ministres des Finances du Commonwealth a amené de nombreux hauts fonctionnaires et parlementaires antillais au Canada. Les visites de représentants canadiens dans cette région n'ont pas manqué davantage. Le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est rendu à la Trinité-et-Tobago pour signer un mémoire d'entente par lequel le Canada a accepté d'entreprendre la rénovation des deux principaux aéroports du pays. Le premier ministre a participé au "Sommet" Manley, en Jamaïque, où il a discuté officieusement avec d'autres chefs de gouvernement des questions relatives au dialogue Nord-Sud. Des députés canadiens se sont également rendus en Jamaïque pour assister aux réunions de l'Association des parlementaires du Commonwealth.

La tradition qui veut que les navires canadiens aillent croiser dans la région s'est maintenue cette année, des bâtiments canadiens mouillant à Antigua, à la Barbade, à Sainte-Lucie et à la Trinité-et-Tobago. Dans le cadre des programmes d'échanges et d'instruction militaire du Commonwealth, des soldats de la Trinité-et-Tobago, de la Jamaïque, de la Guyane et de la Barbade se sont entraînés au Canada pendant diverses périodes.

Les élections à Montserrat ont porté au pouvoir un nouveau gouvernement sous la direction du premier ministre John Osbourne. Dans les Antilles orientales, plusieurs des États associés des Indes occidentales poursuivent leur marche vers l'indépendance. Quant à la Dominique, elle y a accédé le 3 novembre dernier. Le Canada a organisé à la Barbade un séminaire de formation diplomatique à l'intention de stagiaires des îles antillaises qui font l'apprentissage de l'indépendance.

Au cours de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue à Londres en 1977, un comité ministériel sur Belize composé de huit pays membres du Commonwealth dont le Canada, la Barbade, la

Jamaïque et la Guyane, a été mis sur pied. Une deuxième rencontre a eu lieu en septembre. De concert avec plusieurs nations, le Canada a coparrainé une résolution sur l'indépendance et l'intégrité territoriale de Belize à la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, résolution qui a été adoptée par une forte majorité.

Pendant l'année qui vient de s'écouler, les graves difficultés économiques auxquelles sont en proie les Antilles du Commonwealth ne se sont guère atténuées. La majorité des États ont continué à être aux prises avec un déficit de la balance des paiements, le chômage et la faiblesse des cours des principaux produits d'exportation. Reconnais- sant les graves problèmes économiques et développementaux de la région, la Banque mondiale a convoqué une conférence sur le développement économique des Antilles. Le Groupe des Antilles pour la coopération en matière de développement économique a tenu sa première réunion annuelle à Washington en juin 1978, avec la participation de pays bénéficiaires et donateurs, dont le Canada. Il a établi un cadre pour l'examen périodique et la coordination des activités axées sur l'accélération du développement économique et l'accroissement de l'aide dans la région, notamment en Jamaïque et en Guyane.

Les Antilles du Commonwealth sont toujours l'une des parties du monde où se concentrent les programmes d'aide au développement de l'ACDI. L'Agence canadienne de développement international et les gouvernements bénéficiaires continuent de croire que la création d'emplois productifs doit être l'objectif primordial des programmes; d'ailleurs, 90 p. cent des projets de l'ACDI approuvés en 1978 satis- faisaient à cette exigence. Le Canada a maintenu sa participation à la Banque de développement des Antilles et il a financé des établissements comme l'Université des Indes occidentales et des sociétés comme la Leeward Islands Air Transport et la West Indies Shipping Company.

Les négociations entre le Canada et les États de la communauté des Caraïbes (CARICOM) en vue d'élaborer un accord économique et commer- cial ont finalement abouti. Le nouveau gouvernement désirait remplacer les Accords de 1912 et 1925 et le Protocole de 1966 avec les Indes occidentales, rendus caducs par l'adhésion du CARICOM à la Convention de Lomé. La cérémonie de signature fut fixée au 20 janvier 1979 à Kingston, en Jamaïque.

Les pays des Antilles du Commonwealth ont continué à coopérer sur le plan économique par l'intermédiaire d'organismes comme la Banque de développement des Caraïbes et le CARICOM. Les tensions qui étaient apparues en 1977 au sein de la Communauté du fait que plusieurs membres avaient imposé des restrictions sur les importations dans l'espoir de résoudre le déficit de leur balance des paiements et remédier à la pénurie de devises étrangères ont en partie disparu vers le milieu de 1978. On s'attend à ce que ce développement accroisse l'efficacité du nouvel Accord de coopération économique et commerciale Canada-CARICOM.



### CHAPITRE 3: EUROPE

Comme le Canada partage préoccupations stratégiques et intérêts économiques avec les pays membres de la Communauté européenne, ses relations avec ces pays ont une place toute particulière dans sa politique étrangère.

Lors du Sommet économique qui a eu lieu en juillet à Bonn, le Canada et les quatre principaux pays d'Europe occidentale, de même que le Japon et les États-Unis, ont examiné l'état actuel de l'économie mondiale et ont renouvelé leur engagement à déployer des efforts coordonnés et à prendre des mesures individuelles, sur le plan national, en vue de redresser la situation économique mondiale. Appuyant cette entreprise multilatérale, le Canada a cherché à favoriser la reprise économique par des méthodes novatrices de coopération commerciale et industrielle, tant dans le cadre de l'accord-cadre avec la Communauté que par des ententes bilatérales avec les États membres.

Sur le plan politique, le Canada et les États membres de la Communauté européenne collaborent au sein de diverses instances internationales; un exemple probant à cet égard en 1978 a été la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Le Canada et tous les pays membres de la Communauté européenne sauf un participent au sein de l'OTAN à la défense de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. Les efforts qu'ils ont déployés pendant l'année pour assurer une situation stable propice au maintien de la paix mondiale ont été mis en relief lors de la conférence des chefs de gouvernement de l'OTAN tenue à Washington en mai. Par ailleurs, le Canada, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne occidentale et les États-Unis ont uni leurs forces sous l'égide de l'ONU afin de trouver une solution satisfaisante au problème namibien. La participation du Canada et de la France à la FINUL démontre une fois de plus leur volonté de réduire les tensions internationales.

Parmi les nombreuses visites bilatérales qui ont eu lieu en 1978, il y a lieu de citer particulièrement celles du premier ministre, M. Trudeau, en République fédérale d'Allemagne à la suite du "sommet" de Bonn, en Italie lors de l'intronisation du pape Jean-Paul I et en Grande-Bretagne et en France au mois de décembre.

Les relations avec les pays d'Europe occidentale qui ne font pas partie de la Communauté économique européenne sont également d'une grande importance pour le Canada, tout comme les relations avec l'Europe orientale.

Par son adhésion à l'OTAN, le Canada est allié à cinq pays européens non membres de la Communauté, soit la Grèce, l'Islande, le Portugal, la Norvège et la Turquie. Il entretient également des liens étroits sur une vaste gamme de questions bilatérales et multilatérales avec la Finlande, la Norvège, la Suède et l'Islande, ainsi qu'avec

l'Autriche, la Suisse et le Saint-Siège. En outre, le Canada tente d'élargir ses relations, surtout dans le domaine commercial, avec les pays désireux de se joindre à la Communauté européenne, c'est-à-dire la Grèce, l'Espagne et le Portugal, ainsi qu'avec la Turquie. Malte et Chypre participent également à diverses activités au sein du Commonwealth.

Les échanges commerciaux et humains entre le Canada et l'Europe orientale ont continué de s'accroître en 1978, traduisant ainsi le caractère généralement positif de l'évolution des relations politiques entre le Canada et les pays de cette région.

### Europe orientale

Les relations du Canada avec l'Europe orientale ont continué de s'étendre et de se diversifier, en particulier dans le secteur commercial où d'importants contrats ont été signés et de nouvelles possibilités ont été découvertes. A Belgrade, où se tenait depuis l'année précédente la première réunion de rappel de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que lors de réunions subséquentes d'experts de la Conférence, le Canada a contribué activement au dialogue Est-Ouest sur la sécurité et la coopération.

L'année fut difficile pour les relations canado-soviétiques. Le 24 janvier, le satellite soviétique à pile nucléaire Cosmos 954 s'est écrasé au sol dans le Grand Nord canadien, dispersant des débris radioactifs sur une vaste étendue dans les Territoires du Nord-Ouest, en Alberta et en Saskatchewan. Les opérations de fouille qui ont suivi ont constitué le plus important exercice du genre jamais entrepris, ce qui a conduit le Canada à réclamer un dédommagement d'environ six millions de dollars.

Le 9 février, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait à la Chambre des communes l'expulsion du Canada de treize ressortissants soviétiques qui avaient tenté de recruter un membre de la Gendarmerie Royale du Canada pour s'infiltrer dans le service de sécurité de la Gendarmerie. A la lumière de ces événements, le secrétaire d'État a décidé de ne pas accepter une invitation qui lui avait été faite de se rendre en URSS, et une réunion de la Commission économique mixte Canada-URSS fut remise à plus tard.

Les relations entre les deux pays ont commencé à s'améliorer durant l'été mais ont de nouveau été perturbées par les peines sévères infligées à plusieurs membres éminents du mouvement pour la protection des droits de la personne en Union soviétique. Le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont tous deux exprimé publiquement leur déception face à l'attitude des Soviétiques et ont prévenu l'URSS qu'en traitant ainsi des citoyens soviétiques qui ne font qu'affirmer leurs droits fondamentaux, elle nuisait gravement à la détente. Des résolutions à cet égard ont également été adoptées à l'unanimité à la Chambre des communes.

La situation était revenue à la normale à la fin de l'année, à la suite de la visite au Canada, en octobre, du ministre soviétique du Commerce extérieur et de la conclusion d'un nouveau programme à long terme de coopération économique entre les deux pays. Il y a également lieu de noter la visite, au cours de l'année, du chef du deuxième bureau européen du ministère soviétique des Affaires étrangères et de deux membres de l'Institut de l'URSS et du Canada.

Les relations du Canada avec la Pologne ont continué de s'épanouir en 1978. Des ententes ont été signées en matière de pêche, de sport, de sciences de la santé, et de science et de technologie. Trois missions commerciales se sont rendues en Pologne, dont deux étaient parrainées par le gouvernement fédéral (projets dans les domaines des pâtes et papiers et du génie) et la troisième par les instances provinciales (électronique). La participation canadienne au projet d'une usine de papeterie, sous forme de services de consultation, de génie et de surveillance et d'approvisionnement, a totalisé 215 millions de dollars au cours des trois dernières années. En outre, la Pologne est devenue un des principaux clients du Canada pour ce qui est des céréales.

L'adjoint parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, a visité la Pologne à la tête d'une importante délégation de spécialistes de la santé. Le ministre du Développement social de l'Ontario et le sous-ministre adjoint du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec se sont également rendus en Pologne. Le ministre de la Santé et des Services sociaux de la Pologne a visité Toronto, Ottawa et Montréal, à l'invitation du ministre canadien de la Santé nationale et du Bien-être social. Un autre éminent Polonais qui a visité le Canada en 1978 est le rédacteur en chef du journal Polityka.

Le Canada a participé au 23<sup>e</sup> Salon du livre de Varsovie. Les programmes relatifs aux échanges universitaires se sont poursuivis, et un programme d'échanges en vertu duquel des bourses sont accordées à des universitaires canadiens étudiant en Pologne, et vice-versa, a continué d'être appliqué.

Les relations du Canada avec la République démocratique allemande sont entrées dans une période de consolidation, après une phase initiale d'expansion marquée par l'échange d'ambassadeurs non résidents en 1977. Les consultations en matière de pêche se sont poursuivies sur la base de l'accord de 1977 et les échanges dans le domaine sportif ont continué depuis la visite du ministre de la Santé et du Sport amateur en RDA, en 1977. En mars, l'Ontario a participé à la foire du printemps de Leipzig. Un projet d'accord aérien est à l'étude par les fonctionnaires canadiens. Des consultations ont été entamées avec la RDA au sujet des réclamations canadiennes en matière de propriété qui seront présentées à la République allemande en 1979.

Le fait saillant des relations entre le Canada et la Tchécoslovaquie en 1978 fut la signature, en octobre, d'un contrat prévoyant la construction d'une usine de pâte à papier dans le Nord de la Slovaquie par une firme de Vancouver, au coût de 300 millions de dollars; on prévoit que ce projet créera 10 000 années-personnes d'emploi au Canada. En novembre, des entretiens politiques ont eu lieu à Ottawa entre des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et une délégation tchécoslovaque dirigée par le vice-ministre des Affaires étrangères.

La troupe tchécoslovaque Théâtre Noir a fait une tournée en Ontario et au Québec et des échanges ont été amorcés entre le Young People's Theatre de Toronto et le groupe tchécoslovaque Lanterna Magika. Le Canada a participé à Prague au championnat du monde de hockey, gagnant la médaille de bronze; la Tchécoslovaquie a mérité l'argent.

Les relations avec la Hongrie ont été marquées par la visite au Canada, en mars 1978, du secrétaire d'État et président de l'Office hongrois de l'éducation physique et des sports, qui a conclu avec le ministre d'État chargé de la Santé et du Sport amateur un accord sur la coopération dans les domaines de l'éducation physique et des sports. En juillet, le vice-ministre des Affaires étrangères de Hongrie est venu à Ottawa où il a eu pendant deux jours des entretiens politiques avec des fonctionnaires des Affaires extérieures. Un sous-ministre adjoint de l'Industrie et du Commerce s'est rendu à Budapest en septembre pour s'entretenir de questions commerciales avec des hauts fonctionnaires hongrois. Le deuxième ambassadeur résident du Canada en Hongrie a présenté ses lettres de créance au gouvernement hongrois en octobre.

Un certain nombre de premières ont marqué les relations culturelles canado-hongroises en 1978: l'orchestre de chambre McGill s'est produit à Budapest; un cours de littérature canadienne a été mis sur pied à l'Université de Budapest; et enfin une chaire d'études hongroises a été créée à l'Université de Toronto, la moitié du financement initial de \$600 000 étant fourni par le programme du multiculturalisme du Secrétariat d'État. Des poètes canadiens-français et hongrois se sont rendus mutuellement visite et d'autres échanges du même genre sont prévus. Enfin, le directeur du Conseil des arts du Canada et le premier vice-président de la société Radio-Canada ont effectué d'importantes visites de liaison.

Le secteur nucléaire est apparu comme le plus prometteur des nouveaux champs de coopération entre le Canada et la Roumanie. C'est ce qui ressort de la visite en Roumanie qu'a faite en septembre le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Son hôte, le premier vice-premier ministre de Roumanie, est venu au Canada en novembre. L'Énergie atomique du Canada Limitée a signé en décembre un contrat avec la société d'État Romanergo en vue de vendre à la Roumanie la technologie canadienne pour la construction d'usines nucléaires

destinées à produire de l'électricité. Ces contrats seront exécutés dès que seront accomplies les formalités juridiques nécessaires. La Roumanie a ratifié le traité de non-prolifération et a signé une entente avec l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'application de garanties à toutes ses installations nucléaires. En outre, elle a conclu avec le Canada un accord sur les garanties applicables à l'utilisation du nucléaire.

Un accord sur les relations mutuelles en matière de pêches a été signé en janvier et une convention pour l'élimination de la double imposition a été ratifiée en novembre. Un sous-ministre adjoint de l'Industrie et du Commerce a dirigé une délégation de fonctionnaires canadiens aux négociations commerciales annuelles Canada-Roumanie, qui ont eu lieu à Bucarest en septembre.

Les échanges entre le Canada et la Bulgarie ont sensiblement augmenté cette année. En octobre, le patriarche Maxim de l'Eglise orthodoxe bulgare a visité les paroisses orthodoxes bulgares de Toronto et de Montréal et a été reçu à Ottawa par la présidente du Sénat, Mme Renaude Lapointe. Le ministre de l'Agriculture de l'Ontario s'est rendu en Bulgarie en septembre pour discuter de la coopération commerciale et scientifique dans le domaine de l'agriculture. Le sous-ministre des Affaires étrangères de Bulgarie est venu à Ottawa en novembre afin de participer aux premières consultations sur les questions multilatérales et bilatérales, qui ont eu lieu au niveau des hauts fonctionnaires canadiens et bulgares. Une délégation dirigée par le sous-ministre adjoint de l'Industrie et du Commerce s'est rendue à Sofia en septembre pour explorer les possibilités d'accroître la coopération commerciale et économique bilatérale.

Contrairement à d'autres pays de l'Europe orientale, la Yougoslavie ne fait partie ni de l'alliance militaire du Pacte de Varsovie, ni du Conseil de l'aide économique mutuelle, qui est une association économique regroupant des États communistes. La politique étrangère de ce pays est caractérisée par une grande indépendance et se rapproche beaucoup de celle des pays du tiers monde. Par conséquent, il y a place pour une très large coopération canado-yougoslave au sein de diverses organisations internationales dont ils font tous les deux partie, telle l'Organisation des Nations Unies. Les deux pays tiennent également des consultations bilatérales; par exemple, le sous-secrétaire fédéral aux Affaires étrangères de Yougoslavie a visité Ottawa en septembre pour discuter des relations canado-yougoslaves et de questions multilatérales. La Yougoslavie a ouvert un consulat général à Vancouver en novembre.

#### Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

La première réunion de rappel de la CSCE, convoquée à Belgrade en 1977 dans le but d'examiner l'application des dispositions de l'Acte final et de voir quelles améliorations pourraient être apportées à cet

égard, s'est terminée en mars. Au cours de cette réunion, la délégation canadienne a joué un rôle à la mesure de l'importance que le gouvernement canadien accorde à la CSCE, compte tenu de l'intérêt que cette conférence avait suscité au Parlement et parmi les Canadiens. Dix-neuf parlementaires, représentant le Sénat et la Chambre des communes, ont accompagné la délégation canadienne à titre d'observateurs. La déclaration de clôture du Canada a été faite par le ministre d'Etat chargé du multiculturalisme.

Pour le Canada et d'autres pays occidentaux, la réunion de Belgrade fut relativement décevante, car elle n'a pas produit le genre de document final que recherchait l'Occident dans le domaine des droits de la personne et des questions humanitaires. Néanmoins, l'examen approfondi de l'application de l'Acte final, auquel a été consacrée la première partie de la réunion, s'est soldé par plusieurs résultats positifs. Les participants se sont surtout penchés sur les aspects humanitaires de l'Acte final; pour la première fois, on a confirmé implicitement que la question des droits de la personne pouvait légitimement constituer un thème de discussions Est-Ouest, et on a relevé les lacunes dans l'application des dispositions à cet égard et dans d'autres domaines, indiquant quelles améliorations devaient être apportées. En outre, le document final réaffirme l'engagement de tous les États signataires envers l'application pleine et entière de l'Acte final et reconferme toute l'importance que revêt la CSCE dans le processus de détente. Dans la déclaration qu'il a faite à l'issue de la réunion, le Canada a clairement indiqué qu'il continuerait au cours des prochains mois à faire ressortir l'importance des objectifs humanitaires de l'Acte final et à insister sur le rôle central que l'individu doit jouer dans la poursuite des objectifs de la Conférence.

Comme prévu dans le document final publié à Belgrade, deux réunions d'experts de la CSCE ont eu lieu, avec la participation du Canada. A la première de ces réunions, qui a été convoquée à Bonn, il a été décidé de tenir en février 1980, à Hambourg, un colloque scientifique afin de discuter des problèmes d'intérêt commun dans le domaine des sciences exactes et naturelles, de la médecine et des sciences humaines et sociales, et dans le but de favoriser les contacts entre scientifiques. La deuxième réunion, tenue à Montreux, portait sur le règlement pacifique des différends.

#### Les Communautés européennes

L'événement marquant de nos relations avec les Communautés européennes en 1978 a été la visite au Canada au mois de mars du Président de la Commission des Communautés, Roy Jenkins. Le but principal de sa visite était de faire le bilan des activités de coopération industrielle et commerciale entre le Canada et la CE à l'occasion de la deuxième réunion du Comité mixte de coopération institué par l'Accord-cadre de 1976 avec la CE. Au cours de son séjour M. Jenkins a pu se rendre compte de la diversité géographique, économique et culturelle du

Canada. A Ottawa, M. Jenkins a eu des entretiens avec le Premier ministre Trudeau de même qu'avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et avec les principaux ministres du Cabinet. Il a aussi rencontré le Premier ministre de l'Ontario.

En septembre 1978, le ministre des Transports s'est rendu à Bruxelles pour s'entretenir avec le vice-président de la Commission sur le commerce agricole, en particulier sur celui des céréales. Il a aussi rencontré le Commissaire de la Communauté responsable du transport maritime. Certains ministres provinciaux ont aussi visité le siège de la Communauté européenne afin de rencontrer des représentants de la Commission.

L'année 1978 fut importante pour les relations bilatérales canado-allemandes. L'un des faits les plus marquants, qui a fait ressortir le rôle moteur que joue la République fédérale d'Allemagne en tant que démocratie stable dotée de solides assises économiques, fut le Sommet économique qui a réuni à Bonn, en juillet, les chefs d'État ou de gouvernement de sept des principaux pays industrialisés du monde.

Le premier ministre du Canada, M. Trudeau, a assisté à cette réunion et a par la suite effectué une visite bilatérale qui a ouvert de nouvelles perspectives aux relations entre le Canada et l'Allemagne de l'Ouest. Le ministre des Finances avait simultanément des entretiens avec son homologue allemand. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est également entretenu longuement avec le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, avec qui il avait collaboré étroitement aux Nations Unies dans le cadre de l'initiative des cinq pays occidentaux visant à trouver une solution au problème namibien.

A la fin de la visite de juillet, les deux pays ont publié un communiqué conjoint dans lequel ils s'engageaient à tenir des consultations annuelles sur des questions politiques, financières et économiques. Des deux côtés, on s'est empressé de donner suite à cette invitation, qui a été suivie de cinq visites au Canada de ministres ou de hauts fonctionnaires, notamment la visite du ministre allemand de la Défense à Ottawa et aux bases des Forces canadiennes dans l'Ouest du Canada, dont au camp Shilo, où des troupes allemandes s'entraînent à l'aide de chars Leopard. En outre, le ministre d'État au bureau du Chancelier a tenu au début de novembre des consultations politiques et économiques détaillées avec des ministres et des hauts fonctionnaires canadiens.

Si la République fédérale d'Allemagne est un pays prioritaire pour le Canada, venant au quatrième rang au chapitre des exportations, il reste qu'en chiffres absolus, ce commerce ne représente qu'une fraction modeste des exportations canadiennes totales, soit 1,8 p. cent. De toute évidence, il y a place pour un plus fort volume d'échanges bidirectionnels, et l'instauration de consultations plus étroites sur une vaste gamme de sujets, y compris des échanges économiques permettant d'exploiter ce potentiel en 1979.

Le ministre ontarien de l'Agriculture et de l'Alimentation s'est rendu officiellement en Belgique en septembre 1978. La commission culturelle mixte Belgique-Canada a tenu sa réunion annuelle à Liège en octobre 1978.

Les intérêts que le Canada et le Danemark partagent dans l'Arctique ont donné un relief particulier en 1978 aux relations entre les deux pays. En effet, les recommandations de la Commission d'enquête sur l'autonomie interne du Groënland, instituée en 1975, ont été adoptées par le Parlement danois en 1978 et un nouveau régime autonomiste au sein du Royaume du Danemark sera progressivement instauré à partir de 1979 et le gouvernement du Danemark transférera aux habitants du Groënland l'administration de leur immense province dont les côtes voisinent celles des Territoires du Nord-Ouest. Les contacts culturels sont déjà nombreux entre les Inuit et les Groënlandais, et nos deux pays poursuivent un important programme de coopération scientifique et technique, particulièrement dans les domaines des ressources naturelles et de la pêche. Le sous-secrétaire permanent aux affaires du Groënland s'est entretenu en septembre avec ses homologues des Affaires indiennes et du Nord et il a visité Frobisher Bay, Schefferville, Churchill Falls et Fort Chimo.

La France et le Canada ont profité de l'année pour approfondir les dossiers de la coopération franco-canadienne afin de consolider l'acquis et de bâtir l'avenir. C'est ainsi que se sont réunis des groupes de travail sur l'industrie et l'agriculture, sur l'énergie et les matières premières, respectivement en mars et en octobre 1978, à Paris. Ces réunions ont permis de démontrer le potentiel considérable de la coopération économique et énergétique entre les deux pays. A cela s'ajoute la coopération scientifique qui s'est concrétisée par la réunion de la Commission mixte en formation scientifique à Ottawa, en mai. Le total des échanges commerciaux s'est maintenu aux alentours de \$1 milliard mais les exportations canadiennes de produits finis vers la France ont baissé même si elles restent supérieures en moyenne à celles vers les autres pays de la Communauté. En revanche, les investissements français au Canada continuent de croître; la France occupe le 4<sup>e</sup> rang de nos fournisseurs de capitaux et constitue le 3<sup>e</sup> pays d'accueil des investissements canadiens. De nombreuses négociations ont été amorcées ou poursuivies en 1978 avec des résultats souvent prometteurs: reprise de l'exploitation par une société française d'une mine d'uranium en Saskatchewan; négociations sur des accords en matière de sécurité sociale, d'extradition ainsi que de transfèrement des détenus; poursuite des négociations en vue de conclure un arrangement intérimaire de pêche et de délimiter les frontières maritimes autour de St-Pierre et Miquelon; discussions relatives à l'exportation de peaux de phoques; discussions, enfin, touchant le remboursement des frais de déménagement des bases de l'OTAN. La coopération s'est également affermie dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ainsi que dans le domaine spatial, surtout avec l'accession du Canada au rang de membre associé de l'Agence spatiale européenne.



Un groupe de sénateurs français et plusieurs Conseillers généraux de différents départements français sont venus au Canada. En avril, à Dijon, le ministre des Approvisionnements et Services, prononçait un discours lors du 28e Congrès de l'Association France-Canada. Le ministre français de l'économie, a eu des échanges avec son homologue canadien et il en a été de même à différentes occasions entre le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et son homologue français.

La France et le Canada ont également élargi leur coopération sur la scène internationale. Les deux pays se sont retrouvés côte-à-côte au Liban au sein de l'UNIFIL, et ils se consultent régulièrement sur l'Afrique comme sur d'autres dialogues internationaux tels la CSCE, l'exploitation des fonds marins, le dialogue Nord-Sud et, plus récemment, le désarmement. A Bonn, le Président de la République française et le Premier ministre du Canada ont profité du Sommet pour approfondir ensemble certaines questions économiques. Ces échanges se sont poursuivis au mois de décembre alors que M. Trudeau se rendait à Paris à l'invitation de M. Giscard d'Estaing. M. Trudeau en profitait pour confirmer la venue en février 1979 au Canada du Premier ministre du gouvernement de la République française, M. Raymond Barre.

Les intérêts communs que partagent le Canada et la Grande-Bretagne permettent une collaboration et un dialogue fructueux sur des questions bilatérales et multilatérales.

Les premiers ministres, MM. Trudeau et Callaghan, se sont rencontrés au palier multilatéral lors de la réunion des chefs de gouvernement de l'OTAN, à Washington en mai, et au Sommet économique de Bonn en juillet; ils ont également eu des entretiens à Londres en décembre sur une vaste gamme de sujets, notamment les progrès économiques réalisés au cours des six mois suivant le Sommet. Une consultation et une collaboration particulièrement étroites se sont établies lors de l'initiative des cinq pays occidentaux sur la question de la Namibie.

Cette question et d'autres ont été abordées à plusieurs reprises par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, ainsi que lors de la visite à Ottawa, en mai, du ministre d'Etat au Foreign and Commonwealth Office. Les questions économiques multilatérales, notamment les négociations actuelles du GATT, ont été au centre des discussions lors de la visite à Ottawa, en octobre, du secrétaire d'Etat britannique au Commerce.

Comme par les années passées, une série de questions d'intérêt bilatéral ont été abordées tant au niveau gouvernemental qu'informel. Au nombre des Canadiens qui se sont rendus en Grande-Bretagne, citons le ministre de l'Agriculture, qui s'est entretenu avec son homologue britannique d'un certain nombre de questions d'intérêt commun avant d'assister en février à la Conférence internationale sur le blé. Par la suite, sur l'invitation de son homologue canadien, le ministre

britannique a voyagé au Canada en mai et juin, visitant des installations agricoles en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba et en Ontario. En septembre, le ministre des Transports a visité l'exposition aéronautique de Farnborough, où il a eu avec son homologue britannique des entretiens portant sur diverses questions relatives au transport. Également en septembre, le ministre des Pêches a visité plusieurs centres de pêche écossais, prononçant un discours au deuxième Symposium international de l'Atlantique à Edimbourg. Monsieur Joe Clark, alors chef de l'Opposition, a été reçu à Londres par son homologue britannique, Mme Margaret Thatcher, par le secrétaire d'État à l'Emploi et par le ministre d'État au Foreign and Commonwealth Office. Monsieur Clark a également rencontré le Secrétaire général du Commonwealth, M. Shridhat Ramphal. Parmi les représentants des provinces qui se sont rendus en Grande-Bretagne, mentionnons le Premier ministre de Terre-Neuve, le ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, le ministre des Finances du Québec et l'ancien ministre du Trésor et des Affaires intergouvernementales de l'Ontario.

Le 8 septembre, à Londres, les deux gouvernements ont signé une convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. Deux sessions de négociations ont été tenues, à Londres en avril et à Ottawa en octobre, concernant l'accord aérien entre les deux pays.

Les relations canado-irlandaises évoluent maintenant dans de nouveaux domaines, en particulier le secteur économique, et se traduisent par des investissements canadiens dans des industries irlandaises. Deux ministres irlandais ont fait des visites privées au Canada en 1978. En mars, le ministre des Finances est venu à Ottawa où il a rencontré son homologue canadien ainsi que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, avec lesquels il a discuté de questions bilatérales et de problèmes économiques multilatéraux. Par la suite, le ministre des Finances d'Irlande s'est rendu à Toronto, où il a rencontré le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, l'honorable Pauline McGibbon, et à Montréal, où il s'est entretenu avec le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, et le ministre d'État à la réforme parlementaire. Le ministre d'État au Tourisme de l'Irlande est venu au Canada en juin en visite de travail et son itinéraire l'a conduit à Toronto, à Halifax et à Montréal et le Commissaire en chef des droits de l'homme au Canada a participé à des consultations sur les droits de la personne à Dublin au mois de décembre.

Les relations entre le Canada et l'Italie de façon notable ont été rehaussées en 1978 sous l'impulsion engendrée par la visite au Canada, à la toute fin 1977, du Président du Conseil des ministres, monsieur Giulio Andreotti. Si l'évolution en termes statistiques a été moins marquée que prévue dans les secteurs commerciaux et de l'immigration, deux événements augurant bien pour l'avenir sont survenus. Mentionnons tout d'abord la création en février d'une Chambre de commerce italo-canadienne en Italie; en second lieu, la conclusion en octobre

d'arrangements administratifs reliés à l'Accord de sécurité sociale entre les deux pays signé lors de la visite de monsieur Andreotti. Les instruments de ratification de cet Accord ont été échangés à Rome en décembre. Le premier du genre conclu par le Canada avec un pays étranger lequel bénéficiera, à compter du 1er janvier 1979, à des milliers de migrants de nos deux pays. La coopération dans les domaines nucléaire, industriel et culturel s'est poursuivie et dans certains cas intensifiée tout au long de l'année 1978. La présence culturelle canadienne en Italie, notamment, s'est enrichie considérablement par le biais d'une progression marquée des études canadiennes dans les milieux universitaires.

Les Premiers ministres Trudeau et Andreotti se sont rencontrés à quelques reprises et ont passé en revue l'état de nos relations bilatérales: d'abord à Washington, en mai, dans le cadre d'une réunion au sommet de l'OTAN, puis à Rome, en septembre, à l'occasion de l'intro-nisation de S.S. Jean-Paul Ier. Les Premiers ministres se rencontrèrent également à Bonn en juillet lors du Sommet économique.

Il y a lieu enfin de signaler l'inauguration officielle en avril des habitations construites, dans la région dévastée du Frioul, projet animé par le Congrès national des Italo-canadiens et appuyé par le gouvernement fédéral et les gouvernements et citoyens de plusieurs provinces canadiennes. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ainsi que le ministre d'Etat chargé du Multiculturalisme ont représenté le gouvernement fédéral aux cérémonies marquant cette inauguration: y étaient également présents le ministre de l'Immigration et le ministre de la Santé de l'Ontario.

En juin 1978 le Canada reçut Son Altesse Royale la Princesse Margriet des Pays Bas et son époux, monsieur Pieter van Vollenhoven. En plus d'Ottawa, le couple princier a visité l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest et a honoré de sa présence le 27<sup>e</sup> congrès de la Légion Royale canadienne à Edmonton.

Parallèlement à une réunion de l'OCDE en juin à Paris, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures s'est entretenu avec son homologue néerlandais de questions reliées principalement aux politiques respectives de nos deux pays en matière nucléaire. Par ailleurs, les réalisations des Pays-Bas dans le domaine des transports ont suscité un intérêt marqué au Canada au cours de l'année ainsi qu'en témoignent les visites successives aux Pays-Bas des ministres des transports, l'un du Québec et l'autre de la Colombie britannique et du gouvernement fédéral. Le ministre fédéral a visité notamment les installations portuaires et d'emmagasinage des céréales de Rotterdam ainsi que l'avionnerie de la société Fokker. Les affaires culturelles ont retenu l'attention, lors de la visite au Canada, d'une délégation de fonctionnaires néerlandais venus rencontrer leurs collègues canadiens afin d'accroître les échanges déjà assez importants entre nos deux pays dans ce domaine.

Nos relations avec les Pays-Bas ont progressé normalement dans tous les secteurs, y compris au chapitre des échanges commerciaux pour lesquels ce pays demeure l'un de nos partenaires européens les plus importants. Enfin, les consultations politiques informelles sur différentes questions internationales se sont poursuivies avec le gouvernement de La Haye.

#### Autres pays de l'Europe de l'ouest

Tout en poursuivant leur collaboration de longue date sur des questions multilatérales, le Canada et l'Autriche ont mis l'accent sur leurs relations bilatérales. En octobre, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a rencontré le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'Autriche à Vienne. Par la suite, le sous-secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures s'est rendu à Vienne pour discuter de questions de politiques étrangères avec le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères d'Autriche.

Les efforts déployés depuis 1975 par le Canada et la Finlande en vue d'instaurer une coopération industrielle entre les deux pays se sont traduits en mai par la visite d'une mission canadienne composée de fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce et de représentants d'un certain nombre d'entreprises canadiennes. En décembre, le sous-secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures s'est rendu à Helsinki pour s'entretenir de questions de politique étrangère avec le Secrétaire général adjoint du ministère finlandais des Affaires étrangères.

Une mission canadienne composée de hauts fonctionnaires spécialistes du commerce a visité Athènes en mai afin d'étudier les nouvelles perspectives commerciales que pourrait faire naître l'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne, prévue pour l'année prochaine. Comme par le passé, la Grèce a continué de fournir au Canada un fort contingent d'immigrants.

Les consultations entre le Canada et l'Islande se sont poursuivies en 1978 sur les questions relatives au droit de la mer et aux pêches. L'Islande a également pris des mesures en vue d'élargir sa représentation au Canada en ouvrant des consulats à Edmonton et à Calgary.

A la fin d'octobre, le ministre de la Défense de la Norvège s'est entretenu à Ottawa avec son homologue canadien au sujet de l'engagement militaire canadien envers la Norvège. En février, le secrétaire d'État aux Affaires politiques du ministère norvégien des Affaires étrangères et le sous-secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures du Canada ont discuté à Ottawa de questions bilatérales de politique étrangère. Pour la première fois, l'Université d'Oslo a offert un cours sur la culture canadienne française. Le comité de l'Éducation du Storting norvégien s'est rendu à Toronto pour s'y entretenir avec des fonctionnaires du ministère de l'Éducation de l'Ontario.

Les relations entre le Canada et le Portugal ont connu un essor notable. En 1978, le Canada a livré la deuxième partie d'un don de blé d'une valeur de 15 millions de dollars offert au Portugal dans le cadre d'un effort international visant à aider ce pays à redresser sa balance des paiements. En juin, le Collège de Défense canadien s'est rendu à Lisbonne pour y avoir des entretiens et des discussions avec des membres des Forces armées portugaises. Une mission composée de hauts fonctionnaires canadiens spécialistes du commerce a visité le Portugal en mai pour évaluer les perspectives commerciales bilatérales que pourrait créer l'adhésion possible du Portugal à la Communauté européenne. Pour la première fois cette année, le Portugal a acheté des quantités appréciables de produits canadiens de la pêche. Ces achats, ainsi que la ratification par le Portugal du Traité de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest, marquent le début d'une nouvelle ère dans les relations de pêche bilatérales. Le Portugal continue d'être une importante source d'immigration au Canada.

Les relations canado-espagnoles ont été marquées par la visite officielle en Espagne du Gouverneur général et de Mme Léger, du 13 au 15 mars. Cette visite a donné au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et à son homologue espagnol l'occasion de passer en revue les relations multilatérales et bilatérales. Une délégation de parlementaires dirigée par le président des Cortes a visité le Canada du 5 au 12 novembre, à l'invitation de la présidente du Sénat, et de l'Orateur de la Chambre des communes. Le groupe espagnol a également visité l'Assemblée nationale du Québec et l'Assemblée législative de l'Ontario. En 1978, l'Espagne a pour la première fois acheté une quantité appréciable de produits de la mer canadiens et est devenue le premier pays européen à acheter l'avion Dash 7. Une mission commerciale composée de hauts fonctionnaires canadiens a visité l'Espagne en mai pour évaluer les perspectives commerciales que susciterait l'adhésion possible de l'Espagne à la Communauté européenne.

Les relations avec la Suède ont été consolidées en 1978 par deux séries d'entretiens bilatéraux entre hauts fonctionnaires canadiens et suédois. Le sous-secrétaire d'État suédois chargé de la coopération et du développement, devenu par la suite ministre des Affaires étrangères de Suède, est venu à Ottawa en avril pour procéder à des consultations sur les politiques d'aide. En septembre, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Suède est venu à Ottawa où il a eu des entretiens politiques avec le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Comme par les années précédentes, un nombre considérable de Canadiens et de Suédois de divers métiers et professions se sont rendus mutuellement visite afin de partager leur expérience et leur compétence. En septembre, le comité parlementaire permanent du marché du travail suédois est venu au Canada pour étudier le marché du travail canadien ainsi que les industries minières et des pâtes et papiers. Une mission canadienne de coopération industrielle s'est rendue en Suède en octobre

afin de donner suite aux travaux entrepris par la mission canadienne en Suède en 1975 et par la mission suédoise qui était venue au Canada en 1976. La mission de cette année était dirigée par un haut fonctionnaire du ministère de l'Industrie et du Commerce et comprenait des représentants des industries canadiennes dont les activités sont complémentaires avec celles d'entreprises suédoises. A la fin de novembre, une mission commerciale suédoise a visité l'Alberta. La consultation annuelle sur les satellites de radiodiffusion directe a eu lieu à Ottawa en décembre.

En décembre, le sous-secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures s'est rendu à Berne, en Suisse, où il a eu des entretiens sur la politique étrangère bilatérale avec le directeur adjoint du Département politique fédéral. Les Canadiens (juristes, politiciens, fonctionnaires, professeurs, journalistes, etc.) consultent de plus en plus fréquemment les autorités suisses sur le fonctionnement de leurs institutions fédérales. Le Commissaire aux langues officielles du Canada s'est rendu en Suisse en décembre pour discuter de politiques linguistiques.

En 1978, les relations entre le Canada et la Turquie ont été marquées par les visites mutuelles que se sont rendues le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre des Affaires étrangères de Turquie. Leurs rencontres, respectivement à Ankara et Ottawa, ont été l'occasion de passer en revue les questions internationales et de discuter des moyens de consolider les relations bilatérales. En octobre, le chef d'état-major de la Défense a visité la Turquie, à l'invitation de son homologue turc.

#### CHAPITRE 4: AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

En 1978, l'attention des communautés internationale et canadienne est demeurée braquée sur cette région en évolution rapide. On a vu naître cette année l'espoir de trouver une solution pacifique à certains problèmes politiques de longue date, comme en témoignent au Moyen-Orient les accords de Camp David et en Afrique, les progrès réalisés en Namibie à la suite de l'initiative commune du Canada et d'autres gouvernements occidentaux.

Dans d'autres parties de la région, comme le Liban, l'Iran, la Rhodésie, le Zaïre et la Corne de l'Afrique, les conflits et les flambées de violence ont suscité une profonde inquiétude.

Les relations de plus en plus étendues du Canada avec l'Afrique francophone, l'Afrique anglophone et les pays du Moyen-Orient ont été marquées par de nombreuses visites de chefs de gouvernement et par une coopération économique accrue dans les domaines du commerce et du développement.

##### Afrique anglophone

En 1978, l'évolution de l'Afrique anglophone et lusophone a continué d'être dominée par la recherche de solutions internationalement acceptables en Namibie et en Rhodésie; on a néanmoins noté d'importants progrès vers un nouveau régime constitutionnel au Nigeria et au Ghana. A la même époque, l'instabilité persistait dans la Corne de l'Afrique et ailleurs en Afrique centrale et orientale. L'agitation politique et économique qui a affligé ces régions et d'autres en Afrique a servi de toile de fond aux discussions engagées à la quinzième conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), tenue à Khartoum en juillet 1978. Sur la question de l'intervention militaire étrangère, la principale résolution de la Conférence a condamné tout recours à la force et toute politique d'intervention militaire étrangère en Afrique, quelle qu'elle soit. En dépit des obstacles qui se sont dressés sur son chemin, l'OUA persistera à tenter de régler les conflits par le biais de la médiation. Monsieur Edem Kodjo, ministre des Affaires étrangères du Togo, a été nommé Secrétaire général de l'OUA et a reçu un mandat de quatre ans.

Le gouvernement militaire fédéral du Nigeria a joué un rôle de premier plan dans la recherche de solutions pacifiques en Afrique australe et a collaboré étroitement avec le Canada au Conseil de sécurité. Sur le plan national, il a continué en 1978 de préparer le retour du pays à un régime civil. Une nouvelle constitution a été promulguée et l'interdiction frappant les activités politiques a été levée en prévision des élections générales devant avoir lieu en octobre 1979.

Les relations canado-nigériennes ont été renforcées par un accord qui, au cours des cinq prochaines années, permettra à 2500 jeunes Nigériens de venir faire des études techniques dans les collèges communautaires et universités du Canada aux frais de leur gouvernement. Un premier groupe de 400 étudiants est arrivé en septembre 1978. Fait tout aussi important, les deux gouvernements ont envisagé sérieusement la création d'un comité économique conjoint afin d'accroître la coopération économique à leur avantage mutuel.

Le Ghana, pays avec lequel le Canada entretient d'étroites relations découlant d'un vaste programme d'aide au développement remontant à son indépendance, a lui aussi progressé vers l'instauration d'un régime civil, mais la transition n'a pas été sans heurts. Après avoir changé de chef pendant l'été, le Conseil militaire suprême a réitéré sa promesse de tenir des élections avant juillet 1979, et il a levé l'interdit contre les partis politiques.

Le Canada a établi des relations diplomatiques avec Sao Tomé et Príncipe, pays composé de deux petites îles lusophones au large de la côte occidentale de l'Afrique.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et les ministres des Affaires étrangères des quatre autres pays occidentaux membres du Conseil de sécurité ont été les premiers artisans de la multiplication, en 1978, des efforts concertés visant à faire accéder la Namibie à l'indépendance selon des modalités acceptables pour la communauté internationale. Les cinq ministres ont visité Windhoek et Pretoria en octobre afin de convaincre les autorités d'accepter leur plan commun. En dépit de reculs, notamment les incursions militaires de l'Afrique du Sud en Angola et la décision unilatérale de tenir des élections en Namibie en décembre 1978, le gouvernement de l'Afrique du Sud et l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) ont convenu de collaborer à la mise en oeuvre du plan des Nations Unies pour l'indépendance namibienne. (Pour de plus amples détails, voir: Nations Unies)

L'Afrique du Sud a maintenu en 1978 ses lois draconiennes sur la sécurité et rien ne laisse prévoir que le gouvernement de ce pays envisage d'abandonner les grandes lignes de sa politique d'apartheid. En septembre, le ministre de la Défense, M. Pieter Botha, a remplacé M. John Vorster comme Premier ministre.

Comme l'avait annoncé en décembre 1977 le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, le gouvernement du Canada a retiré ses délégués commerciaux d'Afrique du Sud et fermé son consulat général à Johannesburg. En avril, il a publié un code de conduite à l'intention des entreprises canadiennes opérant en Afrique du Sud. Ces dernières sont tenues de rendre publics d'ici le 31 mars 1979 des rapports suffisamment détaillés pour que l'on puisse juger si elles ont réussi à améliorer les conditions de travail de leurs employés noirs. En avril également, le gouvernement a imposé aux visiteurs d'Afrique du Sud



l'obligation d'obtenir un visa de non-immigrant; en outre, il a annoncé qu'il refuserait d'accorder un visa aux athlètes et officiels sportifs sud-africains.

Le Canada a maintenu son aide au développement aux petits pays voisins de l'Afrique du Sud membres du Commonwealth, le Botswana, le Lesotho et le Swaziland.

A la fin de 1978, en dépit des signes prometteurs du début de l'année, les tentatives pour aboutir à un règlement pacifique en Rhodésie se sont heurtées à une impasse. Le 3 mars, M. Ian Smith et trois dirigeants noirs ont signé un accord interne prévoyant l'instauration d'une forme de gouvernement de la majorité noire. Cet accord, assorti d'un projet de constitution, contenait un certain nombre de dispositions qui, à toutes fins utiles, garantissaient la permanence de la mainmise des Blancs sur de nombreuses institutions-clés du pays; par ailleurs, le processus y aboutissant n'a pas appelé la participation de tous les Rhodésiens, notamment les groupes de libération à l'extérieur du gouvernement. Pour ces deux motifs, la communauté internationale, dont le Canada, a refusé de reconnaître à la fois l'accord en question et le gouvernement bi-racial qu'il a consacré. Parallèlement, la situation s'est détériorée au point que la loi martiale a été proclamée dans la majeure partie de la Rhodésie et qu'un nombre record de Blancs ont quitté le pays. Le Canada a continué d'appuyer le principe d'un règlement négocié ralliant toutes les parties au conflit; selon lui, les propositions anglo-américaines constituent le meilleur cadre élaboré jusqu'ici pour une transition juste et pacifique vers un gouvernement de la majorité.

La mise en oeuvre d'importants programmes d'aide au développement a continué de marquer les relations du Canada avec les pays du Commonwealth de l'Afrique centrale et orientale, à l'exception de l'Ouganda.

Le président de la Zambie, M. Kaunda, a été réélu en décembre avec une majorité accrue. Ce pays de la ligne de front a été la cible d'attaques terrestres et aériennes de la part des forces de sécurité rhodésiennes, ce qui a contribué à aggraver une crise économique qui a préoccupé la communauté internationale au cours de 1978.

Le grand homme de l'Afrique, Jomo Kenyatta, est décédé en août; le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a représenté le Canada à ses obsèques. L'élection d'un nouveau président, Daniel Arap Moi, s'est faite sans heurts, ce qui témoigne de la stabilité du Kenya. Le président Moi suit les grandes lignes de la politique de son prédécesseur.

En octobre, les hostilités ont été déclenchées entre la Tanzanie et l'Ouganda quand les forces ougandaises ont occupé pendant deux semaines une bande de territoire tanzanien. A la fin de l'année, les affrontements avaient diminué, mais la tension demeurait forte le long de la frontière.

Au cours de l'année, l'Angola a adopté une attitude plus positive vis-à-vis de ses voisins et de l'Occident. En février, le Canada et l'Angola ont convenu de nouer des relations diplomatiques. Comme l'Angola est le pays de la ligne de front le plus directement touché, il a contribué aux progrès réalisés vers un règlement internationalement acceptable en Namibie.

Le climat tendu qui règne dans la Corne de l'Afrique a continué de préoccuper considérablement les États africains et les autres membres de la communauté internationale. En dépit du retrait de la Somalie de la région de l'Ogaden en mars dernier, le gouvernement de l'Éthiopie a poursuivi ses raids et ses opérations de représailles. En Érythrée, l'Éthiopie doit faire face à la résistance armée des mouvements autonomistes.

Le Canada a établi des relations diplomatiques avec Djibouti et l'ambassadeur canadien accrédité depuis Addis Ababa y a présenté ses lettres de créance en juin.

### Moyen-Orient

Les efforts pour régler le conflit israélo-arabe ont progressé lentement pendant la majeure partie de 1978, mais ils ont connu en octobre un essor spectaculaire avec la signature des deux accords de Camp David. Le premier ministre du Canada a fait parvenir au président Sadate, au premier ministre Begin et au président Carter des messages de félicitations dans lesquels il a salué les accords comme un grand pas en avant et incité les trois dirigeants à poursuivre leurs efforts pour aboutir à un règlement pacifique global. Après Camp David, les négociations en vue de la conclusion d'un traité israélo-égyptien ont avancé, mais de graves problèmes demeuraient encore en suspens à la fin de l'année.

Le gouvernement a comblé une lacune importante dans sa représentation diplomatique au Moyen-Orient en ouvrant, en mai 1978, une ambassade permanente au Koweït, avec accréditation à Bahreïn, à Oman et aux Émirats arabes unis. Ces dernières années, le Koweït et les autres États du Golfe persique ont considérablement accru les revenus qu'ils tirent de la vente du pétrole, revenus dont la majeure partie sert au développement économique et social. Bien que la principale mission de l'ambassade soit de venir en aide aux hommes d'affaires canadiens, elle s'occupe, dans le cadre de ses fonctions ordinaires, de la liaison avec les gouvernements locaux sur des questions telles la politique et les développements dans le secteur énergétique, le dialogue Nord-Sud et l'aide aux pays tiers.

Plusieurs ministres canadiens ont visité la région en 1978. En mars, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué en Israël un voyage au cours duquel il a signé un protocole d'entente sur les relations culturelles israélo-canadiennes. En août, le ministre

d'État (Petite entreprise) a visité l'Iran à l'occasion de l'inauguration d'un grand complexe de pâtes et papier construit par une compagnie canadienne près de la mer Caspienne. Au niveau provincial, le premier ministre de l'Ontario, M. William Davis, s'est rendu en Israël et en Iran en septembre.

En novembre, le premier ministre d'Israël, M. Menachem Begin, a effectué au Canada une visite officielle au cours de laquelle il s'est entretenu avec le premier ministre Trudeau, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres ministres. Au cours de leurs discussions, ils ont abordé tous les aspects de la situation au Moyen-Orient et les deux parties ont exprimé un optimisme prudent. Parmi les visites ministérielles, il y a lieu de signaler celle du ministre des Télécommunications d'Arabie saoudite, qui a accepté l'invitation du ministre des Communications de discuter des compétences canadiennes dans le domaine des télécommunications. (Il convient de noter que Bell Canada est l'une des principales parties à un contrat de 3,4 milliards de dollars pour l'agrandissement du réseau téléphonique saoudien.) Le ministre saoudien du Pétrole est venu au Canada en juin; le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'avait invité à prendre la parole à la conférence marquant le cinquantième anniversaire de la Canadian Society of Petroleum Geologists. Pendant son séjour, il a rendu visite au premier ministre de l'Alberta et a brièvement fait escale à Ottawa. En novembre, le ministre du Commerce d'Israël a dirigé une délégation de son pays aux réunions du comité économique conjoint canado-israélien, tenues à Ottawa.

L'ambassadeur du Canada au Caire a signé un accord officiel en vue de l'exposition des trésors artistiques de Toutankhamon à l'Art Gallery of Ontario en 1979.

L'aggravation des troubles intérieurs en Iran a suscité quelque inquiétude quant à la sécurité des Canadiens vivant dans ce pays et, le 30 décembre, il a été conseillé à ces derniers de partir. Le lendemain, les Forces canadiennes recevaient l'ordre de préparer les avions en vue de l'évacuation.

Face au conflit israélo-arabe, le Canada a continué d'adopter une attitude équilibrée et objective, fondant sa position sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et sur la nécessité de reconnaître à la fois le droit d'Israël à l'existence et les intérêts légitimes des Palestiniens, notamment leur droit de participer aux négociations influant sur leur avenir et la nécessité de trouver une base territoriale pour leurs aspirations politiques. (Voir aussi: Nations Unies)

Au cours de l'année, le Canada a réitéré l'inquiétude profonde que lui causaient les combats incessants au Liban et le peu de progrès vers un règlement politique de la crise libanaise. Le Canada a fait savoir au gouvernement de la Syrie qu'il était vivement préoccupé par la

situation à Beyrouth. En octobre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé une autre contribution en espèces de \$200 000 au Comité de la Croix-Rouge pour les secours au Liban, ce qui a porté à plus de 6,8 millions de dollars le total de l'aide humanitaire du Canada à ce pays.

Le Canada a continué de fournir le plus important contingent national aux forces de maintien de la paix des Nations Unies chargées de surveiller le cessez-le-feu dans la péninsule du Sinaï et sur les hauteurs du Golan. En réponse à une requête urgente du Secrétaire général, Ottawa a détaché des spécialistes en communications auprès de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour une période de six mois.

En 1978, les activités commerciales et économiques du Canada au Moyen-Orient ont continué à prendre de l'ampleur. Au cours des dix premiers mois de l'année, les exportations canadiennes vers ces pays se chiffraient à 634 millions de dollars, soit une augmentation de 9 p. cent par rapport à la même période en 1977. Quant aux importations canadiennes en provenance de cette région, elles se chiffraient à 1,2 milliard de dollars pour les neuf premiers mois de 1978, soit une hausse de 11 p. cent par rapport à la même période en 1977.

Au cours de l'année écoulée, l'aide du Canada à l'Égypte et au Soudan a augmenté considérablement. En Égypte, deux projets d'envergure d'une valeur globale de 75 millions de dollars ont été approuvés. Au Soudan, on a élaboré plusieurs projets qui nécessiteront des investissements importants au cours des prochaines années.

#### Afrique francophone

En 1978, l'actualité en Afrique francophone et au Maghreb a continué de refléter la diversité et les contradictions au sein d'un ensemble de pays où les développements politiques et économiques sont fortement différenciés et inégaux.

Au Maghreb, plusieurs événements d'importance sont survenus dont la portée véritable était encore incertaine à la fin de l'année. L'arrivée au pouvoir en Mauritanie, en juillet, d'un régime décidé à conduire la paix au Sahara occidental a donné lieu à une activité diplomatique intense; le décès du Président algérien, en décembre, a ralenti l'évolution du problème. D'autre part, le climat social de la Tunisie fut alourdi par une grève violente en janvier et par le procès des dirigeants syndicalistes qui a suivi.

L'attaque menée au Shaba par les ex-gendarmes katangais a sérieusement menacé la stabilité politique et économique du Zaïre. La situation rétablie, deux réunions regroupant à Bruxelles les principaux partenaires du Zaïre au plan de la coopération, dont le Canada, ont examiné un ensemble de mesures visant à favoriser le rétablissement de l'économie zaïroise.

S'inscrivant dans le cadre des initiatives du Président Sékou Touré en vue de rompre l'isolement de son pays, le Sommet de Monrovia aura permis à la Guinée, au Sénégal et à la Côte-d'Ivoire d'entamer le processus visant à une normalisation de leurs relations. La poursuite par la Guinée d'activités visant à intensifier son ouverture sur l'extérieur et à élargir un réseau de relations mutuellement avantageuses permet à ce pays parmi les plus démunis d'entrevoir la possibilité de mettre en valeur ses richesses naturelles.

Au Tchad, une série d'échecs marqua les nombreuses tentatives de négociations avec les forces du Frolinat. L'intervention décisive des troupes françaises en juin a permis de mettre un terme aux offensives rebelles. L'accession d'Issène Habré au poste de Premier ministre devait peser en faveur d'un nouvel équilibre susceptible de promouvoir la réconciliation nationale. Toutefois, de graves tensions entre les responsables politiques tchadiens, suivies d'affrontements armés entre les forces gouvernementales et les forces fidèles au Premier ministre, ont mis un terme à cet équilibre.

La tenue des élections législatives et présidentielles au Sénégal et en Haute-Volta dans le contexte d'un multipartisme limité a constitué une étape décisive de libéralisation et vers l'exercice des droits démocratiques de la population de ces pays.

En 1978 le Canada s'est attaché à maintenir sa politique à l'égard de l'Afrique francophone qui s'articule autour de deux axes principaux: la coopération économique et la francophonie. Le profil de nos activités en matière de coopération a varié selon les pays: poursuite de l'aide traditionnelle au Sénégal et au Zaïre; renforcement de nos programmes dans les pays sahéliens; amorce de programmes de coopération industrielle au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, au Maroc et en Tunisie. Le Canada a participé activement aux travaux de forums consacrés aux questions de développement touchant l'Afrique francophone, comme le Club des Amis du Sahel; les consultations entre pays donateurs ont porté sur le plan de stabilisation du Zaïre, et celles qui ont eu lieu à Paris visaient la mise en oeuvre d'un programme exceptionnel de promotion pour l'Afrique.

Le Canada a accueilli plusieurs visiteurs de marque en 1978, dont les présidents Senghor du Sénégal et Traoré du Mali. Plusieurs missions ministérielles ont effectué des séjours au Canada, la liste comprenant des délégations venant du Gabon, de la Guinée, de Madagascar, du Bénin, du Togo, de l'Empire Centrafricain, du Niger, du Cameroun, du Rwanda, du Tchad et du Sénégal. D'autre part, plusieurs missions canadiennes se rendirent en Afrique francophone et au Maghreb. Le ministre des Approvisionnements et Services effectua une visite officielle au Togo, au Bénin et au Gabon; le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social se rendit à la cérémonie de collation des diplômes aux premiers finissants de l'École polytechnique de Thiès au Sénégal, important projet de coopération canado-sénégalaise; le ministre des

Travaux publics participa à la cérémonie de l'inauguration du barrage de Sidi Saad, le plus important projet de coopération canado-tunisienne; le ministre des Postes représenta le Gouvernement canadien aux funérailles du Président Boumediène d'Algérie.

Si la coopération au développement demeure l'essentiel de nos rapports bilatéraux avec l'Afrique francophone, l'année 1978 a tout de même été marquée par une intensification de nos échanges commerciaux avec cette partie du globe. Il y a lieu de souligner à titre indicatif la ligne de crédit de \$1,2 milliard accordée à l'Algérie et celle de \$150 millions ouverte au Gabon.

## CHAPITRE 5: ASIE ET PACIFIQUE

La grande diversité politique et économique de l'Asie n'a d'égal que son étendue. En sa qualité de pays de la région du Pacifique, le Canada possède en Asie des intérêts de première importance. Par conséquent, un grand nombre d'événements survenus en Asie en 1978 ont eu des répercussions pour le Canada.

Parmi ceux-ci, le rapprochement de la Chine avec les pays occidentaux, dont le Canada, a été l'un des plus extraordinaires. La conclusion d'un traité d'amitié entre la Chine et le Japon témoigne de la nouvelle orientation de la politique chinoise en Asie. L'espoir de stabilité que représentait le retour de la Chine sur les scènes asiatique et mondiale a cependant été compromis par l'accroissement des tensions en Indochine. Le Canada est demeuré profondément préoccupé par ces derniers événements.

D'autres faits nouveaux ont également influé sur les intérêts canadiens. D'abord et avant tout, le Japon et la Corée, tous deux d'importants partenaires commerciaux du Canada, ont cherché à réaménager leurs relations; la collaboration, symbolisée par l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), est devenue un des thèmes de l'heure dans la région du Pacifique. L'avenir économique prometteur de l'Indonésie, l'un des principaux pays membres de l'ASEAN, nous permet de croire qu'il y aura là-bas davantage de débouchés pour le Canada.

En Asie du Nord, on a cherché à réactiver le dialogue entre le Canada et l'Inde au moment où celle-ci tentait d'harmoniser ses politiques intérieures et étrangères avec les programmes du nouveau gouvernement Janata. Tout le long de la frontière septentrionale de l'Inde, du Bangladesh au Pakistan et au-delà en passant par l'Afghanistan, l'incertitude politique - voire même l'instabilité dans certains cas - a dominé.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'évolution des relations entre le Canada et le Japon a continué reflétant l'importance grandissante que revêt l'association pour les deux pays. Dans le domaine politique, l'année 1978 a commencé avec la visite au Japon du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et la conclusion des négociations sur un Protocole modifiant l'Accord de coopération nucléaire de 1959. Ce Protocole a été subséquentement signé à Tokyo au nom du Canada par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre des Affaires des anciens combattants et le ministre du Revenu se sont également rendus au Japon en 1978, tandis que le Canada recevait le ministre des Relations économiques extérieures et le vice-ministre du Commerce international et de l'Industrie du Japon. Un accord bilatéral sur les pêches a été signé en avril.

L'habitude de la consultation a été renforcée au niveau ministériel par les discussions engagées lors de réunions économiques

multilatérales, notamment le "Sommet" de Bonn en juillet et la réunion ministérielle de l'OCDE en juin. Les contacts entre fonctionnaires se sont poursuivis dans le cadre des entretiens annuels de planification de la politique canado-nippone et aux Nations Unies. La visite d'une délégation de la Diète japonaise en juillet 1978 a reflété l'intérêt porté à la multiplication des échanges entre parlementaires.

Malgré le caractère déprimant de la situation économique mondiale, l'association économique, qui demeure la pierre angulaire des relations canado-japonaises, a prospéré. En 1978, le Japon est resté au deuxième rang des partenaires commerciaux du Canada. Les exportations canadiennes vers le Japon ont augmenté de 20 p. cent par rapport à 1977, atteignant 3 milliard de dollars, ce qui donne au Canada un surplus commercial de 783 millions de dollars. Les ventes de produits raffinés et manufacturés continuent également à augmenter. Le Japon est le principal marché du Canada pour le charbon et les produits agricoles (principalement la graine de colza, les céréales et le porc), ceux-ci représentant le plus fort pourcentage (35 p. cent) de nos exportations vers ce pays. Le cuivre, le bois de construction, la pulpe et les produits de la pêche figurent aussi parmi nos principales exportations vers le Japon.

On s'attend que les échanges bilatéraux continuent à s'accroître, et le Canada a mis sur pied un programme intensif d'expansion du commerce visant à sensibiliser davantage le Japon à sa capacité industrielle de pointe et à ses mérites en tant que partenaire économique. Dans le cadre de ce programme, les deux pays ont organisé un grand nombre de missions auxquelles ont participé des hauts fonctionnaires et des dirigeants de l'industrie.

La coopération économique a également connu un essor l'an dernier. L'impulsion déjà donnée a été maintenue (notamment dans les domaines de l'énergie, des produits forestiers et du logement) et de nouveaux secteurs propices à des entreprises communes et à des investissements japonais au Canada ont été explorés. La signature, en novembre 1978, d'un contrat entre intérêts canadiens et japonais portant sur les sables bitumineux de l'Athabaska a constitué un événement marquant.

Les secteurs privés des deux pays ont manifesté un réel désir d'accroître leurs contacts. Tenue à Tokyo en mai 1978, la première Conférence canado-nippone d'hommes d'affaires a amélioré la compréhension mutuelle de points de vue différents et jetté les bases d'une coopération accrue. Le gouvernement du Canada a appuyé sans réserve cette importante initiative du secteur privé.

De nombreuses provinces ayant de solides intérêts au Japon, le gouvernement fédéral a continué à encourager leurs efforts et à les consulter sur le contenu et la conduite de la politique canadienne vis-à-vis du Japon.



La science et la technologie revêtent une importance croissante et en juin 1978, des consultations bilatérales tenues au Canada ont imprimé un élan considérable en faveur d'une collaboration accrue.

Les diverses composantes des relations culturelles entre les deux pays ont continué à prendre de l'ampleur. Coup d'envoi de l'année, la visite à Tokyo de l'Orchestre symphonique de Toronto a été suivie par celle d'autres artistes représentant toutes les branches des arts de la scène au Canada. Dans les universités de Tokyo et des environs, les études canadiennes ont été davantage encouragées. Les programmes destinés à familiariser les journalistes japonais avec le Canada se sont poursuivis avec dynamisme.

Ces dernières années, les relations du Canada avec la République de Corée (RDC) se sont élargies considérablement dans les domaines économique et politique. Les échanges commerciaux ont continué de fournir une impulsion majeure, atteignant près de 570 millions de dollars en 1978. Le Canada a réussi dans une bonne mesure à réduire le déficit de sa balance commerciale avec la RDC; les exportations se chiffrent à 200 millions de dollars, soit une augmentation de 40 p. cent par rapport aux chiffres de 1977. Il existe d'excellents débouchés pour les biens et services canadiens, en particulier les produits agricoles et manufacturés et ce, par suite de deux grandes décisions politiques récentes de la Corée: la libéralisation des importations et la "restructuration" de l'économie, de l'industrie légère à l'industrie lourde. Plusieurs autres éléments traduisent l'expansion des relations économiques canado-coréennes: la conclusion de négociations d'envergure en vue de la signature d'accords sur la propriété industrielle et la double imposition; l'établissement d'un cadre de coopération pour les entreprises communes dans le domaine de la construction, et enfin, les initiatives coréennes pour étudier les investissements de capitaux dans l'exploitation des ressources canadiennes. Un accord de limitation de trois ans dans le secteur du textile a aussi été conclu.

Le nombre de visites ministérielles a augmenté sensiblement au cours de l'année. La visite en Corée du ministre de l'Industrie et du Commerce, celle du ministre du Développement économique de la Colombie-Britannique, et enfin la visite au Canada, en mai dernier, du ministre de l'Énergie et des Ressources, ont servi à renforcer les relations économiques entre les deux pays. En juillet, le ministre des Affaires des anciens combattants s'est rendu en Corée afin de commémorer la participation du Canada à la guerre de Corée, tandis qu'en avril, le ministre du Revenu a attiré l'attention de ses hôtes sur certaines questions relevant plus particulièrement de son ministère. Les visites au Canada de membres du Collège national de Défense de Corée et du vice-président de l'Association amicale des parlementaires canadiens et coréens ont enrichi nos relations bilatérales. Les rencontres de hauts fonctionnaires et les échanges d'information sur une foule de sujets dont l'énergie, les communications, la statistique, l'impôt, le revenu annuel garanti, l'agriculture et la planification urbaine, ont continué à se multiplier.

Le maintien de la paix et de la stabilité dans la péninsule coréenne demeure vital pour les intérêts canadiens en Corée et dans la région. En dépit de ses efforts, la Corée du Sud n'a pas réussi à renouer le dialogue avec la Corée du Nord. Nombre de Canadiens souhaitent voir s'instaurer en Corée un sentiment de sécurité, condition première d'un véritable respect des droits de la personne dans tout le pays. Le Canada continuera donc d'appuyer les propositions visant à apaiser les tensions qui se font sentir dans la région, tout en demeurant fidèle au principe voulant que la République de Corée joue un rôle de premier plan dans la négociation de tout règlement du problème coréen.

Hong Kong est demeuré l'un des partenaires commerciaux importants du Canada en 1978; nos échanges avec la colonie se chiffrent en dollars à 98 millions au titre des exportations et à 313 millions au titre des importations. La vitalité de l'économie de Hong Kong et la conclusion d'un arrangement sur le textile ont fait beaucoup pour l'amélioration du climat des échanges commerciaux. En 1978, les banques canadiennes ont reçu l'autorisation d'entreprendre des opérations bancaires à Hong Kong, ce qui devrait contribuer à y accroître encore davantage les activités commerciales canadiennes. Compte tenu de l'ouverture rapide de la Chine à l'Occident, le rôle traditionnel d'entrepôt de Hong Kong vis-à-vis du marché chinois sera probablement renforcé au cours des années à venir.

Le Canada accueille un grand nombre d'immigrants de Hong Kong. En outre, la Commission canadienne installée sur les lieux est chargée des programmes de réunion des familles en ce qui concerne la Chine et le Vietnam.

L'année 1978 a été caractérisée en République populaire de Chine (RPC) par un grand nombre de changements majeurs d'orientation politique qui se sont traduits par une expansion des relations sino-canadiennes. En mars, la Chine a annoncé l'application d'un plan économique décennal visant à transformer la Chine en un État industriel moderne d'ici l'an 2000 et soulignant la nécessité d'acquérir de l'étranger la technologie et les compétences qui permettraient d'atteindre cet objectif ambitieux.

Cette nouvelle orientation a multiplié les chances du Canada d'accroître ses relations commerciales avec la Chine. En janvier 1978, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a effectué en République populaire de Chine une visite au cours de laquelle une gamme de questions internationales et bilatérales ont été discutées, notamment les possibilités de coopération commerciale et industrielle.

En octobre, un groupe de dirigeants d'entreprises canadiens s'est rendu en Chine et s'est entretenu avec de grands spécialistes chinois dans les secteurs de la transformation, des télécommunications, du transport d'énergie, de la machinerie agricole et des services

aériens. Depuis, certains membres de cette délégation ont été réinvités à Pékin pour des discussions plus approfondies. Au cours de l'année, les échanges sino-canadiens ont augmenté de 20 p. cent, atteignant approximativement 550 millions de dollars.

La visite de l'Orchestre symphonique de Toronto, qui coïncidait avec celle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, s'est inscrite dans le cadre d'une série d'échanges culturels et sportifs permanents qui ont consisté notamment, en 1978, en une exposition au Canada des toiles de l'artiste chinois Hu Hsien, une visite en Chine de Celia Franca du Ballet national, une visite au Canada d'un groupe d'observateurs chinois de patinage artistique, une exposition de photographes canadiens en Chine, une visite au Canada de gymnastes chinois ainsi qu'une visite en Chine d'une équipe de la Fédération canadienne de badminton. Une équipe de l'Office national du film a visité la RPC en juin et on procède actuellement à des échanges d'équipes cinématographiques chinoises et canadiennes.

Les échanges scientifiques et techniques se sont poursuivis à un rythme accéléré dans des domaines tels la science du permagel, la géologie des métaux ferreux, la recherche opérationnelle, l'économie agricole, la géologie des strates précambriennes, l'équipement portuaire, les télécommunications par satellites, le transport de gaz et la science des sols.

Nombre de délégations de hauts fonctionnaires chinois ont visité le Canada en 1978. En juin, le vice-président du Congrès national populaire a dirigé au Canada une délégation de parlementaires en réponse à l'invitation de l'Orateur de la Chambre des communes et du président du Sénat. En juillet et en août, le vice-ministre de l'Agriculture a effectué une visite des installations agricoles canadiennes; en octobre, une délégation de professeurs est venue sous la direction du vice-ministre de l'Éducation. La Chine ayant demandé au Canada de recevoir jusqu'à 500 étudiants chinois dans ses établissements d'enseignement supérieur, le Canada a fait savoir en septembre qu'il serait heureux d'accéder à cette demande selon la disponibilité des ouvertures dans les universités et instituts de recherche canadiens. Le gouvernement chinois a annoncé qu'il assumerait les frais de cette opération.

Les relations avec les médias ont continué à progresser avec la visite au Canada, en octobre dernier, d'un groupe de journalistes de l'Agence de presse Chine nouvelle (Hsinhua). A la fin de 1978, les représentants de cette agence à Ottawa se sont joints à leurs confrères de la tribune parlementaire.

Le programme de réunion des familles, s'est poursuivi de façon satisfaisante au cours de l'année, la Chine semblant prendre des dispositions pour faciliter l'instruction des dossiers.

L'expansion des relations canado-australiennes en 1978 a été marquée par un accroissement des échanges de vue sur de multiples sujets intéressant les deux pays, dont l'exploitation des ressources, les droits des autochtones, les relations fédérales-provinciales, et des questions générales de politique étrangère.

Les échanges bilatéraux, qui se chiffraient approximativement à 700 millions de dollars en 1978, sont particulièrement importants pour le Canada compte tenu de la prédominance des produits transformés parmi ses exportations vers l'Australie (plus de 80 p. cent). Le Canada attache de l'importance à la position de l'Australie à l'égard des négociations commerciales multilatérales et des négociations visant la conclusion d'accords sur les produits de base principaux, à cause de leurs répercussions sur la production et le commerce de produits tels le blé et les minéraux pour les deux pays.

Le ministre des Affaires étrangères a visité le Canada en octobre; le ministre des Opérations commerciales spéciales est venu en février et en décembre; le ministre des Entreprises et de la Consommation et le procureur général ont effectué une visite en août.

Le commissaire chargé de la protection de la vie privée à la Commission canadienne des droits de la personne, le ministre de la Consommation et des Corporations et un membre de la Cour suprême de la Colombie-Britannique ont assisté à la conférence de l'Association internationale du barreau tenue à la mi-septembre à Sydney.

Le Canada et la Nouvelle-Zélande ont procédé à des consultations sur des questions de politique étrangère d'intérêt mutuel, sur la croissance soutenue des échanges bilatéraux et sur d'autres sujets intéressant les deux pays. Les deux pays ont uni leurs efforts pour promouvoir la stricte application de l'Accord de Gleneagles en vue d'assurer le succès des Jeux du Commonwealth. Les échanges bilatéraux pour 1978 devaient dépasser le chiffre de 165 millions de dollars. Les exportations canadiennes vers la Nouvelle-Zélande sont constituées à 80 p. cent de produits transformés.

En 1978, le premier ministre de la Nouvelle-Zélande, M. Muldoon, a participé à la réunion des ministres des Finances du Commonwealth tenue à Montréal; une délégation de parlementaires néo-zélandais s'est rendue dans plusieurs villes canadiennes; et une délégation de hauts fonctionnaires est venue à Ottawa pour discuter de sujets tels les problèmes économiques et énergétiques mondiaux, les échanges bilatéraux et multilatéraux et le développement international.

Dans ses relations avec les membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), le Canada s'est attaché à intensifier des relations commerciales mutuellement avantageuses ainsi qu'à approfondir les consultations politiques. Des hauts fonctionnaires du gouvernement canadien et des représentants des missions diplomatiques

accréditées au Canada par l'ASEAN ont assisté en avril 1978 à la première des consultations officieuses Canada-ASEAN; ils y ont discuté, entre autres, de projets d'aide au développement susceptibles d'être menés à bien dans ce contexte.

Les relations avec Singapour et la Malaisie -- l'un et l'autre membres de l'ASEAN et du Commonwealth -- ont été renforcées par la participation du Canada à la Conférence des parlementaires du Commonwealth et à la réunion des hauts fonctionnaires du Commonwealth, toutes deux tenues à Kuala Lumpur. On a envisagé divers moyens d'intensifier la coopération en matière de développement industriel, qui constitue une composante importante des relations du Canada avec la Malaisie. A l'occasion d'une tournée de plusieurs pays de la région du Pacifique, le ministre des Transports de l'Alberta s'est rendu à Singapour en janvier pour discuter des futures ventes de céréales canadiennes dans la région.

Dans le cadre de nos relations avec l'Indonésie, le ministre indonésien de la Recherche et de la Technologie est venu au Canada en décembre. Au cours de sa visite, il a été question des possibilités de collaboration dans les secteurs scientifiques et techniques. Les intérêts commerciaux ont été stimulés grâce à la signature d'un contrat entre le gouvernement indonésien et des entreprises canadiennes pour effectuer les études de rentabilité et de génie d'un projet de 1,4 milliard de dollars financé par la Banque mondiale dans le domaine des mines, des transports et de l'électricité. Ce projet augmentera de façon sensible la production d'électricité dans l'île de Java. En novembre, le président de la Société pour l'expansion des exportations s'est rendu en Indonésie afin d'y conclure des arrangements en vue de l'octroi d'une ligne de crédit de 500 millions de dollars à ce pays. On a noté au cours de l'année une hausse rapide du niveau des engagements au programme canadien d'aide au développement lequel est, principalement axé sur les secteurs de l'agriculture, des ressources hydrauliques, des transports et de l'électricité.

Le lancement de deux projets bilatéraux d'aide au développement (un projet d'électrification des régions rurales et un projet de planning familial auxquels le Canada affecte respectivement 10 et 7 millions de dollars) a constitué un fait saillant des relations du Canada avec la Thaïlande en 1978. Pour les entreprises canadiennes, la Thaïlande demeure un marché attrayant; les exportations canadiennes vers la Thaïlande ont triplé entre 1975 et 1978.

Au cours de l'année, le Canada a fourni au Vietnam des approvisionnements de farine de blé d'une valeur de 6,8 millions de dollars qui devaient être distribués dans des villages reculés. Le Canada a également fait don de \$250 000 à la Croix-Rouge internationale afin d'aider les victimes vietnamiennes des typhons et des inondations. Au début de l'année, en réponse à l'exode de réfugiés du Vietnam, le Canada a mis sur pied un programme visant à accueillir 50 familles de réfugiés par mois. Alors que cette initiative correspondait à l'ampleur de la

situation au début de 1978, l'accroissement du flot de réfugiés vietnamiens au cours des quatre derniers mois a nécessité que d'autres mesures soient prises et, à la fin de l'année, le gouvernement canadien a annoncé qu'il accepterait 5000 réfugiés en 1979.

Le sous-continent de l'Asie du Sud est dans la trajectoire d'un "arc d'instabilité" qui s'étend de l'Indochine au Moyen-Orient et au-delà. Les problèmes politiques complexes de la région ont fait comprendre combien il est urgent que les pays sous-continentaux participent activement aux discussions sur des questions comme "le dialogue Nord-Sud" et le désarmement.

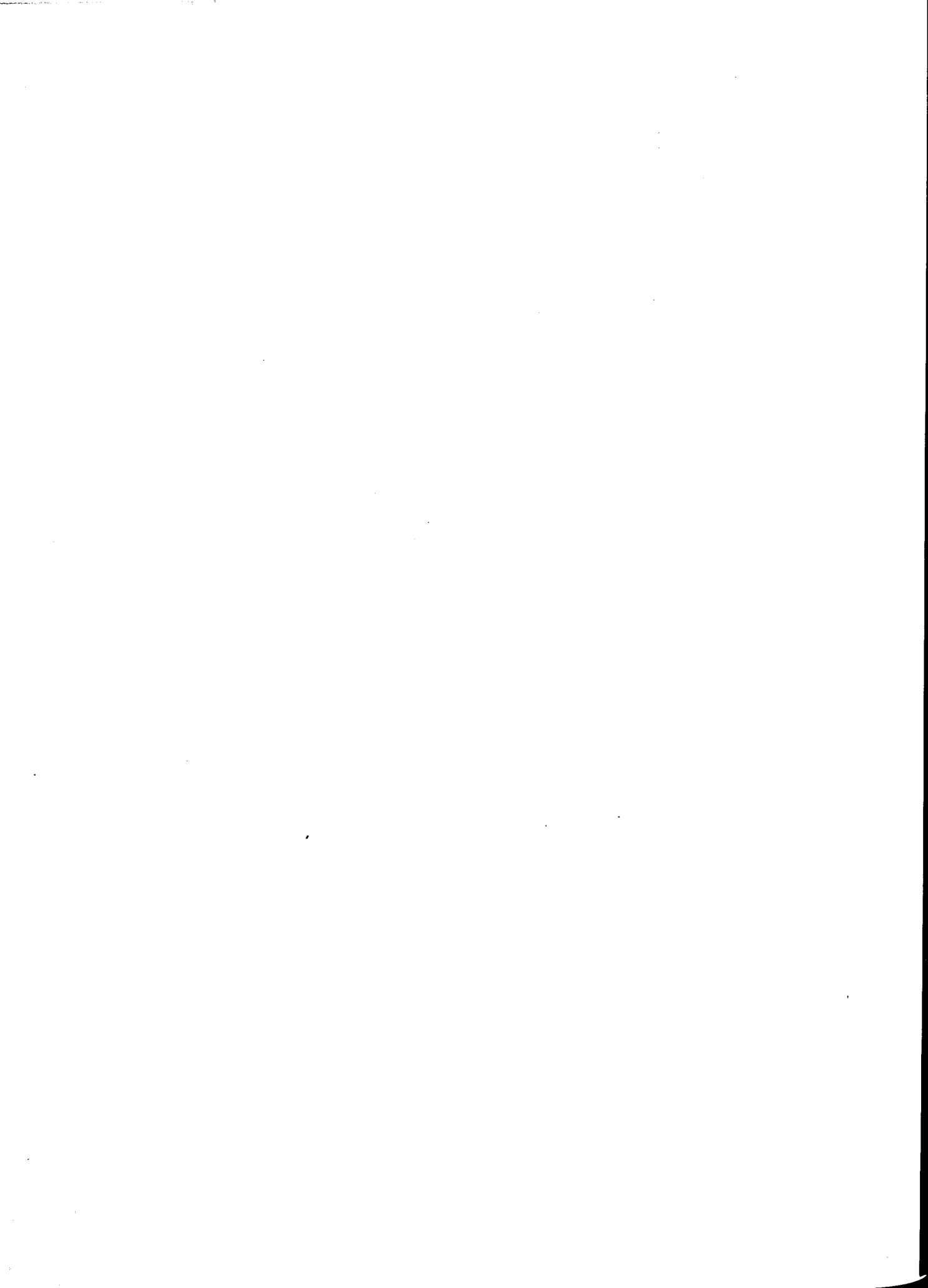
La visite au Canada du ministre d'État indien du Commerce, à l'automne 1978, a servi de jalon pour renouer une relation amicale de longue date. Il a été convenu qu'il serait avantageux pour les deux pays de discuter de l'évolution future de leur association tant à Ottawa qu'à New Delhi.

Les difficultés internes incessantes au Pakistan ont inquiété le Canada. Le parlement canadien a adopté une résolution demandant que le président Zia-ul-Haq fasse preuve de clémence à l'endroit de l'ancien Premier ministre Bhutto et le gracie.

PARTIE C

LE CULTUREL ET L'INFORMATION  
AU SERVICE DES RELATIONS INTERNATIONALES

La façon dont le Canada est perçu à l'étranger importe dans l'exercice de nos relations internationales. Le ministère des Affaires extérieures fait donc en sorte que les milieux influents et autres de nos principaux partenaires dans le monde soient renseignés sur le Canada et ses valeurs. Au Canada, le ministère vise une connaissance accrue de notre politique étrangère et de nos relations internationales en communiquant de façon constante avec les médias et divers publics.





## CHAPITRE 1: ÉCHANGES CULTURELS, UNIVERSITAIRES ET SPORTIFS AVEC L'ÉTRANGER

### Accords culturels

Au mois de mai 1978, la Commission mixte qui administre les échanges avec la République fédérale d'Allemagne s'est réunie à Ottawa. Des réunions de la Commission mixte Canada-Belgique et de la sous-commission Québec-Belgique ont eu lieu en octobre, respectivement à Liège et à Bruxelles. Des hauts fonctionnaires fédéraux et provinciaux ont rencontré des représentants des Pays-Bas (à Ottawa, en juin) et du Mexique (à Mexico, en novembre) pour discuter d'échanges culturels bilatéraux.

### Échanges artistiques et promotion culturelle

L'Orchestre symphonique de Toronto s'est rendu au printemps au Japon et en Chine, donnant des concerts à Tokyo, à Pékin, à Shanghai et à Canton. L'orchestre du Centre national des arts a également fait une tournée en Allemagne et dans le sud de l'Italie. L'Orchestre symphonique de Vancouver a donné des concerts en Utah, en Oregon, au Nevada, en Arizona et en Californie, tandis que le Vancouver Chamber Choir s'est produit au congrès national de l'American Guild of Organists, à Seattle. L'organiste Raymond Daveluy a participé au Festival d'été de Paris ainsi qu'au Festival d'Avignon. L'ensemble Quartet Canada a donné huit concerts au Japon avant d'entreprendre une tournée en Corée. Le Ministère a continué à patronner les activités de l'Orchestre mondial des Jeunesses musicales.

La tournée du Ballet national en Allemagne et aux Pays-Bas a été un succès éclatant. Sous l'égide du Ministère, le Toronto Dance Theatre a fait une tournée dans l'est des États-Unis. Les danseurs 'KSAN de Colombie-Britannique ont donné un spectacle au Museums Symposium à Adelaïde, en Australie. Plusieurs artistes Inuit, dont Charlie Patagoniak, ont représenté le Canada à la Conférence circumpolaire Inuit à Barrow, en Alaska.

Le One Third Ninth, de Calgary, a fait une tournée en France, en Belgique, en Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne, et le Tommy Banks Band, d'Edmonton, s'est produit au Festival de jazz de Montreux, en Suisse; ce dernier spectacle a connu un tel succès que Radio Canada International en a tiré un disque. Enfin, le groupe Nexus a fait une tournée de la Grande-Bretagne.

Au début de l'année, le Théâtre français du Centre national des arts a bénéficié de l'aide du Ministère pour se rendre en France et en Belgique y présenter la pièce Woyzek de Bouchner, dans une mise en scène originale de Jean Herbiet et Félix Mirbt. Pendant l'été, également sous les auspices du Ministère, le Théâtre du Rideau Vert de Montréal a présenté au Festival d'Avignon la trilogie d'Antonine

Maillet, Évangéline Deusse, La Sagouine et Gapi, jouant les trois pièces en alternance. Au même festival, le dramaturge québécois Michel Garneau, accompagné de six comédiens de Montréal, a dirigé un atelier de dramaturgie. Sous le patronage conjoint du ministère des Affaires extérieures et du département d'État des États-Unis, Jean-Louis Roux, directeur artistique du Théâtre du Nouveau Monde de Montréal, a donné dans plusieurs universités américaines une conférence sur l'évolution du théâtre canadien. Il y a lieu de signaler aussi la participation du Canada à la conférence O'Neill tenue à Waterford, au Connecticut. Le romancier Mordechai Richler s'est rendu dans diverses universités d'Allemagne de l'Ouest et d'Autriche, donnant des conférences sur la culture canadienne. Les poètes Nicole Brassard et Paul Chamberland ont visité la Hongrie, où ils se sont entretenus avec des écrivains et des éditeurs.

Le Ministère a continué de collaborer avec les impresarios canadiens, permettant à plusieurs d'entre eux d'assister à New York à l'importante conférence de l'International Society of Performing Arts Administrators et de l'Association of College, University and Community Arts Administrators.

En collaboration avec d'autres organismes gouvernementaux, le Ministère a assuré la participation du Canada à divers festivals cinématographiques, notamment la rétrospective du cinéma canadien présentée à Rome, à Florence et à Milan en collaboration avec l'Ambassade canadienne et les Archives du cinéma italien.

Toujours au cours de 1978, l'exposition itinérante Peintres canadiens contemporains, composée de 21 tableaux de sept artistes, a complété son périple dans six villes d'Australie avant de réintégrer la collection permanente de la Banque d'oeuvres d'art du Conseil des arts du Canada. Plusieurs artistes canadiens et galeries privées ont bénéficié de l'aide du Ministère pour participer durant l'été à l'Exposition artistique de Bologne. Une importante collection de gravures réunie par le Musée de l'homme sous le titre Rétrospective Inuit a commencé à circuler aux États-Unis grâce à l'aide du ministère des Affaires extérieures. Le Ministère a également parrainé la présentation à l'étranger d'expositions provinciales. Une collection provenant de l'Alberta Art Foundation a été exposée dans cinq villes du Japon, et l'exposition multidisciplinaire de l'Ontario intitulée We Among Others (dépeignant la vie et les arts en Ontario) a été présentée en Grande-Bretagne, en France et en Belgique. En outre, les collections permanentes de lithographies du Ministère, qui sont maintenant au nombre de 14, ont circulé un peu partout en Europe, en Afrique et aux États-Unis. Par ailleurs, le Ministère a organisé plusieurs "visites" qui ont permis à des critiques d'art et journalistes étrangers de venir au Canada et à des artistes et des écrivains canadiens de voyager à l'étranger. Les centres culturels canadiens de Paris, de Bruxelles, de Londres et de New York ont établi un programme annuel d'expositions.

Le Ministère a aidé la Galerie nationale du Canada à organiser la première exposition d'oeuvres d'un artiste canadien, Michel Snow, au Centre d'arts et de culture Georges Pompidou, à Paris; d'autre part, le Ministère a poursuivi en 1978 ses dons de livres, de films, de disques et de diapositives à la bibliothèque du Centre.

Le Ministère patronne deux prix littéraires annuels: le premier, pour les oeuvres en langue française, en collaboration avec la Belgique; le second, réservé aux oeuvres en langue anglaise, en collaboration avec l'Australie; ces prix sont remis en alternance. Les lauréats de 1978 sont l'écrivain canadien Jacques Godbout et le poète australien Thomas Shapcott. Par ses dons annuels de livres canadiens, le Ministère a permis à certaines bibliothèques étrangères d'ajouter une section vouée aux auteurs canadiens.

### Sports

Les jeux du Commonwealth ont eu lieu à Edmonton du 3 au 12 août 1978, et presque tous les pays du Commonwealth y ont participé, quoique l'on ait d'abord craint que la question des relations sportives entre la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud n'incite certains pays à se retirer comme cela s'était produit lors des Jeux olympiques de Montréal, en 1976.

La visite, en décembre, du ministre des sports de Cuba en qualité d'invité du ministre d'État à la Santé et au Sport amateur, a servi d'ouverture à un programme d'échanges pour 1979, et c'est ainsi que le Canada a offert à l'équipe nationale de natation cubaine les services d'un entraîneur en résidence. De nombreux entraîneurs étrangers sont venus ici pour contribuer à la réalisation du programme sportif national canadien, mais c'était la première fois que le Canada était en mesure de rendre un tel service à un autre pays.

### UNESCO

De nombreux ministères et organismes gouvernementaux du Canada, tant fédéraux que provinciaux, ainsi que des établissements de haut savoir, des particuliers et des organisations privées se sont intéressés aux activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); celles-ci englobent les sciences naturelles et sociales, l'éducation et la culture. Le Ministère travaille de concert avec la Commission canadienne pour l'UNESCO afin de veiller à ce que l'Organisation profite pleinement de l'expérience du Canada et à ce que les organismes canadiens soient tenus au fait des sujets qui les intéressent.

La Conférence générale de l'UNESCO, qui se réunit tous les deux ans pour examiner le programme et le budget biennaux de l'Organisation, a siégé à Paris en octobre et en novembre 1978. Pour la première fois dans l'histoire de l'UNESCO, un Canadien a été élu président de la Conférence générale; il s'agit du chef adjoint de la délégation. M. Napoléon Leblanc.

### Echanges de jeunes

Dans le cadre de divers programmes, des jeunes du Canada et de l'étranger ont eu l'occasion de se rendre des visites réciproques en 1978. Au cours de celles-ci, ils ont été hébergés dans des familles, ont travaillé à des projets d'utilité publique et ont beaucoup voyagé. Dans le cadre du Programme des jeunes élites, des étudiants belges et français ont pu procéder à des échanges avec des jeunes Canadiens de leur âge, tandis qu'un programme de travail d'été a permis à des étudiants de se rendre au Canada ou en Allemagne, selon le cas. Le Programme jeunes techniciens s'adressait à de jeunes Canadiens et de jeunes Mexicains ayant une formation spécialisée.

### Etudes canadiennes à l'étranger

Le Ministère a poursuivi son programme d'études canadiennes à l'étranger en vue d'accroître le nombre de professeurs et d'étudiants spécialisés dans ce domaine. Les régions cible du programme en 1978 ont été les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, le Japon, l'Allemagne, l'Italie et la Belgique.

Coordonnées par l'Association pour les études canadiennes aux États-Unis, avec plus de 500 membres venant de la plupart des 50 États et financé par le Ministère, les études canadiennes ont continué à prendre de l'importance dans ce pays. Les universités Yale, Northwestern et Duke ont reçu des dons destinés à susciter l'intérêt des universitaires américains envers les sujets canadiens.

L'Association pour les études canadiennes en Grande-Bretagne a bénéficié de l'appui du ministère pour la tenue de colloques et pour la publication de son "Bulletin of Canadian Studies". Plusieurs universités offrent maintenant des cours portant sur différents sujets du Canada, dont celles d'Edinbourg, de Sussex et de Leeds où des professeurs canadiens furent invités à donner des cours, soit en économie, en histoire, en études canadiennes ou en histoire du Commonwealth.

Le programme d'études canadiennes couvre 17 universités françaises, avec comme principaux points d'appui Bordeaux et Grenoble qui ont des centres pluridisciplinaires d'études canadiennes. A Paris, le Centre culturel canadien et la Maison des étudiants canadiens à la Cité universitaire organisent nombre d'activités reliées à ce programme. C'est ainsi que, en 1978, quinze universités françaises ont reçu 2,200 livres et des abonnements à 129 revues et journaux canadiens. Toujours en 1978, six professeurs français ont bénéficié de bourses du Canada pour entreprendre des recherches en études canadiennes; cette formule a favorisé la création de nouveaux cours. Quelque trente professeurs canadiens ont reçu une aide financière pour participer à des conférences ou colloques ou pour enseigner dans les universités françaises. Les deux pays ont procédé à un échange de quelque soixante-cinq boursiers au niveau du 3<sup>e</sup> cycle et à celui des études post-doctorales. A la suite

d'une révision des critères de sélection, les bourses du gouvernement canadien seront maintenant attribuées en priorité dans le secteur des études canadiennes ou dans un domaine où le Canada a une compétence reconnue à l'échelle internationale. Le ministère accorde une bourse de voyage aux candidats qui sont sélectionnés par les universités canadiennes comme moniteurs de langue anglaise dans les universités ou lycées français. Ce programme est établi sur une base de réciprocité, et les universités canadiennes reçoivent en échange des pédagogues de langue française. En 1978, quarante-deux moniteurs de langue anglaise provenant de 21 universités canadiennes auront participé à ce programme.

Le programme d'études canadiennes au Japon s'étend maintenant à une dizaine d'universités des régions de Tokyo et de Kyoto. Il se distingue par des chaires d'études canadiennes aux universités de Tsukuba, de Keio et à l'International Christian University. La conférence annuelle de l'Association pour les études canadiennes au Japon, tenue en novembre 1978, réunissait plus de 40 universitaires japonais.

Des programmes semblables d'études canadiennes bénéficiant des mêmes appuis que ceux ci-dessus fonctionnent et s'étendent en République fédérale d'Allemagne, en Italie et en Belgique. Par ailleurs, et agissant pour le compte du Ministère, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada a administré un important programme de bourses et d'échanges universitaires touchant l'ensemble des pays ci-dessus et quelques autres.

En collaboration avec l'Association des universités et collèges du Canada et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le Ministère a fourni à une centaine d'étudiants, de professeurs et de chercheuses le soutien financier nécessaire pour se livrer à des études et à des recherches en République populaire de Chine et en Union Soviétique. De concert avec les gouvernements provinciaux et le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, le Ministère a en outre coordonné la visite du sous-ministre chinois de l'Éducation et sa délégation en octobre 1978.

## CHAPITRE 2: PROGRAMMES D'INFORMATION ET RELATIONS DE PRESSE AU CANADA ET À L'ÉTRANGER

### Services d'information à l'étranger

Toutes les ambassades, et tous les hauts commissariats et consulats du Canada s'occupent dans une certaine mesure de l'information du public et des relations avec la presse. Cette activité est particulièrement intense dans les missions les plus importantes, par exemple celles de Washington, de Londres, de Paris et de Tokyo, mais même les plus petites missions doivent mettre en oeuvre un programme d'information et disposent des ressources nécessaires à cette fin.

A l'aide du matériel d'information produit à Ottawa et à l'étranger, un vaste éventail de projets a été entrepris en 1978 en vue de faire passer le message du gouvernement tout en adaptant le style au gré des auditoires étrangers. On s'est servi de films, d'expositions, de matériel audiovisuel, de publications, de discours et de colloques pour mieux faire comprendre les objectifs, les politiques et les réalisations du Canada, pour projeter à l'étranger l'image d'une société avancée, distincte, stable et capable d'offrir beaucoup au reste du monde, et, pour informer le public étranger de l'évolution politique et économique du Canada.

Les missions du Canada à l'étranger ont attaché une importance accrue aux médias. Pour les aider à se tenir au courant des événements qui surviennent au Canada, on leur a fait parvenir des exposés sur la politique gouvernementale, le texte des déclarations et discours, des coupures de presse, et des documents d'information sur diverses questions de politique nationale et étrangère, notamment sur la situation économique du Canada, les relations fédérales-provinciales, l'énergie, l'urbanisme et les réalisations dans les domaines scientifique et technique. On a préparé, pour des publications étrangères, des articles illustrés et des photomontages. Des pochettes d'information ont été conçues pour les journalistes qui accompagnent les ministres canadiens en visite à l'étranger ou qui assistent à des conférences internationales, et pour ceux qui accompagnent les dirigeants étrangers en visite au Canada. Le programme des visites du Ministère a organisé, à l'intention de 800 journalistes et "façonneurs de l'opinion" de 48 pays, des séances d'information et des voyages devant leur permettre de se familiariser avec le Canada. De la documentation a été rassemblée pour aider à la rédaction de discours, et des Canadiens ont fait des tournées de conférences, tant au pays qu'à l'étranger, à l'appui d'objectifs précis.

Le film a continué de jouer un rôle fondamental dans le programme des affaires publiques. Comme par les années passées, le Ministère a envoyé à ses missions des copies, en diverses langues, de films réalisés par l'Office national du film et l'entreprise privée, et a prêté son concours à des équipes de cinéma étrangères en tournage au

Canada. Il a également participé à la production d'un film sur le Canada destiné expressément aux téléspectateurs américains, d'un documentaire sur le système politique canadien et d'un film panoramique du Canada pour diffusion aux quatre coins du globe.

Conscient de l'importance croissante de la télévision dans les communications de masse, le Ministère a aidé les réseaux étrangers désireux de réaliser des émissions au Canada. Vingt-six missions, aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon, ont reçu des documentaires axés sur les affaires publiques réalisés par le Ministère en collaboration avec les réseaux de télévision canadiens et destinés à être présentés à des auditoires d'élite. Deux séries d'extraits de films réalisés par l'Office national du film et le Conseil national de recherches ont été distribués en vue de leur télédiffusion. De nombreux films ont été enregistrés sur ruban magnétoscopique pour être projetés par les missions canadiennes possédant les installations appropriées.

Les expositions ont continué de servir d'appoint au programme d'affaires publiques, soit dans le cadre d'événements de plus vaste envergure, soit en tant qu'attractions par elles-mêmes. En 1978, on a réalisé deux expositions de photos intitulées "Arbres" et "Structures", ainsi qu'une petite exposition itinérante décrivant le Canada comme un pays bilingue et multiculturel. Le Ministère a également participé à la mise sur pied d'expositions pour les foires commerciales internationales d'Alger et de Dakar, et a réalisé des expositions pour le bureau canadien des passeports à Toronto, pour l'Exposition nationale du Canada, la semaine Canada/Amérique à Minneapolis et l'exposition "Salute to Canada", à Houston, au Texas. Au total, quelque 34 expositions ont été montrées pendant l'année dans 186 villes et 48 pays.

En 1978, le Ministère a préparé à l'intention d'auditoires choisis des publications en français, en anglais et en plusieurs autres langues traitant de thèmes canadiens. Parmi leurs titres, on relève Le Canada à Belgrade, un rapport sur la participation canadienne à la Conférence mondiale sur les droits de la personne, Le Canada, brochure d'intérêt général, et Le défi du fédéralisme canadien, exposé sommaire sur le système parlementaire canadien. On a rédigé une nouvelle brochure remplaçant Voici le Canada, réalisé un photo-reportage éducatif sur le Canada, rassemblé 36 pochettes d'information générale et mené à bien 100 projets spéciaux pour répondre aux besoins des missions en matière de relations publiques. En outre, le Ministère a lancé la publication d'une série de fiches pour aider les missions à répondre efficacement aux très nombreuses demandes de renseignements tout en y consacrant le minimum de temps et d'efforts.

Le périodique Hebdo Canada a été diffusé dans le monde entier (sur demande) en français, en anglais et en espagnol; il compte environ 20 000 lecteurs. Neuf missions canadiennes à l'étranger ont publié des périodiques dans la langue du pays.

### Programme des expositions universelles

Le Bureau international des expositions (BIE) a considérablement accru ses activités en 1978. Un projet d'exposition universelle à Los Angeles en 1981 a été annulé par les États-Unis, mais la préparation de l'exposition internationale spéciale sur l'énergie qui doit avoir lieu à Knoxville, au Tennessee, en 1982, se poursuit comme prévu.

A la fin de 1978, à la demande du gouvernement du Québec et de la cité de Montréal, la délégation canadienne au BIE a demandé l'enregistrement des Floralties Internationales de Montréal, prévues pour 1980. L'enregistrement officiel aura lieu au début de 1979. Le gouvernement de Colombie-Britannique a demandé à la délégation canadienne de faire part aux membres du BIE d'un avant-projet en vue d'une exposition internationale spéciale sur les transports qui se tiendra à Vancouver en 1985 ou 1986.

### Relations de presse et services d'information au Canada

Le Service de presse du Ministère a pour fonctions d'expliquer les orientations de la politique étrangère du Canada aux médias canadiens et de faire connaître les vues du secrétaire d'État aux Affaires extérieures sur les événements internationaux. Le Service informe le ministre et le Ministère des événements internationaux traités dans la presse écrite et électronique; il organise des séances d'information, des conférences de presse et des rencontres avec le ministre. Le Ministère et les missions aident de diverses façons les journalistes canadiens à l'étranger. Grâce à une revue de presse quotidienne et à d'autres rapports sur les actualités canadiennes, le Service de presse et d'autres services du Ministère aident les missions du Canada dans les relations qu'elles doivent entretenir avec les médias à l'étranger (voir le chapitre précédent). Les médias étrangers sont également informés et aidés de diverses manières par des contacts réguliers avec des correspondants étrangers qui couvrent la scène canadienne de leur base au Canada ou à l'étranger.

Lorsque le Premier ministre ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, accompagné de journalistes canadiens, se rend à l'étranger pour participer aux activités d'organisations internationales, le Service de presse organise une séance d'information pour expliquer les objectifs de la visite et publie un cahier de presse contenant tous les documents d'information nécessaires. En 1978, de tels arrangements ont été pris pour la visite du Premier ministre à Washington lors du Sommet de l'OTAN, à l'occasion de sa participation au Sommet économique de Bonn, et lorsque le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a pris part à la réunion du Conseil des ministres de l'OCDE à Paris et visité par la suite la Turquie, Chypre, la Chine et le Japon. Des arrangements appropriés avec les médias ont été pris au Canada à l'occasion de la visite de dignitaires étrangers.



Le Ministère administre également des programmes visant à établir des relations étroites avec le monde universitaire afin de fournir aux professeurs et étudiants intéressés des renseignements sur les relations étrangères du Canada et d'établir un dialogue entre les membres de cette communauté et le personnel du Ministère. En 1978, des fonctionnaires du Ministère ont donné plus de 225 exposés et colloques dans les universités. Des hauts fonctionnaires ont été libérés de leurs fonctions pendant l'année pour se consacrer à l'enseignement, à la recherche et à des travaux écrits, et organiser des colloques sur les relations internationales aux universités Laval, de Victoria, de King's College et de Western Ontario. Le Ministère a accordé une aide financière à treize conférences universitaires ainsi qu'à des personnes invitées à donner des exposés à l'occasion d'un certain nombre d'autres conférences consacrées à divers thèmes touchant les relations internationales.

Le domaine des affaires historiques est un autre secteur d'activités du Ministère qui revêt une importance particulière pour les membres de la communauté universitaire ainsi que pour d'autres chercheurs et écrivains qui s'intéressent aux relations étrangères du Canada. Le Ministère s'occupe de recherche et de publication dans le domaine historique et facilite aux spécialistes l'accès aux archives. En 1978, le Ministère s'est concentré à cet égard sur la préparation du Volume 9 des Documents relatifs aux relations extérieures (qui traite de la période 1942-1943) et du Volume 2 des Documents relatifs aux relations entre le Canada et Terre-Neuve. On a entrepris la rédaction d'un ouvrage relatant l'histoire du ministère des Affaires extérieures, qui sera publié en 1984. Des entrevues ont été menées auprès d'anciens fonctionnaires supérieurs, en partie dans le cadre de la préparation d'un ouvrage sur N.A. Robertson, autrefois sous-secrétaire au Ministère. Certains membres de la Direction des affaires historiques ont été invités par des universités à donner des exposés et ont publié des articles.

Pour faciliter le travail des spécialistes, le Ministère a autorisé la publication d'un certain nombre d'articles rédigés d'après des renseignements tirés de dossiers du Ministère; il a également procédé à l'examen de manuscrits de thèses de doctorat pour lesquels les recherches ont été effectuées au Ministère. Il a en outre accordé, sous certaines réserves, l'accès de ses dossiers à une cinquantaine de professeurs et étudiants de doctorat qui ont ainsi pu consulter certains dossiers du Ministère au cours de 1978. Le Ministère a répondu de vive voix ou par écrit à quelque 60 demandes de renseignements par mois. Un examen exhaustif des dossiers a été effectué en vue de leur transfert aux Archives publiques du Canada et de leur utilisation éventuelle par les chercheurs et spécialistes.

Le Ministère fournit au grand public, aux écoles et aux groupes d'intérêts spéciaux des services et des programmes d'information sur la politique étrangère du Canada; dans cette optique, il a notamment

mis sur pied un service de réponse aux demandes de renseignements écrites et téléphoniques du public canadien. En 1978, le Ministère a réalisé les projets suivants: un film intitulé l'Édifice Pearson; un programme de visites sous l'égide duquel des députés, des journalistes, des enseignants et d'autres personnes se rendent au siège de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de la Communauté économique européenne et d'autres organisations internationales afin de mieux connaître et comprendre les liens multilatéraux du Canada; un petit programme de publications; des projets comme un tabloïd sur les relations canado-américaines et une collection d'enregistrements didactiques sur des questions de politique étrangère préparée en collaboration avec des responsables provinciaux de l'éducation et destinée aux écoles secondaires; une pochette d'information sur le Jour du Commonwealth; un programme de conférenciers permettant aux chefs de mission du Canada de faire des tournées au pays pour s'adresser à des groupes de citoyens et aux représentants des médias, et de participer à des émissions radio-phoniques et télévisées d'affaires publiques.

#### Restructuration du Ministère

En 1978, le Bureau des affaires publiques a été scindé en deux, un pour les relations culturelles internationales et un autre pour l'information, afin de rendre plus efficace la préparation des programmes dans ces deux domaines. Ces deux bureaux et le Service de presse sont chargés des activités menées par l'administration centrale en ce qui concerne les programmes décrits dans le présent chapitre et au chapitre précédent.

PARTIE D

PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS  
À L'ÉTRANGER



### Activités consulaires

Malgré une stabilisation apparente du nombre des voyages à l'étranger par des Canadiens en 1978, la demande de services consulaires a connu une augmentation générale dans les 110 missions diplomatiques que le Canada compte à travers le monde.

A Ottawa, le Bureau des services consulaires a coordonné l'activité consulaire de ces missions afin d'offrir une large gamme de services aux Canadiens qui vivent ou qui voyagent à l'étranger. Ses fonctions sont les suivantes: analyser les rapports et statistiques consulaires; élaborer la politique consulaire; négocier des conventions consulaires et des accords multilatéraux et bilatéraux; administrer les programmes de formation consulaire et d'évaluation; suivre de près les développements législatifs susceptibles d'influer sur les services consulaires; faire la liaison avec l'industrie des voyages; et enfin, répondre aux questions du public sur les services consulaires. Dans les missions diplomatiques et consulaires à l'étranger, ces services englobent la délivrance des passeports, la prestation de services notariaux, l'aide aux voyageurs canadiens malades, démunis ou ayant des démêlés avec la justice, et les évacuations d'urgence des pays où sévissent des troubles.

### Assistance consulaire

En 1978, les missions canadiennes à l'étranger ont rapporté plus de 540 000 cas d'assistance consulaire, dont la plupart étaient des affaires courantes, notamment la délivrance de passeports et la prestation de services notariaux ou de conseils en matière de citoyenneté. Pour ce qui est des cas plus sérieux, il y a lieu de signaler une légère diminution du nombre de Canadiens qui ont connu des difficultés financières. Les missions canadiennes ont aidé 2744 personnes (contre 2800 l'an dernier) à se procurer des fonds auprès de leurs parents et amis résidant au Canada ou leur ont accordé une aide d'urgence. Par contre, le nombre de Canadiens qui ont été rapatriés selon la formule du recouvrement des fonds a fortement augmenté: 375 cas cette année, contre 250 en moyenne les années précédentes.

Au chapitre des cas graves, les missions diplomatiques ont prêté secours aux proches parents de 417 Canadiens décédés à l'étranger. En 1978, le nombre de Canadiens arrêtés ou incarcérés à l'étranger a légèrement augmenté; les agents consulaires ont aidé 864 Canadiens à obtenir des services juridiques et à rester en contact avec leur famille. En plus de veiller à ce qu'aucun déni de justice ne frappe les Canadiens, les agents consulaires se sont efforcés de garantir un traitement juste et non discriminatoire aux détenus canadiens, et ont maintenu avec eux un contact régulier. En 1978, 255 personnes ont été arrêtées ou incarcérées pour trafic ou possession de stupéfiants; l'année précédente, on en avait compté 275. Au cours de l'année, 588 Canadiens dont l'état de santé exigeait un traitement médical d'urgence ont sollicité l'aide des missions diplomatiques canadiennes.

Lorsque les troubles et l'agitation politique ont éclaté en Iran à la fin de l'automne, des mesures d'urgence ont été prises pour protéger les Canadiens et ont abouti à l'une des rares évacuations à grande échelle dans l'histoire des activités consulaires canadiennes. Tout au long de l'opération, on est resté en contact étroit avec les sociétés qui employaient des Canadiens en Iran, avec les missions en cause et avec le ministère de la Défense nationale. Grâce à la collaboration des autorités iraniennes, tous les Canadiens dont la vie était en danger ont pu être évacués sains et saufs.

Plus tôt dans l'année, le Canada avait conclu avec le gouvernement impérial de l'Iran un traité qui supprimait l'exigence d'un visa de sortie pour les visiteurs et les résidents canadiens dans ce pays. L'accord consistait en un échange de notes modifiant l'entente de 1961 sur les exigences en matière de visas pour les voyageurs non immigrants des deux pays.

En 1978, le Canada et les États-Unis ont échangé des instruments de ratification pour l'application d'un traité sur l'exécution des peines de prison (transfèrement des détenus et des libérés conditionnels). Les 12 et 13 octobre a eu lieu le premier transfèrement de détenus canadiens et américains; à cette occasion, 29 Canadiens qui étaient détenus dans des établissements américains et s'étaient vu octroyer la permission de retourner au Canada, ainsi que 40 Américains détenus dans des établissements canadiens, sont retournés dans leurs pays respectifs. Les entretiens se poursuivent entre le Canada et d'autres pays en vue de la négociation possible de traités analogues.

Le Ministère a continué de s'intéresser de près aux développements nés de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe; il a notamment cherché à faire avancer la question de la réunion des familles. Des progrès constants ont été réalisés aux cours de l'année et de nombreux cas qui étaient pendants depuis longtemps ont été réglés. Le Canada a fait de nouvelles démarches auprès de la Tchécoslovaquie en novembre 1978 et a poursuivi tout au long de l'année des consultations soutenues auprès de nombreux pays afin de résoudre les cas en suspens.

Le Bureau des services consulaires a coordonné l'instruction des demandes de visas faites par les non-immigrants de certains pays désignés. Le nombre de visas émis a continué d'augmenter, surtout ceux délivrés aux délégués commerciaux.

Le problème des réfugiés dans le monde s'étant brusquement aggravé et le Ministère se préoccupant de plus en plus de la question de la protection des droits de la personne, le Bureau a nommé en 1978 un Conseiller spécial pour les réfugiés, qui siège également au Comité consultatif du statut des réfugiés. Au cours de l'année, ce Comité a passé en revue 639 demandes d'octroi de statut de réfugié. En outre, le Ministère a fortement appuyé les efforts humanitaires du Haut-

commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui fait appel à la générosité de la communauté internationale pour soulager le sort des réfugiés dans le monde. Le Ministère a également joué un rôle de coordination en vue de trouver une solution aux problèmes urgents des réfugiés indochinois recueillis dans la mer de Chine par des navires immatriculés au Canada ou appartenant à des Canadiens.

#### Programme de sensibilisation

Le programme de sensibilisation aux activités consulaires s'est poursuivi tout au long de l'année, l'accent étant placé sur une plus grande diffusion de la brochure destinée aux voyageurs et intitulée "Bon voyage, mais..."; cette initiative a été accueillie favorablement par l'industrie canadienne des voyages. Des porte-parole du bureau des affaires consulaires et des directeurs des bureaux régionaux des passeports ont donné des exposés et ont accordé des interviews à la presse. A la fin de l'année, deux nouvelles initiatives étaient en marche, soit la préparation d'annonces d'intérêt public télévisées au sujet des passeports et des services consulaires, et d'un séminaire sur les services consulaires à l'intention des membres de l'industrie canadienne des voyages et des médias.

#### Bureau des passeports

Le Bureau des passeports est chargé de délivrer des passeports aux citoyens canadiens, ainsi que des certificats d'identité et des titres de voyage, aux termes de la Convention des Nations Unies sur les réfugiés, aux étrangers entrés légalement au Canada et y résidant. Depuis 1979, ses bureaux régionaux étaient établis à Calgary, Edmonton, Halifax, Hamilton, Montréal, Québec, St John's, Saskatoon, Toronto, Vancouver et Winnipeg.

En 1978, le Bureau a délivré 754 116 passeports, soit une augmentation de 2,1 p. cent par rapport à 1977. De ce nombre, 42 631 passeports ont été délivrés par les missions diplomatiques canadiennes à l'étranger. L'administration centrale à Ottawa a émis 326 476 passeports, tandis que les bureaux régionaux ont délivré 385 009 passeports.

Quelque 1708 certificats d'identité et titres de voyage ont été délivrés, ce qui représente une baisse de 47,9 p. cent par rapport à l'année précédente. La baisse est probablement attribuable au nombre décroissant de réfugiés entrant au Canada ainsi qu'au raccourcissement de la période de résidence fixée pour l'obtention de la citoyenneté canadienne, qui est passée de cinq à trois ans.

En décembre 1978, on estimait qu'il y avait environ 3 262 000 passeports valides en circulation.

Les bureaux régionaux servent de relais à l'administration centrale en matière d'information sur les passeports et les services

consulaires, pour renseigner les voyageurs sur les conditions qui règnent dans certaines régions du monde, pour la recherche de parenté à l'étranger et pour l'envoi de fonds en cas de besoin.

#### Commission des réclamations étrangères

En 1978, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a reçu périodiquement des rapports et des recommandations de la Commission des réclamations étrangères sur l'admissibilité ou la non-admissibilité de citoyens canadiens à des indemnités puisées à même les caisses des réclamations étrangères de Pologne et de Tchécoslovaquie. Créée en vertu de la Loi sur les enquêtes, la Commission est un organisme indépendant chargé d'étudier de telles réclamations et de présenter à leur sujet des recommandations au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et au ministre des Finances. Aux termes d'accords intervenus avec le Canada, la Pologne et la Tchécoslovaquie versent dans ces caisses des sommes qui servent à liquider les réclamations de citoyens canadiens dont les biens ont été nationalisés (ou saisis) avant la date d'entrée en vigueur des ententes.

#### Droit international privé

Dans le domaine du droit international privé, le Ministère offre des services en vue de faciliter les recours juridiques mettant en cause les juridictions étrangères et canadiennes sur la base de conventions ou de procédures convenues. Avec la mobilité accrue des individus, la coopération internationale englobe maintenant les prestations de sécurité sociale, les obligations alimentaires, les jugements et autres questions connexes. Comme bon nombre de ces questions relèvent de la compétence des provinces, le Ministère fait la liaison avec celles-ci afin d'arrêter et d'administrer les modalités réciproques nécessaires.

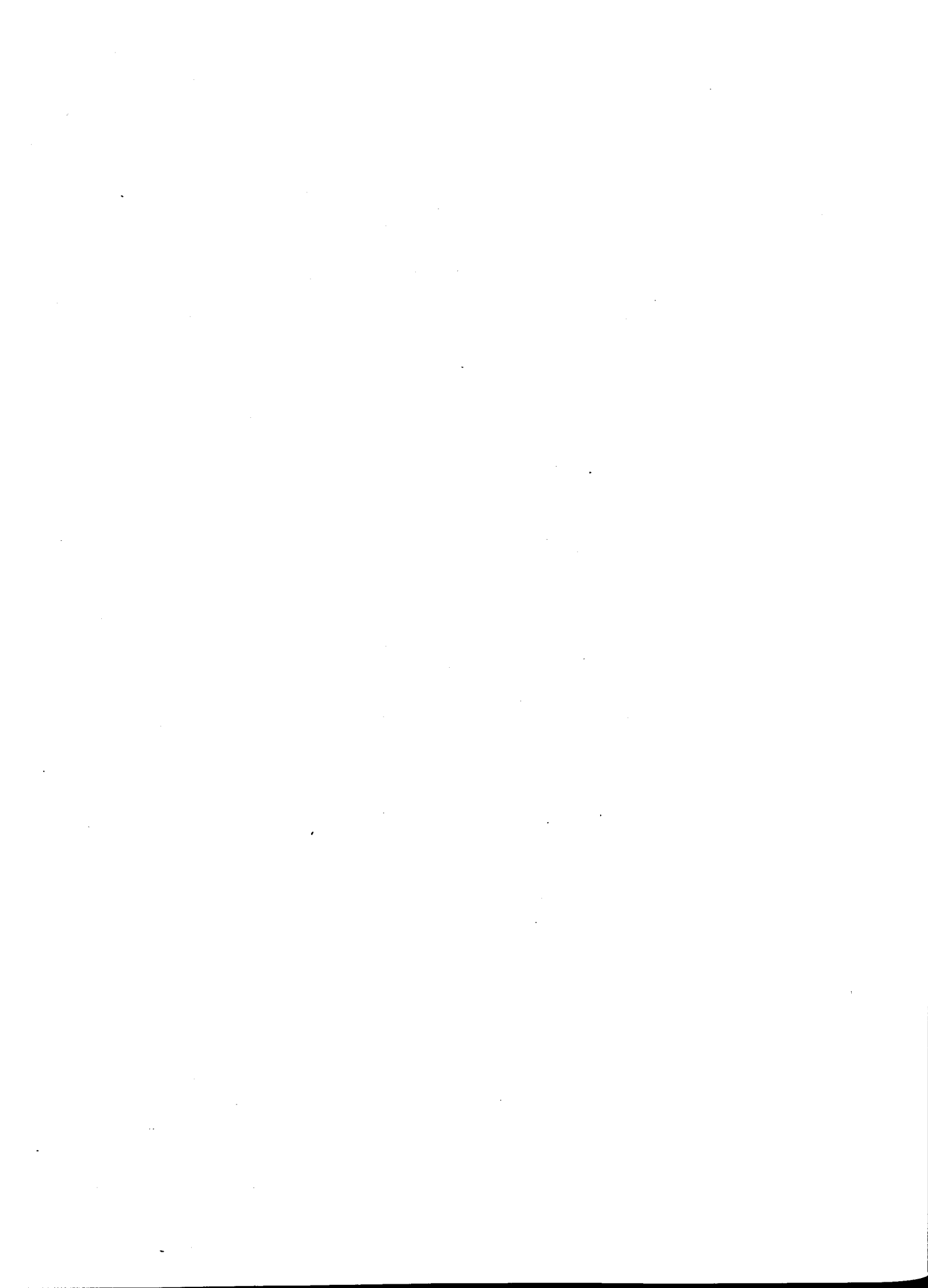
L'application du droit pénal est un autre domaine où s'exerce la collaboration entre États et qui rend nécessaire une liaison au Canada et à l'étranger, qu'assure le Ministère. En 1978, le Ministère a mené des négociations avec les Pays-Bas en vue de conclure un nouveau traité d'extradition dont le projet de libellé a été approuvé à l'exception de deux points mineurs. En décembre 1978, le Sénat a adopté un nouveau bill sur les criminels en fuite sur le modèle préparé pour la réunion des ministres de la Justice du Commonwealth tenue à Londres en 1966; une fois ce bill adopté, la loi canadienne s'harmonisera avec les autres lois relatives aux délinquants en fuite, en vigueur au sein du Commonwealth, de même qu'avec les derniers traités d'extradition que le Canada a conclus avec d'autres pays.

Le Bureau des affaires juridiques du Ministère s'est également penché sur les aspects internationaux d'un certain nombre de cas d'enlèvement d'enfant lesquels découlent d'un conflit entre la mère et le père au sujet de la garde de l'enfant; le nombre de ces cas augmente. Le



Ministère a fait de son mieux pour obtenir des renseignements sur le bien-être des enfants en cause et quand cela a été possible, il a prêté son concours en vue de leur retour au Canada lorsque les tribunaux canadiens avaient déjà statué sur la garde. En partie à cause de la grande détresse qui marque de tels conflits, le public s'est vivement intéressé au rôle du gouvernement fédéral et des provinces dans ce domaine. Du côté provincial, huit provinces ont adopté une loi type sur l'application réciproque des jugements de garde provinciaux depuis 1975, tandis que sur le plan international, le Canada a pris une double initiative pour obtenir la collaboration des autres pays dans le domaine. Au niveau du Commonwealth d'abord, le Canada a fait en sorte que les pays membres envisagent sans tarder la possibilité d'une plus grande collaboration au niveau de l'application des jugements de garde. Par ailleurs, le Ministère a pris l'initiative de faire inscrire ce sujet à l'ordre du jour de la Conférence de La Haye sur le droit international privé, prévue pour 1980; on espère qu'un projet de convention traitant de cette question sera présenté à cette occasion.

En 1978, le Parlement a adopté la Loi sur le transfèrement des délinquants. Cette mesure permet au Canada d'assumer les obligations issues de traités concernant l'application de peines criminelles en vertu desquels, sur une base de réciprocité, les citoyens canadiens condamnés à l'emprisonnement dans des pays étrangers seront autorisés à purger leur peine et leur période de libération conditionnelle au Canada. Un traité canado-américain sur le transfèrement des prisonniers a été ratifié en juillet 1978, et est actuellement en vigueur; (un traité analogue avait été signé avec le Mexique en 1977). Un traité sur le transfèrement des délinquants conclu avec la France a été paraphé en 1978.



PARTIE E

ELABORATION DES POLITIQUES  
ET FONCTIONNEMENT



### Coordination fédérale-provinciale

Les responsabilités de la direction de la coordination fédérale-provinciale sont d'affermir les moyens du gouvernement du Canada de satisfaire aux aspirations croissantes des provinces sur la scène internationale, de faciliter la poursuite des activités de ces dernières dans leurs secteurs de compétence et de formuler des politiques gouvernementales en ce qui a trait à l'action des provinces au niveau international et à leur rôle dans l'élaboration de la politique étrangère canadienne.

Les provinces ont accès au réseau de télécommunications du ministère ainsi qu'aux services que peuvent fournir les missions diplomatiques canadiennes à l'étranger. La direction administre un programme de diffusion de l'information auquel participent les dix provinces; le dispositif leur fournit des analyses et des renseignements émanant des missions canadiennes à Washington et auprès de la Commission des Communautés européennes sur les politiques et les activités des États-Unis et de la CEE dans les domaines d'intérêt provincial. Les services fournis aux provinces comportent des communications orales, des échanges de visites entre fonctionnaires et des envois réguliers de documents et de rapports écrits; ils couvrent les domaines des ressources naturelles et de l'environnement de même que les questions énergétiques et commerciales.

L'année 1978 est venue confirmer l'action continue des provinces sur la scène internationale, multilatérale en particulier. Plusieurs conférences internationales ont entraîné une participation de divers gouvernements provinciaux: la 20ème Conférence générale de l'UNESCO, la 31ème session de l'Assemblée mondiale de la santé, la 19ème Conférence de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, la 64ème session de la conférence de l'Organisation internationale du Travail, en plus de certaines rencontres sectorielles du Commonwealth et le l'OCDE, dans le domaine de l'éducation notamment. Les provinces ont été consultées lors des travaux préparatoires à la participation canadienne à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie au service du développement, et elles ont collaboré à la rédaction du rapport que le Canada a présenté aux Nations Unies dans le cadre du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Dans le domaine des relations avec la Communauté économique européenne et de l'implantation de l'Accord-cadre Canada-CEE, les provinces ont participé aux travaux de deux sous-comités du Comité mixte de coopération (CMC) s'occupant respectivement de la coopération industrielle et de la coopération en général. Les provinces intéressées ont pu faire partie de groupes de travail mixtes créés par les sous-comités pour étudier des questions précises telles que l'aéronautique, les télécommunications, les produits forestiers, les métaux et les minéraux. Les échanges et les contacts officiels entre fonctionnaires provinciaux et représentants de la communauté se sont poursuivis et ont donné lieu à des consultations substantielles touchant entre autres les politiques de l'amiante.

Les provinces ont manifesté un intérêt similaire en ce qui a trait à la Commission économique conjointe Canada-Japon, ce qui a conduit à la mise en place de certains arrangements permettant aux provinces d'être associées à cet accord. Les provinces sont ainsi tenues au courant de l'évolution des discussions et des relations entre le Canada et le Japon.

Au chapitre de l'immigration, il y a eu mise en oeuvre en 1978 de quelques aspects de l'entente Cullen-Couture concernant l'immigration au Québec. De nombreuses consultations ont eu lieu entre les ministères fédéraux intéressés et des interlocuteurs québécois au sujet de l'affectation permanente d'agents d'immigration québécois dans des ambassades canadiennes à l'étranger. Des agents d'immigration du gouvernement du Québec sont déjà en place à Beyrouth, Rome et Buenos Aires.

Plusieurs provinces ont été associées à la visite au Canada d'une importante délégation de la Chine venue étudier l'enseignement audio-visuel. D'autre part, de nombreuses universités canadiennes, en accord avec des gouvernements provinciaux, se sont montrées intéressées à accueillir des étudiants chinois dans le cadre d'un programme annoncé l'été dernier par le gouvernement de Pékin visant à placer des étudiants dans les universités occidentales.

### Visites

La direction de la coordination fédérale-provinciale a contribué à l'organisation des visites à l'étranger du Premier ministre de l'Ontario, M. Davis, à San Francisco et en Europe et (y dirigeant une délégation ministérielle) au Moyen-Orient, et celle du premier ministre de Terre-Neuve, M. Moores, qui s'est rendu à Oslo, Londres et en République fédérale d'Allemagne dans le cadre de la campagne de défense de la chasse du phoque. De plus, de nombreuses délégations ministérielles des dix provinces ont eu recours aux services du ministère pour l'organisation de leurs visites à l'extérieur du Canada.

Toujours en 1978, la direction a coordonné les visites du premier ministre Begin d'Israël à Montréal et à Toronto, du premier ministre Andreotti d'Italie à Québec et en Ontario, du ministre des Affaires étrangères de Belgique en Colombie-Britannique et du ministre du pétrole d'Arabie Saoudite en Alberta et en Ontario.

### Coordination interministérielle

En 1978, le Comité interministériel sur les relations extérieures (CIRE) a continué à appliquer la politique d'austérité du gouvernement par le biais du système de "programmation par pays" et d'autres initiatives, selon les besoins. Il a effectué des compressions et des réaffectations de personnel afin de s'assurer que les grandes priorités demeuraient respectées dans les limites des contraintes budgétaires. Dans le cadre d'une évaluation constante de l'affectation des

ressources humaines et autres dans les pays ayant plus d'une mission, il a complété la première phase d'une étude détaillée sur l'ampleur, le niveau et la localisation des ressources aux Etats-Unis. Le CIRE a également entrepris une étude sur l'affectation la plus efficace possible des ressources en France et en Allemagne.

L'année dernière, le CIRE a sensiblement augmenté ses activités et, avec la création d'une équipe d'inspection interministérielle, il a progressé vers l'uniformisation des méthodes administratives du Ministère à l'étranger; il a clairement précisé les champs d'autorité et de responsabilité des chefs de mission dans cette optique.

Le tableau I (Annexe II) donne la répartition géographique des 118 missions canadiennes en 1978-1979 et des 4725 employés ayant participé aux 13 programmes du gouvernement dans quelque 140 pays et auprès de 30 grandes institutions internationales. Le tableau II (Annexe II) donne le nombre d'années-personnes affectées à chacun des principaux programmes à l'étranger. Enfin, le tableau III (Annexe II) ventile, par ministère ou organisme, le nombre d'employés de programmes en poste à l'étranger.

#### Planification des politiques

Le Secrétariat de la planification des politiques collabore avec le Sous-secrétaire et la haute direction en évaluant l'efficacité des politiques en vigueur à la lumière de l'évolution de la conjoncture nationale et internationale, en suggérant des options et en proposant de nouvelles orientations pour la politique étrangère. Il s'attache également à renforcer le rôle du Ministère à titre d'organisme fédéral chargé de la gestion des relations extérieures du Canada.

#### Information pour la haute direction

Créé en 1978, le Service d'information pour la haute direction est un service rattaché au cabinet du Sous-secrétaire. Il est principalement chargé d'assurer de bonnes communications à l'Administration centrale, entre l'Administration et les missions, avec les employés ainsi qu'avec les autres ministères et organismes du gouvernement fédéral également impliqués dans les relations étrangères du Canada. Le service s'acquitte de cette responsabilité en distribuant au sein de l'Administration des résumés quotidiens des communications importantes entre Ottawa et les missions à l'étranger, en publiant et en distribuant périodiquement au sein de l'administration fédérale des documents concernant des questions de politique étrangère, et en encourageant de meilleurs échanges entre la haute direction et les directions générales du Ministère.

#### Liaison (Sécurité et renseignements)

Le Bureau de liaison (Sécurité et renseignements) est chargé des programmes visant à assurer la sécurité matérielle des documents et

des communications, ainsi que la sécurité du personnel dans les missions à l'étranger et à l'Administration centrale. Les questions de terrorisme international et les préparatifs en cas d'urgence sont également du ressort de ce Bureau, et le Centre des opérations du ministère relève de lui. De sources multiples, le personnel du Bureau rassemble et analyse des renseignements de nature politiques sur des questions touchant les intérêts du Canada.

#### Représentants étrangers au Canada

On compte maintenant au Canada 134 représentations diplomatiques, à savoir: 72 ambassadeurs en résidence, 20 hauts-commissaires en résidence, 29 ambassadeurs non résidents et 13 hauts-commissaires non résidents. A cela viennent s'ajouter l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) dont le siège est à Montréal, composé de représentants de 41 États et d'un secrétariat, la délégation de la Commission des Communautés européennes, le Haut-commissariat pour les réfugiés, le Bureau international du Travail, et enfin, le Centre d'information audio-visuelle des Nations Unies sur les établissements humains. Il y a en plus maintenant 322 bureaux consulaires et autres représentations au Canada.

#### Protocole

Le cabinet du Chef du protocole se tient en liaison avec les missions étrangères, leur prodiguant services et conseils conformément aux lois et règlements du Canada et à ses obligations aux termes des conventions internationales. La protection du personnel des ambassades et des consulats étrangers, les dispositions protocolaires à l'égard du corps diplomatique et l'accueil des visiteurs étrangers relèvent également de sa compétence. Il est, en outre, chargé de surveiller l'application des privilèges et immunités dont jouissent 801 agents diplomatiques, dont certains résident à l'extérieur du Canada, 646 fonctionnaires consulaires ainsi que leurs familles et 392 personnes appartenant au personnel administratif et de soutien étranger, ainsi que leurs familles. Entrent également dans cette catégorie les 313 domestiques privés à l'emploi des représentants étrangers. Enfin, le siège de l'OACI à Montréal compte, outre les représentants de 41 pays, un secrétariat qui regroupe 205 fonctionnaires internationaux dont les cadres supérieurs ont un statut semblable à celui des diplomates.

Le cabinet du Chef du protocole est également chargé de l'accueil des visiteurs étrangers. Il leur offre l'hospitalité du Gouvernement canadien. En 1978, son bureau a ainsi organisé 452 réceptions officielles et a coordonné l'organisation de 133 visites au Canada. Celles-ci comprenaient des visites d'État et des visites officielles, notamment les chefs d'État du Mali, des Pays-bas et du Sénégal; les chefs des gouvernements d'Israël et du Luxembourg et, enfin, les ministres des Affaires étrangères d'Australie, de la Barbade, de Turquie, des États-Unis d'Amérique et du Zaïre. Le bureau a égale-



ment coordonné les voyages à l'étranger d'hommes d'Etat canadiens, tels ceux du premier ministre en Grande-Bretagne, en France, en République fédérale d'Allemagne, en Jamaïque et à New York, ainsi que les voyages du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures en Chine, à Chypre, à Hong Kong, au Japon, en Namibie, en Espagne et en Turquie.

### Privilèges et immunités

Le Ministère assume la responsabilité générale de l'interprétation et de l'application, au Canada comme à l'étranger, des principes que renferment différents accords internationaux sur les privilèges et immunités touchant les missions diplomatiques, consulaires et les organisations internationales.

En 1978, le Bureau des affaires juridiques fut appelé à fournir des avis sur l'évolution du droit international relatif aux privilèges et immunités des organisations internationales, dont les activités ont un caractère commercial. Dans ce contexte, le Canada a participé en 1978 à des réunions internationales visant à accorder des privilèges et immunités à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT) et à l'Organisation internationale de communications maritimes par satellites (INMARSAT). Une Conférence diplomatique a adopté le Protocole relatif aux privilèges et immunités d'INTELSAT, la première convention multilatérale qui tente d'établir la démarcation entre les activités administratives pour lesquelles l'organisation jouira d'immunités et les activités commerciales pour lesquelles l'organisation devra se comporter en sujet corporatif conformément aux lois des différents États. Ces règles auront sans doute une répercussion dans le cadre d'INMARSAT qu'il s'agisse de la future "Entreprise" chargée par l'Autorité internationale des fonds marins de l'exploitation de ceux-ci ou d'autres organisations internationales à vocation partiellement commerciale.

Outre ces développements du droit international, le Bureau a procédé à une révision des décrets existants afin d'accorder des subventions aux municipalités en lieu et place des taxes foncières sur les immeubles au Canada appartenant à des organisations internationales. Ces subventions s'ajoutent à celles déjà existantes pour les propriétés consulaires et diplomatiques.

### Personnel

Le Bureau du personnel régit les conditions de travail des 1995 employés et fonctionnaires de l'administration centrale et des six bureaux régionaux des passeports. A ce nombre, il faut ajouter les 1345 Canadiens et le personnel recruté sur place dans 123 missions à l'extérieur du pays.

En 1978, le gouvernement décrétait une réduction du personnel et des restrictions budgétaires ayant pour effet de changer le rôle du

Bureau envers les employés du Ministère. Le Bureau a donc modifié ses structures en fonction d'un réaménagement et d'une rationalisation de ses fonctions. Ainsi, la Direction de la politique du personnel et des langues officielles (et notamment sa Section de l'élaboration et de la coordination de la politique et des programmes) joue un rôle central à long terme. Sa Section de l'évaluation, de l'analyse et des systèmes informatiques facilite l'évaluation du personnel au Ministère; elle utilise également un système automatisé d'information sur le personnel et procède, au besoin, à des vérifications de conformité de dotation et de classification comme condition de délégation de pouvoirs par les agences centrales. Sa section des langues officielles administre à la fois le programme ministériel par le biais d'une "contribution obligatoire" et de conseils, ainsi que la politique fédérale sur les langues officielles. En outre, la Direction de la politique du personnel et des langues officielles a entrepris de fournir sur demande à d'autres gouvernements des programmes de formation et d'exploitation d'une service extérieur. En coopération avec la Commission de la Fonction publique, la Direction prépare un séminaire sur la politique étrangère du Canada à l'intention des administrateurs de la Fonction publique.

Pendant l'année, on a de nouveau mis l'accent sur l'amélioration des ressources en vue de fournir la formation spécialisée et l'aptitude professionnelle nécessaires pour permettre au personnel de travailler efficacement, tant au Canada qu'à l'étranger.

Le Ministère a adopté à l'intention de ses agents du service extérieur une politique de "spécialisation en cours de carrière" qui vise à aider les agents à se perfectionner dans des secteurs-clé des relations internationales et à acquérir une meilleure connaissance des grandes politiques intérieures du Canada. Il sera possible d'atteindre ce dernier objectif en augmentant le nombre de détachements auprès d'autres ministères et organismes du gouvernement.

Le système d'appréciation et d'avancement a continué à évoluer pour mieux répondre aux défis que pose le caractère hautement mobile des opérations du Ministère. Quelque 145 agents ont été affectés pendant l'année.

La Direction des relations de travail et de la rémunération est chargée d'administrer diverses dispositions statutaires ainsi que les règlements et directives du Conseil du Trésor applicables aux conditions d'emploi.

Le Conseil national mixte a commencé son examen triennal des directives sur le service extérieur; la direction a consulté les associations d'employés lors de la révision des directives pour veiller à ce que ces dernières évoluent en fonction de la conjoncture et qu'elles constituent un stimulant pour le service à l'étranger, mais aussi qu'elles offrent des conditions du travail comparables dans la mesure du possible à celles des employés à Ottawa. Les directives sont conçues

pour tenir compte des besoins des employés qui doivent travailler dans diverses conditions et divers milieux à l'étranger, tout en stimulant le personnel et en l'incitant à s'acquitter efficacement de ses fonctions.

Pendant l'année, on a terminé la préparation du Règlement régissant les conditions d'emploi du personnel recruté sur place; ce règlement sera graduellement appliqué dans les missions pour assurer l'administration efficace de ces employés partout dans le monde.

#### Immeubles et autres biens

La gestion du portefeuille immobilier du Ministère relève du Bureau des biens. Le Bureau gère aussi un programme d'acquisition à long terme approuvé par le Conseil du Trésor en 1974 au coût de 20 millions de dollars par année, en vertu duquel la Couronne acquiert des bureaux et logements au lieu de les louer à des prix sans cesse croissants. Le Bureau administre un portefeuille immobilier d'une valeur approximative de 250 millions de dollars; son budget annuel s'élève à 30 millions de dollars.

En 1978, les négociations et travaux se sont poursuivis en regard de projets à Belgrade, Lagos, Mexico, Moscou, Paris, Tokyo et Washington; un accord a été signé à Pékin en vue de l'acquisition d'un site où l'on prévoit construire des bureaux, une résidence officielle et des logements pour le personnel.

Au cours de l'année, le Bureau a concentré ses achats de biens immobiliers dans les pays de l'hémisphère occidental où la possibilité de réaliser des affaires avantageuses s'est présentée. On a complété l'achat de chancelleries à Georgetown (site), Kingston et Lima (annexe), de même qu'à Bordeaux; de nouvelles résidences officielles ont été achetées à Bridgetown, Lima, Hong Kong et Atlanta; une trentaine de logements a été acquise pour le personnel à Bridgetown, Buenos Aires, Lima, Port of Spain, Santiago, Kinshasa, Lusaka, Nairobi, Manille, Tokyo et Oslo.

Enfin, la location d'un immeuble devant abriter la nouvelle mission au Koweït, le parachèvement d'une annexe à la chancellerie du Caire et le réaménagement du complexe de la résidence officielle de New Delhi complètent la liste des opérations majeures de l'année. Par ailleurs, le budget consacré en 1978 à l'achat de mobilier et de véhicules s'élevait à 5 millions de dollars.

#### Communications

Près de deux millions et demi de messages ont été échangés en 1978, dont environ la moitié ont été acheminés pour le compte de ministères autres que celui des Affaires extérieures.

Un commutateur de messages informatisé à capacité plus élevée a été installé à Ottawa, permettant le réalignement de la plupart des circuits télégraphiques desservant les missions à l'étranger. L'établissement de liaisons directes avec l'Administration centrale a en grande partie éliminé les principales opérations de relais outre-mer et permis l'utilisation de contrôles et de modes de fonctionnement qu'il avait été jusque-là impossible d'appliquer. On a ainsi amélioré le rendement du réseau tout en diminuant sensiblement les coûts en personnel à l'étranger.

De nouveaux appareils de communications ont été installés et mis en service dans de nombreuses missions à l'étranger. Le programme permanent de renouvellement du matériel améliore l'efficacité du réseau en période de pointe et permet des économies supplémentaires pour ce qui est du personnel à l'étranger. On a poursuivi la mise au point de plusieurs nouveaux systèmes à titre de projets pilotes. Les services téléphoniques, tant à Ottawa qu'à l'étranger, ont été améliorés pour répondre à certaines exigences spéciales et réaliser des économies de fonctionnement.

La régionalisation du service de courrier diplomatique a été réalisée en Extrême-Orient (à Bangkok) et renforcée à Paris, en vue de rendre les conditions de travail des courriers conformes aux pratiques établies, de réduire les heures supplémentaires et d'aider à stabiliser les coûts sans réduire sensiblement le service.

Afin de réduire le coût de la dactylographie au Ministère, un service de traitement des mots a été créé à l'Administration centrale en 1977 au service de toutes les unités du Ministère. Elle s'est révélée un atout particulièrement précieux pour la correction et la production de longs textes, de lettres multiples et de lettres précomposées, ainsi que pour la modification de la mise en page des publications. De grands progrès ont été réalisés dans l'établissement d'un système automatisé de mise en mémoire et d'extraction d'informations.

A la suite de la promulgation de la Loi canadienne sur les droits de la personne en mars dernier, un agent chargé de la protection de la vie privée a été nommé et affecté à la direction.

### Inspection

L'inspecteur général est chargé de procéder de façon indépendante à un examen et à une évaluation des opérations des missions diplomatiques et des postes consulaires du Canada.

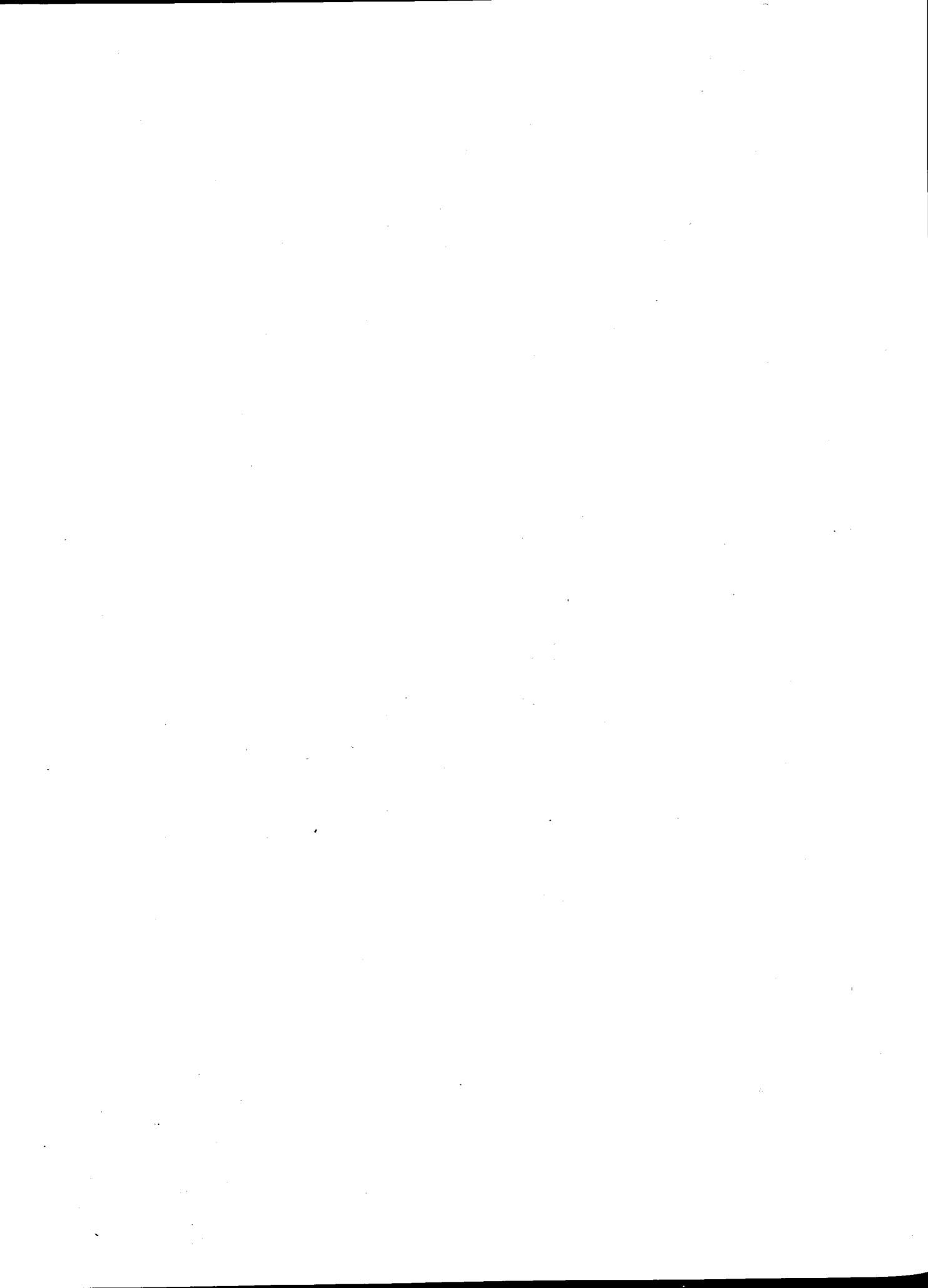
En 1978, des équipes d'inspection ont visité onze missions en Amérique latine, cinq en Afrique de l'Est et de l'Ouest, neuf en Asie et dans la région du Pacifique, quatre en Europe et deux aux États-Unis d'Amérique. Ces visites ont donné lieu à des rapports détaillés, le Service d'inspection étant également chargé d'assurer que les mesures correctives recommandées soient appliquées.

Budget 1978-1979

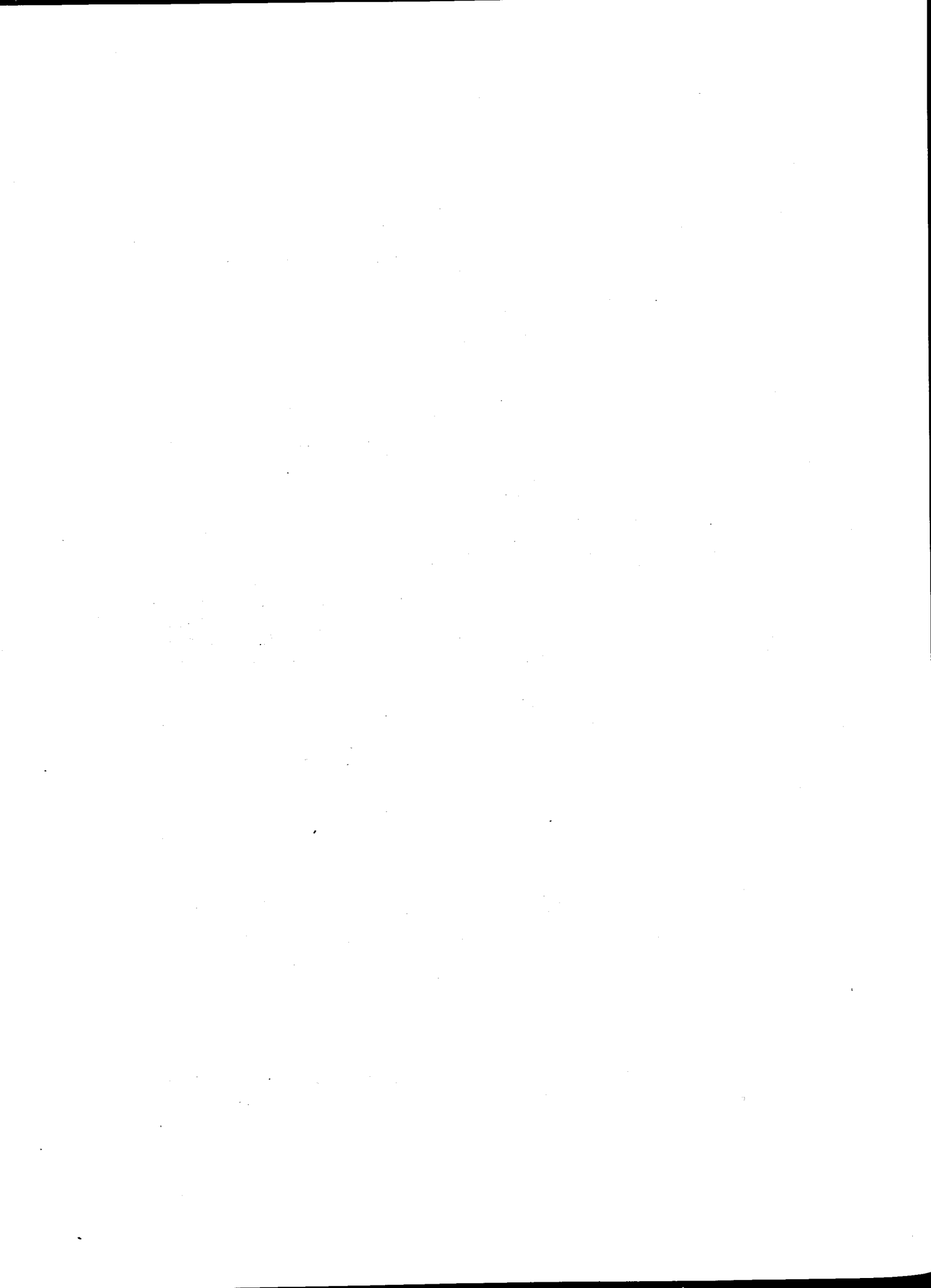
En 1978-1979, le Ministère a dépensé \$10,6 millions sur diverses formes d'aide aux Canadiens à l'étranger, surtout par voie de services consulaires; \$31,2 millions sur l'information et sur les relations culturelles à l'étranger; \$32,1 million sur l'administration générale. Enfin, les effectifs et l'infrastructure nécessaires à la poursuite de relations diplomatiques avec les gouvernements étrangers ont coûté \$139.4 millions. En outre, il a fallu engager 94,1 millions de dollars pour fournir des services de soutien aux autres ministères et organismes ayant des représentants à l'étranger, notamment au ministère de l'Industrie et du Commerce, à la Commission de l'emploi et de l'immigration et à l'Agence canadienne de développement international.

Le montant total du budget pour l'année fiscale était de \$307,4 millions, dont \$208,8 millions ont été consacrés aux dépenses d'exploitation et d'entretien: traitements, salaires et autres coûts au titre du personnel, location de biens immobiliers à l'étranger, dépenses relatives aux voyages et aux communications et celles liées à la conduite des opérations à l'étranger. Du reliquat, \$65,1 millions ont été affectés aux subventions et contributions de paiements obligatoires découlant de l'appartenance du Canada à un certain nombre d'organisations internationales. Enfin, \$33,5 millions ont été affectés au budget d'immobilisations du Ministère pour le remplacement ordinaire du matériel, des véhicules et de l'ameublement, et pour l'acquisition ou la construction de propriétés à l'étranger.

(On peut obtenir une liste complète des missions canadiennes à l'étranger de la Direction des Programmes d'Information au Canada du Ministère).



ANNEXES





ACCORDS INTERNATIONAUX

Traités bilatéraux

Agence spatiale européenne

Accord entre le Canada et l'Agence spatiale européenne en matière de coopération.

Montréal, le 9 décembre 1978  
En vigueur le 9 décembre 1978  
Avec effet au 1er janvier 1979

Allemagne, République fédérale d'

Accord entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne sur les échanges cinématographiques.

Ottawa, le 30 mai 1978  
En vigueur le 16 août 1978

L'Association internationale de développement

Accord, en date du 8 mars 1978, entre le Canada et l'Association internationale de développement portant modification de l'Accord en date du 22 avril 1977 entre les mêmes parties, prévoyant l'administration, par l'Association, de certains fonds qui seront fournis par le Gouvernement pour des projets de développement déterminés.

Washington, le 8 mars 1978  
En vigueur le 8 mars 1978  
Avec effet rétroactif au 22 avril 1977

Barbade

Échange de Notes entre le Canada et la Barbade constituant un Accord intérimaire de transport aérien.

Bridgetown, le 20 novembre 1974  
Entré en vigueur le 20 novembre 1974  
Prorogé par échange de Notes jusqu'au 8 décembre 1975  
Prorogé à nouveau par échange de Notes jusqu'au  
31 mars 1976, 31 décembre 1977 et avril 1978  
Terminé, le 30 avril 1978

Corée, la République de

Convention entre le Canada et la République de Corée tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion d'impôts sur le revenu.

Seoul, le 10 février 1978

Echange de Notes entre le Canada et la République de Corée  
constituant un Accord concernant la restriction des textiles.

Ottawa, le 13 décembre 1978  
En vigueur le 1er janvier 1979

Egypte, la République arabe d'

Protocole entre le Canada et la République arabe d'Égypte  
concernant l'exposition des trésors de Toutankhamon.

Le Caire, le 6 novembre 1978  
En vigueur le 6 novembre 1978

Accord de prêt de développement entre le Canada et la  
République arabe d'Égypte.

Le Caire, le 21 décembre 1978  
En vigueur le 21 décembre 1978

El Salvador

Accord de prêt de développement entre le Canada et la  
République d'El Salvador.

San Salvador, le 15 février 1978  
En vigueur le 15 février 1978

États-Unis d'Amérique

Traité entre le Canada et les États-Unis d'Amérique sur  
l'exécution des peines imposées aux termes du droit criminel.

Washington, le 2 mars 1977  
Échange des Instruments de ratification le  
19 juillet 1978  
En vigueur le 19 juillet 1978

Echange de Notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique,  
accompagné d'un Mémoire d'accord, concernant les droits de péage à  
exiger pour l'utilisation des installations de navigation sur la Voie  
maritime du Saint-Laurent.

Washington, le 20 mars 1978  
En vigueur le 20 mars 1978

Echange de Notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique  
(le Protocole d'entente annexé) relatifs à la coopération dans le  
développement de la télédétection spatiale portant sur l'information  
mondiale sur les récoltes.

Washington, le 31 mars et le 10 avril 1978  
En vigueur le 10 avril 1978

Echange de Notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique modifiant l'Accord sur les principes applicables à un pipe-line pour le transport du gaz naturel du Nord, signé à Ottawa le 20 septembre 1977.

Washington, le 6 juin 1978  
En vigueur le 6 juin 1978

Echange de Notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique concernant le développement commercial d'une aire de la station navale des États-Unis d'Amérique, à Argentia, Terre-Neuve.

Ottawa, le 6 juin 1978  
En vigueur, le 6 juin 1978

Echange de Notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique portant sur la pose de deux transmetteurs de données et d'un câble de raccordement sur le lit de la rivière St. Mary's en Ontario.

Ottawa, le 29 septembre et le 16 octobre 1978  
En vigueur le 16 octobre 1978  
Avec effet rétroactif au 1er septembre 1977

Accord de 1978 entre le Canada et les États-Unis d'Amérique relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Ottawa, le 22 novembre 1978.  
En vigueur le 22 novembre 1978

Echange de Notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique constituant un Accord concernant l'établissement, l'entretien et l'exploitation de quatre stations de surveillance du système de navigation OMEGA au Canada.

Ottawa, le 26 juillet et le 20 décembre 1978  
En vigueur le 20 décembre 1978

Echange de Notes constituant un Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique modifiant les règles techniques annexées à l'Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique visant à assurer la sécurité sur les Grands Lacs par la radiophonie, 1973.

Ottawa, le 29 décembre 1978  
En vigueur le 29 décembre 1978  
Avec effet au 1er février 1979

Euratom

Echange de Lettres entre le Canada et la Communauté européenne de l'Énergie atomique (EURATOM) pour modifier l'Accord entre le Canada et la Communauté européenne de l'Énergie atomique concernant les utilisations pacifiques de l'énergie atomique du 6 octobre 1959, quant aux garanties (avec échanges additionnels de Lettres).

Bruxelles, le 16 janvier 1978  
En vigueur le 16 janvier 1978

Finlande

Traité entre le Canada et la Finlande en matière d'extradition.

Helsinki, le 21 juin 1978

France

Arrangement commercial entre le Canada et la France.

Ottawa, le 12 mai 1933  
En vigueur provisoirement le 10 juin 1933  
En vigueur définitivement le 22 novembre 1933  
Dénoncé par le Canada le 15 décembre 1977  
Date d'expiration le 15 mars 1978

Ghana

Accord d'assistance technique concernant l'instruction militaire entre le Canada et la République du Ghana.

Accra, le 14 février 1978  
En vigueur le 14 février 1978  
Avec effet rétroactif au 1er juin 1976

Haïti

Accord entre le Canada et Haïti sur le transport aérien.

Ottawa, le 12 octobre 1978  
En vigueur provisoirement le 12 octobre 1978

Iran

Echange de Notes constituant un Accord entre le Canada et l'Iran au sujet des exigences pour l'émission de visas aux voyageurs non-immigrants.

Téhéran, le 2 novembre 1978  
En vigueur le 1er décembre 1978

Israël

Accord entre le Canada et l'État d'Israël sur les échanges cinématographiques.

Jérusalem, le 29 mars 1978

Italie

Accord de Sécurité sociale entre le Canada et l'Italie.

Toronto, le 17 novembre 1977  
Échange des Instruments de ratification le  
28 décembre 1978  
En vigueur le 1er janvier 1979

Jamaïque

Accord entre le Canada et la Jamaïque afin d'éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion de l'impôt sur le revenu.

Kingston, le 30 mars 1978

Japon

Échange de Notes entre le Canada et le Japon concernant l'aménagement d'installations temporaires de soutien des opérations par satellites au Polygone de recherche Churchill.

Ottawa, le 16 février 1978  
En vigueur le 16 février 1978

Accord concernant les colis postaux entre le Canada et le Japon.

Tokyo, le 11 avril 1978  
En vigueur le 1er octobre 1978

Accord de pêche entre le Canada et le Japon.

Tokyo, le 28 avril 1978  
En vigueur le 28 avril 1978

Protocole modifiant l'Accord de coopération entre le Canada et le Japon concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, signé à Ottawa le 2 juillet 1959.

Tokyo, le 22 août 1978

Malawi

Echange de Notes entre le Canada et la République de Malawi constituant un Accord relatif aux investissements au Malawi assurés par le Canada par l'intermédiaire de son mandataire, la Société pour l'expansion des exportations.

Lusaka, Zambie et Lilongwe, Malawi, le  
15 septembre 1978

En vigueur le 15 septembre 1978

Maroc

Convention entre le Canada et le Royaume du Maroc tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale sur le revenu et sur la fortune.

Ottawa, le 22 décembre 1975

Echange des Instruments de ratification le  
9 novembre 1978

En vigueur le 9 novembre 1978

Pologne

Protocole modifiant l'Accord à long terme sur les céréales entre le Canada et la Pologne.

Ottawa, le 27 novembre 1978

En vigueur le 27 novembre 1978

Roumanie

Accord entre le Canada et la République socialiste de Roumanie sur les relations en matière de pêche.

Bucarest, le 17 janvier 1978

En vigueur le 17 janvier 1978

Accord entre le Canada et la République socialiste de Roumanie concernant la coopération dans le développement et l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Ottawa, le 24 octobre 1977

Echange des Instruments de ratification  
le 14 juin 1978

En vigueur le 14 juin 1978

Convention entre le Canada et la République socialiste de Roumanie tendant à éviter les doubles impositions d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Ottawa, le 20 novembre 1978

Royaume-Uni

Accord entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale sur les successions de personnes décédées.

Londres, le 5 juin 1946

En vigueur le 6 novembre 1946

Terminé le 30 septembre 1978

Convention entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale sur le revenu et les gains en capital.

Londres, le 8 septembre 1978

Samoa-Occidental

Echange de Notes entre le Canada et l'État indépendant du Samoa-Occidental constituant un Accord relatif aux investissements au Samoa-Occidental assurés par le Canada par l'intermédiaire de son mandataire, la Société pour l'expansion des exportations.

New York, le 29 septembre 1978

En vigueur le 29 septembre 1978

Suède

Accord de coopération entre le Canada et la Suède concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

Stockholm, le 11 septembre 1962

Echange des Instruments de ratification le  
6 décembre 1962

En vigueur le 6 décembre 1962

Terminé le 17 novembre 1978

Accord entre le Canada et la Suède concernant l'utilisation des matières, équipements, installations et renseignements nucléaires échangés entre le Canada et la Suède.

New York, le 27 septembre 1977

Echange des Instruments de ratification  
le 17 novembre 1978

En vigueur le 17 novembre 1978

Traités multilatéraux

Convention concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories.

Faite à Genève le 21 juin 1935

En vigueur le 30 mai 1937

L'Instrument de ratification du Canada déposé  
le 16 septembre 1966

En vigueur pour le Canada le 16 septembre 1967

L'Instrument de dénonciation déposé le 19 mai 1978

Effectif le 19 mai 1979

Statuts du Centre international d'études pour la convention et la restauration des biens culturels.

Adopté à la Nouvelle Delhi, novembre - décembre 1956;

révisé le 24 avril 1963 et les 14-17 avril 1969

En vigueur le 10 mai 1958

L'Instrument d'adhésion du Canada déposé le  
24 octobre 1978

En vigueur pour le Canada le 24 octobre 1978

Convention sur la réduction des cas d'apartheid.

Faite à New York, le 30 août 1961

En vigueur le 13 décembre 1975

L'Instrument d'adhésion du Canada déposé le  
17 juillet 1978

En vigueur pour le Canada le 15 octobre 1978

Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et la vente illicite de biens culturels.

Faite à Paris, le 14 novembre 1970

En vigueur le 24 avril 1972

L'Instrument d'acceptation du Canada déposé le  
28 mars 1978

En vigueur pour le Canada le 28 juin 1978

Convention portant loi uniforme sur la forme d'un Testament international.

Faite à Washington, le 26 octobre 1973

Instrument d'adhésion du Canada déposé le 24 janvier 1977 avec la déclaration suivante:



"le Gouvernement du Canada adhère à la Convention portant loi uniforme sur la forme d'un Testament international, faite à Washington, D.C. le 26 octobre 1973, sous réserve de la déclaration suivante:

1. Le Gouvernement du Canada déclare qu'en application de l'article XIV de la Convention, cette dernière s'étendra seulement aux provinces du Manitoba et de Terre-Neuve.
2. Le Gouvernement du Canada déclare en outre qu'il soumettra, à un moment ou à un autre après son adhésion, d'autres déclarations en conformité de l'article XIV de la Convention indiquant expressément les provinces additionnelles auxquelles s'étendra la Convention, lorsque ces provinces auront adopté les lois d'exécution nécessaires".

En vigueur le 9 février 1978

Protocole portant amendement de l'Article 50(a) de la Convention relative à l'aviation civile internationale.

Fait à Montréal, le 16 octobre 1974

L'Instrument de ratification du Canada déposé le  
20 avril 1978

Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974.

Faite à Londres, le 1er novembre 1974

L'Instrument d'adhésion du Canada déposé le  
8 mai 1978

Statuts du Centre international d'enregistrement des publications en série (Annexe I de l'Accord entre UNESCO et la République française au sujet de la création et du fonctionnement d'un Centre international d'enregistrement des publications en série).

Faits à Paris, le 14 novembre 1974

En vigueur le 21 janvier 1976

L'Instrument d'adhésion du Canada déposé le  
28 mars 1978

Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée d'établir un plan pour le service de radiodiffusion par satellite dans les bandes de fréquences 11,7-12,2 GHz (dans les Régions 2 et 3) et 11,7-12,5 GHz (dans la Région 1) (Genève, 1977).

Faits à Genève, le 13 février 1977  
L'Instrument d'approbation déposé à Genève le  
13 décembre 1978  
En vigueur le 1er janvier 1979

Protocole concernant un amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale (Chicago 1944) (Relative au texte en langue russe).

Fait à Montréal, le 30 septembre 1977  
L'Instrument de ratification du Canada déposé le  
20 avril 1978

Protocole portant prorogation de l'arrangement concernant le commerce international des textiles (Sujet à la déclaration suivante)

"En déposant le présent Instrument d'acceptation, le Gouvernement du Canada déclare que:

La présente acceptation est faite, compte tenu de la confirmation, par toutes les parties au protocole portant prorogation de l'arrangement concernant le commerce international des textiles, des points convenus dans les conclusions du Comité des textiles adoptées le 14 décembre 1977, dont copie est jointe au présent Protocole".

Fait à Genève, le 14 décembre 1977  
En vigueur le 1er janvier 1978  
L'Instrument d'acceptation du Canada déposé le  
24 octobre 1978  
En vigueur pour le Canada le 24 octobre 1978

Protocole modifiant la Convention internationale concernant les pêcheries hauturières de l'océan Pacifique Nord.

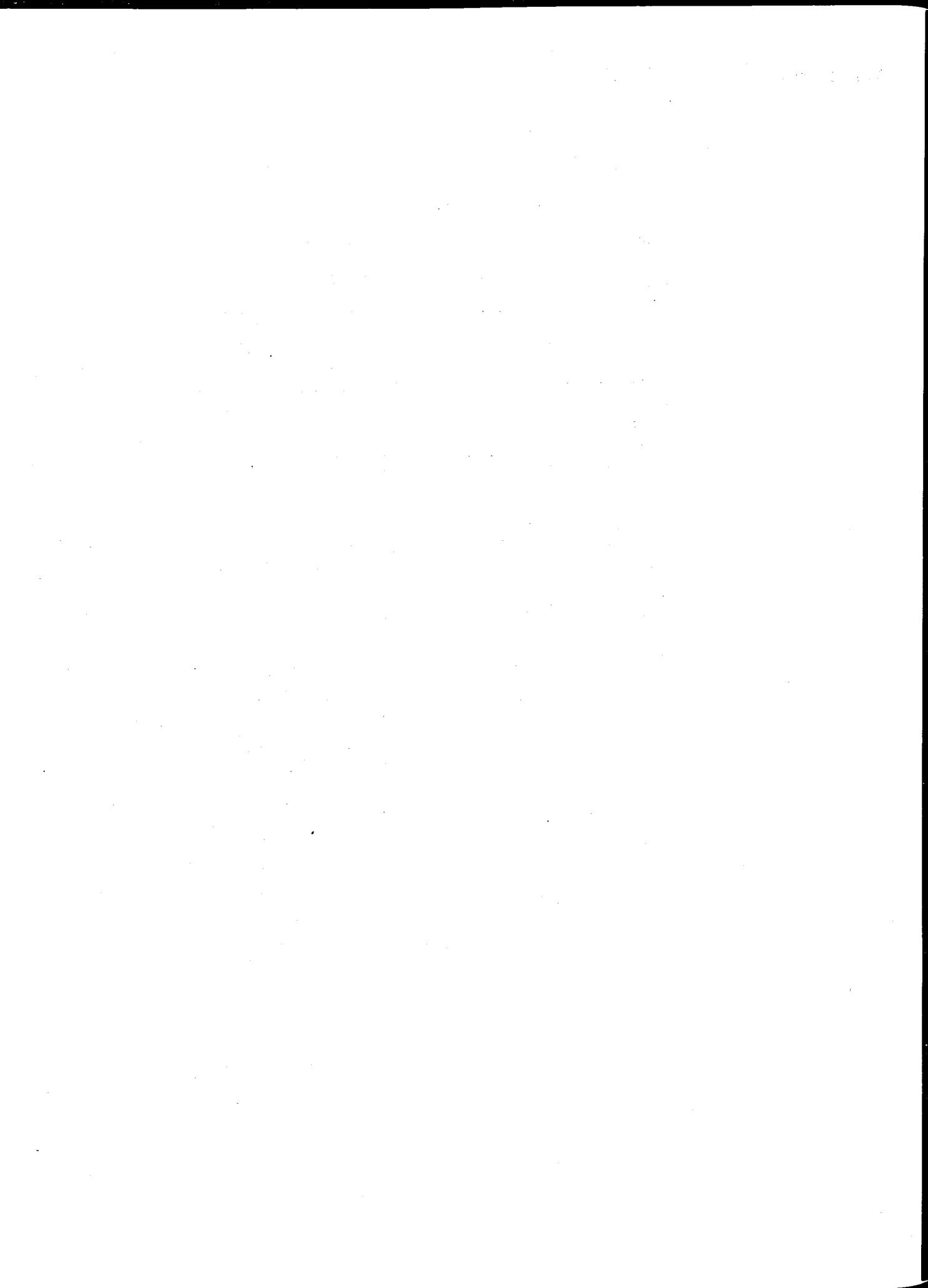
Signé à Tokyo, le 25 avril 1978

Protocoles portant quatrième prorogation de la Convention sur le commerce du blé et de la Convention relative à l'aide alimentaire constituant l'Accord international sur le blé de 1971.

Faits à Washington, le 26 avril 1978  
Signés par le Canada le 17 mai 1978  
L'Instrument de ratification du Canada déposé le  
31 mai 1978  
En vigueur le 24 juin 1978 et le 1er juillet 1978

Convention sur la Future coopération multilatérale dans les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest.

Signée à Ottawa, le 24 octobre 1978  
L'Instrument de ratification du Canada déposé le  
30 novembre 1978  
En vigueur le 1er janvier 1979



**Répartition géographique des missions  
et du personnel canadiens à l'étranger  
pour l'année financière 1978-1979**

Région géographique	Missions et bureaux	Pays et institutions intéressés (1)	Employés de programme (2)	Employés de soutien (2)
<b>Afrique et Moyen-Orient</b>	<b>25</b>	<b>67</b>	<b>188</b>	<b>475</b>
Afrique anglophone	7	28	56	150
Afrique francophone	11	22	67	141
Moyen-Orient	7	17	65	184
<b>Asie et Pacifique</b>	<b>17</b>	<b>27</b>	<b>235</b>	<b>612</b>
Asie	4	8	96	210
Région du Pacifique	9	12	93	188
Asie du Sud	4	7	46	214
<b>Europe</b>	<b>35</b>	<b>37</b>	<b>489</b>	<b>1226</b>
Europe de l'Est	6	8	60	209
Europe de l'Ouest (membres de la CEE)	19	21	340	783
Europe de l'Ouest (non-membres de la CEE)	10	8	89	234
<b>Amérique latine et Antilles</b>	<b>17</b>	<b>30</b>	<b>179</b>	<b>369</b>
Antilles	4	9	50	104
Amérique latine	13	21	129	265
<b>États-Unis</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>292</b>	<b>456</b>
<b>Institutions internationales</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>72</b>	<b>132</b>
<b>Total</b>	<b>118</b>	<b>186</b>	<b>1455</b>	<b>3270</b>

(1) Pays avec lesquels le Canada entretient des relations diplomatiques ou consulaires et principaux organismes internationaux (par exemple: l'ONU et ses institutions spécialisées, les commissions économiques régionales des Nations Unies, les banques régionales de développement).

(2) Le personnel des programmes regroupe tout le personnel chargé de la gestion des programmes: recruté au Canada (1127) et recruté sur place (328). Le personnel de soutien englobe tous les employés faisant partie des groupes des écritures, de l'administration, des services sténographiques, de même que d'autres employés de soutien: recruté au Canada (915) et recruté sur place (2355).

Ces chiffres comprennent tous les employés affectés à l'étranger par tous les ministères et organismes fédéraux, sauf ceux qui travaillent pour des organismes internationaux où ils sont détachés, sauf le personnel des Forces armées canadiennes en service dans des opérations de l'OTAN ou dans des opérations de maintien de la paix de l'ONU et le personnel d'outre-mer des sociétés de la Couronne et d'autres organismes commerciaux ou spéciaux du gouvernement (l'EACL, Air Canada, Radio-Canada, la CCC, l'ONF). Ces chiffres excluent les employés des gouvernements provinciaux ou le personnel d'assistance technique de l'ACDI se trouvant dans les pays en développement.

**Pourcentage du temps consacré  
aux programmes canadiens à  
l'étranger par le personnel qui  
y est affecté pour l'année  
financière 1978-1979**

Programmes	Pourcentage
Administration des douanes et de l'accise	1.0
Administration et soutien	6.9
Affaires consulaires	3.5
Affaires publiques	7.2
Aide au développement international (2)	6.2
Développement commercial et industriel	25.4
Emploi et immigration	18.0
Liaison avec la police	2.3
Relations de défense (1)	6.1
Relations générales	16.6
Sciences, techniques et environnement	1.0
Tourisme	4.8
Transport, communications et énergie	1.0
<b>Total</b>	<b>100</b>

(1) Ne comprend pas le personnel des Forces armées canadiennes participant à des activités opérationnelles (par exemple les contingents du Canada à l'OTAN, les opérations de maintien de la paix de l'ONU).

(2) Ne comprend pas le personnel des programmes d'assistance technique de l'ACDI à l'étranger (par exemple les conseillers, les spécialistes, les enseignants).

Source: Programmes par pays pour l'année financière 1978-1979

**Ventilation par ministère et organisme du  
nombre d'employés de programmes en service  
à l'étranger pour l'année financière 1978-1979**

Ministère ou organisme	Nombre d'employés à l'étranger
Affaires extérieures	479
Agence canadienne de développement international	50
Agriculture Canada	1
Approvisionnement et Services Canada	23
Archives publiques	3
Défense nationale	89
Emploi et immigration	243
Finances	3
Gendarmerie royale du Canada	47
Industrie et Commerce	473
Revenue Canada	15
Santé et Bien-être social Canada	25
Transports Canada	1
Travail Canada	3
<b>Total</b>	<b>1455</b>

*Source:* Données du CIRE sur la dotation en personnel pour l'année financière 1978-1979





8 18  
1232

b 3489747 (E)

b 3489759 (F)

S

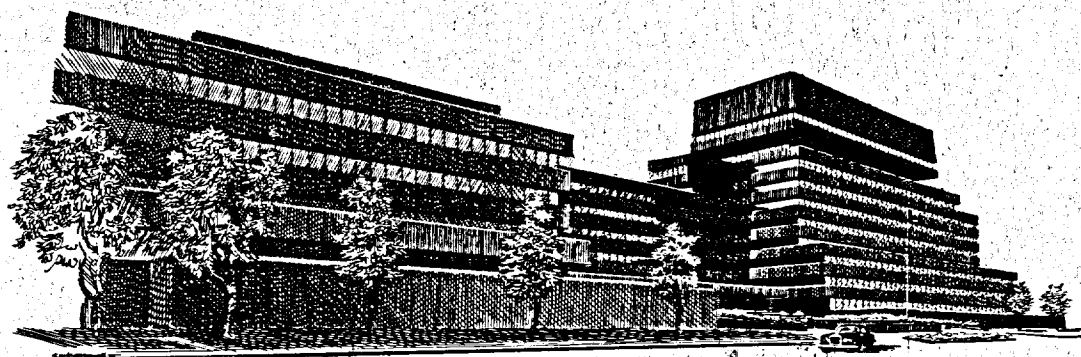
**NON - CIRCULATING /  
CONSULTER SUR PLACE**

**Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures  
OTTAWA**

**FEB  
FEV 1 1985**

**RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE**

# Department of External Affairs



Annual Review 1978

# Department of External Affairs

Annual Review 1978

© Minister of Supply and Services Canada 1979

Cat. No. E 1-1979

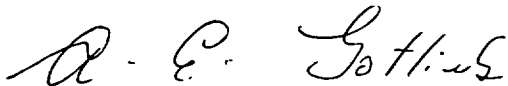
ISBN 0-662-50594-8

The Honourable Flora MacDonald

Secretary of State  
for External Affairs

I have the honour to submit for your consideration  
the Annual Review of the Department.

In accordance with the provisions of the  
Department of External Affairs Act, this report  
deals with our activities during the calendar year  
1978.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "A. E. G. G. G.", is written in dark ink.

Under-Secretary of State  
for External Affairs

Ottawa, 1979



## TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
<u>OVERVIEW: CANADA AND WORLD AFFAIRS IN 1978</u>	1
<u>PART A: CANADA AND INTERNATIONAL ORDER</u>	9
<u>Chapter 1:</u> Collective Security and the Resolution of Conflict	11
<u>Chapter 2:</u> The International Economic System	21
<u>Chapter 3:</u> North/South Relations	33
<u>Chapter 4:</u> The Rule of Law and Concepts of Rights	37
<u>Chapter 5:</u> Global and Transregional Associations	46
<u>PART B: CANADA AND ITS REGIONAL INTERESTS</u>	57
<u>Chapter 1:</u> The United States	59
<u>Chapter 2:</u> Latin America and the Caribbean	64
<u>Chapter 3:</u> Europe	70
<u>Chapter 4:</u> Africa and the Middle East	83
<u>Chapter 5:</u> Asia and the Pacific	90
<u>PART C: CULTURAL EXCHANGES AND INFORMATION IN FOREIGN RELATIONS</u>	97
<u>Chapter 1:</u> Cultural, Academic and Sports Exchanges with other Countries	99
<u>Chapter 2:</u> Information Programs and Media Relations in Canada and Abroad	104
<u>PART D: PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS ABROAD</u>	109
<u>PART E: POLICY FORMULATION AND INSTRUMENTS</u>	117
<u>ANNEXES:</u>	129
I International Agreements	131
II Deployment of Posts, Personnel and Programs	141
III Organization Chart of the Department	-



OVERVIEW

CANADA AND WORLD AFFAIRS

IN 1978



International events during 1978 placed new and severe stresses upon the complex and often fragile web of institutions and relationships that make up the international system. The appearance of further evidence of increasing global economic and strategic interdependence underlined that no single nation can achieve its goals in isolation from those of other states.

Canada's pursuit of its national aims in their international dimensions during 1978 reflected a continuing recognition of, and respect for, this global reality. During the year, Canada worked closely with other members of the international community both to advance its own interests and ideals and to find acceptable solutions to shared problems -- in areas as diverse as managing the global economy, dealing with threats to peace, pursuing the goal of disarmament, and regulating and sharing the world's maritime resources. Overall, Canada's international activities were guided by an active commitment to support and strengthen the international system.

A review of some areas of primary Canadian interest illustrates these activities.

#### The Search for Peace

Events in Southeast Asia during 1978 led to a significant growth in political and military tension in the region. The increasing resort to armed force was a cause of serious concern. Abuses of human rights -- of a particularly flagrant nature in Cambodia -- attracted condemnation. Vietnam's invasion of Cambodia, followed by China's invasion of northern Vietnam, created serious instability throughout the region. Canada actively supported efforts towards a political solution in the Security Council and elsewhere, but many deep-rooted problems remained to be settled among the concerned parties.

In southern Africa Canada played a leading role in concert with other major Western countries in pursuit of peaceful solutions to the area's racial and decolonization problems. A transition plan offered by five Western countries including Canada, and endorsed by the Security Council, to bring Namibia to independence provided for the establishment of a military and civilian peacekeeping group to supervise elections. Canada also supported efforts to resolve the long-standing Rhodesia issue. As for South Africa, Canada continued to keep its policies under review, in particular those involving commercial relations. The Government issued in April 1978 a code of conduct on employment practices for Canadian companies operating in South Africa to underline Canada's opposition to apartheid and to encourage the practice of racial equality.

In the Middle East, Canada warmly welcomed the negotiation process resulting from the Camp David accords and encouraged Israel's Arab neighbours to join in the negotiations. In the light of development in Iran, Canada took steps to protect its citizens there and to develop effective working relations with the new Government.

Against the background of the frequently recurring resort to force in the world, Canada continued to promote the achievement of peaceful solutions through the United Nations and remained the major contributor to continuing peacekeeping operations. Canada's experience on the Security Council in 1977 and 1978 underlined the need for the Security Council and the General Assembly to be actively involved in seeking solutions to the political problems underlying various conflicts. Canada's membership in the Group of Five dealing with Namibia, and the joint Canada-U.S.-Britain initiative designed to facilitate the resumption of the intercommunal negotiations in Cyprus, were examples of how Canada worked to encourage the UN to move in this direction.

#### Canadian Unity and Identity

The Department continued to strike a sensitive policy balance aimed at reflecting the interests and concerns of English- and French-speaking Canadians and of the ten provincial governments in the context of a coherent foreign policy. Further means of involving and supporting provincial authorities in the international arena were developed with a view to establishing a common national interest. Special efforts were made to consult the provinces, as well as the private sector, regarding the positions adopted by Canada in the Multilateral Trade Negotiations and in maritime boundaries and fisheries negotiations with the United States. Through the Department's public affairs and cultural affairs program, the international community was made increasingly aware of Canada as a democratic, bilingual and multicultural society, capable of resolving positively its internal problems. Active and committed participation in the Commonwealth and La Francophonie contributed to this effort.

#### International Economic Relations

Canada played its full part in addressing common problems of growth, inflation, unemployment and monetary instability — in the Organization for Economic Co-operation and Development and the International Monetary Fund, and particularly through our participation in the Bonn meeting of the seven-member "Economic Summit" group. The important links that exist between domestic and international economic problems underlined the need for a strengthening of consultative arrangements among the industrialized countries. There was a growing realization that co-ordinated action would be beneficial not only to major industrialized nations but to the international community at large.

As the Multilateral Trade Negotiations entered their final phase during 1978 it became clear that a successful outcome would contribute significantly to fairer and more open conduct of international trade. Canada's exports stand to benefit directly from the general reduction of tariffs and the removal of non-tariff barriers. It is hoped that Canada's industrial competitiveness will improve both

domestically and internationally. The MTN results will be a major factor in the broader adjustment process facing the Canadian economy and the world at large.

#### North-South Challenge

Canada's commitment to the North-South dialogue was maintained in many ways: at the United Nations, through bilateral contacts, ad hoc groupings, or by means of contacts in the Commonwealth and La Francophonie. Prime Minister Trudeau participated in the "Manley Summit" in Jamaica which provided an informal opportunity for discussion of major North-South issues by a small group of government leaders. There were some signs of a more pragmatic approach to the North-South dialogue as rhetorical confrontations diminished and attention focused on the identification of issues where progress could realistically be expected.

#### Support for International Development

Despite the imperatives of the government's expenditure reduction program, the Canadian International Development Agency's budget remained at approximately \$1-billion, which underlined Canada's commitment to an active, effective and humane program of development co-operation with the disadvantaged countries and peoples of the world. Ways and means of sharpening the focus and improving the quality of Canada's development-assistance program continued to command attention.

#### East-West Relations, Security, Arms Control and Disarmament

While the relaxation of tension in Europe was still regarded as a desirable goal by both East and West and the situation in Europe remained stable, conflicts in other areas including Africa and Southeast Asia put détente in the global sense to the test. Canada, together with its allies, worked to prevent the erosion of confidence and to reaffirm the value of détente. It was in this spirit that Canada actively pursued mutually advantageous relations with the Soviet Union and the countries of Eastern Europe in terms of expanded trade, cultural and scientific exchanges, and family reunification. Building on government efforts since 1970, Canada moved in 1978 to take advantage of new opportunities presented by China's opening to the West.

In May 1978, at the Washington "Summit", heads of NATO governments were able, in the light of the fresh study of trends in East-West relations, to endorse a general long-term program designed to improve the deterrence and defence posture of NATO during the 1980s. Canada demonstrated its continued commitment to the alliance by participating in collective defence undertakings and by maintaining programs of capital expenditure to acquire new equipment for Canadian Forces, including those assigned to NATO roles.

Prime Minister Trudeau, speaking to the UN Special Session on Disarmament, outlined a "strategy of suffocation" of the nuclear arms race. As a result of Canadian initiatives at the subsequent General Assembly, the new Committee on Disarmament (CD) is expected to discuss at the appropriate time a fissionable-material production ban, one of the four elements of the Canadian strategy. Canada, along with its NATO allies, kept in close touch during 1978 with the critical Strategic Arms Limitations Talks between the U.S.A. and the U.S.S.R. Canada made clear that it regarded the successful conclusion of SALT II as an important step forward in the task of restraining the strategic nuclear confrontation and of developing a more stable basis for maintaining peace and security.

In the area of nuclear proliferation, Canada played an active part in the work of the International Nuclear Fuel Cycle Evaluation (INFCE). The results of this comprehensive two-year study will have important implications for international efforts to establish a nuclear-safeguards regime capable of adapting to new technologies. The final results will be available for the Non-Proliferation Treaty Review Conference in 1980. Bilaterally, Canada negotiated an agreement with Japan that fully met our non-proliferation requirements, while the interim arrangement concluded with the European Community augured well for subsequent negotiations towards a comprehensive agreement.

#### Energy Supply and Security

Uncertainty about Iranian and other Middle East oil supplies, as well as strong upward pressures on prices, led Canada, together with other members of the International Energy Agency (IEA), to take corrective action to deal with a prospective global crude-oil shortfall. For the foreseeable future Canada will need to make every effort, both on its own and in co-operation with others, to increase energy security by a range of measures, including careful management of domestic energy resources, diversification of energy imports and active encouragement of efficient energy use in Canada. Bilateral oil supply arrangements designed to enhance our longer-term energy security, have been actively pursued with other countries, such as Mexico and Venezuela.

#### The Human Dimension

All states, through their adherence to the Charter of the United Nations, have undertaken an obligation to protect and promote the fundamental rights of all persons within their borders. When this international obligation is not fulfilled, other states, including Canada, must concern themselves. On this premise Canada made bilateral representations during 1978 to a number of governments regarding reports of human rights violations and, in the United Nations Commission on Human Rights, urged action on situations of gross abuses of human rights.

Canada strongly supported the humanitarian efforts of the UN High Commissioner for Refugees to obtain an adequate international response to the plight of refugees throughout the world. On the political level, Canada focused attention on the relationship between refugee outflows and human rights violations in the countries concerned. Canada continued to make representations to the U.S.S.R. and the countries of Eastern Europe regarding relatives of Canadian citizens who wished to be reunited with their families in Canada. Progress in this area during 1978 was steady. Family reunification was also a feature of our relations with China and Vietnam.

#### Preserving Canada's Oceans Interests

Canada has a record of achievement in restructuring traditional principles of the Law of the Sea and in developing new ideas on ocean resource management. The Law of the Sea Conference has provided multilateral endorsement of Canada's 200-mile fishing zone and the 12-mile territorial sea and contributed to increasing international acceptance of the need for enhanced coastal state jurisdiction over pollution from ships. Canada devoted much effort during 1978 to resolving difficult outstanding Conference issues, particularly concerning the international system for deep seabed mining, a matter of obvious significance for Canada -- the world's largest producer of nickel.

High-level fisheries negotiations in 1978 led to the signing of a bilateral fisheries agreement with Japan, a Convention on Future Multilateral Co-operation in the North-West Atlantic Fisheries and a Protocol modifying the International Convention for the High Seas Fisheries of the North Pacific Ocean. Ad referendum agreement was reached with the European Economic Community on the text of a bilateral fisheries agreement, and new interim arrangements for 1979 relating to fishing in the area of St. Pierre and Miquelon were agreed with France. Progress was also made in Canada-U.S. negotiations on maritime boundaries and fisheries on both coasts.

#### Canada-U.S.A. Co-operation

The management of relations with the United States remained Canada's highest bilateral priority. Notwithstanding the variety and complexity of the bilateral agenda, relations with the United States have seldom been better. Achievements in 1978 were impressive: the new Great Lakes Water Quality Agreement and discussions on transboundary air pollution; co-operation on the Northern Gas Pipeline; major bilateral studies on a strategic petroleum reserve and bulk-electricity exchanges; progress towards agreement on the management of east-coast fisheries; record levels of bilateral trade. Close consultation on international matters continued on such subjects as Namibia, the Middle East and Cyprus, human rights and refugees, nuclear non-proliferation and disarmament.

Links with Western Europe and Japan

In 1978, Canada pursued further its efforts to give substance to economic relations with the European Communities and the key countries of Western Europe. In particular Canada worked to give economic stimulus to bilateral relations with the Federal Republic of Germany and France. The Prime Minister's visits to several European countries reflected Canada's commitment to strengthen its relations with Europe and demonstrated our determination to achieve a level of economic exchanges commensurate with the importance of the Canadian and European economies and with the quality of our political dialogue. Canada continued to expand and diversify its economic and political relations with Japan, and agreements on upgraded nuclear safeguards and fisheries were concluded.

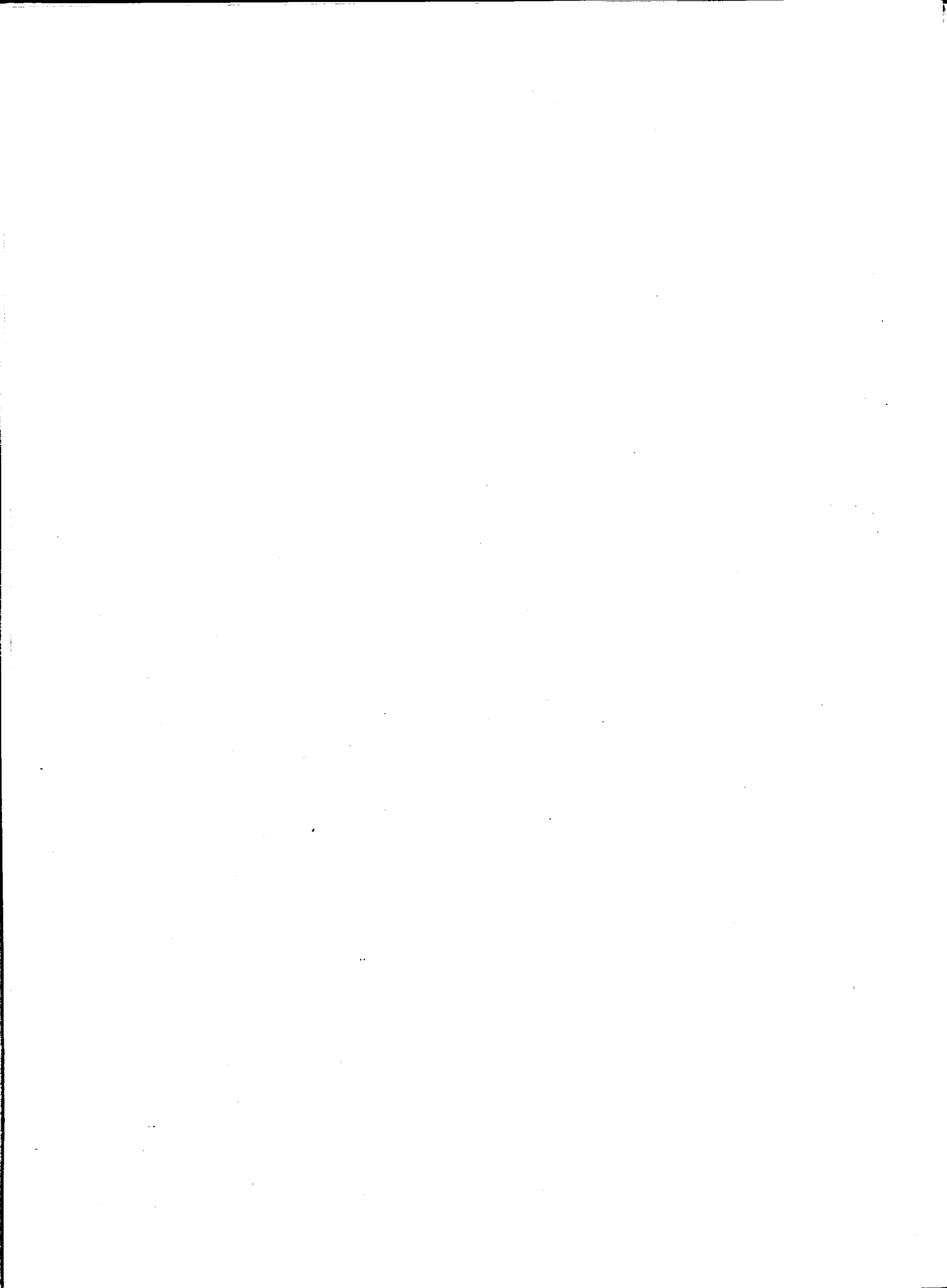
The above efforts in the realm of foreign affairs underline two main dimensions of Canadian foreign policy. First, Canada continued to seek to advance Canadian interests and respond to Canadian concerns by pursuing a range of significant bilateral relations and keeping them in good repair. Second, a congenial global order ranked high on the agenda of our national goals in a world where it was self evident that the well-being of Canadians depended increasingly on maintaining that order through international co-operation.



PART A

CANADA AND INTERNATIONAL ORDER

Canada belongs to some fifty international organizations in which discussions proceed on all matters of importance to the world community. Collective security, disarmament, trade, economic development, the law of the sea or treatment of refugees are only a few of these subjects. Canadian representatives at these meetings present Canadian points of view and defend our national interests but also make their contribution to the development of a more orderly and just world society.



## CHAPTER 1: COLLECTIVE SECURITY AND THE RESOLUTION OF CONFLICT

### Arms Control and Disarmament

At the first United Nations Special Session devoted to disarmament, delegates expressed the strong wish of member states for progress in reducing the risks of war. Although no major arms control and disarmament agreement was reached during the year, the Special Session, held in New York from May 23 to June 30, provided a stimulus for the use of existing means of consultation between governments. It established a framework for future negotiations in a new Committee on Disarmament and encouraged the intensification of international efforts in several important fields.

The most notable accomplishment of the Special Session was its reorganization of the negotiating and deliberative organs. Henceforth, the First Committee of the United Nations General Assembly will deal exclusively with disarmament and related questions of international security. The Conference of the Committee on Disarmament (CCD), the multilateral negotiating body in Geneva, has been renamed the Committee on Disarmament (CD) and has gained eight new members. The Committee on Disarmament will operate under the guidance of rotating chairmen rather than under the joint chairmanship of the United States and the Soviet Union. With these changes, France, which did not participate in the work of the earlier Committee, has agreed to take part in the work of the new one. China may follow this example.

Canadian concern for the success of the disarmament and arms control process was emphasized by the Prime Minister in addressing the Special Session. He proposed a four-point "strategy of suffocation" for the nuclear arms race. He advocated a comprehensive test ban, agreements to stop the flight-testing of all new strategic delivery vehicles and to prohibit all production of fissionable material for weapons purposes and an agreement to limit, and then progressively to reduce, military spending on new strategic nuclear weapons systems. These objectives were included in the Final Document of the Special Session which was adopted by consensus.

Three months later, at the regular session of the General Assembly, the spirit of compromise which had marked the Special Session continued to be evident. The Canadian representative reviewed the points of major concern to Canada arising out of the final document and stated that Canada would work to widen the areas of agreement developed at the Special Session. States must move beyond arms control to real disarmament. It was Canada's hope that the Strategic Arms Limitation Talks between the United States and the Soviet Union would soon lead to an agreement that a comprehensive test ban would be pursued as a matter of urgency. The Canadian representative noted the renewed interest in the idea of the cessation of the production of fissionable material for weapons purposes. This idea was developed further in a resolution proposed by Canada which the General Assembly adopted by a very large majority.

In July, the Secretary of State for External Affairs announced the creation of the Office of the Adviser on Disarmament and Arms Control Affairs. The Adviser represents Canada at meetings of major United Nations and other disarmament organizations, including the First Committee of the United Nations General Assembly, and serves as a point of contact, by means of a consultative group, for those individuals and institutions, within the Government and outside it, that are interested in disarmament and arms control questions.

In addition to its major task of helping formulate Canadian policy on disarmament and arms control, the Office stimulates public-information activities and initiates relevant research and special projects. The Office takes a particular interest in policies on non-proliferation, looking towards the Non-Proliferation Treaty Review Conference that is scheduled for 1980.

#### Non-Proliferation

At the thirty-third regular Session of the United Nations General Assembly, in addition to the initiatives already noted, the Canadian representative co-sponsored a resolution calling for the holding in 1980 of a second conference to review the Non-Proliferation Treaty. The backing given this resolution, as well as the one on fissionable materials, was a further indication of the strength of international support for non-proliferation. Canada also continued to express its view that countries that had not already done so should adhere to the Non-Proliferation Treaty, or at least accept the safeguards administered by the International Atomic Energy Agency on all their nuclear activities.

With regard to Canada's own nuclear exports, the year 1978 was essentially a period of breakthrough and consolidation in its efforts to implement its upgraded policy on the safeguards conditions applicable to those exports. Discussions on those conditions were held with a number of Canada's bilateral partners in an effort to ensure effective implementation of that policy. In January a revised agreement for nuclear co-operation by Canada and the European Community, including a two-year interim arrangement on the question of reprocessing, was concluded. During the trip late in January by the Secretary of State for External Affairs, agreement was reached on a new bilateral safeguards agreement with that country that fully meets Canada's non-proliferation policy requirements. These two important agreements enabled Canada to resume shipment of uranium, which had been suspended in 1977, to the Community and Japan. These agreements also meant that Canada had been successful in implementing its safeguards policy with its major nuclear customers. Negotiations for a new agreement with Switzerland continued and, by the end of the year, were close to success.

During 1978, Canada continued to support the efforts of the International Atomic Energy Agency (IAEA) to promote the peaceful use of

nuclear energy while ensuring, to the maximum extent possible, that such use would not lead to the proliferation of nuclear-weapons capability. Work went ahead in co-operation with the Agency to facilitate the more effective safeguarding of CANDU reactors. Canadian experts on safeguards as well as on other areas of the Agency's activities, continued to participate extensively in its work program. Canada also supported the Agency's efforts in the technical-assistance field both by its contribution to the IAEA Voluntary Fund and by its special contribution to the support of particular projects.

On the multilateral level, Canada continued to participate in discussions aimed at promoting a more effective international non-proliferation regime. The most important exercise in this regard during 1978 was the International Nuclear-Fuel-Cycle Evaluation (INFCE). This two-year evaluation had been proposed at the Downing Street Summit in May 1977 and initiated at an organizing conference in Washington in October of that year. INFCE's eight working groups were busily engaged throughout 1978 in carrying out the collection and analysis of data concerning particular aspects of the nuclear-fuel cycle. This phase concluded at the first plenary conference in Vienna (November 27-29), and the assessment, or evaluation, phase, which is to be completed in 1979, began. Canada, as one of the co-chairmen of Working Group 1 (Fuel and Heavy Water Availability) and as a participant in six of the seven other working groups, has played a major role in this process. The final plenary conference will be held in February 1980, two months before the Second Non-Proliferation Treaty Review Conference, and it is expected that the INFCE results will be of considerable significance for that conference.

Another significant development was the publication in January 1978 of the "Guidelines for the Export of Nuclear Material, Equipment or Technology", developed by the Nuclear Suppliers Group. As a member of the group, Canada played an active role in the development of these guidelines. While they are not as stringent as Canadian policy and do not constitute as effective an international non-proliferation regime as is desirable or possible, they do represent a significant advance by the international nuclear community towards effective internationally-accepted conditions for nuclear transfers.

#### Nuclear Testing

During 1978, Britain, the United States and the Soviet Union continued to negotiate for an end to nuclear testing. Though a treaty has not been agreed on, some progress has been made on the questions of verification, the scope of what is to be banned (including "peaceful" nuclear explosions), and whether a treaty can be achieved without having all nuclear weapon states refrain from testing. It is hoped that once the three powers reach agreement on the key elements of a treaty, the newly-reconstituted Geneva Conference on Disarmament can enter a multi-lateral phase of negotiating a test-ban treaty.

Because the trilateral discussions failed to produce agreement, the debate in the UN General Assembly took on more significance. In accordance with the views already noted, Canada co-sponsored a resolution calling on the states involved to conclude a truly comprehensive and verifiable test-ban treaty, and to attempt to complete their negotiations before the meetings of the Geneva Conference on Disarmament started. In addition, a resolution of the non-aligned states, also supported by Canada, called on the nuclear-weapon states to refrain from testing until a treaty had been agreed on. Canada continues to attach great importance to a comprehensive treaty and remains hopeful that an acceptable one will be reached in the near future.

### Chemical weapons

During 1978, the United States and the Soviet Union continued their bilateral discussions with a view to tabling a joint draft treaty on chemical weapons at the Conference on Disarmament. After two years of discussions, many of the original problems have been overcome, but further work on verification seems necessary. As a party to the 1925 Geneva Protocol, which prohibits the use of chemical and bacteriological (biological) weapons, and the 1972 convention, which bans the production and possession of bacteriological weapons, Canada has taken an active role in all multilateral discussions concerned with limiting the use of such weapons.

Canada is one of a number of nations that have intensified efforts to broaden their expertise in dealing with the problems that may eventually be faced in verifying a ban on chemical weapons. In order to maintain the momentum towards an agreement on measures to prohibit the development, production and stockpiling of chemical weapons and to bring about their destruction, Canada co-sponsored a resolution at the 1978 UN General Assembly urging the vigorous pursuit of this objective. Canada is also co-sponsor of a resolution calling for a conference in 1980 to review the use of bacteriological (biological) weapons.

### Security Council

During Canada's second year on the Security Council, behind-the-scenes negotiations in search of a basis for consensus resolutions were often effective, engendering a sense of co-operation. The situation in southern Africa again dominated the agenda. Other areas of international conflict, such as the Middle East, were dealt with largely outside the UN, though a new peacekeeping force was despatched to that region, this time to Lebanon, as noted below.

The Secretary of State for External Affairs publicly regretted the tendency of the Council to ignore certain situations that constituted threats to international peace and security, and reiterated his suggestion that the Council might be made more effective by occasional private and informal meetings at the foreign-minister level. While not

all members of the Council were receptive to this idea, there were, in fact, several meetings with ministers present.

The Secretary of State for External Affairs also suggested that the growth in membership of the United Nations (118 members in 1965 to 151 in 1978) since the latest enlargement of the Council necessitated reconsideration of the size of the Security Council. At the end of the year, Bangladesh, Jamaica, Norway, Portugal and Zambia were elected to replace Canada, the Federal Republic of Germany, India, Mauritius and Venezuela on January 1, 1979, for two-year terms.

### Peacekeeping

Following the Israeli incursion into southern Lebanon in March 1978, the Security Council established UNIFIL to confirm the Israeli withdrawal, restore international peace and security and assist the Government of Lebanon in ensuring the return of its effective authority in the area. In September, the force's mandate was extended to January 19, 1979. Canada supplied a communications unit to UNIFIL for a six-month period ending October 1, 1978.

The mandates of the other main UN peacekeeping forces in which Canada is a major participant were extended by the Security Council during 1978: the United Nations Emergency Force (UNEF), with which 1,210 Canadians are serving and which is stationed in the Sinai, for nine months until July 24, 1979; the United Nations Disengagement Observer Force (UNDOF) for six months, until May 31, 1979; and the United Nations Force in Cyprus (UNFICYP - 515 Canadians serving), also for a six month period, until June 15, 1979.

Though the UN has successfully operated peacekeeping forces in the field, there has been considerable disagreement over peacekeeping policy. The Special Committee on Peacekeeping Operations, also known as the Committee of 33, of which Canada is a member, held no substantive meetings in 1978 and remains unable to produce guidelines for peacekeeping operations because of differences among its members concerning the principles governing the establishment, financing and day-to-day control of such operations. Canada submitted a comprehensive paper to the UN in 1978 outlining how it believed peacekeeping operations should be established and maintained and making a number of suggestions for practical improvements to the preparation and implementation of peacekeeping operations. Some of these suggestions were followed up in the resolution on peacekeeping that was adopted on the initiative of the countries of the European Economic Community at the thirty-third session. An appeal was made to member states to support UN peacekeeping operations, and to strengthen the peacekeeping capacity of the UN by supplementary assistance to peacekeeping operations; for the first time, member states were invited to consider the training of their personnel for peacekeeping operations.

### Southern Africa

The ritualistic aspect of debate on South Africa's apartheid policies was again evident in the 1978 General Assembly session, which adopted 15 resolutions under this item. Canada supported seven of these, and opposed or abstained on eight.

The Security Council did not specifically consider the question of apartheid during 1978, partly because the focus of attention was on Namibia, where progress towards a peaceful solution seemed possible.

The "Western Five" (Canada, the FRG, France, Britain and the U.S.A.) initiative to bring about a negotiated settlement in Namibia on the basis of Security Council Resolution 385 was intensified in 1978, frequently with the personal involvement of the Secretary of State for External Affairs and his counterparts. Their efforts resulted in a settlement proposal that was presented to the Security Council on April 10. After the acceptance of the proposal by South Africa and the South West Africa People's Organization (SWAPO), the Council, in a series of resolutions, requested the Secretary-General's report for the implementation of the Western proposal, and authorized the establishment of the United Nations Transition Assistance Group (UNTAG).

At year's end, questions remaining concerned the composition of UNTAG, the date for UN-supervised elections, and the proclamation of a cease-fire.

The ninth special session of the General Assembly on Namibia (April 24 - May 3), adopted a resolution (with 21 abstentions) reasserting the UN's responsibility for the territory, expressing support for SWAPO and its armed struggle and calling for South Africa's complete and unconditional withdrawal from the territory. The Western Five abstained on the ground that they did not wish to take a substantive position on the resolution while their initiative for a negotiated settlement was at a sensitive juncture. During the thirty-third regular session, the Five abstained for the same reason (along with a number of other states) on three resolutions on Namibia.

The General Assembly customarily adopts two resolutions (A and B) on Rhodesia. Resolution A, an omnibus resolution, had been adopted by consensus in 1975, 1976 and 1977, but this year Canada, along with nine other states, abstained. Thirteen countries, including Canada, abstained on Resolution B, which called for the expansion of mandatory sanctions against Rhodesia to include measures, particularly an oil embargo against South Africa, that would be the responsibility of the Security Council.

Following the "internal settlement" announced by Prime Minister Ian Smith on March 3, the Security Council met to consider the situation. The debate revealed a wide area of agreement among the



various delegations, but fell short of consensus with a resolution that was eventually adopted with five Western abstentions. In explaining Canada's abstention, the Canadian representative described the "internal settlement" as inadequate and reaffirmed Canada's support for the Anglo-American peace proposals.

The question of apartheid also dominated the UN World Conference to Combat Racism and Racial Discrimination, held in Geneva in August. Canada, with several other Western countries, withdrew from the conference when the attempt failed to remove from the final declaration contentious references to the Middle East situation, including a reference to the alleged "Zionism-racism" link. (See also Africa).

### Middle East

Despite the signing of the Camp David agreements between Egypt and Israel, the General Assembly adopted 13 resolutions on the Middle East that closely resembled those of the previous several years. For the most part, the debates were acrimonious and did little to encourage constructive action. Canada voted in favour of four of the resolutions, against six and abstained on three.

Canada has consistently supported Security Council Resolutions 242 of 1967 and 338 of 1973 as a framework for negotiations that could lead to a peaceful settlement of the disputes in question. Canada also welcomed the initiative of President Carter in bringing the heads of Governments of Israel and Egypt together at Camp David, and endorsed the agreements reached there.

The Security Council established the UN Interim Force in Lebanon following the Israeli incursion into Lebanon in March. Canada supplied a communications unit to UNIFIL. The mandates of two other Middle East peacekeeping forces were also extended by the Security Council.

### Cyprus

Canada's principal contribution towards peace in Cyprus continued to be the maintenance of Canadian soldiers in the UN Force in Cyprus (UNFICYP). Canada stressed in the General Assembly debate that it wanted reassurance that the peacemaking process was being pursued earnestly and with determination by the parties, and urged the speedy resumption of intercommunal negotiations through the good office of the Secretary-General.

In April 1978, the Turkish Cypriot community presented constitutional and territorial proposals to the Secretary-General that were rejected by the Greek-Cypriot community. In November, suggestions intended to facilitate the resumption of intercommunal negotiations were presented to the parties and the Secretary-General. Canada supported the General Assembly resolution on Cyprus because of its emphasis on the need to resume intercommunal negotiations.

### North Atlantic Treaty Organization

Membership in NATO continues to be a major factor in the conduct of Canadian foreign policy. Canada supports the idea of collective defence. It also remains convinced of NATO's important political role in the reduction and eventual removal of the underlying causes of potential East-West conflict through negotiation, reconciliation and settlement. Thus, in addition to Canada's participation in the collective security effort of the Alliance, efforts have focused increasingly on consultations on East-West issues such as the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE), the Strategic Arms Limitation Talks (SALT) between the United States and the Soviet Union, and the negotiations on Mutual and Balanced Force Reductions (MBFR) in Vienna.

In spite of spending restraints, the Government has maintained programs of capital expenditure to acquire new replacement equipment for the Canadian Forces. In 1978, Canada signed agreements to acquire and operate the Airborne Early Warning and Control system. During the year, the list of competitors for the contract to supply a new fighter plane was reduced to the McDonnell-Douglas F18A and the General Dynamics F16, and plans progressed to acquire six new patrol frigates for the Canadian Forces. The first of the Leopard I tanks were delivered in 1978.

Canada's membership in NATO continued to be a factor in the development of its political, economic and scientific-technological relations with Europe. The alliance has allowed -- indeed, has obliged -- both Canada and the United States to maintain a lively interest in European affairs, thus exemplifying the interdependence of Europe and North America. It has also provided Canada with an opportunity to consult regularly with 14 other countries (including eight of the nine members of the European Community) on a variety of political and military questions.

The North Atlantic Council met, with the participation of Heads of State and government, in Washington on May 30 and 31, 1978. The fresh study of long-term trends in East-West relations, decided upon a year earlier in London, confirmed the validity of the aims of the alliance -- to maintain security and pursue détente. The NATO leaders endorsed the objectives of the Long-Term Defence Program put forward by their defence ministers and noted with satisfaction improvements in NATO's defence preparedness through modernization programs and co-ordinated defence planning.

### Bilateral defence co-operation

Canada has bilateral defence arrangements with a number of its NATO partners. Those that deal with the defence of North America necessitate the closest consultation and co-operation between Canada and the United States consistent with the primary aim of maintaining Canadian sovereignty.

The principal consultative body dealing with continental defence is the Permanent Joint Board on Defence, jointly presided over by two chairmen, who report directly to their respective heads of government. In 1978, the Board examined such issues as the improvement of North American air-defence systems, contingency plans for redeployment of U.S. military aircraft to Canadian bases in times of crisis, and the continued validity of the bilateral defence-production and development-sharing programs.

The agreement establishing the North American Air Defence Command, the best-known of Canada's bilateral defence agreements, is scrutinized periodically to ensure its continued effectiveness under changing circumstances. A Canada-U.S. study, agreed to in 1978 and expected to be finished by mid-1979, will consider the best means for ensuring the air defence of the North American continent for the next 20 years.

While combat preparedness is an obvious priority of Canada's bilateral defence relations with the United States, military and civilian teamwork in peacetime tasks of search-and-rescue, weather-reporting, civil-emergency planning and Northern research is a continuing commitment. Civil emergencies such as the re-entry over Northern Canada in January 1978 of the Soviet nuclear-powered satellite Cosmos 954 was an essentially civilian operation with the Canadian Forces providing support.

#### Military training assistance

An interdepartmental committee chaired by the Department of External Affairs administers the Military Training Assistance Program. Where positions are available, training is provided on request for armed forces personnel of certain non-NATO countries. The program provides basic officer, junior-staff and military-trades training courses.

In 1978, 85 candidates from Asia, Africa and the Caribbean were trained in Canada, of whom about 50 per cent attended officer courses.

#### Strategic Arms Limitation Talks (SALT)

For nearly ten years the United States and the Soviet Union have been engaged in negotiations seeking agreement to curtail the strategic nuclear arms race and begin the process of reducing nuclear arsenals. In 1972, the U.S.A. and U.S.S.R. signed initial agreements on the limitation of strategic nuclear arms (SALT I), and in 1974, at Vladivostok, they reached an understanding on the outlines of a further and more definitive agreement (SALT II). New proposals were put forward by the United States in 1977 and 1978 and, by the end of the latter year agreement was near, and expectation was being expressed that the SALT II treaty would be signed early in 1979.

Agreement on the limiting of strategic nuclear weapons has long been regarded as the most urgent arms-control objective. It is of vital importance to East-West relations and to world peace and security that the two superpowers agree to limit the further growth and refinement of strategic nuclear arms in order to preserve and increase the stability of the strategic balance and so reduce the risk of war.

In 1978 Canada continued, both in NATO and through bilateral channels, to give strong support to the search for early agreement on measures that would help halt and eventually reverse the nuclear-arms race.

#### Mutual and Balanced Force Reductions (MBFR)

After SALT, the most important East-West continuing arms-control negotiations take place at the Conference on the Mutual Reduction of Forces and Armaments and Associated Measures in Central Europe, generally referred to as MBFR. In these negotiations, which began in Vienna in 1973, NATO and the Warsaw Pact countries have been seeking agreement on ways to reduce the level of armed confrontation in the area of its greatest concentration. As had been expected from the outset, many difficulties have been encountered and progress has been slow. A principal obstacle has been the failure to reach agreement on the level of forces actually present on each side in the area of proposed reductions and the consequent failure to agree on the size of reductions by each side that would result in a balanced outcome. By the end of the 1978, no agreement was yet in sight.

Canada remains convinced of the importance of such an agreement. Within the NATO alliance, Canada has been a consistent and strong supporter of the aims of MBFR and has participated actively in the formulation of policy and the conduct of the negotiations.

## CHAPTER 2: THE INTERNATIONAL ECONOMIC SYSTEM

### Commercial and commodity relations

The governments of the industrialized countries, including Canada, continued to be faced with the range of problems that have characterized the international economic environment of the middle and late seventies: inflation, slow growth, high and increasing cost of energy, exchange-rate instabilities, the need for structural adjustment to meet international competition without unacceptable domestic social and economic costs or a lapse into protectionism, and the need to put economic relations between North and South on a sounder and more equitable footing.

Reflecting the urgency of these problems, world leaders devoted increasing time and effort to the search for solutions. Canada played an active role in the Bonn Economic Summit in July and in the North-South Summit in Runaway Bay, Jamaica, in December. The pace of activities in the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), the International Energy Agency (IEA), the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) -- (with respect to the Multilateral Trade Negotiations (MTN) -- and the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) -- particularly with respect to the common fund for the stabilization of commodity prices -- quickened significantly during 1978. The resulting progress made it possible to look towards 1979 with reasonable optimism that the year would bring agreement on major issues affecting the international trading environment.

Energy continued to occupy the attention of governments. In an initiative promoted by Canada, the Bonn summit leaders requested the World Bank and the OECD to make new efforts to increase the hydrocarbon and renewable-energy resources available to oil-importing developing countries. An apparent world over-supply of oil quickly disappeared at the end of the year as turmoil in Iran affected that country's oil exports, leading Canada and other members of the IEA to renew their attention to reducing demand on world oil-markets. On the nuclear side, Canada concluded upgraded safeguards agreements with the European Community and Japan and resumed uranium deliveries to those two major nuclear powers. Canada also emerged as a major participant in the substantive work of the International Nuclear-Fuel-Cycle Evaluation (INFCE).

### General economic policy

Canada continued to experience major economic problems in 1978, including persistently high rates of unemployment and inflation and further weakening of the Canadian dollar on international foreign-exchange markets. The important linkages between Canada's domestic and international economic problems were underlined in consultations with other industrialized countries.

The OECD ministerial meeting in June endorsed a concerted action program for Western countries designed to stimulate sustainable and non-inflationary economic growth. This approach was based on increasing understanding of the interdependent nature of economic expansion and the growing conviction that differentiated but co-ordinated action would be beneficial to all industrialized countries and to the international community at large. Ministers also decided to proceed with studies of the effects of increased imports of manufactured goods from developing countries and the consequent need to adopt structural-adjustment policies and resist protectionist pressure in order to ensure a healthy and open international trading system.

The Prime Minister participated in the economic summit meeting in Bonn in July with heads of state or government from Britain, France, Germany, Italy, Japan and the United States and the President of the European Community. The leaders agreed on a package of economic measures designed to stimulate non-inflationary domestic growth and employment, reduce trade imbalances and reduce destabilizing exchange-rate movements. They committed themselves to reducing dependence on imported oil by limiting the increases in domestic consumption and called for more private and public investment to stimulate efficient production and the use of conventional and non-conventional energy resources. They underlined the importance for the future of the international trading system of a successful conclusion of the "Tokyo Round" of the Multilateral Trade Negotiations. They welcomed the work of the OECD on the increasing economic linkages between industrialized and developing countries and on the need for structural change in economic production.

The thirty-third session of the United Nations General Assembly reviewed the major economic issues that constituted the agenda for the North-South dialogue. Canadian efforts to build bridges based on mutual interests between the industrialized and developing countries contributed to the endorsement of a consensus resolution on development and international co-operation. Canada was also instrumental in the Second Committee of the General Assembly in bringing about a clarification of the mandate of the Committee of the Whole, the "overview" committee, which had been established by the previous General Assembly, and in obtaining agreement on a resolution establishing a preparatory committee for a new International Development Strategy that is expected to be promulgated following the UN special session on development in 1980.

In late December, Canada was one of seven participants, along with Australia, Germany, Jamaica, Nigeria, Norway and Venezuela, in a meeting of heads of state or government in Jamaica to examine major North-South issues facing the world community. Trade and resource issues were reviewed but principal attention was devoted to the atmosphere of the North-South dialogue and the desirability of giving priority in international negotiations among developed and developing countries to those issues on which progress could be achieved for mutual

benefit. Canada indicated its support for regional or functionally-specialized meetings bringing together leaders of developed and developing countries.

Canada continued to take part in regular and ad hoc economic consultations -- in UNCTAD, the OECD, NATO, the International Monetary Fund (IMF), the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), the International Development Association (IDA) and regional-development institutions. Fundamental Canadian positions were based on recognition that, in an increasingly interdependent world economy, satisfactory progress on shared economic problems could be achieved only by continued effort to ensure that measures endorsed internationally were sound, realistic and appropriate. The effects of domestic and international actions are transmitted rapidly through the international economic system and it is consequently important that all governments remain aware of the implications of their national policies for others. Canada continued during 1978 its efforts to further this understanding.

#### Commercial policy

Canadian commercial policy in 1978 sought to balance the long-term objectives of creating a more open international trading system and the short- and medium-term domestic objectives of improving economic efficiency with the minimum disruption to employment.

During the year, the MTN registered substantial progress. Prior to the convening of the Bonn summit in July, the major MTN participants agreed on a framework of understanding, which resolved a number of difficult negotiating and procedural issues. With the impetus provided at Bonn, draft agreements on a number of non-tariff matters were at an advanced stage by the end of the year, and the final intensive phase of negotiations had begun. On the basis of progress to the end of December, there was a good prospect that the MTN would result in the expansion and elaboration of the GATT rules on international trade, which, together with negotiated tariff concessions, would create a fairer and more liberal trading environment for the 1980s and 1990s. The shaping of the post-MTN environment to expand further the opportunities for growth and development of the Canadian economy continues to be a major object of Canadian trade policy. Canada, as a country whose economic welfare depends to a large extent on international trade, has a vital interest in ensuring that international disciplines are sufficient to prevent the widespread recurrence of protectionist policies, which, in the longer term, can only impair the well-being of all countries.

Negotiations during the year on a broad range of agricultural commodities and fisheries were aimed at stabilizing and protecting producer incomes and improving export-market opportunities. In the short term, import restraints were maintained in order to avoid the disruption of domestic markets for products such as beef, cheese, eggs and turkeys arising from international market developments. Longer-term

multilateral and bilateral negotiations were pursued with the multiple aims of liberalizing world trade, expanding market access for Canadian farm and fishery products and upgrading the framework of international consultation and co-operation for trade in these products. Major tariff negotiations continued in the MTN context for agricultural and fishery products and bilateral tariff negotiations took place to implement the Tariff Board recommendations for changes in the tariff on fruits and vegetables.

Following the decision late in 1977 to impose a global quota, under Article XIX of GATT, on imports of footwear, consultations have continued with three principal suppliers, the U.S.A. the European Community and Brazil.

In October 1978, Canada initiated its first "countervail" investigation under the new "countervail regulations" adopted in 1977. The investigation is to determine whether imports into Canada of baler twine have benefited from Government subsidies within the meaning of the Customs Tariff Act.

During the course of 1978, Canada negotiated bilateral textiles agreements with seven major suppliers of low-cost textile and clothing imports, including the Republic of Korea, the People's Republic of China, Hong Kong, Taiwan, the Philippines, Poland and Romania. The agreements cover a wide range of textile and apparel items, and extend to some 80 percent of Canada's imports of low-cost textile products. They were negotiated under the auspices of the Arrangement Regarding International Trade in Textiles (ITA), which was extended for a further four years at the end of 1977. Canada accepted the Protocol of Extension in October 1978. The bilateral agreements came into effect on January 1, 1979, and, with the exception of the agreement with the R.R.C., will be in effect for three years. At the same time, the global quotas on clothing, which were introduced in November 1976, came to an end on December 31, 1978. The new agreements, plus a system of import-monitoring, will ensure that the Government will maintain imports to a level that will not seriously disrupt the industry. The global quotas achieved their desired effect by allowing the industry to recover from the injurious effects of massive imports in 1975 and 1976.

#### Commodities

The UNCTAD Integrated Program for Commodities continued during 1978 to generate considerable international activity. Canada, as a major commodity exporter and importer with a vital stake in international commodity questions, was represented at some 20 UNCTAD meetings on commodities ranging from tea to iron ore. Of particular importance to Canada was continuing UNCTAD preparatory work on possible international arrangements on copper; three copper meetings were held in 1978, with further work scheduled for 1979.



Canada participated actively in the United Nations Conference on Natural Rubber held in November 1978, also under the aegis of the Integrated Program for Commodities. This conference, called to negotiate an International Rubber Agreement that would promote price stabilization, did not reach consensus on the terms of the agreement. Some progress was achieved, however, and a resumed session will take place in 1979. Canada was also involved in 1978 in international preparatory work on cocoa in anticipation of negotiations for a new international cocoa agreement scheduled for early 1979. Canadian representatives continued to participate in the continuing activities of international commodity councils on tin, coffee, cocoa and sugar, and in the international lead-zinc and rubber study groups.

Of major significance to Canada in 1978 were international discussions and negotiations on a new International Wheat Agreement and an accompanying Food Aid Convention. A new agreement, to replace the 1971 International Wheat Agreement, which lacks economic provisions, would be aimed at improving world food security and increasing wheat price stability.

Substantial progress was made in 1978 in the protracted international negotiations for a Common Fund to promote commodity price stability. At the third negotiating session in November 1978, there was broad consensus among participants on the basic purposes of the fund and some narrowing of differences over fund financing. While a number of major issues are still outstanding, there is reason to hope that these will be resolved during further negotiations in 1979. Canada is committed to the Common Fund, and will continue to work actively with other participants for its establishment as a workable and effective international institution.

It should be noted, in conclusion, that Canada's commodity interests are closely bound up with international activity in a number of other forums in 1978. These include, in particular, the current round of Multilateral Trade Negotiations and international negotiations on the law of the sea (both reviewed elsewhere).

### Energy

The world energy situation displayed a deceptively calm surface throughout most of 1978, with ample quantities of oil available on the world market and no increase in OPEC prices. Under such apparently benign circumstances, it was a challenge for the industrialized nations to pursue the development of concerted energy policies based on projections of the global oil-supply storage in the 1980s. Agreement was, however, reached on activities to lessen the dependence of those countries on imported oil in the International Energy Agency and at the Bonn summit. Programs were also initiated at Bonn and in the UN to assist with the development of energy resources in underdeveloped countries. Ominous oil-supply and price developments at the end of the

year demonstrated the necessity of improved international energy co-operation.

As a result of the availability of new sources of oil from the North Sea, Alaska and Mexico and of reduced demand growth in industrialized countries (both developments that reflected the impact of the quadrupling of oil prices from 1973 to 1978), there was an apparent glut of oil on the international market during the year. OPEC member countries acknowledged this temporary oversupply by leaving the price for their "marker crude" for the whole of 1978 at the level (\$12.70 a barrel) established in July 1977.

Governments of most industrialized countries agreed nevertheless on the need for concerted national energy policies to confront a more challenging world energy-supply situation, which they believed would emerge well before the end of the century. A key task would be to ease the transition to a much-reduced reliance on import oil. The International Energy Agency became an increasingly significant forum for intergovernmental efforts in this direction. IEA member countries, including Canada, agreed in April 1978 to publish the results of their annual review of the energy policies of member countries and their contribution to the achievement of the IEA group objective on limiting oil imports that had been adopted by ministers the previous autumn. These countries also began preparations in 1978 for a policy document, to be adopted by ministers in the following year, aimed at promoting the development of world trade in thermal coal. Canada increased its participation in IEA co-operative agreements on energy-research and development projects, and continued to contribute to IEA activities on energy conservations, oil-sharing and monitoring of the world oil market.

At the economic summit meeting in Bonn, the seven leaders' agreement to reduce their dependence on imported oil reflected the energy-policy principles adopted at the 1977 IEA ministerial meeting. Canada played an important role in promoting agreement at Bonn on a two-pronged initiative directed towards the energy needs of developing countries. Leaders agreed to intensify national development-assistance programs in energy and to co-ordinate efforts to bring into use renewable energy technologies in developing countries. The OECD Council established a working party, under Canadian chairmanship, to examine as a matter of urgency means of achieving such co-ordination. The summit participants also asked the World Bank to examine new approaches to the financing of hydrocarbon exploration in developing countries. In response, the Bank prepared a report proposing a program for accelerating petroleum production in the developing countries through increased financing by the Bank.

No international forum for co-ordinating co-operation on energy matters among industrialized countries, oil-producing countries and oil-importing developing countries appeared in 1978. However,

growing international awareness of the increasing importance of energy questions was reflected in a UN General Assembly decision to convene in 1981 a UN conference on new and renewable sources of energy.

Optimism about the short-term world oil-market situation faded late in the year when, as a result of internal political turmoil, Iranian oil exports of about five million barrels a day began dwindling in October and by late December had been reduced to zero. For Canada, Iranian exports had provided about 20 per cent of its oil imports, or 7 per cent of its total oil consumption. On December 16, OPEC countries approved a 5 percent oil-price increase in the first quarter of 1979, to be followed by further increases every three months to reach a total price increase for the year of 14.5 percent. It had become clear that, in the coming year, governments from all regions would need to give continuing high-level attention to the effective development and management of energy resources.

#### Industrial co-operation policy

During recent years, a new pattern has appeared in the conduct of international trade. In contrast to isolated transactions involving relations between buyer and seller or user and supplier, there has been a growing tendency for firms to pool their capabilities in common industrial endeavours. These arrangements typically cover sets of complementary activities and often extend across the entire spectrum of capital-formation, research and development, financing, production, marketing and distribution.

Within Canada, increasing attention has been given to the stimulation of industrial co-operation between Canadian firms and those of Canada's trading partners to achieve a number of the Government's purposes, including: the upgrading of exports; the providing of Canadian firms with the most modern technologies; the rationalizing of the manufacture of Canadian products through the expansion of markets; and helping Canadian firms with insufficient resources to become established in international markets.

The Department, in conjunction with other interested ministries, has encouraged Canadian industry to explore this increasingly important method of carrying on international trade. To this end, industrial co-operation is being incorporated into trade and economic co-operation agreements negotiated with some of Canada's trading partners.

#### Intellectual property, investment and competition policy

Throughout 1978, intergovernmental preparations continued for the revision of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property (Patents). In the course of this work, which will culminate in a diplomatic conference in February 1980, special attention was given to the interests of developing countries.

Canada is a member of the UN Commission on Transnational Corporations and chaired the fourth session of the Commission in Vienna in May. Work on a code of conduct for transnational corporations continued throughout the year. In addition, Canada participated in the work of an ECOSOC working group that is drafting an international agreement on the problem of illicit payments in international commercial transactions. Within the OECD framework, Canada was involved in dealing with issues connected with the 1976 Declaration on International Investment and Multinational Enterprises, including the continuing study of discriminatory treatment of foreign direct investment.

Efforts continued within the OECD to promote intergovernmental co-operation in dealing with restrictive business practices. Canada is also participating in an UNCTAD group of experts that is drafting a set of principles and guidelines for the control of restrictive business practices in international commerce.

#### Multilateral environmental policy

Canada's purposes in participating in the environmental activities of the United Nations, the Organization for Economic Co-operation and Development and the North Atlantic Treaty Organization include: the enhancement of its capacity for environmental management through exchange of information on policies and technologies with other Western nations; the persistence of joint efforts to resolve environmental problems of an international character; the promoting of the development of international environmental law and the encouraging of environmentally sound and appropriate development in the Third World. The year 1978 proved to be one of significant progress towards some of these goals.

Canada derived considerable benefit from exchanges of both policy and technical information in NATO's Committee on the Challenges of Modern Society. It was also a strong proponent in the Organization for Economic Co-operation and Development of a broad new program, launched in 1978, to harmonize the testing and control of toxic substances by member countries.

With the UN Economic Commission for Europe now serving as the focal point for action to implement the environmental provisions of the Helsinki Final Act, intensive negotiations took place to develop East-West co-operation on such subjects as long-range transport of air pollutants and exchange of information on low-waste and non-waste technologies.

Canada continued to provide leadership in the United Nations Environment Program with a view to enhancing the co-ordination and "catalytic" role of that organization within the UN system. The year witnessed the tabling in the General Assembly of principles of conduct to guide the management of natural resources shared by two or more

states. Canada urged that environmental concerns be an integral part of the New International Development Strategy that was being developed for the Eighties.

In all multilateral environmental meetings, Canada stressed the need to give serious study to the environmental implications of evolving energy strategies.

#### Science policy

The international scientific activities of the Federal Government are aimed at helping to ensure that Canada attains a position among the leaders of the industrialized and technologically-advanced countries. This object is pursued by various means, including exchanges of information, visits of technical experts, and joint research projects in collaboration with other nations — activities promoted vigorously by the Department of External Affairs in co-operation with science-based departments and agencies.

The year witnessed the beginning of a concentrated effort to enhance Canada's domestic research and development activity. As greater attention was given to science and technology, renewed efforts were made to find ways of complementing domestic programs and priorities by means of international action. In addition, joint activities were undertaken with a number of individual countries including France, Japan and the Soviet Union, with which Canada held major meetings. Canada was also active in a variety of multilateral scientific organizations. Representatives attended meetings of the Commonwealth Science Council, the OECD Committee on Science and Technology Policy, the NATO Science Committee and the Senior Advisers on Science and Technology of the Economic Commission for Europe. Canada also participated in a UNESCO conference of science policy ministers, and was actively involved in preparations for the forthcoming UN Conference on Science and Technology for Development.

#### Air relations

After a period of consolidating their services, scheduled Canadian carriers enjoyed a profitable year, with some expansion and traffic growth. The announcement of a new charter policy permitted some liberalization in charter rules for domestic charter operators and a benefit for the Canadian leisure traveller. In October, the United States de-regulated its domestic airline industry and gave notice that it planned to withdraw anti-trust exemptions for American airlines participating in Tariff conferences of the International Air Transport Association. These measures have created a radically new environment for international civil aviation.

Negotiations between Canada and Argentina were concluded successfully in January by an agreement initialled ad referendum.

With the signing of an air agreement with Haiti, Air Canada started operating to Port-au-Prince in the autumn. Two rounds of negotiations with Barbados produced the terms of a new interim air agreement. Negotiating rounds were also held with the Scandinavian countries, Portugal and Britain. In the second half of the year, British efforts to move Air Canada from Heathrow Airport to Gatwick Airport were resisted with the support of Canada's High Commission in London. Bilateral air agreements are currently in force with more than thirty countries.

### Transportation

Developments in world shipping, the evolving transportation policies of Canada's main trading partners and the impact of technological change continued to call for the exchange of technical data and the promotion of Canada's interests in international forums. Hence its continued participation in the work, inter alia, of the OECD Maritime Transport Committee and its subsidiaries, the UNCTAD Committee on Shipping and related institutions, and the Inland Transport Committee of the Economic Commission for Europe. Issues of bilateral transportation continued to be dealt with through the services of Canadian missions. Trends in international shipping resulted in a new Canadian shipping policy, which in turn had implications for Canada's international relations. At the same time, the nation's stake in the technological and regulatory conditions of air and maritime transport, in particular the development of internationally-accepted standards of facilitation and safety, continued to motivate Canada's participation in the work of the International Civil Aviation Organization in Montreal and the Intergovernmental Maritime Consultative Organization (IMCO) in London. In the context of marine pollution prevention, two international conferences were held under IMCO auspices and in which Canada played an active part. These conferences provided additional protocols to the 1974 Convention on Safety of Life at Sea and the 1973 Convention for the Prevention of Pollution from Ships, as well as a Convention on Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Seafarers. Progress was also made during the year towards an international convention on multimodal transport.

### Space and telecommunications

Canada was actively involved in the work of the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space (particularly the establishment of a group of experts on the use of nuclear power sources in space), in the preliminary discussions concerning the holding of a second UN Conference on Outer Space and in debate concerning various remote-sensing issues.

In December, Canada became a co-operative member of the European Space Agency (ESA). This new and upgraded status (from that of observer) will provide the opportunity for participation in ESA's programs and projects on both scientific and industrial levels.

Active co-operation continued with the National Aeronautics and Space Administration (NASA), and in September the head of the agency visited Canada to explore ways of expanding this bilateral co-operation.

Canada continued to involve itself in the work of international satellite organizations. A Canadian delegation attended the third Assembly of Parties of the International Telecommunications Satellite Organization (INTELSAT). Canada also took part in several preparatory meetings held to establish an international maritime satellite communications organization (INMARSAT), which is expected to come into being in 1979.

In addition, extensive work continued, both nationally and internationally, in preparation for Canadian participation in the 1979 World Administrative Radio Conference, sponsored by the International Telecommunications Union.

#### International Economic Law

The year 1978 was a very busy year for Canada in the field of international economic law, both in terms of making claims against other nations and of negotiating and signing international agreements.

The major event of the year in terms of claims was the crash of the Soviet satellite Cosmos 954 in the Northwest Territories on January 24, which set in motion a process of claims against the U.S.S.R. In a note dated February 28, 1978, Canada informed the Soviet Union that it would submit a claim for damages caused by the presence of radioactive debris from the satellite on its territory, and in particular, for the search and clean-up costs incurred in returning the affected areas to their original state of safety. Canada's claim for reparations will be based on the pertinent international agreements, notably the Convention on international liability for damage caused by space objects which was signed in 1972 as well as on the general principles of international law. The amount claimed will be over six million dollars, counting only the expenses incurred as a result of this incident. Canada must present its claim within the legal time limit, that is within 12 months of the incident; the U.S.S.R. will then have the same length of time to satisfy the claim, and if this is not done, Canada will be able to request settlement by a third party.

With respect to other claims in general, the Secretary of State for External Affairs announced on July 19, 1978 that the Government of Canada was beginning a claims program for Canadian citizens who had lost goods or properties in the German Democratic Republic. Since that date, interested parties have been invited to send information on the claims which they feel should be included in the next round of negotiations. This new program joins those already in effect with regard to some other countries, such as China, Cuba and Yugoslavia.

With respect to the negotiation of economic agreements, the Bureau of Legal Affairs was involved not only in the purely economic negotiations such as those in connection with the General Agreement on Tariffs and Trade and the Hamburg rules for the carriage of goods by sea, but also in negotiations in which political, social and cultural elements are involved along with economic considerations. Examples include the United Nations code of conduct for transnational corporations, bilateral treaties to avoid double taxation and the protocol with Egypt covering the coming of the Tutankhamun Exhibition to Canada.

Lastly, mention should be made of the drafting of a code of conduct for the transfer of technology (a project of the United Nations Conference on Trade and Development) the drafting of the ECOSOC convention on corrupt practices, the development of consultation procedures with the United States to avoid overlapping jurisdictions and the finalizing of nuclear safety control mechanisms.



## CHAPTER 3: NORTH/SOUTH RELATIONS

### Development assistance

Canada's development-assistance program during the fiscal year ending March 31, 1978, reached a record total-disbursement level of \$1,276.9 million (including \$231.9 million in debt cancellation).

Bilateral disbursements continued to be concentrated on the poorest countries, in accordance with one of the principal objectives set out in the Strategy for International Development Co-operation 1975-80. Canada also supported a number of leading multilateral institutions, such as the World Bank, regional development banks and the United Nations Development Program with payments totalling \$410.2 million, or 39 per cent of the total (excluding debt). Food-aid expenditures during the fiscal year totalled \$232.0 million, of which 60 per cent was provided bilaterally.

### Commonwealth technical co-operation

The Commonwealth Fund for Technical Co-operation is the principal multilateral mechanism for development assistance within the Commonwealth. Its main purpose is to provide technical assistance, education and training in developing countries.

Canada, which has contributed approximately 40 per cent of the resources of the fund, regards it as an effective instrument of development co-operation. Accordingly, at the Commonwealth heads-of-government meeting in June 1977, Prime Minister Trudeau announced that Canada would contribute \$6.5 million to the fund in the fiscal year 1977-78 and \$7.8 million in 1978-79.

The Special Commonwealth Fund for Mozambique, created in 1976 with a target of £1 million, became operational in 1977 and by September 1978 had initiated technical assistance and training projects costing £400,000. Canada has so far contributed \$400,000 to this fund.

### Export-financing policy

Canada took part in continuing consultations among industrialized countries for the purpose of lessening unnecessary competition in officially-supported export credits. During 1978, the consensus on export credits was replaced by guidelines to which all members of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) except Iceland and Turkey adhered. Canada agreed to participate in the new understanding, despite serious shortcomings from this country's point of view, because it represented a continuation of the attempt to maintain some international discipline in the field of credit competition.

Canada was also a participant in the informal "Club of Paris" which, in cases of serious arrears in the servicing of officially-supported credits, has brought creditor and debtor states together to discuss the most effective means of repayment. During 1978, the Club of Paris met with Peru; Canada participated in the meeting.

Canada signed agreements during the year with Malawi and Western Samoa designed to provide a procedural framework for solving problems of foreign-investment insurance. These brought to 24 the number of agreements of this sort between Canada and other countries. By the end of the year, discussions on similar agreements were under way with another 21 states.

#### Industrial co-operation policy towards developing countries

As part of a general review by the Canadian Government of its relations with developing countries, increasing emphasis has been placed on those in the middle and upper income ranges. Since the traditional program of development assistance, with its emphasis on the poorest nations, has had little relevance for many of the higher-income developing countries, a program of industrial co-operation is now being designed to encourage investment in developing countries possessing an established industrial base.

While the new Canadian policy is still being developed by co-ordinating a number of existing programs and creating some new ones both within and outside the "aid" field, small and medium-sized Canadian companies may be encouraged to undertake enterprises in selected developing countries. Such enterprises might take the form of direct investment, a joint venture or some other kind of corporate link. In turn, the growth of Canada's export-oriented industrial sector and, indeed, its export performance would be improved by the stimulation of demand for Canadian plant and technology. Undertakings of this sort would, at the same time, contribute to the development of the industries of "partner" developing countries.

At the multilateral level, the Department has been involved in the negotiation, within the framework of UNCTAD, of an international code of conduct for the transfer of technology. A diplomatic conference on this subject took place in Geneva in November 1978. The Department also continued to follow closely the activities of the United Nations Organization for Industrial Development and, in March 1978, participated in the negotiating conference aimed at its transformation into a Specialized Agency of the United Nations. Finally, the Department has been actively involved in the preparation at the national, regional and international level for the UN Conference on Science and Technology for Development, which is scheduled to take place in Vienna in August 1979.

### Economic and social affairs

Canada completed its three-year term on the Economic and Social Council in December 1977. However, as an observer Canada is still able to take an active role under new arrangements that allow observers many of the privileges of members. At the sixty-fifth session, Canada co-sponsored a resolution with the U.S. and was successful in obtaining agreement for a negotiating conference for an international treaty on illicit payments by transnational corporations.

At the thirty-third session of the UN General Assembly, Canada was elected a vice-chairman of the Second Committee. Under Canadian chairmanship, progress was made on a consensus resolution on the UN Conference on Science and Technology for Development, and the Committee established guidelines for the new International Development Strategy for the Third Development Decade.

Discussions continued at the thirty-third session on the reconstructing of the economic and social structures and machinery of the UN and on the mandate for the Committee of the Whole. Progress was made towards an improved climate for negotiations on outstanding issues relating to a "new international economic order" and for the exchange of views on global economic problems.

During 1978, Canada expressed some concern over the growing tendency of the United Nations to create "special years" to underline issues of particular concern to member states. Though Canada supports their general purpose, to increase awareness of the problems of specific "disadvantaged" sections of the world's population, the Canadian delegation has argued, in the General Assembly and other UN forums, that the proliferation of special years ultimately reduces their impact. Canada has maintained that if the international community were to restrict special years to no more than one every five years, the years designated would thus receive sufficient public attention to allow their message to be fully absorbed.

Preparations for the 1979 International Year of the Child were intensified throughout the world. The appeal of the General Assembly of the United Nations to focus on children's needs and rights has been responded to by 151 countries, while 121, including Canada, have established commissions to promote the observance of the year at the national level.

In July, Canada was host to the Inter-Regional Preparatory Meeting for the Sixth Congress on the Prevention of Crime and Treatment of Offenders, to be held in Sydney, Australia, in 1980. The Ottawa meeting brought together criminal justice experts from 20 countries to discuss crime trends, prevention and control. The conclusions arrived at during the Ottawa meeting will be forwarded for consideration to the Sixth Congress.

In September, Canada took part in a Conference on Primary Health Care, held in the Soviet Union and jointly sponsored by the World Health Organization and the U.N. Children's Fund. The conference was significant because it allowed Canadian experts to compare health care experiences in Canada's remote North with those of other countries that also experience some health-care delivery difficulties.

The Preparatory Committee for the 1980 World Conference pertaining to the United Nations Decade for Women held its first session from June 19 to 30 in Vienna. The committee drew up an action-oriented agenda for the conference, with concentration on the priority objectives of employment, health and education within a broader context of the objectives of the decade: equality, development and peace.

Work has continued towards the implementation of the World Plan of Action on the Status of Women and, in Canada, a national plan of action for accelerating progress towards women's equality in the remaining years of the decade has been presented to Cabinet.

## CHAPTER 4: THE RULE OF LAW AND CONCEPTS OF RIGHTS

### Law of the Sea Conference

The seventh session of the third United Nations Law of the Sea Conference convened in Geneva from March 28 to May 17, 1978, and in New York from August 21 to September 15, 1978. The atmosphere of this seventh session was constructive and the progress made on some key issues still under negotiation was encouraging. However, further intensive discussions will be necessary in order to reach a general compromise and ensure the success of the conference.

Negotiations concerned first of all the international regime of exploitation for the deep seabed, in particular resource policy, the financial organization of the International Seabed Authority and of the Enterprise, as well as the various arms of this authority. From the Canadian point of view, the most important event was the conclusion of an ad referendum agreement between the Canadian and American delegations on a formula for putting a ceiling on nickel extraction in the deep seabeds. Included in the final report of the first part of this session, the formula provides for an orderly growth in mining of the deep seabeds, gives satisfactory safeguards against disruption of the land-based mineral market, and sets a high enough ceiling on nickel production from the deep seabeds to meet the needs of future producers.

Negotiations also continued on the definition of the outer edge of the continental shelf, another issue of vital concern to Canada. The Irish formula, based on the natural characteristics of the continental shelf, is receiving growing support. However, efforts made to come to a compromise were complicated by the presentation of a proposal that would set an arbitrary limit on the claims of the coastal State on the shelf. Canada attaches great importance to the satisfactory settlement of this issue, especially since its shelf extends far beyond the 200-mile limit in some areas off its east coast. Only through a compromise based on the Irish formula can a final decision be made on this matter of a comprehensive settlement regarding access of landlocked and geographically disadvantaged States.

In this regard, the highlight was the presentation, by the chairman of the negotiating group, of proposals granting landlocked and geographically disadvantaged States access to the living resources which are surplus to the needs of the coastal States in the economic zones of their areas and sub-areas. The text, which will no doubt require certain clarifications, represents significant progress in the search for a compromise solution.

On the settlement of disputes, significant progress was made regarding the exercise of a coastal State's sovereign rights in its exclusive economic zone. The compromise text under study provides that a coastal State is free to manage the living resources in its economic

zone, being subject not to the compulsory dispute arbitration procedure, but only to conciliation in some cases.

With regard to delimitation of the maritime boundaries between States with opposite or adjacent coasts, there are still significant differences of opinion between the proponents of the equidistance concept and those of the principle of equity. However, after lengthy discussions in the negotiating group, the chairman of the group declared that any text adopted would have to include as delimitation criteria a fair share of both principles. This approach might well serve as a starting point for the formulation of a compromise text on this matter during the next session.

The disaster caused by the beaching of the Amoco Cadiz off the French coast in 1978 created among several delegations in the Third Committee not only a greater awareness of the possible dangers but also a greater concern for the protection of the marine environment. Participants therefore dealt with three issues of vital concern to Canada: the powers of a coastal State to set standards in its territorial waters, its powers to police its exclusive economic zone and its right of intervention to prevent and control pollution caused by accidents at sea. Several proposals received substantial support, one of which, a Canadian initiative, provides for increased powers of inspection by the coastal State in cases of violation of pollution control legislation in its economic zone. The consensus is that the progress made during this session has brought negotiations on marine pollution one step closer to a successful conclusion.

As a result of the lengthy debate, the seventh session has made it possible to isolate the essential points of an overall compromise on the key issues still to be resolved. However, further intensive negotiations will be needed before final agreement on a treaty is reached. The momentum of the 1978 session will have to be maintained at the eighth session which will take place in Geneva from March 19 to April 27, 1979.

Seeing the significant progress already achieved at the Law of the Sea Conference in the last four years, and aware of the vital importance of the issues to be resolved, Canada remains dedicated to the satisfactory conclusion of the negotiations, which will ensure complete protection of its mining and maritime interests, and will guarantee orderly and lawful utilization of the oceans.

#### International Fisheries

Within the last decade, major changes in the legal status of the world's oceans have resulted from developments at the third United Nations Conference on the Law of the Sea and from the extension of the maritime jurisdiction of coastal states. The Department of External Affairs has played a leading role in negotiations with other countries

relating to these jurisdictional changes in fisheries and maritime matters, both on a bilateral basis and in various regional multilateral organizations of which Canada is a member.

The year 1978 was the second year of Canada's new fisheries regime, following the extension of the fisheries zones off Canadian coasts from 12 to 200 miles in 1977. During 1978, Canada signed a fisheries agreement with Japan, bringing to ten the number of bilateral fisheries agreements concluded either before the creation of the new fisheries zones (those with Norway, Spain, Portugal, the U.S.S.R. and Poland) or subsequently (those with Cuba, Bulgaria, the German Democratic Republic, Romania and Japan). These agreements permit the continuation, under a strict system of licences and quotas, of foreign fishing within the 200-mile zones for stocks that Canada declares to be beyond its capacity to harvest. The last five agreements also contain a provision designed to ensure greater protection for depleted fish-stocks outside the 200-mile zones. In particular, they recognize Canada's special interest in the stocks on the Grand Banks and Flemish Cap beyond the zones of national jurisdiction.

Bilateral fisheries negotiations were also held during 1978 with Denmark (in respect of the Faroe Islands) and with the European Economic Community. In both cases, agreement was reached ad referendum and the texts of the agreements have been submitted to governments for final approval before being signed.

Canada and France reached agreement late in 1978 on new interim fisheries arrangements for 1979 in the zone off St. Pierre and Miquelon, pending delimitation of maritime boundaries in that area.

In October 1978, Canada joined eight other signatories in a new Convention on Future Multilateral Co-operation in the Northwest Atlantic Fisheries. This Convention provides for the creation of a new international organization, the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO) to replace the International Commission for the Northwest Atlantic Fisheries (ICNAF). It establishes a new basis for the international management of fisheries in the area beyond and immediately adjacent to the 200-mile fishing zones established by coastal states in the Northwest Atlantic. The new Convention, which entered into force January 1, 1979, requires that Canadian fishermen be given special consideration in the allocation of fish-stocks on the Grand Banks and Flemish Cap beyond the 200-mile limit, in recognition of the responsibility Canada has assumed over the years for surveillance and inspection in these areas and the dependency of Canadian coastal communities on these stocks.

Also in 1978, Canada, along with Japan and the United States, signed a Protocol modifying the International Convention for the High Seas Fisheries of the North Pacific Ocean. This Protocol provides further protection for salmon of Canadian origin from Japanese high-seas

fishing vessels. Canada and the United States also continued to pursue bilateral negotiations towards a salmon-interception agreement to establish effective mechanisms to ensure that both nations benefited from their own conservation and enhancement programs.

External Affairs continued through 1978 to give high priority to the Canada-U.S. negotiations on maritime boundaries and fisheries. These negotiations began in 1977 after both countries had extended their fisheries jurisdictions to 200 miles, creating the need to define the four new maritime boundaries between them and to work out regimes for co-operative management of Atlantic and Pacific fisheries within the new 200-mile zone. On April 12, an interim agreement was worked out, subject to a ratification process, to permit reciprocal fishing in each other's waters off both coasts while negotiations towards a permanent agreement continued, and both governments undertook to give it immediate provisional effect pending its formal coming into force. On June 2, Canada was compelled to suspend this provisional implementation, mainly on the ground that the United States, under its existing laws, appeared unable to give full effect to all its terms and provisions, to the detriment of Canadian fisheries interests. As a result, during 1978 fishermen from each country were excluded from the waters of the other.

By the end of 1978, however, steady progress was being made towards a formula for final resolution of the Gulf of Maine boundary dispute and a new regime for co-operative management of the Atlantic fisheries. This progress was noted by the Secretary of State for External Affairs and the American Secretary of State during the latter's visit to Ottawa in November.

Under their direction, an agreement was reached in January, 1979. The Ministers also directed the negotiators to continue their efforts to resolve the remaining three boundary disputes in the Pacific and Arctic Oceans and to conclude a West Coast fisheries agreement covering as many outstanding issues as possible. They also agreed to direct their respective negotiators in related salmon-interception talks, to try to reach prompt agreement.

#### Environmental law

During 1978, the need for a more effective environmental regime at the multilateral level was underlined by the foundering of the 220,000 ton oil tanker Amoco Cadiz which resulted in severe damage to the Brittany coast of France.

Initiatives were taken by both the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMCO) and the Law of the Sea Conference to enhance marine environmental protection. At IMCO, Canada supported French efforts to prepare a new international convention of regulations governing assistance and rescue at sea. Canada was involved in preparations by IMCO's Legal Committee for the drafting of a Convention on



Liability and Compensation for Pollution Damage from the Carriage of Noxious and Hazardous Substances by Sea. Officials of the Department of External Affairs participated in a meeting of legal experts which led to the adoption of a resolution concerning procedures for the settlement of disputes arising from the interpretation and application of the 1972 Ocean Dumping Convention. Canada was also represented at the Tanker Safety Conference in London, which prepared protocols to the 1973 MARPOL Convention and the 1974 Safety of Life at Sea Convention.

At the Law of the Sea Conference, Canada continued to press for improvements in the Informal Composite Negotiating Text, providing for broad coastal state powers to enforce international environmental rules within the 200-mile economic zone and to apply national standards to foreign vessels in the territorial sea and in ice-infested waters of the Canadian Arctic.

In another area of marine environment protection, an inter-governmental meeting took place in Copenhagen in July to lay the groundwork for renegotiation of the International Whaling Convention to include not only whales but also dolphins and porpoises. In keeping with the Canadian conservationist policy on whaling, Canada supported the continued application of selective moratoriums on whale hunting and the provision of a better data base on which to determine whale stocks.

During 1978, Canada actively participated in meetings of the working group of experts on environmental law (established in 1977 by the United Nations Environmental Program) which is continuing its study of liability and compensation for damage from marine pollution caused by offshore mining and drilling on the continental shelf and of the OECD Transfrontier Pollution Group, in which Canada advocated early and extensive consideration of liability and compensation.

Marine pollution was a subject of bilateral as well as multi-lateral co-operation. Negotiations between Canadian and U.S. officials on an agreement to make an existing voluntary vessel traffic management and traffic separation scheme mandatory for all ships navigating the Strait of Juan de Fuca made considerable progress. Canadian and Danish officials continued to exchange information relating to oil exploration activities on both the Canadian and Danish sides of Davis Strait. There were further discussions on improvement to the Interim Marine Pollution Contingency Plan signed by Canada and Denmark in 1977. An important legal issue involves the question of access by potential Canadian claimants to the courts and legal remedies of Denmark in the event of damages resulting from a pollution incident in Danish waters, and vice-versa. As 1978 came to an end, renewed consultations with the Danish Government were proposed for the following year.

Canada-U.S. environmental relations developed in areas other than ocean pollution. Canada's obligations under international law as a result of the widening of the Richelieu Chambly Canal were examined.

Agreement ad referendum was also reached on a Protocol of amendment of Article 2 of the 1916 Convention for the Protection of Migratory Birds in Canada and the United States. The Protocol, which is scheduled for signature by the two Governments early in 1979, relates to the taking of migratory birds and the collection of their eggs by Indians and Inuit for their own nutritional and other essential needs in accordance with seasons established to provide for the preservation and maintenance of stocks of migratory birds.

Informal and exploratory discussions of transboundary air pollution took place in Washington in December. Canada's approach to transboundary air pollution questions was based largely on existing and evolving international law including the principle established by the Trail Smelter Arbitration and Principle 21 of the Stockholm Declaration on the Human Environment.

#### Outer-space law

As a result of the impact in Canada of the Soviet satellite Cosmos 954 on January 24, the Canadian delegation to the United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space made several proposals for follow-on action at the UN, including establishment of a working group of experts to study the safety and technical aspects of the uses of nuclear power sources in outer space; advance notification of states in the event of malfunctioning of nuclear powered spacecraft; and examination of the legal aspects of the problem. The Committee accepted these proposals, which were adopted by the United Nations General Assembly in November.

The Legal Sub-committee continued its work in 1978 on a number of issues. Draft principles governing the use by states of satellites for direct television broadcasting, proposed by Canada and Sweden, were the subject of active discussion but agreement was not reached. A draft moon treaty was further elaborated, with some progress on the question of the legal status of the moon and its natural resources. With respect to the legal implications of remote sensing of the earth from space, useful discussions were held concerning draft principles relating to notification, consultation and peaceful settlement of disputes between states carrying out remote sensing activities and states from whose territory data were being obtained.

#### Treaty Law

During the year, the Department retained the services of a treaty specialist in order to review the contents of Canada's treaty records and to prepare, in a form suitable for publication, a list to be titled "Canadian Treaties in Force as of January 1, 1979". Such a publication would be a counterpart to the United States publication entitled "Treaties in Force" and France's "Liste des Traités et Accords de la France".

A representative of the Treaty Section was in attendance when the United Nations Conference on Succession of States in Respect of Treaties resumed in Vienna. The Conference successfully completed its work and adopted a convention on this subject. The Final Act of the Conference was signed on behalf of Canada on August 23, 1978.

During 1978, Canada signed 33 bilateral agreements, 26 of which entered into force for Canada upon signature and 5 by ratification. Four bilateral agreements were terminated. In the same period, 3 multilateral agreements were signed by Canada and 12 entered into force for Canada following ratification, accession, approval or acceptance. One multilateral convention was terminated by Canada in 1978.

#### Human rights

During 1978, Canada pursued a number of international initiatives in the field of human rights. In the UN Commission on Human Rights -- to which Canada has been re-elected for a further three-year term, 1979-81 -- and in the General Assembly, Canada sought support for measures to improve the UN's ability to monitor adherence to international human rights standards and to encourage all states to live up to their international obligations in this area.

At the thirty-fourth session in February of the UN Commission on Human Rights, at which the Canadian representative served as vice-chairman, the Canadian delegation continued to press for the adoption of more effective methods for the promotion of human rights. Under the confidential procedures for investigating complaints, established by Resolution 1503 of the Economic and Social Council, the commission reviewed a greater number of situations than at any previous session. For the first time, the chairman of the commission announced the names of the countries that had been considered.

In September, Canada presented to the UN Human Rights Commission a report concerning the human rights situation in Democratic Kampuchea. The report was based on interviews carried out by Canadian officials among Kampuchean refugees. As a result of the evidence accumulated in these interviews, the Canadian Government concluded that the self-imposed isolation of the Kampuchean regime and the strong evidence of massive violations of human rights within that country made it essential for the international community to concern itself and to take steps to urge the Pnom Penh Government to improve its human rights record. Following the expression of concern by Canada and other members of the UN, the Government of Democratic Kampuchea issued an invitation to the UN Secretary-General to visit that country.

During 1978, the Secretary of State for External Affairs stressed Canada's commitment to promote respect for human rights internationally. The Minister rejected the argument that human rights were a purely domestic matter for states. He argued that by their adherence

to the UN Charter, all states were not only pledged to observe the fundamental decencies of civilized life themselves but were also obliged to promote respect for human rights and fundamental freedoms for all persons without distinction. The Minister called for a UN investigation into the human rights situation in Democratic Kampuchea, and urged all states to take action to alleviate the plight of Indochinese refugees.

In the Third Committee of the Assembly (Social and Humanitarian Questions), the Canadian delegation drafted and co-sponsored an important resolution that urged governments to investigate and account for cases of missing persons and called on the Secretary-General and the Commission on Human Rights to investigate reports of involuntary disappearances. This resolution was adopted by the General Assembly and was referred to the Commission on Human Rights for follow-up action. Canada also co-sponsored resolutions dealing with national human-rights institutions and with regional arrangements for the effective promotion and protection of human rights. Other resolutions adopted dealt with women's issues, youth, the elderly, trade union detainees, and the United Nations Yearbook on Human Rights. In general, the session was notable for the good exchange of views between the West and The Third World on human rights and social development issues.

The Human Rights Committee, the monitoring body established under the Covenant on Civil and Political Rights, met twice during 1978 to consider reports submitted by member states on measures taken by them to implement the terms of the covenant. Under the Optional Protocol to the covenant (to which Canada acceded in 1976 as well as to the two covenants on human rights), the committee was also empowered to consider communications from individuals alleging human-rights violations in states party to the protocol. Professor Walter Tarnopolsky of Osgoode Hall Law School, York University, was chosen as one of the 18 experts who sit in a personal capacity on the committee to review the government reports and individual communications.

### Refugees

Canadian refugee policy during 1978 continued to reflect the nation's traditional concern for displaced persons. Apart from continuing programs for convention refugees and for Chilean and other South American refugees, special programs were announced for Argentine political prisoners, for the Indochina "boat people" and for the over-land refugees in Thailand. Active concern for refugees was reflected in the new Immigration Act, which came into effect during 1978 and recognized for the first time in domestic legislation Canadian commitments under the Refugee Convention and Protocol.

The most serious development in the refugee situation in 1978 was the dramatic increase in the refugee outflow from Indochina, an exodus that by November had reached a monthly level of 21,000. In response to this serious situation and to an appeal from the United

Nations High Commissioner for Refugees, Cabinet announced late in December an Indochina Refugee Plan for 1979. The main elements of the expanded program were: a Canadian "intake" of 5,000 Indochina refugees in 1979, to be realized by tripling the 1978 monthly rate; a doubling to \$2 million of the Canadian contribution to the budget of the UNHCR; and a contribution to the UNHCR special appeal for the refugee camps in Thailand, Malaysia and elsewhere in the region.

#### International Legal Measures Against Terrorism

1978 saw progress in the development of measures to combat international terrorism, particularly the hijacking of aircraft.

Canada participated in a "contact group" of states which encouraged countries to accede to the widely accepted conventions dealing with hijackings (the 1963 Tokyo, the 1970 Hague and the 1971 Montreal Conventions).

At the Bonn Economic Summit in July 1978, the seven participating countries made a declaration on aerial hijacking. Following the Summit, the Declaration was brought to the attention of other states and the reactions received were encouraging.

Within the United Nations, work continued on the drafting of a convention against the taking of hostages. Canada is a member of the Ad Hoc Committee which held its second session in February, 1978. The Committee, working on the basis of a draft submitted by the Federal Republic of Germany was able to adopt the text of a number of provisions including articles establishing jurisdiction over the offence, enacting penalties in domestic law and obliging states to extradite or prosecute alleged offenders. Canada is also a member of the UN Ad Hoc Committee on International Terrorism, which was given a broad mandate to consider both causes of terrorism and measures to deal with it.

## CHAPTER 5: GLOBAL AND TRANSREGIONAL ASSOCIATIONS

### United Nations

The year 1978 was an active one for the United Nations. In addition to the regular session of the General Assembly, three special sessions were held. Following the establishment by the Security Council of the UN Interim Force in Lebanon (UNIFIL), member states met in a special session to consider financing arrangements for the force. A special session on Namibia adopted a resolution reasserting the UN's responsibility for Namibia and calling for South Africa's withdrawal from the territory. At the special session on disarmament, Prime Minister Trudeau delivered the Canadian address and outlined the now well-known "strategy of suffocation".

Canada completed its second year on the Security Council and with West Germany, the United States, France and Britain participated actively throughout 1978 in an effort to bring about a negotiated settlement in Namibia. As a result of UN actions, it appears that elections will soon be held there under the supervision of the United Nations Transition Assistance Group (UNTAG).

The General Assembly adopted its traditional resolutions on apartheid in South Africa and on Rhodesia. The Security Council, however, met twice to consider Rhodesian questions. On the Cyprus issue, Canada supported a General Assembly resolution emphasizing the need for the resumption of negotiations between the Greek and Turkish Cypriots. The debate on the Middle East was disappointing to Western observers as it tended to be repetitious of well-worn arguments.

Human rights and refugees were other items that led to protracted debate and attracted a lot of media attention. The Secretary of State for External Affairs, in his address to the General Assembly, stressed the tragic example of the denial of human rights in Democratic Kampuchea. Progress was made on outstanding issues relating to a "new international economic order" and on the process of rearranging the economic and social structures of the UN. Canada continued its preparations for the 1979 International Year of the Child, and a national commission was established.

For the first time in its history, the UN budget exceeded \$1 billion for the two-year period - 1978-79. Canada, the ninth largest contributor, was assessed 3.04 per cent of the budget.

During 1978, the admission of the Solomon Islands and Dominica to the UN brought the number of member states to 151.

### Canadian financial contributions to UN system

Canada contributed \$12,249,245 (U.S.) to the 1978 budget of the United Nations. Expenses are shared by all member states on a scale

based largely on relative national income. Canada's assessment of 3.04 per cent is the ninth-largest. As a member of the UN's family of Specialized Agencies, Canada also pays assessments that amounted to over \$20 million in the 1978-79 fiscal year.

Additional assessments are made for UN peacekeeping activities in the Middle East -- UNEF II, UNDOF and UNIFIL. A special scale of assessments has been developed to finance these operations that increases the portion regularly payable by the permanent members of the Security Council and reduces the burden on the poorer countries. Canada's rate of assessment under this scheme remains at 3.04 per cent, amounting to just over \$3 million in the fiscal year 1977-78 and approximately \$3.2 million for 1978-79 for UNEF II and UNDOF. No assessment was made for UNIFIL in the fiscal year 1977-78 because the force was only established on March 19, 1978, but payments of approximately \$3.8 million are expected in 1978-79.

In addition to assessed contributions, Canada makes voluntary contributions to the UN system - mostly for developmental assistance. These contributions constitute the largest part of Canada's total contributions. Canada gives priority to the UN's central development assistance funds such as those of UNDP and UNICEF, which together received in 1978 about \$49 million, and to the World Food Program, to which Canada gave \$95 million (\$10 million in cash and \$85 million in food). The International Emergency Food Reserve received \$7.5 million in food grains.

The concentration of its aid in these UN institutions reflects Canada's position as one of the world's major food-producers and its preference, in principle, to channel assistance through general-development funds rather than the various special-purpose funds established from time to time by the UN Specialized Agencies. Smaller contributions in cash and kind went towards refugee activities, programs for the benefit of the victims of apartheid, and humanitarian and disaster-relief assistance. The major part of such expenditures was channelled through the Canadian International Development Agency.

### The Commonwealth

During 1978, the Commonwealth continued to establish its reputation as a distinctive and effective organization of international consultation and co-operation. The entry into the Commonwealth of Dominica, the Solomon Islands and Tuvalu brought total membership last year to 39 countries (approximately one-quarter of the world's countries and population) of various races, languages, cultures and stages of economic development. With this diverse membership, the Commonwealth reflects the world's major problems, and provides a unique forum in which equal and sovereign states sharing certain ideals can work together on the basis of consensus. Canada remains strongly committed to the Commonwealth and continues to be one of its most active members.

The major Commonwealth ministerial meetings in 1978 were the Commonwealth finance ministers' meeting in Montreal, September 20 to 21, and the special ministerial meeting on the Common Fund in London, April 13 to 14. In addition to these events, the Commonwealth calendar for 1978 was a full one, covering a wide variety of inter-governmental and non-governmental meetings and programs. The November biennial Commonwealth Senior Officials Meeting was held in Kuala Lumpur, Malaysia, and Commonwealth Parliamentarians held their twenty-fourth Commonwealth Parliamentary Conference at Kingston, Jamaica, from September 25 to 30. Commonwealth officials and organizations met to discuss postal administration, aeronautics, science, broadcasting and telecommunications. Other Commonwealth activities included a ministerial meeting on the future of Belize, a meeting of Commonwealth auditors-general, the twelfth Quinquennial Conference of Commonwealth Universities, which took place in Vancouver, and the Commonwealth Games, held in Edmonton in August.

#### Finance ministers' meeting

As in previous years, the Commonwealth finance ministers' meeting gave the ministers the opportunity to exchange views on world economic issues before the annual meeting of the International Monetary Fund and the International Bank for Reconstruction and Development, including discussion of the World Development Report on the prospects for future growth. The ministers noted that economic recovery in the industrialized countries was slow and uneven and that, on the basis of current policies, the outlook for future world economic growth was unsatisfactory. The conference also noted the serious problems lower growth rates were causing the developing countries.

In keeping with the central theme of interdependence, the ministers formulated a series of major objects confirming their commitment to sound economic growth throughout the international community. In their final communiqué, they called for measures to restore sustainable world economic growth while reducing the large and persistent balance-of-payment surpluses of certain countries to the benefit of others, both developing and developed. They saw a need to reverse the growing trend towards protectionism and to promote a sustained expansion of international trade, with particular emphasis on the needs of developing countries. In this context, the ministers called for structural change to bring about an efficient distribution of production within the world economy.

The Commonwealth finance ministers also stressed the need for an increased flow and improved terms of aid and commercial lending to the developing world. They acknowledged the need for a major increase in the capital of the World Bank and a replenishment of the International Development Association (IDA) sufficient to enable these institutions to continue to increase their lending programs in real terms. The Conference also considered that a substantial increase in IMF quotas was



necessary as well as a new issue of special drawing rights (SDRs) and a review of the conditions attached to the facilities of the International Monetary Fund.

The ministers called for the support of all countries for the efforts being made to conclude multinational trade negotiations successfully. They also expressed the need for progress in seeking agreement on an effective Common Fund.

#### Senior Officials Meeting

The biennial meeting of the Commonwealth Senior Officials took place November 28 to 30 in Kuala Lumpur, and was attended by representatives of approximately 30 Commonwealth countries. The Canadian delegation was headed by the Clerk of the Privy Council. The senior officials concentrated primarily on preparations for the Commonwealth heads-of-government meeting in Lusaka, Zambia, within the context of the situation in southern Africa and world economic issues. Commonwealth programs for assistance to small states, industrial co-operation and support for non-governmental organizations were also important agenda items.

These meetings take place in the "off years" between Commonwealth heads-of-government meetings and, in addition to general planning for these meetings, they provide an opportunity for a mid-term review of important subjects of common concern to the Commonwealth and of Commonwealth programs administered by the Secretariat.

#### Main Commonwealth Secretariat activities

The Commonwealth Secretariat in London continued through 1978 to administer its widespread programs in the fields of developmental assistance and related economic studies, health, science, youth and education.

There were two studies of particular importance completed in 1978 as a result of earlier heads-of-government decisions. A Commonwealth advisory group on food production and rural development, chaired by Professor L.J. Shebeski of the University of Manitoba, presented its report in May. The report presented recommendations based on a review of developments in the world food and agricultural situation. Major areas for Commonwealth action were identified as food and nutrition policies and planning, regional co-operation and food security. An 11-man Commonwealth team of industrial specialists under the chairmanship of the governor of Jammu and Kashmir, India, submitted its final report in May. The report contains the teams's final recommendations and suggestions for accelerating the pace of industrial development, attention being focused on the strengthening of indigenous capabilities of developing member countries, on the fostering of co-operation among developing countries and on the promoting of assistance from industrialized countries and international agencies.

### Commonwealth Parliamentary Association

The twenty-fourth Commonwealth Parliamentary Conference was held from September 25 to 30 in Kingston, Jamaica, with 192 delegates and observers in attendance. The Canadian delegation was headed by the chairman of the Canadian branch of the Association.

Delegates discussed a broad variety of topics ranging from the current world situation and threats to world peace to the effect of the European Economic Community on the Commonwealth.

### Commonwealth Games

The Commonwealth Games, held August 3 to 12 in Edmonton, were a highlight of the Commonwealth year, confirming again their reputation as "the friendly games". The week-long event, which received world-wide media coverage, was attended by 1,800 athletes from 50 member countries and associated territories of the Commonwealth. A very successful Commonwealth Folk Festival was held for the first time during the course of the Games. The success of the Games was a demonstration of the Commonwealth's ability to deal with sensitive issues, such as apartheid in sport, by exercising goodwill and understanding.

The Games were attended by Queen Elizabeth and members of the Royal Family, by the Prime Minister, and by government officials from many Commonwealth countries.

### Royal Commonwealth Society

The Royal Commonwealth Society in Canada continued to promote public knowledge of the Commonwealth through a wide variety of activities, including the celebration of Commonwealth Day in March by inter-faith services.

The Society sponsored the sixth Student Commonwealth Conference in Ottawa in April with the assistance of the Department of External Affairs; over 100 students from across Canada took part. Among its other activities, the Society entertained its President, who visited Canada from London during the Commonwealth Games and toured several branches.

### La Francophonie

The year 1978 was a very active one for La Francophonie: there were international meetings of all kinds, and exchange activities and programs increased in number and diversity.

Continuing its efforts to improve and reinforce this instrument of communication and co-operation between partially or entirely French-speaking countries, Canada played a full part in all aspects of

the activity of La Francophonie. Proposals for a meeting of heads of state and government of French-speaking countries, with its potential for establishing fruitful dialogue between industrialized and developing countries, continued to arouse general interest among French-speaking countries. President Senghor of Senegal was one leader who explored this question with Prime Minister Trudeau on his visit to Canada in November 1978.

#### Agency for Cultural and Technical Co-Operation

In 1978 the Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT) was granted observer status at the General Assembly of the United Nations, thus more firmly establishing its influence on the international scene.

The Board of Directors met in Paris in December 1978; among other things it passed provisional regulations governing the operation of collegiality in the General Secretariat. It also evaluated the operations approved by the General Conference in Abidjan in 1977, and gave its approval to certain new operations to be carried out during 1979.

The activities of the Agency reflect three main concerns: the promotion of national culture and language, scientific and technical education and co-operation, and economic and social development. In all its activities, the Agency gives priority to the development of rural populations.

Among the Agency's many activities, the most significant are: support of research into oral tradition in Africa, the Mascarene Islands and the Caribbean Islands; the publication of cultural and educational texts for use chiefly in Africa; the training of leaders and managers in the fields of handicrafts and tourism; the training and development of teaching staff in rural areas; new experiments in educational television; the establishment of an international network for processing data on soils with the co-operation of the Land Resource Research Institute of the Canadian Department of Agriculture; support for the development of solar energy; continuation of the "Sahel vert" program, chiefly involving the setting-up of reforestation camps; support for training centres for rural young people; and promotion of integrated agro-industry in rural areas.

Specific action has also been taken to resolve priority issues. The Comoro Islands were offered a contingent of 35 primary-school teachers; radio and television equipment was provided to Djibouti; a contribution was made to the Senegalese Université des Mutants project intended to promote dialogue between cultures and civilizations; and special educational co-operation assistance was given to Laos and Vietnam.

Certain Agency programs, such as the International School of Bordeaux and the Special Development Program, are worthy of special attention.

#### International School of Bordeaux

The International School of Bordeaux (EIB), an Agency program serving member states, carries out training and development activities intended for middle- and upper-level management in specific fields that respond to Third World needs. Founded in 1972, the EIB is now operating smoothly. In 1978 it was able to consolidate its experience in the organization of training sessions in management, development and education among other fields, and to develop its activities as an international centre not only for continued training but also for information, documentation and research.

In 1978, the School admitted more than 500 trainees for programs of further education in such fields as business management and analysis of rural development projects. Also during 1978, several courses were given outside the School - in Mali, Ivory Coast, Niger, Canada and Mauritius. Canada regularly sends trainees to the school from both the federal and the provincial governments as well as from the private sector.

#### Special Development Program

The Special Development Program (PSD) has become a flexible and effective instrument of the ACCT, and in 1978 it completed its first year of operation on the basis of the projects approved at the meetings of Lomé and Abidjan in 1977. The report of activities submitted to the members of the PSD Committee (including Canada) which met in Haiti in November 1978, indicates under the heading "technical assistance" the sending of some 30 experts to 12 countries, the granting of nearly 80 fellowships in 1978 to persons from 15 member states and the carrying out of two sweeping technical studies with regional impact.

At the meeting in Haiti, the committee reaffirmed the selection criteria already determined, while confirming the complementary role of the PSD in relation to the other bilateral and multilateral aid agencies. On the basis of the approximately 700 new requests put before it, the committee approved the 1979 programming of the PSD, which will increase its operations considerably.

On that occasion, Canada also announced the payment, to be made in 1979, of a second contribution, in the amount of \$550,000, following on the \$750,000 already granted. France joined the group of contributing States, announcing an initial payment of almost \$270,000 for 1979. In 1978, 17 participating countries and governments paid or announced a contribution to the PSD, despite limited financial resources in the case of several African countries.

The present situation reflects increased interest in the PSD, of which one objective is to promote horizontal co-operation between recipient countries.

#### Conference of Education Ministers

The thirty-first session of the Conference of Education Ministers of French-speaking Countries (CONFEMEN) was held in Ouagadougou, Upper Volta, on March 6, 7 and 8, 1978. Sixteen countries, including Canada, as well as seven international organizations including UNESCO, took part in the meeting, devoted primarily to the study of the relations between school and life and the problems involved in local production of teaching materials. Participating countries also made the Permanent Technical Secretariat of the Conference responsible for setting up a program of activities involving training sessions and seminars relating to the objectives of CONFEMEN as well as to the national education priorities determined and acknowledged by the ministers present. This new function will be added to the already important role of study, exchange and consultation played by CONFEMEN, and will contribute to increased co-operation in a field of capital importance for the socio-economic development of the African countries.

The Canadian delegation to this international meeting was headed by Canada's ambassador to Upper Volta and included the Minister of Education of Quebec as well as senior officials from New Brunswick and Ontario.

#### African and Malagasi Council on Higher Education

Before the thirty-first session of the Conference of Education Ministers, CAMES held its annual meeting in Ouagadougou on March 3 and 4, 1978. The meeting was largely devoted to the study of internal problems that had arisen as a result of the resignation of the Secretary General, Professor Joseph Ki-Zerbo. Nevertheless, those attending the meeting, including Canada, noted the report of CAMES activities and approved continuation of the actions already undertaken, particularly the preparation for an African agreement on equivalence of diplomas, and activities in the area of African traditional medicine and pharmacy.

#### Conference of Ministers of Youth and Sports

The ninth annual session of the Conference of Ministers of Youth and Sports (CONFESJUS) of French-speaking countries was held in Paris on October 26th and 27, 1978. The Canadian delegation was led by Canada's ambassador to France, and included the minister responsible for the Quebec High Commission for Youth, Recreation and Sports, as well as representatives from New Brunswick and Ontario.

The Conference studied and approved several of the recommendations, submitted by experts who had met in study committees during the

previous months, on problems of co-ordination of policies concerning training of youth and sport leaders as well as the role of the media in controlling violence in sport.

The Conference, at which 18 member countries were represented, also approved a substantial program of activities for 1979, for which Canada will provide considerable financial support through CIDA. Canada will contribute to six of the 16 projects approved for 1979, including an information session on sports medicine, a conference on the role of the press in the development of sports, and a youth-work camp in Benin. In addition, a scholarship program has been set up in the field of physical education for students from developing countries that are members of CONFEJES.

Quebec, New Brunswick and Ontario contribute individually and jointly to implementation of these programs, both financially and by providing technical expertise for specific projects.

#### Non-Governmental Organizations

Canada gives strong encouragement to the participation of Canadian individuals and organizations in the activities of international French-speaking associations. These representatives of professional, cultural and other associations wishing to establish bonds of co-operation and mutual understanding have contributed much to the development of the international French-speaking community.

An important event in 1978 was the founding of the Conseil international des radios-télévisions d'expression française (CIRTEF) - an international council of French-language broadcasting systems, on June 21, 1978, at its constituent assembly in Montreal. Canadian radio and television broadcasting companies played an active role in founding this association, of which 31 radio and television bodies have become members. CBC representative Jean-Louis Arcand was chosen as its first Secretary General. At its first meeting in October, the executive of CIRTEF adopted several concrete projects including one in the field of training to be carried out jointly with the ACCT.

The International Association of French-speaking Parliamentarians (AIPLF) held its ninth General Assembly in Libreville from September 11 to 17. Among the subjects discussed in the general assembly were the transfer of technology to Third World countries and the development of parliamentary relations between French-speaking countries. In order to facilitate more effective participation by the sections in the operation of AIPLF, the general assembly created the position of parliamentary chargé de mission for each main geographic region. Senator Martial Asselin was appointed for the North American region.

The president of the World Association of French-speaking Physicians (AMMF) visited Canada in October 1978. The General Secretariat, directed by Dr. Jacques Joubert of Canada, is located in Buckingham, Quebec.

The Association of Partly or Wholly French-language Universities (AUPELF) held its sixth General Assembly in Bordeaux from November 26 to December 2, 1978. Paul Lacoste, Rector of the University of Montreal, was elected president of this organization. The operational branch of AUPELF and the organization for promotion of co-operation between French-language universities, the International University Co-operation Fund (FICU), held its meetings in Paris in November.

The General Assembly of Richelieu International was held in Ottawa in October. Delegates from France and Belgium, as well as representatives from all regions of Canada, attended this demonstration of solidarity among French-speaking people.

A Canadian was elected vice-president of the International Federation of Teachers of French (FIPF) at its last General Assembly held in Brussels in August 1978.

The International Union of French-language Journalists and Press (UIJPLF) held its ninth Congress in Ottawa, Quebec City and Moncton from September 22 to October 1, 1978. At the Congress, the UIJPLF admitted an Acadian section to its membership.

THEORY

THEORY OF THE STATE

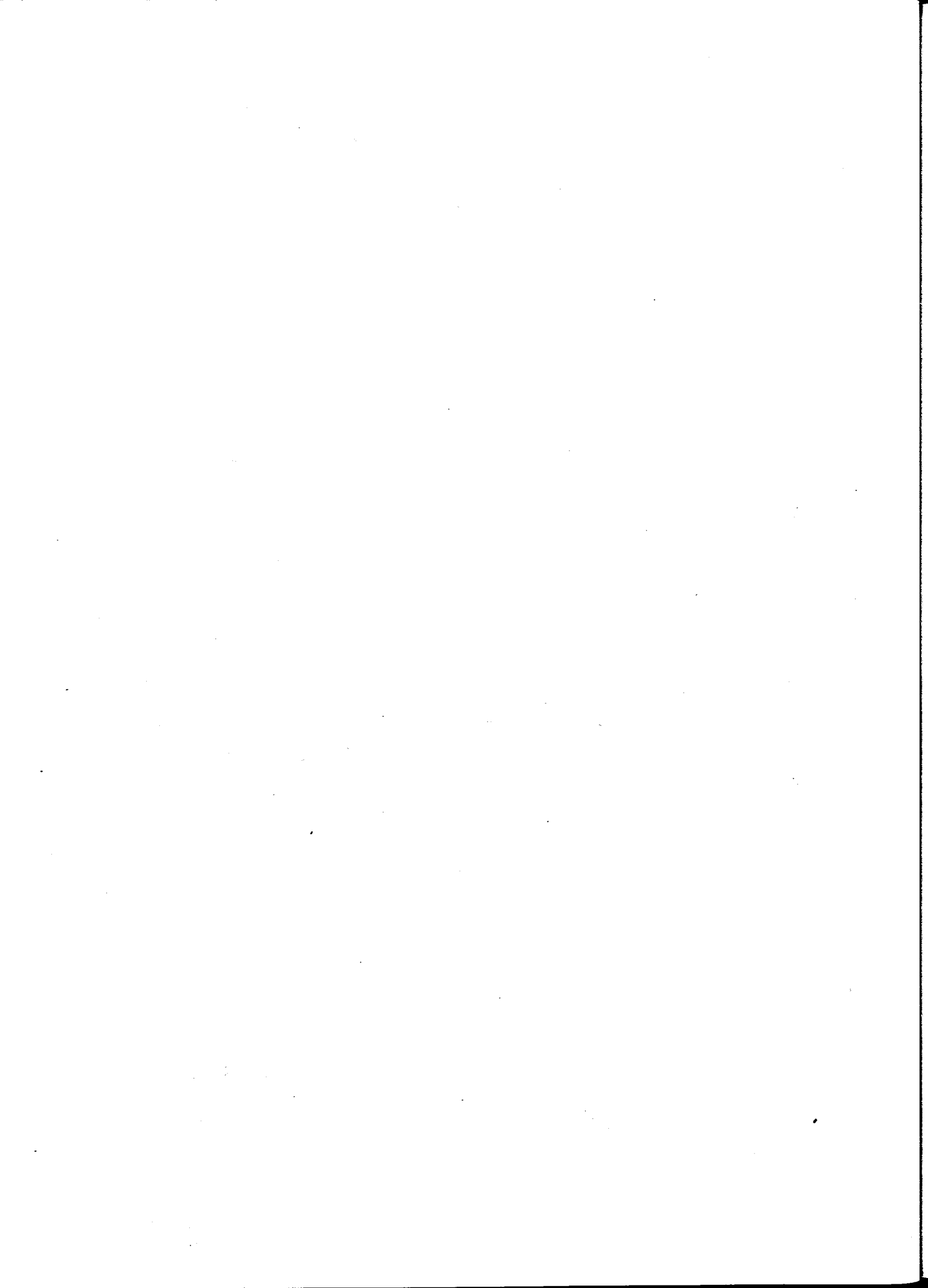
The theory of the state is a branch of political science which deals with the nature, origin, and development of the state. It is a study of the political organization of society and the relationship between the state and its citizens. The state is defined as a political entity that has a monopoly on the use of force within a given territory and is recognized by other states. The theory of the state seeks to explain the reasons why states exist and how they function. It also examines the different forms of government and the role of the state in society. The theory of the state is a complex and multifaceted subject that has been the subject of much debate and discussion among scholars and thinkers. It is a field that is constantly evolving and changing as new ideas and theories are developed and tested. The theory of the state is a central part of political science and is essential for understanding the world we live in.



PART B

CANADA AND ITS REGIONAL INTERESTS

In addition to permanent delegations accredited to international organizations, Canada has 110 embassies and consular offices throughout all regions of the world. Members of the Department of External Affairs and of other branches of the Government working in these offices perform a great variety of tasks in support of Canadian interests and offer a number of services to Canadians: formal contact and negotiation with governments, assessment of current developments, promotion of trade, granting of visas, advice and protection for Canadians abroad, promotion of a favourable image by information and cultural programs. These are the constant elements in the conduct of foreign relations; the particular events or conditions abroad relevant to Canadian interests in 1978 are described in the following chapters.



## CHAPTER 1: UNITED STATES

The management of relations with the United States remained during 1978 one of the Canadian Government's highest priorities and most complex tasks. Relations continued to be conducted in an atmosphere of warmth, frankness and goodwill, with a commitment by each country to timely consultation on policies and actions likely to affect the interests of the other.

In January, the American Vice-President visited Ottawa and Edmonton and had discussions with the Prime Minister and other ministers on a wide range of bilateral and international issues. Meetings between a number of Canadian ministers and their U.S. counterparts during the year included an official visit to Ottawa in November by the United States' Secretary of State. Officials of the two governments remained in close touch on many policy and technical questions. Personal contact and consultation among Canadian Parliamentarians and U.S. Members of Congress were fostered by the Canada-U.S. Inter-parliamentary Group, which held its nineteenth meeting in New Orleans in February.

The Canadian Embassy in Washington and consular posts in 14 major cities played a key role in the management of relations between the two countries and in the pursuit of Canadian interests in the United States. The responsibilities of the Canadian Consulate in San Juan, Puerto Rico -- closed in accordance with the Government's program of financial restraint -- were transferred to the Canadian Consulate-General in Atlanta. Some staff cuts were made at other posts and a study was undertaken of the extent, level and location of Canadian representation in the United States.

An important achievement in Canada-U.S. consular relations was the ratification of a bilateral treaty providing for the transfer to their home country of parolees and prison inmates (see "Consular Activities").

During the year, Canada and the United States continued to co-operate closely in the search for solutions to many international political, economic, security and social problems. Important progress was made in dealing with a number of bilateral issues, and efforts continued to resolve others.

### Economic questions

Canada and the United States remain each other's most important trading partner, their two-way trade exceeding \$70 billion, the largest nation-to-nation trading link in the world. Canada's merchandise trade surplus of \$2.4 billion with the U.S. was dwarfed, however, by a bilateral current-account deficit of \$4.7 billion, dividend and interest payments and tourism accounting for deficits of \$3.6 billion and \$925 million respectively.

Despite the general good health of Canada-U.S. trade, the Federal Government continued to be concerned about the threat to certain Canadian exports by protectionist pressures from the United States. Efforts south of the border to take trade-restrictive action against certain imports, including copper and zinc, were unsuccessful. The Canadian Government did find it necessary, however, to make strong representations to the United States against the application of countervailing duties to Canadian groundfish imports and to a product that had received pre-production research and development assistance, as well as against the imposition of higher tariffs on industrial fasteners. Canada also expressed concern about "Buy American" provisions in U.S. federal and state legislation, particularly provisions of the U.S. Surface Transportation Assistance Act that were likely to restrict severely the ability of Canadian producers to participate in procurement for important highway and transportation projects receiving assistance under the Act.

Certain U.S. tax measures continued to contribute to the very large deficit with the U.S. experienced by Canada's tourist industry and to have a serious effect on the Canadian convention industry. The Canadian Government pressed vigorously for modification of the U.S. measures, which limit to two the number of tax-deductible conventions Americans may attend abroad without imposing a limit on those attended in the U.S. and apply stricter spending limits and reporting requirements to foreign conventions than to those held at home.

A group of U.S. television stations located close to the Canada-U.S. border lodged a complaint under the U.S. Trade Act against Section 19.1 of the Canadian Income Tax Act, which prohibits income-tax deductions for expenses incurred in directing advertising to Canadians from non-Canadian broadcast outlets. The Canadian Government explained its policy in detail to the U.S. authorities, and Canadian broadcasters strongly defended the Canadian legislation before the committee constituted to hear the U.S. broadcasters' complaint in Washington at the end of November. The committee's decision is expected in 1979. Pressure by the U.S. broadcasters and certain Members of Congress to link the convention expenses and border-broadcasting issues was strenuously resisted by the Canadian Government.

Automotive products continued to be much the largest element in Canada-U.S. two-way trade, accounting for \$23 billion in 1978, or approximately one-third of the total bilateral merchandise trade. In recognition of the major investments by North American automotive manufacturers that will be required to meet energy conservation, safety and environment standards, the Canadian Government commissioned an official inquiry to report on the development of an internationally-competitive automotive industry in Canada. Canadian and U.S. officials discussed the recommendations of this report during consultations on trade in this area. The consultations, which will continue in 1979, dealt specifically with the incentives competition among various levels of government in both countries in the effort to attract investment by the automotive manufacturers.

Agricultural trade continued to be a key aspect of Canada-U.S. relations and an important issue for both countries in the Multilateral Trade Negotiations. Both countries participated in multilateral negotiations over the wheat trade. Specific bilateral agricultural-commodity issues included Canadian regulations governing imports of live cattle, proposed U.S. legislation on a support system for the price of sugar, the establishment of a Canadian chicken-marketing agency, the reallocation of U.S. import quotas on cheese that had originally been reserved for Canada, and expected adjustments to Canadian tariffs on fresh fruit and vegetables. For several days early in the year, considerable public attention was paid to attempts by U.S. farmers, reacting against low beef prices and worried that imports of beef and live cattle were depressing the domestic market, to block Canadian cattle shipments at several points along the border. Despite occasional difficulties, co-operation remained the rule for most Canada-United States agriculture relations. This fact was emphasized by the visit to Washington in March of the Minister of Agriculture, and the signature at that time of agreements on expanded joint agricultural research and the development of the use of remote-sensing for obtaining crop information.

The close interrelation of the Canadian and U.S. economies occasionally creates situations in which the regulation of economic conduct in one country may conflict with the interests of the other. The U.S. Administration has responded to expressions of concern by the Canadian Government about the extraterritorial effect of U.S. law. Consultations resulted in satisfactory resolution of differences over a U.S. anti-trust investigation into international uranium-marketing arrangements involving significant Canadian interests; related civil actions among private litigants are still outstanding in U.S. courts. Officials continued their consultations, begun with a 1977 visit to Ottawa of the U.S. Attorney-General, in the attempt to provide for more extensive consultation and co-operation between the two governments in anti-trust matters.

The two countries consulted frequently on international trade and finance questions, both bilaterally and in international forums. World trade problems and elements of the Multilateral Trade Negotiations were discussed by Canadian and U.S. ministers during reciprocal visits throughout the year. Canada's Minister of Finance met in Ottawa in March with the U.S. Secretary of the Treasury and the Chairman of the Council of Economic Advisers, to exchange information on economic performance and policies in their respective countries, and the two ministers met again in Washington in September.

### Energy

Energy issues retained a prominent place in public concern during 1978 and figured largely in the discussions held during the visit of the American Vice-President. On that occasion, joint studies were started to examine the feasibility of establishing a portion of the U.S.

strategic petroleum reserve in Canada and to examine the potential for increased transborder exchanges of electricity. The results of the study of strategic petroleum reserves were published in July and negotiations on a series of issues were held with a view to implementing its recommendations. Work on the electricity study proceeded throughout the year; a final report will be published in 1979.

Progress was made towards construction of the Alaska Highway Gas Pipeline. In April, Parliament passed the Northern Gas Pipeline Act. In October, the U.S. Congress passed the National Energy Act establishing a basis for the pricing of Alaska gas. The U.S. Secretary of Energy visited Ottawa in December to discuss a broad range of bilateral energy issues, and both governments reaffirmed their commitment to the pipeline project. A joint working group was established to examine the question of surplus Canadian refinery capacity and access to U.S. markets for Canadian gasoline and other refined products.

In September, the National Energy Board published its report on oil-supply and -demand requirements, which included a slightly more optimistic forecast of Canadian supply and provided for the maintenance of exports of light crude oil at the level of 55,000 barrels a day on a short-term basis. The issue of additional exports of natural gas to the U.S. was an active one in view of the NEB inquiry into the Canadian gas-supply and -demand situation. The results of the NEB inquiry were to be published in the spring of 1979.

### Environment

Both Canada and the United States continued to devote close attention to transboundary environmental issues. Bilateral co-operation in the search for mutually satisfactory solutions to problems of environmental protection along a common border dates from the 1909 Boundary Waters Treaty and the establishment of the International Joint Commission. A valuable role continued to be played by the IJC, which, besides its regulatory and advisory functions, undertook special studies, at the request of the two governments, of appropriate government action in certain areas.

On November 22, a revised Canada/United States Great Lakes Water Quality Agreement was signed in Ottawa by the Secretary of State for External Affairs and the U.S. Secretary of State. The revised agreement improves and extends the cleanup operations in the Great Lakes that began with the signing of the first agreement in 1972. Bilateral consultations were held on such matters as west-coast tanker traffic from Alaska, oil and gas drilling in the Beaufort Sea and the construction of a thermal-power station on the East Poplar River in Saskatchewan. Towards the end of 1978, officials of the two governments began to discuss the problem of transboundary air-pollution. This subject -- in particular the long-range transport of air-pollutants -- is expected to be of growing interest in both countries in coming years.

Maritime boundaries and fisheries

High priority continued to be given throughout 1978 to the Canada-U.S. negotiations on maritime boundaries and fisheries. These negotiations began in 1977, after extension of the fisheries jurisdictions of both countries to 200 miles from the coast accentuated the need to define their management of fisheries within the new 200-mile zones.

Defence

Canada and the United States continued to co-operate during the year on a range of bilateral defence questions. The Canada-U.S. Permanent Joint Board on Defence held discussions on the future of North American air-defence systems and other bilateral issues.

## CHAPTER 2: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN

During 1978, the Canadian government continued to pursue its policy of developing relations with the countries and institutions of Latin America. Some significant progress was made in commercial and economic relations, and in increasing consultation on a variety of political and other matters.

Since the early seventies, Canadian trade with Latin America has increased steadily, with exports reaching \$2 billion in 1978, as compared to \$1.6 billion in 1977. Also during 1978, imports increased 4.8 per cent. The trade potential of the region is strong in view of major infrastructure projects being undertaken from which Canadian businessmen can derive profit. In this connection, the Canadian Association for Latin America (CALA) played an active role in the promotion of trade, investment and exporting of Canadian goods and services to the Latin American countries.

Canada followed closely human rights developments in various countries of Latin America. In view of the importance that Canada attaches to increased respect of human rights throughout the world, its representatives spoke out on the question in various international forums and made representations to Latin American governments when such action seemed warranted.

Canada's continuing interest and involvement in Latin America's regional organizations was highlighted in 1978 by the April meeting in Vancouver of the Inter-American Development Bank (IDB). Canada's Finance Minister followed up his chairmanship of this meeting with consultations with his counterparts during a visit to three South American capitals. The Secretary-General of the Inter-American Institute for co-operation in Agriculture visited Ottawa in September to discuss regional developments in agriculture. Canada broadened its membership in the technical organizations of the hemisphere by joining the Pan American Railway Congress Association in November. Interest in the proceedings and evolution of the Organization of American States (OAS) was maintained through the office of the Canadian Ambassador and Permanent Observer. Canadians continued to fill senior executive positions in the more specialized regional bodies such as the Pan American Health Organization, the Pan American Institute of Geography and History and the Inter-American Centre of Tax Administrators. The prominent role of Canada in multilateral affairs in the region, besides being valuable in its own right, helped strengthen Canada's bilateral relations with the other countries involved.

As Canada's major supplier of foreign oil, Venezuela is also its largest Latin American trading partner. Canada's total trade with Venezuela reached \$1.9 billion in 1978, an increase of \$291 million over a two year period. An important development took place in Canada's association with Venezuela's future growth when, in November, Canada



signed an agreement to take part in an important shared railway project. Co-operation in oil-sands and heavy oil technology continued to develop between the two countries.

During 1978, there were 400 Venezuelan students in Canadian universities under the auspices of the Gran Mariscal de Ayacucho Scholarship Program, which is financed by the Government of Venezuela.

Canada's relations with Mexico encompass opportunities in the political, economic, cultural and energy spheres. In February, the Export Development Corporation (EDC) announced that it was making available to Mexico a line of credit in the order of \$1.45 billion. In June, a Mexican mission visited Canada to gather information on our industrial capacity. Implementing the plan of action drawn up by the Canada-Mexico Ministerial Committee, a mission of Canadian officials went to Mexico in April; it identified the priority sectors for economic co-operation between the two countries.

The value of Canadian exports to Mexico increased by 5.5 per cent in 1978.

Mexico is still one of the leading destinations for Canadian tourists, with almost a quarter of a million Canadians visiting it during 1978. Under the cultural agreement signed by Mr. Trudeau in the course of his visit to Mexico in 1976, the Joint Commission responsible for administering cultural programs and exchanges met in Mexico in November 1978 to re-examine existing programs and to plan future cultural exchanges.

Canadian investment in Brazil has attained an estimated value of \$1 billion. Trade between the two countries reached \$627.5 million during 1978, making Brazil the second-largest trading partner of Canada in Latin America. A Joint Committee on Trade and Economic Relations, established in 1976, provides an official forum for the discussion of economic questions and new initiatives; it meets each year in Canada and in Brazil. A subcommittee on agriculture and a working group on industrial co-operation have been established.

Development assistance and trade are the major components of Canada's relations with Colombia, Ecuador, Peru and Bolivia. Under the auspices of the Canadian International Development Agency, Canada undertook bilateral development co-operation programs with Colombia, Peru and Bolivia. Trade reached \$427 million in 1978. Of this total, trade with Colombia represents \$163 million, with Ecuador \$152 million, with Peru \$93 million and with Bolivia \$18 million. During the year, Colombia elected a new President and progress was made towards re-establishing civilian rule in the three other countries. Ecuador held an election and Bolivia, in spite of two coups d'état, has scheduled elections for July 1979.

Peru has elected a Constituent Assembly to work out a new constitution. It experienced serious economic difficulties and received Canada's support at the Paris Club for the rescheduling of its foreign debts.

The Canadian desire for closer and more comprehensive ties with the countries of the Southern "cone" has been restrained by past political events, particularly in Chile and the Argentine. Canada's relations with the region are linked to improvement in the human rights field. Trade considerations have been a major element in Canada's bilateral relations with the southern countries as increasing economic and political stability have heightened the interest of Canadian investors and businessmen. Trade with Argentina, Chile, Paraguay and Uruguay totaled \$268 million in 1978, compared to \$206 million in 1977. Construction of a CANDU reactor continued in Argentina, and discussions are being held on further co-operation in the atomic-energy field. A team of Canadian experts went to Buenos Aires in March to negotiate a double-taxation agreement, and an Argentine team came to Ottawa in October to initial this agreement.

By the end of 1978, Canada had authorized the immigration of 7,110 Latin American refugees, most of them from the southern cone, who had been caught up in the political turmoil of the region.

The year 1978 was one of intensification of Canadian relations with Central America. Several missions went to Guatemala, Honduras and El Salvador in order to assess and plan development assistance projects.

Following the unrest in Nicaragua, Canada contributed \$185,000 through the International Red Cross to assist persons in the strife-torn areas.

The value of trade between Canada and the countries of Central America and the Latin Caribbean totalled \$235 million in 1978 -- a 42 per cent increase over the previous year.

The value of our trade with Haïti, the only French-speaking country in the region, was \$26 million in 1978, a 36 per cent increase over the 1977 figure. The President of CIDA visited Haiti in December 1978 in connection with Canada's development assistance program in that country. It is estimated that over 10,000 Canadians visited Haiti during the year, a figure attributable in part to easier travel as a result of the direct Air Canada service introduced at the end of October 1978.

The Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs went to Colombia and the Dominican Republic in August 1978 to represent the Canadian government at the two countries' respective presidential inaugurations.

Trade between Canada and Cuba increased by more than 20 per cent in 1978, as both countries sought to broaden the range of goods and services exported. The president of the National Bank of Cuba visited Canada to meet with leaders of the Canadian financial community. Canada's Minister of State for Fitness and Amateur Sport and her Cuban counterpart exchanged visits in 1978.

### Commonwealth Caribbean

The Commonwealth Caribbean is composed of seven independent countries, four states "in association with the U.K.", and six British dependent territories. With the exception of the Bahamas, the representative of which is accredited from Washington, and Dominica, which gained independence on November 3, 1978, all the independent Commonwealth Caribbean states have high commissions in Ottawa and, in most cases, consular establishments in a number of major Canadian cities. Canada's representation in the region consists of high commissions in Trinidad and Tobago, Jamaica (also accredited to the Bahamas and Belize), Barbados (also accredited to Dominica, Grenada, the West Indies Associated States and Montserrat), and Guyana (with dual accreditation to Suriname). The Consul General in New York is accredited as Commissioner to Bermuda.

Commercial links between Canada and the Commonwealth Caribbean expanded considerably during 1978. Canadian exports increased from approximately \$160 million in 1977 to \$283 million in 1978. Imports from the region during the first 11 months of 1978 rose to \$136 million, an increase of \$26 million over the figure for the same period in 1977, and were accounted for by increased Canadian purchases of Caribbean sugar, bauxite, alumina and petroleum products. The largest increase in bilateral trade was between Canada and Trinidad and Tobago. Canadian investment in the region remained high at \$450 million, being concentrated mostly in the alumina-bauxite industry, in banking, tourism and light manufacturing. Investment totals were up slightly from the previous year.

The Commonwealth Caribbean remains a favourite vacation-ground for Canadians, a number of whom have established permanent residence there. Another aspect of the important personal ties that characterize relations between Canada and the region is the flow of immigrants and the growth of Caribbean communities in many of Canada's larger cities. Jamaica continues to rank in the top ten as a source of immigrants. In addition, some 4,5000 persons came to Canada in 1978 to participate in the Caribbean Seasonal Workers Program.

Government leaders from the Commonwealth Caribbean visit Canada frequently to meet with their Canadian counterparts; a number of visits took place during 1978. Prime Minister Adams of Barbados and his External Affairs Minister both visited Canada twice during the year. The annual Commonwealth finance ministers' meeting, held this year in

Montreal, brought many Caribbean officials and parliamentarians to Canada. Travel in the other direction was also significant. The Minister of Industry, Trade and Commerce visited Trinidad and Tobago to sign a memorandum of understanding whereby Canada agreed to undertake the redevelopment of the two major airports in that country. The Prime Minister attended the Manley "summit" meeting in Jamaica to discuss informally with other heads of government issues related to the North-South dialogue. Canadian Parliamentarians also went to Jamaica to attend the Commonwealth Parliamentary Association meetings there.

The tradition of Canadian naval visits to countries of the region was continued in 1978, when Canadian ships visited Antigua, Barbados, St Lucia, St Vincent and Trinidad and Tobago. Under Commonwealth schemes for exchange and training, military personnel from Trinidad and Tobago, Jamaica, Guyana and Barbados underwent training in Canada for various periods.

Elections in Montserrat saw a new government come to power under Chief Minister John Osbourne. In the Eastern Caribbean, the move towards independence among several of the West Indies Associated States continued, with Dominica gaining independence on November 3. Canada conducted a diplomatic training seminar in Barbados for trainees from the emerging Eastern Caribbean islands.

During the Commonwealth heads-of-Government meeting in London in 1977, a ministerial committee on Belize was set up; it is composed eight Commonwealth members, including Canada, Barbados, Jamaica and Guyana. The second meeting took place in September. Canada, with several other nations, cosponsored a resolution on the independence and territorial integrity of Belize at the thirty-third session of the United Nations General Assembly, which was adopted by a large majority.

The year 1978 saw little moderation of the serious economic difficulties encountered by countries of the Commonwealth Caribbean. Balance-of-payments deficits and unemployment continued to plague most of these states, as did low prices for main export products. Recognizing the serious economic and developmental problems of the region, the World Bank called a conference on economic development in the Caribbean. The Caribbean Group for Co-operation in Economic Development held its first annual meeting in Washington in June 1978, with participation from recipient countries and donor countries like Canada. The Group established a framework for the periodic review and co-ordination of activities directed towards accelerated economic development in the region and increased aid flows to the area, particularly to Jamaica and Guyana.

The Commonwealth Caribbean continued to be an area of concentration for the development-assistance programs of the Canadian International Development Agency. CIDA and recipient governments continue to agree that generation of productive employment opportunities should

be the prime focus of the programs, and 90 per cent of the Agency's projects approved in 1978 met this criterion. Canada continued its participation in the Caribbean Development Bank and supported such institutions as the University of West Indies, Leeward Islands Air Transport and the West Indies Shipping Company.

Negotiations between Canada and the Caribbean Common Market (CARICOM) states to develop a trade and economic agreement were concluded. The new agreement was to replace the 1912 and 1925 West Indies Agreement and the 1966 Protocol, which was no longer a suitable instrument to govern Canadian-Caribbean trade in view of CARICOM's adherence to the Lomé Convention. The signing ceremony was scheduled for January 20, 1979 in Kingston, Jamaica.

The Commonwealth Caribbean countries continued to pursue regional economic co-operation through such institutions as the Caribbean Development Bank and CARICOM. Strains that had developed within the latter institution in 1977, as a result of import controls imposed by several regional members in their attempts to resolve their balance-of-payments difficulties and their shortage of foreign exchange, were partially resolved in mid-1978, a development that was expected to enhance the efficacy of the new Canada/CARICOM Trade and Economic Co-operation Agreement.

### CHAPTER 3: EUROPE

Common strategic concerns and common economic interests give Canada's relations with the member countries of the European Community a position of prime importance in the foreign policy of this country.

At the Bonn Economic Summit, held in July, Canada and the four largest West European countries, along with Japan and the United States, reviewed the present state of the world economy and renewed their commitment to co-operative efforts and individual national undertakings aimed at improving world economic conditions. In support of this multilateral endeavour, Canada, under the Framework Agreement with the Community and through bilateral undertakings with its member states, has sought the enhancement of economic opportunities by means of innovative approaches to trade and industrial co-operation.

Politically, Canada and the EC member states co-operate in a variety of international activities and forums; a foremost example during 1978 was the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE). Canada and all but one of the EC member countries collaborate within NATO in the defence of Western Europe and North America. Their efforts during the year to ensure stable conditions conducive to maintaining world peace were highlighted at the NATO heads-of-government meeting held in Washington in May. Canada, Britain, France, West Germany and the United States joined forces under the UN aegis to find a satisfactory solution to the Namibian problem. Canadian and French participation in UNIFIL constituted a further demonstration of their common desire to reduce international tensions.

Among the many bilateral visits that took place in 1978, particular mention might be made of those by Prime Minister Trudeau to the Federal Republic of Germany following the Bonn Summit, to Italy at the time of the installation of Pope John Paul I and to Britain and France in December.

Relations with West European countries that are not members of the European Economic Community are also of great importance to Canada, as are relations with Eastern Europe.

Canada is allied with five of the non-Community European countries -- Greece, Iceland, Portugal, Norway and Turkey -- through its membership in NATO. It also maintains close co-operation on a wide range of bilateral and multilateral matters with Finland, Norway, Sweden and Iceland, as well as with Austria, Switzerland and the Holy See. Canada is also trying to expand its relations, especially in the commercial field, with the EC applicant countries -- Greece, Spain and Portugal -- as well as with Turkey. Malta and Cyprus also co-operate in various Commonwealth activities.

Canadian trade and human contacts with Eastern Europe continued to expand in 1978, reflecting the generally positive nature of developments in Canadian political relations with the countries of the region.

### Eastern Europe

Canadian relations with Eastern Europe continued to develop in range and diversity, especially in the trade sector, where important contracts were concluded and new opportunities discerned. At the first follow-up meeting of the Conference on Security and Co-operation in Europe in Belgrade, which carried over from the previous year, and at subsequent meetings of CSCE experts, Canada made a significant contribution to the East-West dialogue on security and co-operation.

The year was a difficult one for Canadian-Soviet relations. On January 24, the Soviet nuclear-powered satellite Cosmos 954 plunged to earth in Northern Canada, spreading radioactive debris over a vast tract in the Northwest Territories, Alberta and Saskatchewan. The subsequent search-and-recovery operation was the most extensive of its kind ever undertaken, and led to Canada's launching a claim for approximately \$6 million in damages.

On February 9, the Secretary of State for External Affairs announced in the House of Commons the expulsion from Canada of 13 Soviet nationals for attempting to recruit a member of the Royal Canadian Mounted Police in order to penetrate the force's security service. In view of this development, the Secretary of State for External Affairs decided not to accept an invitation, which had already been extended, to visit the U.S.S.R., and a meeting of the Canada-U.S.S.R. Mixed Economic Commission was postponed.

Relations between the two countries began to improve during the summer, though they were adversely affected by the harsh sentences imposed on several leading members of the Soviet human rights movement. Both the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs publicly expressed disappointment over the Soviet action and warned of the serious implications for détente of the treatment of Soviet citizens asserting their basic human rights. Unanimous resolutions to this effect were also passed in the House of Commons.

The situation had returned to normal by the end of the year, following the visit to Canada in October of the Soviet Minister for Foreign Trade and the conclusion of a new long-term program of economic co-operation between Canada and the Soviet Union. Other notable visitors in the course of the year were the Chief of the Second European Department of the Ministry of Foreign Affairs and two members of the Institute of U.S.A. and Canada Studies.

Canada's relations with Poland continued to develop during 1978. Agreements were signed on fisheries, sports, the health sciences and science and technology. Three trade missions went to Poland, two of which were sponsored federally (pulp and paper and engineering projects) and the third provincially (electronics). Canadian consulting, engineering, procurement and supervisory services to the Kwidzyn pulp-and-paper projects have reached a value of \$215 million over the past three years. In addition, Poland has become one of Canada's major grain customers.

Senator Stanley Haidasz, representing the Minister of Health and Welfare, visited Poland as head of a large delegation concerned with health matters. The Provincial Secretary for Social Development of Ontario and the Assistant Deputy Minister of Quebec's Department of Industry and Commerce also visited Poland. The Polish Minister of Health and Social Services visited Toronto, Ottawa and Montreal as a guest of the Canadian Health and Welfare Minister. Another Polish visitor during 1978 was the Editor-in-Chief of the journal Polityka.

Canada participated in the twenty-third Warsaw Book Fair, in programs dealing with academic exchanges and in an awards exchange program, providing bursaries for Canadian scholars studying in Poland and vice versa.

After an initial expansion of relations with the German Democratic Republic following the exchange of non-resident ambassadors in 1977, Canada's relations with the G.D.R. entered a period of consolidation. Fisheries consultations continued on the basis of the 1977 agreement. Following the visit of the Minister of Fitness and Amateur Sport to the G.D.R. in 1977, sports exchanges were pursued. In March, the Province of Ontario participated in the Leipzig Spring Fair. A proposed air agreement was taken under consideration by Canadian officials. Consultations with the G.D.R. began on the subject of Canadian estate and property claims that will be presented to the G.D.R. in 1979.

An important development in relations between Canada and Czechoslovakia during 1978 was the signature in October of a contract for the construction of a pulp mill in Northern Slovakia by H.A. Simons Limited of Vancouver at a cost of over \$300 million, which is expected to bring 10,000 man-years of employment to Canada. Political consultations took place in Ottawa in November between officials of the Department of External Affairs and a Czechoslovak delegation led by the Vice-Minister of Foreign Affairs.

The Czechoslovak company "Black Theatre" toured Ontario and Quebec and exchanges were initiated between Toronto's Young People's Theatre and the Czechoslovak group "Lanterna Magika". Canada participated in the 1978 World Hockey Championships in Prague, where it won the bronze medal. Czechoslovakia won the silver.



Canada's relations with Hungary were marked by the visit to Canada in March 1978 of the Secretary of State and President of the Hungarian Office for Physical Education and Sport, who signed a memorandum of understanding on co-operation in physical education and sport with Canada's Minister of State for Fitness and Amateur Sports. In July, the Hungarian Vice-Minister for Foreign Affairs came to Ottawa for two days of political consultations with External Affairs officials. An Assistant Deputy-Minister of the Department of Industry, Trade and Commerce travelled to Budapest in September to participate in trade consultations with Hungarian officials and Canada's second resident Ambassador to Hungary presented her credentials to the Government of Hungary in October.

The year 1978 witnessed a number of firsts in Canadian-Hungarian cultural relations: the McGill Chamber Orchestra performed in Budapest; a course in Canadian literature was organized at the University of Budapest; and a Chair of Hungarian Studies was established at the University of Toronto (50 per cent of the initial funding of \$600,000 being supplied by the Multiculturalism Program of the Department of the Secretary of State). The first in a planned series of exchange visits by French-Canadian and Hungarian poets took place and important liaison visits were undertaken by the Director of the Canada Council and the senior Vice-President of the Canadian Broadcasting Corporation.

Nuclear development emerged as the most promising new field of co-operation between Canada and Romania. It was the focus of the visit to Romania in September by the Minister of Energy, Mines and Resources. His host, the First Deputy Prime Minister of Romania, made a return visit to Canada in November. Atomic Energy of Canada Limited in December contracted with the Romanian state enterprise Romanergo to sell Canadian technology to Romania for the construction of nuclear stations for the generating of electricity. These contracts will be implemented as soon as the legal preconditions for their entry into force have been met. Romania has ratified the Non-Proliferation Treaty and has signed an agreement with the International Atomic Energy Agency for the application of safeguards to all its nuclear facilities. Moreover, it has concluded a nuclear-safeguards agreement with Canada.

In January, an agreement on mutual fisheries relations was signed, and a convention for the avoidance of double taxation was signed in November. An Assistant Deputy Minister of Industry, Trade and Commerce led a delegation of Canadian officials to the annual Canada-Romania trade consultations, held in Bucharest in September.

The year saw a significant increase in Canada's exchanges with Bulgaria. In October, Patriarch Maxim of the Bulgarian Orthodox Church visited Bulgarian Orthodox parishes in Toronto and Montreal and was received in Ottawa by the Speaker of the Senate. The Ontario Minister of Agriculture visited Bulgaria in September to discuss trade and

scientific co-operation in agriculture, and in November the Bulgarian Deputy Minister of Foreign Affairs came to Ottawa to participate in the first consultations on multilateral and bilateral issues that Canada and Bulgaria have held at the level of senior officials. A delegation led by the Assistant Deputy Minister of Industry, Trade and Commerce travelled to Sofia in September to explore ways of increasing bilateral trade and economic co-operation.

Unlike other Eastern European countries, Yugoslavia is not a member of either the Warsaw Pact military alliance or the Council for Mutual Economic Assistance, an economic grouping of Communist states. It follows a highly independent foreign policy that has much in common with the foreign policies of Third World countries. Consequently, there is wide scope for Canada and Yugoslavia to co-operate in the various international organizations to which they both belong, such as the United Nations. Consultation also takes place on a bilateral basis; for example, Yugoslavia's Federal Under-Secretary for Foreign Affairs visited Ottawa in September to discuss Canada-Yugoslav relations and multilateral issues. Yugoslavia opened a consulate-general in Vancouver in November.

#### Conference on Security and Co-operation in Europe

The first follow-up meeting of the CSCE, convened in Belgrade during 1977 to examine how the provisions of the Final Act were being implemented and how their implementation could be improved, was concluded in March. At the meeting the Canadian delegation played a role commensurate with the importance the Canadian Government placed on the CSCE in view of the widespread interest it had created in Parliament and among Canadians at large. Nineteen Parliamentarians, representing both the Senate and the House of Commons, participated as observers on the Canadian delegation. The concluding Canadian statement was given by the Secretary of State for Multiculturalism.

For Canada and other Western participants, the Belgrade meeting was, to some extent, a disappointment because it did not produce the kind of concluding document, dealing with human rights and humanitarian questions, sought by the West. Nevertheless, the thorough review of implementation, which took place during the first part of the meeting, had several favourable results. It focused attention on the humanitarian aspects of the Final Act, confirmed implicitly for the first time that the issue of human rights was a legitimate theme for East-West discussions, and pointed out deficiencies in the implementation of provisions in these and other areas, indicating where improvements were required. Moreover, the concluding document reaffirmed the commitment of all signatory states to the full implementation of the Final Act and reconfirmed the importance of the CSCE to the process of détente. In the Canadian closing statement at Belgrade, it was made clear that Canada would persist in the months ahead to underline the importance of the humanitarian objectives of the Final Act and to stress the central role that the individual must play in the furtherance of the CSCE process.

In accordance with the Belgrade concluding document, two meetings of CSCE experts were held, in which Canada participated. At the first meeting, convened in Bonn, a scientific forum was planned for February 1980 in Hamburg, to discuss problems of common interest in the exact and natural sciences, medicine and the humanities and social sciences, and to promote contact between scientists. The second meeting was held in Montreux to discuss the peaceful settlement of disputes.

### The European Communities

The most significant event for our relations with the European Communities in 1978 was the visit to Canada in March by the President of the Commission of the Communities, Roy Jenkins. The chief purpose of his visit was to take stock of the industrial and commercial co-operation activities between Canada and the EC during the second meeting of the Joint Co-operation Committee instituted by the 1976 Framework Agreement with the EC. During his stay in Canada, Mr. Jenkins travelled across the country from west to east and caught a glimpse of the geographic, economic and cultural diversity of Canada. In Ottawa, Mr. Jenkins had talks with Prime Minister Trudeau as well as with the Secretary of State for External Affairs and the chief cabinet ministers. He also met the Premier of Ontario.

In September 1978, the Minister of Transport went to Brussels for discussions with the Vice-President of the Commission, on issues of agricultural trade, in particular the cereal trade. He also met the Commissioner responsible for Community policy on transport by sea. Some provincial ministers also visited the Headquarters of the European Community for talks with representatives of the Commission.

The Ontario Minister of Agriculture and Food went to Belgium on an official visit in September 1978. The Belgium-Canada Joint Cultural Commission held its annual meeting in Liège in October 1978.

The common interests that Canada and Britain share make frank discussion and co-operation possible on issues of both bilateral and multilateral interest.

Prime Ministers Trudeau and Callaghan met in the multilateral contexts of the NATO heads-of-government meeting in Washington in May and the Bonn Economic Summit in July; they also held talks in London in December on a wide variety of subjects, notably the economic progress made in the six months following the Summit. Particularly close consultation and collaboration existed through the Western Five initiative on Namibia.

This and other questions were reviewed by the Secretary of State for External Affairs and the British Foreign Secretary on several occasions, as well as during the Ottawa visit in May of the Minister of State in the Foreign and Commonwealth Office. Multilateral economic

questions, notably the current GATT negotiations, highlighted the discussions during the visit to Ottawa of the British Secretary of State for Trade in October.

A lengthy catalogue of questions of bilateral interest was, as in past years, taken up through both governmental and informal contacts. Canadians visiting Britain included the Minister of Agriculture, who discussed a number of questions of common interest with his British counterpart before attending the International Wheat Conference in February. The latter subsequently made an extensive tour of Canada in May and June at the invitation of the Minister of Agriculture, visiting agricultural facilities in British Columbia, Alberta, Manitoba and Ontario. The Minister of Transport visited the Farnborough Air Show in September and met with the British Minister of Transport for wide-ranging discussion of transport questions. The Minister of Fisheries visited several Scottish fisheries centres in September, delivering an address to the Second International Atlantic Symposium in Edinburgh. Mr Joe Clark, then leader of the Opposition, was received in London in July by his British counterpart, Mrs Margaret Thatcher, by the Secretary of State for Employment and the Minister of State, Foreign and Commonwealth Office. Mr Clark also met with the Commonwealth Secretary General, Shridhath Ramphal. Visitors to Britain from the provinces included the Premier of Newfoundland, the Quebec Minister of Intergovernmental Affairs, the Quebec Minister of Finance and the former Ontario Minister of Treasury and Intergovernmental Affairs.

On September 8 at London, the two governments signed a convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and capital gains. Two rounds of negotiations were held on the Canada-Britain bilateral air agreement, in London in April and in Ottawa in October.

The interest that Canada and Denmark share in the Arctic gave particular significance to relations between the two countries in 1978. The recommendations of the Commission of Inquiry concerning the Internal Autonomy of Greenland, set up in 1975, were approved by the Danish Parliament in 1978. A new autonomist system in the Kingdom of Denmark will be set up in stages beginning in 1979 and the Government of Denmark will transfer to the inhabitants of Greenland the administration of their vast province whose coasts are very near those of the Northwest Territories. There are many cultural contacts between the Inuit and the Greenlanders, and our two countries are pursuing an important program of scientific and technical co-operation, particularly in the fields of natural resources and fisheries. The permanent Under Secretary for Greenland Affairs had talks in September with his counterparts from Indian and Northern Affairs, and he visited Frobisher Bay, Schefferville, Churchill Falls and Fort Chimo.

France and Canada took advantage of the year 1978 to develop various spheres of Franco-Canadian co-operation in order to consolidate

attainments and to build for the future. Working groups on industry and agriculture and on energy and raw materials met in Paris in March and October respectively. These meetings revealed the considerable potential for economic and energy co-operation between the two countries. In addition, scientific co-operation took concrete form at the meeting of the Joint Commission on Scientific Training in Ottawa in May. Trade in both directions was maintained at about one billion dollars, but exports of finished Canadian products to France declined, although they are still greater on the average than Canadian exports to the other countries of the Community. On the other hand, French investments in Canada are continuing to grow, and France ranks fourth among our suppliers of capital, while it is third among countries receiving Canadian investment. A number of negotiations were begun or continued in 1978, with promising results in many cases; resumption of operation of a uranium mine in Saskatchewan by a French corporation, negotiation of agreements on social security, extradition and transfer of inmates; continuation of negotiations with a view to concluding an interim arrangement on fisheries and to delimiting the maritime boundaries around St. Pierre and Miquelon; discussions on export of sealskins, and lastly, discussions concerning the reimbursement of costs involved in relinquishing existing Canadian NATO bases in France. Co-operation was also broadened in the field of urban planning and land development and in the space field, especially with Canada's accession to the rank of associate member of the European Space Agency.

In April, in Dijon, the Canadian Minister of Supply and Services delivered a speech at the twenty-eighth Congress of the Association France-Canada. The French Minister of the Economy had talks with Canada's Minister of Finance, and there were also discussions on various occasions between the Secretary of State for External Affairs and his French counterpart.

France and Canada also broadened their co-operation on the international scene. They were side by side in Lebanon as part of the UNIFIL, and they consulted each other regularly on African matters, as well as on other international questions such as the Conference on Security and Co-operation in Europe, exploitation of the deep seabeds, the North-South Dialogue and, most recently, disarmament. At the Bonn Summit, the President of the French Republic and Canada's Prime Minister met to discuss a number of economic matters. These exchanges were continued in December when Mr Trudeau went to Paris at the invitation of Mr Giscard d'Estaing. At that time Mr Trudeau confirmed the February 1979 visit to Canada of the Prime Minister of the Government of the French Republic, Raymond Barre.

The year 1978 was an important one for German-Canadian bilateral relations. One of the most significant events that served to underline the F.R.G.'s leading role as a stable democracy with a strong economic base was the July Economic Summit, which brought seven of the world's major industrial nations together in Bonn.

Prime Minister Trudeau attended this meeting and paid a subsequent bilateral visit that encouraged the development of new directions in Canada's relations with West Germany. At the same time, the Minister of Finance held high-level meetings with his German counterpart. The Secretary of State for External Affairs also held prolonged talks with the German Foreign Minister, with whom he had worked closely on the Western Five initiative, seeking solutions to the Namibia issue in the United Nations.

At the conclusion of the July visit, a joint communiqué was issued that committed the two countries to holding annual consultations on political, financial and economic matters. This invitation, quickly taken up by both sides, resulted in five visits to Canada at the ministerial and senior official levels. These included a visit to Ottawa and the Canadian Forces bases in Western Canada (including Camp Shilo, where German troops are training with Leopard tanks) by the German Defence Minister. The Minister of State in the Chancellor's office also held extensive political and economic consultations with Canadian ministers and senior officials early in November.

While the F.R.G. is a country of high Canadian priority, ranking fourth in exports, the actual figures represent a modest 1.8 per cent of Canada's total exports. Clearly, the potential is there for more two-way activity and the establishment of closer consultations on a wide range of subjects, including early high-level economic exchanges, will exploit this potential in 1979.

Canada's relations with Ireland are now developing in new areas, especially the economic field, as Canadian firms invest in Irish industries. Two Irish ministers paid private visits to Canada in 1978. In March, the Finance Minister visited Ottawa, where he met with his Canadian counterpart and with the Minister of Energy Mines and Resources for discussion of bilateral questions and multilateral economic problems. Subsequently, the Irish Finance Minister met with the Honourable Pauline McGibbon, Lieutenant Governor of Ontario, in Toronto, and with Premier René Lévesque and the Quebec Minister of State for Parliamentary Reform in Montreal. The Irish Minister of State for Tourism paid a working visit to Canada in June that took him to Toronto, Halifax and Montreal and Canada's Chief Commissioner on Human Rights took part in consultations on human rights in Dublin in December.

Relations between Italy and Canada benefited in 1978 by the visit to Canada at the end of the preceding year of Mr. Giulio Andreotti, President of the Council of Ministers. Although statistical growth in commercial and migratory movements was less pronounced than expected, two promising events occurred in these important areas. First there was the creation in February of an Italo-Canadian Chamber of Commerce in Italy. Secondly, in October, administrative arrangements relating to the social security agreement between the two countries were concluded, and the agreement was signed during the visit of

Mr. Andreotti. The instruments for ratification of the agreement were exchanged in Rome in December; this is the first agreement of its kind concluded by Canada with a foreign country, and thousands of migrants from our two countries will benefit from it as of January 1, 1979. Co-operation in the nuclear, industrial and cultural spheres continued, and in some cases increased throughout 1978. Canada's cultural presence in Italy was enriched considerably through a significant growth in Canadian studies in the universities.

Prime Minister Trudeau and President Andreotti met on several occasions and reviewed the state of our bilateral relations: in Washington in May, within the framework of a NATO Summit meeting, and then in Rome in September, at the enthronement of H.E. John Paul I. The two heads of government also met at the Bonn Economic Summit in July.

Also worthy of mention were the official ceremonies, in April, marking the completion of the houses built in the devastated region of Friuli within the framework of a project inspired by the National Congress of Italo-Canadians and supported by the federal government as well as the governments and citizens of several Canadian provinces. The Minister of State for Multiculturalism and the Minister of National Health and Welfare represented the federal government at the ceremonies. Also in attendance were the Quebec Minister of Immigration and the Ontario Minister of Health.

In June, Her Royal Highness Princess Margriet of the Netherlands and her husband, Pieter van Vollenhoven, paid an official visit to Canada. The royal couple went to Alberta and the Northwest Territories, and honoured the twenty-seventh Convention of the Royal Canadian Legion in Edmonton with their presence.

At the ministerial level, the Secretary of State for External Affairs held discussions with his Dutch counterpart during the June meeting of the OECD in Paris on matters relating principally to our two countries' respective nuclear policies. In another connection, the achievements of the Netherlands in the transportation sector aroused great interest in Canada during the year, as evidenced by the successive visits to the Netherlands of provincial Transport ministers from Quebec and British Columbia, as well as of the federal minister. The latter visited, among other sites, the harbour and cereal storage facilities in Rotterdam and the aircraft plant of the Fokker Corporation. Cultural affairs were also featured on the visit to Canada of a delegation of Dutch government officials to discuss with their Canadian colleagues an increase in the already significant exchanges between our two countries in this field.

Our relations with the Netherlands continued to flourish in 1978 in all areas, including foreign trade, a sphere in which the Netherlands is among our chief partners in Europe. Lastly, informal political consultations on various international matters continued during the year with the government of the Hague.

### Other Western European Countries

In addition to continuing their long-established co-operation on multilateral questions, Canada and Austria paid increased attention to bilateral relations in 1978. In October, the Minister of Energy, Mines and Resources saw the Austrian Minister of Trade, Industry and Commerce in Vienna. Later in the year, the Deputy Under-Secretary of State for External Affairs visited Vienna for foreign-policy discussions with the Secretary-General of the Austrian Ministry of Foreign Affairs.

Joint efforts to develop industrial co-operation between Canada and Finland, which began in 1975, led to a Canadian mission to Finland in May by officers from the Department of Industry, Trade and Commerce and representatives of a number of Canadian companies. In December, the Deputy Under-Secretary of State for External Affairs visited Helsinki for foreign-policy discussions with the Deputy Secretary-General of the Finnish Ministry of Foreign Affairs.

Indicative of expanding commercial relations with that country, Canadian sales to Greece increased 100 per cent during 1978. A mission of senior Canadian trade officials visited Athens in May to study the prospects for increased trade that could be created by Greece's adhesion to the European Community, which is expected in the coming year. Greece continued to be an important source of immigration to Canada.

Consultations between Canada and Iceland on law-of-the-sea and fisheries matters continued during 1978. Iceland also took steps to expand its representation in Canada by opening consulates at Edmonton and Calgary.

At the end of October, the Norwegian Minister of Defence held talks in Ottawa with his Canadian counterpart to discuss the Canadian military commitment to Norway. Bilateral foreign-policy discussions took place in Ottawa in February between the Political State Secretary of the Norwegian Ministry of Foreign Affairs and the Deputy Under-Secretary of State for External Affairs. A first course of studies of French-Canadian culture was offered at the University of Oslo. The Education Committee of the Norwegian Storting visited Toronto for discussions with officials of the Ontario Ministry of Education.

Canada's relations with Portugal have developed appreciably. Delivery was made in 1978 of a second portion of the \$15-million wheat gift provided by Canada to Portugal as part of the international balance-of-payments assistance to that country. In June, the Canadian Defence College visited Lisbon for briefings and discussions with members of Portugal's armed forces. A mission of senior Canadian trade officials visited Portugal in May to assess the prospects for trade between the two countries that might be created by Portugal's possible membership in the EC. In 1978, Portugal for the first time purchased



significant quantities of Canadian fish products. These purchases, together with Portugal's signature of the North Atlantic Fisheries Organization Treaty, mark the beginning of a new era in bilateral fisheries relations. Portugal continues to be a significant source of immigration to Canada.

Canada-Spain relations were highlighted by a state visit to Spain by the Governor General and Madame Léger from March 13 to 15. The visit provided an opportunity for the Secretary of State for External Affairs and the Spanish Foreign Minister to review multilateral and bilateral relations. A delegation of Spanish parliamentarians led by the President of the Spanish Cortes visited Canada from November 5 to 12 at the invitation of the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons. The Spanish group also visited the Quebec National Assembly and the Ontario Legislature. In 1978, Spain made its first purchase of a significant quantity of Canadian fish products and became the first European country to buy the Dash 7 aircraft. A trade mission of senior Canadian officials visited Spain in May to assess the prospects for trade that could arise from Spain's possible membership in the EC.

The strength of relations with Sweden was emphasized in 1978 by two sets of bilateral discussions between Canadian and Swedish officials. The Swedish Under-Secretary of State for Development Co-operation, who later in the year became Foreign Minister, came to Ottawa in April for consultations on aid policy. In September, the Swedish Under-Secretary of State for Foreign Affairs visited Ottawa for political consultations with the Under-Secretary of State for External Affairs. As in previous years, considerable numbers of Canadians and Swedes from various walks of life visited each other's country to benefit from exchanges of experience and expertise. In September, the Swedish Parliamentary Standing Committee on the Labour Market visited Canada to study the Canadian labour market and the mining and pulp and paper industries. A Canadian industrial co-operation mission visited Sweden in October as a follow-up to the Canadian mission to Sweden in 1975 and the Swedish mission to Canada in 1976. The 1978 mission was led by an official from the Department of Industry, Trade and Commerce, and included representatives of Canadian industries possessing capabilities compatible with those of Swedish firms. At the end of November, a Swedish trade mission visited Alberta. The annual consultation on direct-broadcast satellites took place in Ottawa in December.

Bilateral foreign-policy discussions with Switzerland took place in December in Berne between the Deputy Under-Secretary of State for External Affairs and the Deputy Director of the Federal Political Department. Consultations by Canadians with the Swiss authorities on the operation of their federal institutions are becoming increasingly frequent. Canadian jurists, politicians, officials, professors and journalists are among those who seek such information. Canada's Commissioner of Official Languages visited Switzerland in December to discuss language policy.

In 1978, Canada-Turkey relations included an exchange of visits by the Secretary of State for External Affairs and the Turkish Foreign Minister. Their meetings in Ankara and Ottawa provided an opportunity to review international issues and to discuss ways and means of strengthening bilateral relations. In October, the chief of the Canadian Defence Staff visited Turkey, at the invitation of the Turkish Chief of Staff.

## CHAPTER 4: AFRICA AND THE MIDDLE EAST

This rapidly developing area continued to be a major focus of international and Canadian attention during 1978. The year saw hopes raised for the peaceful solution of certain long-standing political problems, as indicated in the Middle East by the Camp David accords and in Africa by the progress made on Namibia as a result of Canada's joint initiative with other Western governments.

In other parts of the region, such as Lebanon, Iran, Rhodesia, Zaire and the Horn of Africa, outbreaks of violence and conflict caused deep concern.

Canada's growing relations with French-speaking Africa, English-speaking Africa and countries of the Middle East were marked by numerous visits by government leaders to and from Canada, and by intensified economic co-operation in the commercial field and for development.

### English-Speaking Africa

Developments in this and in the Portuguese-speaking part of Africa continued during 1978 to be dominated by the search for internationally-acceptable solutions in Namibia (South West Africa) and Rhodesia, though noteworthy progress towards constitutional change also occurred in such countries as Nigeria and Ghana. At the same time, instability persisted in the Horn and elsewhere in East and Central Africa. The political and economic unrest throughout these and other regions of Africa formed the background to discussions at the fifteenth summit conference of the Organization of African Unity (OAU) in Khartoum in July 1978. On the issue of foreign military intervention, the conference's main resolution condemned the policy of force and intervention in Africa regardless of source. Despite the difficulties that have been encountered, the OAU will continue to seek solutions to disputes through mediation. Edem Kodjo, Foreign Minister of Togo, became OAU Secretary-General for a four-year term.

The Federal Military Government of Nigeria played an active leadership role in the search for peaceful solutions in Southern Africa, and worked closely with Canada on the Security Council. Domestically, it continued its program during 1978 of preparing for the return of the country to civilian rule. A new constitution was promulgated, and the ban on political activity was lifted in preparation for the general elections to be held in October 1979.

Canadian-Nigerian relations were strengthened by an agreement that will bring 2,500 Nigerian students at Nigeria's expense to study technical subjects in Canadian community colleges and universities over the next five years. The first 400 students arrived in September 1978. Equally important was the active consideration by both governments of

the establishment of a joint economic committee to help develop economic co-operation of mutual benefit.

Ghana, with which Canada has close relations resulting from a large development-assistance program dating from independence, also moved further towards civilian rule, though the transition was not always smooth. After a change of leadership in the summer, the Supreme Military Council re-affirmed its commitment to hold elections by July 1979, and removed earlier prohibitions on political parties.

Canada established diplomatic relations with Sao Tomé and Príncipe, a country comprised of two small Portuguese-speaking islands off the west coast of Africa.

Concerted efforts to bring Namibia to internationally-acceptable independence, intensified throughout 1978, directly involved the Secretary of State for External Affairs and the foreign ministers of the four other Western Security Council members. The five ministers visited Windhoek and Pretoria in October to push their joint initiative on Namibia. Despite setbacks such as South Africa's military incursions into Angola and its unilateral decision to hold elections in Namibia in December 1978, both South Africa and the South West African People's Organization (SWAPO) had agreed to co-operate in the implementation of the United Nations plan for Namibian independence. (For more detail, see section on UN affairs.)

Application of South Africa's harsh security laws continued in 1978 and there was no indication that the South African Government intended to depart from the essential features of its apartheid policy. In September, Defence Minister Pieter Botha succeeded John Vorster as Prime Minister.

The Canadian Government followed up on the Secretary of State for External Affairs' announcement of December 1977 by withdrawing its trade commissioners from South Africa and closing the Consulate General in Johannesburg. In April it issued a code of conduct for Canadian companies operating in South Africa. Such companies are to make public reports before March 31, 1979, in sufficient detail to permit public assessment of their progress in realizing the objectives of improving the employment conditions of their black employees. In April, the Government imposed a non-immigrant visa requirement for South African citizens and announced in July that South African sportsmen and sports officials would henceforth be denied Canadian visas.

Canadian development assistance continued for South Africa's small Commonwealth neighbours, Botswana, Lesotho and Swaziland.

By the end of 1978, despite some hopeful signs at the beginning of the year, efforts to reach a peaceful settlement in Rhodesia were at a stalemate. On March 3, Ian Smith and three black leaders

signed an "internal agreement" providing for a form of black majority rule. Because it contained a number of provisions virtually guaranteeing continued white control over many of the key institutions of the country, and because the process leading to the agreement and the draft constitution did not involve all Rhodesians, including the liberation groups outside the government, the agreement and the resulting bi-racial administration were not recognized by the international community, including Canada. At the same time, the security situation deteriorated to the point where most of Rhodesia came under martial law and record numbers of whites were leaving the country. Canada continued to support the principle of a negotiated settlement involving all parties to the conflict, and viewed the Anglo-American proposals as the best framework so far devised for a just and peaceful transition to majority rule.

Extensive development-assistance programs continued to be a principal feature of Canadian relations with the Commonwealth countries of Central and East Africa, except for Uganda.

Zambia's President Kaunda was re-elected in December with an increased percentage of the vote. The country's "front-line" position vis-à-vis Rhodesia made it the target of land and air attacks by Rhodesian security forces and contributed to a deepening economic crisis that became a cause for international concern during 1978.

Africa's "Grand Old Man", Jomo Kenyatta, died in August; the Secretary of State for External Affairs represented Canada at the funeral ceremonies. The election of a new President, Daniel Arap Moi, took place smoothly, a tribute to Kenya's stability. President Moi is following the broad outlines of his predecessor's policies.

Hostilities broke out between Tanzania and Uganda in October, when the latter's forces occupied a strip of Tanzanian territory for two weeks. By the year's end, hostilities had decreased, but tension remained high along the border.

The year saw the development of a more positive attitude by Angola towards its neighbours and the West. Agreement was reached between Angola and Canada in February to establish diplomatic relations. As the "front line" state most directly affected, Angola was instrumental in achieving progress towards an internationally acceptable settlement in Namibia.

The high level of tensions in the Horn of Africa continued to cause considerable concern to African states and other members of the international community. Despite Somali withdrawal in March from the Ogaden region, insurgent activity and reprisals by the Ethiopian Government continued. In Eritrea, Ethiopia faced armed resistance by secessionist movements.

Canada established diplomatic relations with Djibouti and the Canadian Ambassador accredited from Addis Ababa presented his credentials in June.

### Middle East

Efforts to settle the Arab-Israeli conflict progressed slowly during much of 1978, but were given a dramatic boost in October with the signature of the two Camp David accords. Canada's Prime Minister sent messages of congratulation to President Sadat, Prime Minister Begin and President Carter, hailing the agreements as an important step forward and encouraging the efforts of the three leaders to achieve a comprehensive peace settlement. After Camp David, some progress was made in the negotiation of an Israeli-Egyptian treaty, but serious problems still remained at the year's end.

The Government filled a major gap in Canada's diplomatic representation in the Middle East with the opening in May 1978 of a resident embassy in Kuwait, also accredited to Bahrain, Oman, Qatar and the United Arab Emirates. Kuwait and other states on the Persian Gulf have benefited greatly in recent years from increased oil revenue, much of which is being used for economic and social development. Although the principal function of the embassy is to assist Canadian businessmen, it also provides, among its regular functions, liaison with local governments on questions such as energy policy and developments, the North-South dialogue and assistance to Third-World countries.

Canadian ministerial visits to the region during 1978 included that of the Secretary of State to Israel in March, during which he signed a memorandum of understanding on Canadian-Israeli cultural relations. The Minister of State for Small Business visited Iran in August for the opening of a major pulp and paper complex built by a Canadian company near the Caspian Sea. On the provincial level, Premier William Davis of Ontario visited Israel and Iran in September.

Prime Minister Menachem Begin of Israel paid an official visit to Canada in November, during which he held talks with Prime Minister Trudeau, the Secretary of State for External Affairs and other ministers. During their discussions, all aspects of the Middle Eastern situation were discussed, both sides expressing a cautious optimism. Other ministerial visits to Canada included that of the Minister of Telecommunications of Saudi Arabia, who came to Canada at the invitation of the Communications Minister to discuss Canadian capabilities in telecommunications. (It should be noted that Bell Canada is a major participant in a \$3.4-billion contract for the expansion of Saudi Arabia's automatic telephone network). Saudi's Minister of Petroleum visited Canada in June as the guest of the Minister of Energy, Mines and Resources, to address the fiftieth anniversary conference of the Canadian Society of Petroleum Geologists. During his visit, he called on the Premier of Alberta and made a brief stop in Ottawa. Israel's Trade Minister led his country's delegation to meetings of the Canada-Israel Joint Economic Committee in Ottawa in November.

A formal agreement was signed by the Canadian Ambassador in Cairo for the exhibition of the Tutankhamun art treasures at the Art Gallery of Ontario in 1979.

The worsening domestic situation in Iran created concern for the safety of Canadians in that country, and on December 30 they were advised to leave. Next day, the Canadian armed forces were instructed to prepare aircraft for evacuation.

Canada continued to pursue a balanced and objective approach towards the Arab-Israeli dispute, basing its stand on UN Security Council Resolutions 242 and 338 and stressing both the need to recognize Israel's right to exist and the legitimate concerns and interests of the Palestinians, including their right to participate in negotiations affecting their future and the need to find a territorial foundation for their political self-expression. (See also the section on the United Nations).

During the year, Canada reiterated its deep concern over the continuing violence in Lebanon and the lack of progress towards a political solution of the Lebanese crisis. Representations were made to the Syrian Government about Canada's concern over events in Beirut. In October, the Secretary of State for External Affairs announced another cash contribution of \$200,000 to the International Committee of the Red Cross for relief in Lebanon, bringing total Canadian humanitarian aid in Lebanon to over \$6.8 million.

Canada continued to provide the largest national contingent to the United Nations peacekeeping forces engaged in monitoring the cease-fires in the Sinai Peninsula and on the Golan Heights. In response to an urgent appeal from the Secretary-General, Ottawa provided communications personnel for the United Nations Interim Force in Lebanon for a period of six months.

Canadian economic and commercial activities in the Middle East continued to increase during 1978. Canadian exports to the Middle East during the first ten months of the year were \$634 million, an increase of 9 per cent over the same period of 1977. Canada's imports from the region for the first nine months of 1978 were \$1.2 billion, an increase of 11 per cent over same period of 1977.

Canadian aid activity in Egypt and the Sudan increased considerably over the past year. In Egypt, two major projects totalling \$75 million were approved. In the Sudan, several projects have been outlined that will require significant disbursements during the next few years.

#### Francophone Africa

In 1978 events in Francophone Africa and the Maghreb continued to reflect the diversity and contradictions within a group of countries where political and economic development vary enormously.

In Maghreb, a number of important events took place whose full significance was still not clear at the end of the year. The coming to power in Mauritania in July of a regime determined to bring peace to the Western Sahara gave rise to intense diplomatic activity; the death of the Algerian President in December delayed resolution of the problem. Furthermore, the social climate in Tunisia deteriorated with a violent strike in January and the subsequent trial of the union leaders.

The attack led by former Katangan soldiers in Shaba seriously threatened the political and economic stability of Zaire. Once order was restored, two meetings in Brussels of Zaire's principal partners in co-operative development, of which Canada was one, examined a number of measures aimed at promoting the recovery of the Zairean economy.

As part of President Sékou Touré's initiatives to end his country's isolation, the Monrovia Summit was an opportunity for Guinea, Senegal and Ivory Coast to begin the process of normalizing their relations. Guinea's pursuit of increased contact with the outside world and broadened network of mutually advantageous relations has allowed that country, one of the poorest, to see the possibility of developing its rich natural resources.

In Chad, the many attempts at negotiating with the forces of the National Liberation Front ended in a series of failures. The decisive intervention of French troops in June put an end to the rebel offensives. It was hoped that a new balance which could promote national reconciliation might result from Hissen Habré's appointment as Prime Minister. However, serious tension followed by armed conflict between government forces and forces faithful to the Prime Minister, upset this balance.

The holding of legislative and presidential elections in Senegal and Upper Volta in a context of limited multipartism was a decisive step towards exercise of the people's democratic rights in those countries.

In 1978, Canada worked to maintain its relations with Francophone Africa in two main spheres: economic co-operation and La Francophonie. The profile of our co-operation activities varied with the country: continuation of traditional aid in Senegal and Zaire; a stepping-up of our programs in the countries of the Sahel; the introduction of industrial co-operation programs in Cameroon, Ivory Coast, Morocco and Tunisia. Canada took an active part in international forums directly concerned with development questions involving Francophone Africa, such as the Club of Friends of the Sahel, consultations between donor countries on the plan for stabilization of Zaire, and the talks held in Paris on the implementation of a special promotion program for Africa.



Canada received several important visitors in 1978, including Presidents Senghor of Senegal and Traoré of Mali. Several ministerial missions visited Canada, among which were delegations from Gabon, Guinea, Madagascar, Benin, Togo, the Central African Empire, Cameroon, Rwanda, Chad and Senegal. During the same period, several Canadian missions went to Francophone Africa and the Maghreb. The Minister of Supply and Services paid an official visit to Togo, Benin and Gabon; the Minister of National Health and Welfare attended the convocation ceremonies for the first graduates of the Polytechnical School of Thiès in Senegal, an important project in which Canada and Senegal co-operated; the Minister of Public Works took part in ceremonies inaugurating the Sidi Saad dam, the largest co-operative project shared by Canada and Tunisia; and the Postmaster General represented the Canadian government at the funeral of President Boumedienne of Algeria.

Although most of our bilateral relations with Francophone Africa are in the field of development co-operation, there was nonetheless an intensification of our trade with that part of the globe in 1978. In this regard, it is noteworthy that a line of credit issued by the Export Development Corporation was signed with Algeria in the amount of \$1.2 billion, and with Gabon in the amount of \$150 million.

## CHAPTER 5: ASIA AND THE PACIFIC

Asia's great economic and political diversity is matched by its vast size. As a country bordering on the "Pacific Rim", Canada has Asian interests that are of the first importance. Accordingly, during 1978 a number of events had implications for Canada in Asia.

Of these, the rapid unfolding of the Chinese rapprochement with the West, Canada included, was among the most portentous. Indicative of the shift of Chinese policies in Asia was the conclusion of a friendship treaty with Japan. The promise of stability represented by the Chinese re-emergence on the Asian and world scenes, however, was attenuated by an increase of tension in Indochina. Canada remained deeply concerned about the latter events.

Other events also touched Canadian interests. First and foremost, Japan and Korea, both major Canadian trading partners, sought a readjustment; co-operation, symbolized by the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), emerged as a major Asian theme in the Pacific area. The economic promise of Indonesia, a major ASEAN country, held potential opportunities for greater Canadian involvement.

In North Asia, efforts were made to revive discussions between Canada and India as the latter sought to fashion foreign and domestic policies in accordance with the programs of the newly-installed Janata Government. Across India's northern frontier, from Bangladesh through Afghanistan to Pakistan and beyond, political uncertainty — in some cases amounting to instability — was the most striking feature.

Over the past year, Canada's relations with Japan continued to develop and have reflected the growing importance of the association to both countries. In the political sphere, 1978 began with the visit to Japan of the Secretary of State for External Affairs and the conclusion of negotiations on a protocol amending the 1959 nuclear co-operation agreement. This protocol was subsequently signed in Tokyo for Canada by the Minister of Industry, Trade and Commerce. The Minister of Veterans' Affairs and the Revenue Minister also visited Japan in 1978, while Canada was host to Japan's Minister of External Economic Relations and the Vice-Minister of International Trade and Industry. A bilateral fisheries agreement was signed in April.

The habit of consultation was further strengthened at the ministerial level by discussions at multilateral economic meetings, particularly the Bonn Summit in July and the OECD ministerial meeting in June. Contacts at the official level have continued at the annual Canada-Japan policy-planning talks and at the United Nations. Interest in intensified parliamentary exchanges was highlighted by the July 1978 visit by a delegation from the Japanese Diet.

Despite the dampening effects of the global economic situation, there has been further progress in developing the economic association which remains the primary element in Canada-Japan relations. In 1978, Japan remained Canada's second largest national trading partner, with two-way trade at \$5.3 billion. Canadian exports to Japan increased 20 per cent over 1977, reaching slightly over \$3 billion, giving Canada a trade surplus of \$783 million. Japan is Canada's largest agricultural market, with farm products (principally rapeseed, grains and pork) accounting for the largest percentage, 35 per cent of Canadian exports to Japan. Japan is also Canada's primary market for coal; copper, lumber, wood pulp and fish products are also important export items. Progress continues to be made in increasing sales to Japan of upgraded and manufactured products.

Two-way trade is expected to continue to grow, and Canada has mounted an intensive trade-development program aimed at increasing the awareness in Japan of Canada's sophisticated industrial capacity and quality as an economic partner. This program has included a number of senior government-industry missions in both directions.

Economic co-operation activities have expanded over the past year. Previous momentum has been maintained (notably in energy, forest products and housing) and possible new areas for joint ventures and Japanese investment in Canada have been explored. A significant development was the signing of a contract in November 1978 between Japanese and Canadian interests involving the Athabasca oil-sands.

The private sectors of both countries have shown considerable interest in enhanced contacts. The first Japan-Canada Businessmen's Conference held in Tokyo in May 1978 improved mutual understanding of different viewpoints and laid the groundwork for further co-operation. The Canadian Government has given its wholehearted support to this significant private-sector initiative.

Since many provinces have strong interests in Japan, the Federal Government has continued to assist their efforts and has consulted them on the content and conduct of Canadian policies vis-à-vis Japan.

Science and technology are of increasing importance, and in June 1978 bilateral consultations were held in Canada that generated considerable momentum for expanded co-operation.

The various components of the cultural relations between the two countries have continued to develop. The visit to Tokyo of the Toronto Symphony Orchestra opened the year, and was followed by visits of artists representing a cross-section of the Canadian performing arts. The academic study of Canada was further encouraged in universities in and around Tokyo. Programs of assistance to Japanese journalists have been vigorously pursued.

Canada's relations with the Republic of Korea have assumed an increasingly broader dimension in economic and political terms. Trade continues to provide a major impetus, reaching a value of close to \$570 million during 1978. Canada had significant success in reducing the negative trade balance as exports reached a value of \$200 million, a 40 percent increase over the figure for 1977. Export potential is excellent for Canadian goods and services, particularly agricultural and manufactured goods, as a result of two recent major Korean policies -- import-liberalization and the restructuring of the economy from light to heavy industry. Several other developments reflected the expansion of Korea-Canada economic relations: the completion of substantive negotiations for agreements on industrial property and double taxation; the establishment of a co-operative framework for joint ventures in construction, and Korean initiatives to study equity investment in Canadian resource development. A three-year textile-restraint agreement was also concluded.

There was a significant increase in ministerial visits during 1978. Further impetus was given to economic relations as a result of visits to Korea by the Minister of Trade and Commerce and the B.C. Minister of Economic Development, and by the May visit to Canada of the Korean Minister of Energy and Resources. The Minister of Veterans' Affairs visited Korea in July to commemorate Canadian participation in the Korean War, while the Revenue Minister's visit in April focused Korean attention on issues involving his portfolio. The visits to Canada of the Korean National Defence College and the vice president of the Korea-Canada Parliamentary Friendship Association gave added substance to bilateral relations. Meetings of officials and exchanges of information on a host of subjects continued to grow, and included energy, communications, statistics, taxation, guaranteed annual income, agriculture and urban planning.

The maintenance of peace and stability on the Korean peninsula remains central to Canadian interests in Korea and the region. Despite South Korean efforts to re-establish a dialogue, discussions with North Korea did not take place. The establishment of a sense of security is also a prerequisite for achieving a greater respect for human rights throughout Korea -- a matter of concern to many Canadians. Canada will, therefore, continue to welcome proposals to reduce tension in the area, while remaining committed to the principle that the Republic of Korea must play a leading role in the negotiation of any settlement of the Korean problem.

Hong Kong remained an important trading partner in 1978 as Canada's trade with the colony stood at \$98 million in exports and \$313 million in imports. The climate for trade was much improved by the strength of Hong Kong's economy and by the conclusion of a textile arrangement. In 1978, Canadian banks were licensed to start banking operations in Hong Kong, which should serve to increase Canadian business activity still further. With the rapid opening of China to the West, Hong Kong's traditional entrepôt role with respect to the Chinese market is likely to be enhanced during the coming years.

Hong Kong is a major source of immigrants to Canada. In addition, the Canadian Commission located there has responsibility for the family-reunification programs with China and Vietnam.

The year 1978 was characterized in the People's Republic of China (P.R.C.) by a number of major policy changes, which were reflected in the further development of Sino-Canadian relations. In March, China's ten-year economic plan was announced, calling for the rapid transformation of China into a modern industrial state by the year 2000 and stressing the need to acquire foreign technology and expertise as a means of reaching this ambitious goal.

Canada's opportunities for trade expansion with China were much enhanced by this development. In January 1978, the Secretary of State for External Affairs made a visit to the P.R.C., during which a wide range of international and bilateral issues was discussed, including the scope for trade and industrial co-operation.

In October, a group of senior Canadian businessmen visited China and met with leading Chinese experts in processing, telecommunications, power transmission, agricultural machinery and air services. A number of the members of this delegation have since been invited back to Peking for further discussions. During 1978, Sino-Canadian trade increased by 20 per cent to approximately \$550 million.

Coinciding with the Secretary of State for External Affairs' visit was the tour of the Toronto Symphony Orchestra, part of a continuing series of cultural and sports exchanges that also included, during 1978, an exhibit in Canada of paintings by the Chinese artist Hu Hsien, a visit by Celia Franca of the National Ballet to China, a visit to Canada by a Chinese figure-skating observation group, a Canadian photographic exhibition in China, a tour of Canada by Chinese gymnasts, and a visit by a Canadian Badminton Federation team to China. A National Film Board team went to China in June, and plans are under way for further exchanges by Chinese and Canadian film-production teams.

Science and technology exchanges continued on a substantial scale, involving such areas as permafrost science, iron-ore geology, operational research, agricultural economics, Pre-Cambrian stratigraphy geology, harbour equipment, satellite communications, gas transmission and soil sciences.

There were a number of visits to Canada by senior Chinese delegations during 1978. In June, the Vice-Chairman of the National People's Congress led a parliamentary delegation to Canada at the invitation of the Speakers of the House and the Senate. China's Vice-Minister of Agriculture toured Canadian agricultural facilities in July and August, and in October, an education delegation led by China's Vice-Minister of Education came to Canada. In response to a Chinese request that Canada receive up to 500 Chinese students in Canadian

institutions of higher learning, it was announced in September that Canada would be pleased to receive the students, subject to the availability of space in Canadian universities and research institutions. The Chinese Government said it would pay the costs involved.

Media relations continued to develop, with the visit to Canada in October of a group of New China News Agency (Hsinhua) journalists. At the end of 1978, Hsinhua representatives in Ottawa joined the Parliamentary Press Gallery.

The family-reunification program proceeded satisfactorily during 1978, with indications that the Chinese were moving to facilitate the processing of applications.

The expansion of Canadian-Australian relations during 1978 was marked by increased exchanges of views on a broad range of subjects of interest to both countries, including resource-development, native rights and federal-provincial relations and general foreign-policy issues.

Two-way trade, which reached a value of approximately \$700 million in 1978, is particularly important to Canada in view of the predominance (over 80 per cent) of processed goods among Canadian exports to Australia. Australia's attitude towards multilateral trade and major commodity-agreement negotiations are important to Canada because of their effects on the production and trade of both countries in such products as wheat and minerals.

The Australian Foreign Minister visited Canada in October; the Minister for Special Trade Representations came in February and December; the Minister for Business and Consumer Affairs and the Attorney-General visited in August.

Canadian visitors to Australia during 1978 included the Privacy Commissioner with the Canadian Human Rights Commission, the Minister of Corporate and Consumer Affairs, and a member of the Supreme Court of British Columbia, all of whom attended the International Bar Association Conference in mid-September in Sydney.

Canada's relations with New Zealand during 1978 involved consultations on general foreign-policy issues of mutual concern, continued growth of bilateral trade, and other matters of interest to both countries. The two countries co-operated in promoting the fullest implementation of the Gleneagles Accord to ensure the success of the Commonwealth Games. Two-way trade for 1978 was expected to exceed \$165 million. Processed goods account for 80 per cent of Canadian exports to New Zealand.

In 1978, Prime Minister Muldoon attended the Commonwealth finance ministers' meeting in Montreal; a New Zealand parliamentary

delegation visited several Canadian cities; and a delegation of senior officials visited Ottawa to discuss such topics as global energy and economic problems, multilateral and bilateral trade, and international-development considerations.

Canada's relations with the members of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) continued to focus on expanding mutually-beneficial trade relations, as well as on closer political consultations. Senior Canadian Government officials and representatives of diplomatic missions accredited to Canada by ASEAN attended the first Canada-ASEAN informal consultative meeting in April 1978 and discussed, inter alia, development-assistance projects that could be carried out in the Canada-ASEAN context.

Relations with Singapore and Malaysia -- members of both ASEAN and the Commonwealth -- were strengthened by Canadian participation at the Commonwealth Parliamentary Conference and the Commonwealth Senior Officials Meeting, both of which were held in Kuala Lumpur. Consideration was given to the manner in which industrial development co-operation could be strengthened as a major element in Canada's relations with Malaysia. During a tour of several Pacific countries, the Alberta Minister of Transportation visited Singapore in January to discuss future Canadian grain sales in the region.

Relations with Indonesia featured the visit to Canada in December of the Indonesian Minister of Research and Technology. During the visit, areas of possible co-operation in science and technology were discussed. Commercial interests were stimulated during 1978 by the signing of a contract by the Indonesian Government and Canadian firms for a feasibility and engineering study of a \$1.4-billion World Bank mining, transportation and power project. This project will substantially augment power generation on the island of Java. In November, the President of the Export Development Corporation visited Indonesia and concluded arrangements for a \$500-million open line of credit to be extended to that country. During the year, there was also a rapid expansion in the level of commitments to Canada's development-assistance program which concentrates its efforts in the fields of agriculture, water resources, transportation and power.

A prominent aspect of Canada's relations with Thailand during 1978 was the commencement of two bilateral development-assistance projects: a rural-electrification scheme with a \$10-million Canadian contribution and a family-planning project, which received a \$7-million contribution. Canadian companies continued to find Thailand an attractive market for their products; there was a threefold increase in Canadian exports to Thailand between 1975 and 1978.

During 1978, Canada delivered \$6.8-million worth of wheat flour to Vietnam for distribution to villages in remote areas. The sum of \$250,000 was also provided to the International Red Cross to aid

Vietnamese victims of typhoons and flood damage. At the beginning of 1978, in response to the exodus of refugees from Vietnam, Canada created a program to resettle 50 refugee families a month from Vietnam. Adequate as this response seemed in early 1978, the increase in the refugee outflow from Vietnam in the last four months of 1978 called for more extraordinary measures and the Canadian Government announced at the end of the year that 5,000 Vietnamese refugees would be accepted in 1979.

The South Asia subcontinent lies below an "arc of instability" that extends from Indochina to the Middle East and beyond. Regional political complexities have added urgency to the active involvement of the subcontinental countries in such issues as the North-South Dialogue and disarmament.

The visit to Canada in the autumn of 1978 of the Indian Minister of State for Commerce was a step on the way to refurbishing an old and friendly relation. It has been agreed that discussing future directions in this association both in Ottawa and in New Delhi would be of positive benefit to both countries.

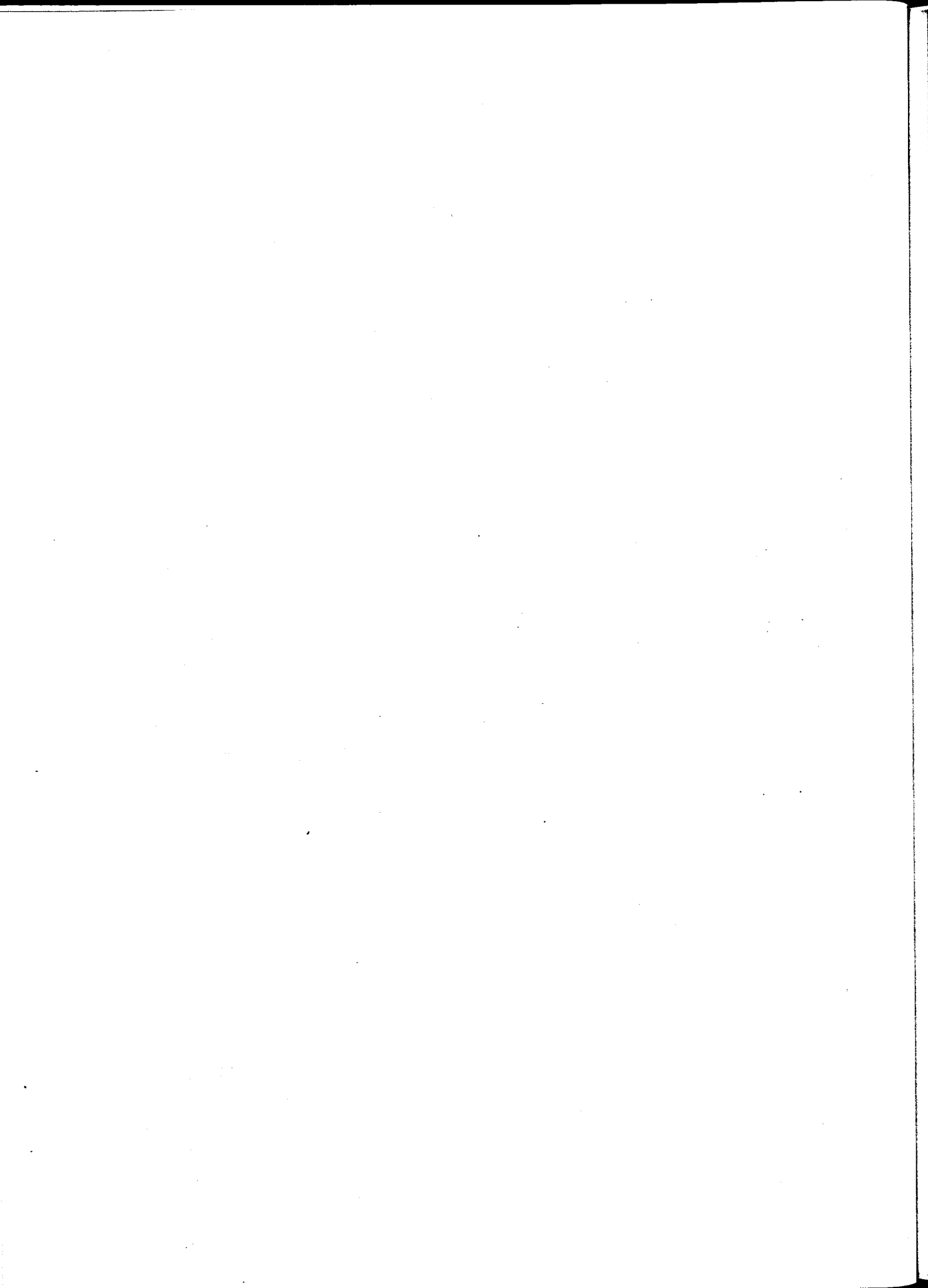
The internal difficulties in Pakistan have caused concern in Canada. The Canadian Parliament passed a resolution requesting that President Zia-ul-Haq grant clemency to spare former Prime Minister Bhutto's life.



PART C

CULTURAL EXCHANGES AND INFORMATION  
IN FOREIGN RELATIONS

Public attitudes towards Canada constitute an important factor in relations with other countries. Informing the public abroad, particularly persons who are influential in forming opinions, about Canada and stimulating cultural and academic exchanges are, therefore, major tasks of the Department of External Affairs. In Canada, providing information to the media, to people and institutions with a particular interest in foreign affairs and to the general public has helped to broaden discussion about Canadian interests in the world.



## CHAPTER 1: CULTURAL, ACADEMIC AND SPORTS EXCHANGES WITH OTHER COUNTRIES

### Cultural agreements

The mixed commission that administers exchanges with the German Federal Republic met in Ottawa in May 1978. Meetings of the Canada-Belgium Mixed Commission and the Quebec-Belgium Sub-commission were held in October, in Liège and Brussels respectively. Federal and provincial officials met with representatives of the Netherlands in Ottawa in June and with Mexican officials in Mexico City in November to discuss bilateral cultural exchanges.

### Artistic exchanges and cultural promotion

The Toronto Symphony visited Japan and China in the spring, performing in Tokyo, Peking, Shanghai and Canton. The orchestra of the National Arts Centre toured Germany and Southern Italy; the Vancouver Symphony Orchestra played to audiences in Utah, Oregon, Nevada, Arizona and California, and the Vancouver Chamber Choir gave a concert at the National Convention of the American Guild of Organists in Seattle. The organist Raymond Daveluy participated in the Paris Summer Festival as well as in the Festival of Avignon. Eight performances in Japan by Quartet Canada were followed by a commercial tour of Korea. The Department continued to support the Orchestre mondial des Jeunesses musicales.

The National Ballet made a highly successful tour of Germany and the Netherlands and the Toronto Dance Theatre toured the Eastern United States, both with assistance from the Department. The 'KSAN dancers of British Columbia performed at the Museums Symposium in Adelaide, Australia. Inuit artists, including Charlie Patagoniak, represented Canada at the Inuit Circumpolar Conference in Barrow, Alaska.

The "One Third Ninth" of Calgary made a tour of France, Belgium, Austria, Germany and Britain, the group "Nexus" toured Britain and the Tommy Banks Band of Edmonton played at the Montreux Jazz Festival in Switzerland. This latter tour was so successful that Radio Canada International cut a record of the music it performed.

At the beginning of the year, the Department sponsored a tour in France and Belgium by the French theatre group of the National Arts Centre, which presented Buchner's Woyzek in the original production by Jean Herbiet and Félix Mirbt. During the summer, also under the sponsorship of the Department, the Théâtre du Rideau Vert of Montreal presented alternating performances of Antoine Maillet's trilogy, Évangéline Deusse, La Sagouine and Gapi, at the Festival of Avignon. At the same Festival, the Quebec author Michel Garneau, accompanied by six actors from Montreal, led a playwright's workshop. Under the joint sponsorship of the Department of External Affairs and the United States

State Department, Jean-Louis Roux, artistic director of the Théâtre du Nouveau Monde in Montreal, lectured at several American universities on developments in Canadian theatre; also in the United States, Canadians participated in the O'Neill Conference held in Waterford, Connecticut. The novelist Mordechai Richler toured universities in West Germany and Austria lecturing on Canadian culture. The poets Nicole Brassard and Paul Chamberland visited Hungary, where they exchanged views with writers and publishers.

The Department continued to co-operate with Canadian impresarios, offering assistance for several managers to attend the important conference in New York of the International Society of Performing Arts Administrators and the Association of College, University and Community Arts Administrators.

In co-operation with other government agencies, the Department ensured Canadian participation in various film festivals, such as the "retrospective" of Canadian film presented in Rome, Florence and Milan in collaboration with the Canadian Embassy and the Italian Film Archives.

During 1978, the collection "Canadian Contemporary Painters", 21 canvases by seven artists, completed its tour of six cities in Australia before returning to the permanent collection of the Art Bank of the Canada Council. Several Canadian artists and private galleries received the Department's support to participate during the summer in the Bologna Art Fair. A major print collection, "Inuit Retrospective", prepared by the Museum of Man, started circulation in the United States with the assistance of the Department of External Affairs. The Department also supported the presentation abroad of provincial exhibitions; a collection from the Alberta Art Foundation was shown in five cities in Japan, and the Ontario multi-media exhibition "We Among Others" (Life and Art in Ontario) was presented in Britain, France and Belgium. In addition, the Department's permanent print collections, which now number 14, circulated throughout Europe, Africa, Asia and the United States. Several tours sponsored by the Department brought foreign art critics and journalists to Canada and helped Canadian cultural representatives, including artists and writers, to travel abroad. The Canadian cultural centres in Paris, London and New York arranged year-round schedules of exhibitions.

The Department helped the National Gallery of Canada present the first one-man show by a Canadian artist, Michael Snow, at the Georges Pompidou Arts and Culture Centre in Paris, and continued throughout 1978 its program of donating books, films, records and slides to the library of the Centre.

The Department sponsors two annual literary prizes: one for French language entries in co-operation with Belgium, and the other for English entries in co-operation with Australia, which are awarded in

alternate years. In 1978, the Canadian writer Jacques Godbout and the Australian poet Thomas Shapcott were the recipients. Certain libraries abroad that were repositories of Canadian books had their collections augmented by the Department's annual donation of Canadian titles.

### Sport

The Commonwealth Games were held in Edmonton from August 3 to 12, 1978, and were attended by almost all Commonwealth nations despite fears that the issue of sports contacts between New Zealand and South Africa might lead to the withdrawal of various countries from the Games, as happened at the Montreal Olympics in 1976.

The Cuban Minister of Sport visited Canada in December as a guest of the Minister of State for Fitness and Amateur Sport. As a result of this visit, a very active exchange schedule was arranged for 1979, including the provision by Canada of a coach for the Cuban National Swim Team on a long-term contract. Though Canada has received many coaches from abroad during the development of its national sport program, this was the first time it had been able to provide such assistance to other countries.

### UNESCO

The activities of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, encompassing the natural and social sciences, education and culture, are of interest to many governmental departments and agencies in Canada, both federal and provincial, to institutions of higher learning, and to a number of private organizations and individuals. The Department co-operates with the Canadian Commission for UNESCO to ensure that the organization benefits fully from Canadian experience and that affiliated Canadian bodies are kept informed of matters that concern them.

UNESCO's General Conference, which meets every two years to discuss the organization's biennial program and budget, gathered in Paris during October and November. For the first time in UNESCO's history, a Canadian, the deputy-head of the delegation, Professor Napoléon LeBlanc, was elected President of the General Conference.

### Youth exchanges

Under various programs, young people from Canada and abroad were given the opportunity of visiting each other's countries, where they stayed with families, worked on public-service projects and travelled extensively. The Young Leaders Program involved students from Belgium and France in exchanges with young Canadians, and a summer-work program exchanged students between Canada and Germany. The Young Technicians Exchange Program involved young professionals from Canada and Mexico.

### Canadian Studies Abroad

The Department continued its program of Canadian studies abroad designed to expand the nucleus of professors and students versed in Canadian subjects. The areas principally concentrated on during 1978 were the United States, Britain, France, Japan, Germany, Italy and Belgium.

Canadian studies continued to expand in the United States during 1978 under the co-ordination of the Association for Canadian Studies in the United States, which is supported by the Department of External Affairs and has more than 500 members drawn from nearly all 50 states. Contributions were made to Yale, Northwestern and Duke Universities to help develop academic interest in Canadian affairs.

The British Association of Canadian Studies received support from the Department for seminars and for publication of its Bulletin of Canadian Studies. A number of universities now offer courses pertaining to Canada. The Chair of Canadian Studies at the University of Edinburgh's Centre for Canadian Studies, a Canadian History Fellowship at the University of Sussex in Brighton and a guest lectureship in Commonwealth History at the University of Leeds all received support.

Seventeen French universities are involved in the study of Canadian subjects, including Bordeaux and Grenoble, which have multi-disciplinary Canadian Studies centres. In Paris, the Canadian Cultural Centre and the Maison des étudiants canadiens in the Cité universitaire both organize numerous activities related to this program. In 1978, 15 French universities received 2,200 books and subscriptions to 129 Canadian journals, magazines and newspapers. In 1978 also, six university professors from France obtained fellowships from Canada for research in Canadian studies; this formula encouraged the setting up of new courses. Some 30 Canadian professors received financial assistance in order to take part in conferences or seminars or to teach in French universities. Steps have been taken by both countries towards exchanges of some 65 graduate and post-doctoral students. Following a review of the selection criteria, the Canadian Government's assistance will now be awarded primarily in the Canadian studies sector or in fields in which Canada's expertise has been internationally recognized. The Department awards travel scholarships to persons selected by Canadian universities to act as English language monitors in French universities or lycées. This is a reciprocal program and the Canadian universities receive French language instructors in exchange. In 1978, 42 English language monitors from 21 Canadian universities took part in this program.

In the case of Japan, the Canadian studies program now encompasses some ten universities in the Tokyo and Kyoto area, and centres on a full-time visiting professorship of Canadian studies at Tsukuba, Keio and International Christian universities. The annual conference of the Japanese Association of Canadian Studies, held in November 1978, was attended by more than 40 Japanese scholars.

In the Federal Republic of Germany, in Italy and in Belgium, programs of Canadian studies with the same elements as those described above were maintained and in some cases expanded during 1978. In addition, an extensive program of scholarships and academic exchanges involving not only the countries mentioned above but a number of others was carried out by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada on behalf of the Department.

The Department, with the co-operation of the Association of Universities and Colleges of Canada and the Social Sciences and Humanities Research Council, has made it financially possible for 100 students, professors and researchers to study and to research in the People's Republic of China and in the Soviet Union. Along with the provincial governments and the Council of Ministers of Education of Canada, the Department co-ordinated the visit by the Chinese Deputy Minister of Education and his delegation in October 1978.

## CHAPTER 2: INFORMATION PROGRAMS AND MEDIA RELATIONS IN CANADA AND ABROAD

### Information Services Abroad

All Canadian embassies, high commissions and consulates engage to some degree in press relations and information work. Such activity is most intense in the largest missions, such as Washington, London, Paris and Tokyo, but even the smallest missions are required to have information programs and are provided with resources for that purpose.

With the support of information materials produced both in Ottawa and abroad, a wide range of projects was undertaken in 1978 to convey the messages of the Government's information program to foreign audiences in terms suited to their special interests. Films, exhibits, audio-visual aids, publications, speeches and seminars were used to create a clearer understanding of Canadian aims, policies and achievements, to portray Canada as a distinctive, sophisticated and stable society with much to offer the rest of the world, and to inform the foreign public of political and economic developments in Canada.

Canadian missions abroad paid increased attention to the foreign media. To help them keep up with developments in Canada, they were sent briefing materials on Government policy, texts of statements and speeches, press scans and press-guidance and background materials on a variety of domestic and foreign-policy issues, including the economic situation in Canada, federal-provincial relations, energy, urbanism and developments in science and technology. Illustrated articles and photo-stories were prepared for foreign publications. Press kits were put together for journalists accompanying Canadian ministers making visits abroad or attending international conferences, and for journalists visiting Canada with foreign leaders. Under the Department's Visits Program, briefings and familiarization tours were organized for nearly 800 journalists and "opinion-formers" from 48 countries. Background material was prepared for speech-makers, and lecture tours by Canadians were arranged both at home and abroad in support of specific objectives.

Motion pictures continued to play a basic role in the public-affairs program. As in previous years, the Department sent prints of National Film Board and private films, in a variety of languages, to its posts and provided assistance to foreign film teams on location in Canada. It also took part in the production of a film on Canada specially created for television viewers in the United States, a documentary on the Canadian political system and an "orientation" film on Canada for use throughout the world.

In keeping with the expanding role of television in mass communications, the Department provided assistance to foreign networks wishing to do programs in Canada. Twenty-six such posts -- in the United States, Western Europe and Japan -- received public-affairs



features, provided by the Department in co-operation with Canadian television organizations, for showing to selected audiences. Two series of film-clips produced by the National Film Board and the National Research Council were distributed specifically for television use. Many films were transferred to videotape for use by Canadian missions with appropriate facilities.

Exhibits continued to support public-affairs activities as components of larger events and as attractions in their own right. During 1978, two photo exhibits entitled "Trees" and "Structures," were produced, as well as a small travelling exhibit on Canada viewed as a bilingual and multicultural country. The Department also participated in exhibits for international trade fairs in Algiers and Dakar, and produced exhibits for the Canadian Passport Office in Toronto, the Canadian National Exhibition, the American-Canadian Week in Minneapolis and the "Salute to Canada", in Houston, Texas. In all, some 34 exhibits appeared during the year in 186 cities of 48 countries.

In 1978, the Department produced publications on Canadian subjects in English, French and a number of foreign languages for selected readerships in Canada and abroad. Their titles included Canada at Belgrade, a report on Canadian participation in the World Human Rights Conference, Canada, a general brochure, and The Challenge of Canadian Federalism, a basic exposition of the Canadian Parliamentary system. A new booklet was written to replace Facts on Canada, an educational photo-sheet on Canada was produced, 36 general-information kits were prepared and 100 special projects were undertaken in response to public affairs needs at posts. In addition, the Department began the production of a series of "response sheets" designed to assist posts to deal effectively with the heavy load of inquiries they receive, but with minimal expenditure of time and effort. Canada Weekly was distributed on request in English, French and Spanish to some 20,000 readers round the world. Nine Canadian missions abroad produced periodicals in local languages.

#### World Exhibitions Program

The International Bureau of Exhibitions (BIE) increased its activities substantially in 1978. Plans for a universal exposition in Los Angeles during 1981 were cancelled by the United States, but development of the special international exhibition on energy in Knoxville, Tennessee, in 1982, proceeded smoothly.

Late in 1978, at the request of the government of Quebec and the City of Montreal, the Canadian delegation to the BIE requested the registration of Les Florales Internationales de Montréal, planned for 1980. Official registration of the event will take place early in 1979. The government of British Columbia asked the Canadian delegation to reveal to the BIE membership preliminary plans for a special international exhibition on transportation to be held in Vancouver in 1985 or 1986.

### Media Relations and Information Activities in Canada

The Department through the Press Office explains the orientations of Canada's foreign policy to the Canadian media and makes known the views of the Secretary of State for External Affairs on international events. This Office keeps the Minister and the Department informed on the international relations content of the printed and electronic media; it arranges briefings, press conferences and meetings with the Minister. Canadian journalists going abroad are assisted in various ways by the Department and posts. By means of a daily press scan and other reporting of Canadian news and events, the Press Office and other branches of the Department assist Canadian posts in their media relations work abroad mentioned in the preceding chapter. The foreign media are also informed and assisted in various ways through regular contact with foreign correspondents covering the Canadian scene from their Canadian or overseas base.

When the Prime Minister or the Secretary of State for External Affairs travels abroad in an official capacity, accompanied by Canadian journalists, to take part in the activities of international organizations, the Press Office arranges a briefing to explain the objectives of the visit and provides a press kit containing all necessary background material. In 1978, arrangements of this sort were made for the Prime Minister's visit to Washington for the NATO Summit and for his participation in the Bonn Economic Summit, as well as when the Secretary of State for External Affairs participated in the OECD Council meeting in Paris and then visited Turkey, Cyprus, China and Japan. Appropriate media arrangements were made in Canada on the occasion of visits by foreign dignitaries.

The Department also maintains programs intended to develop close relations with the academic community both to provide interested professors and students with information about Canadian foreign relations and to develop a dialogue between members of that community and members of the Department. In 1978 the following activities served these objectives. Departmental officers gave over 225 lectures and seminars at universities. Senior officers freed from departmental duties for one year so that they might devote their time to teaching, writing, doing research and holding seminars on international relations were at the Universities of Victoria, Laval, King's College and Western Ontario. The Department provided financial support for 13 academic conferences, as well as for speakers at a number of other conferences on international themes.

One area of departmental activity of close interest both to members of the academic community and to other researchers and writers on Canadian foreign relations is that of historical affairs. The Department both carries out its own research and publication in the historical field and arranges access to archives for scholars. In the former field, work in 1978 was concentrated on Volume 9 of Documents on

Canadian External Relations (the period dealt with is 1942-43) and on Volume 2 of Documents on Relations between Canada and Newfoundland. Work was initiated on a history of the Department of External Affairs to be published in 1984. Oral history interviews were carried out with retired senior officers, partly with reference to preparation of a book on a former Under Secretary, N.A. Robertson. Members of the Historical Affairs Division spoke at universities and published articles.

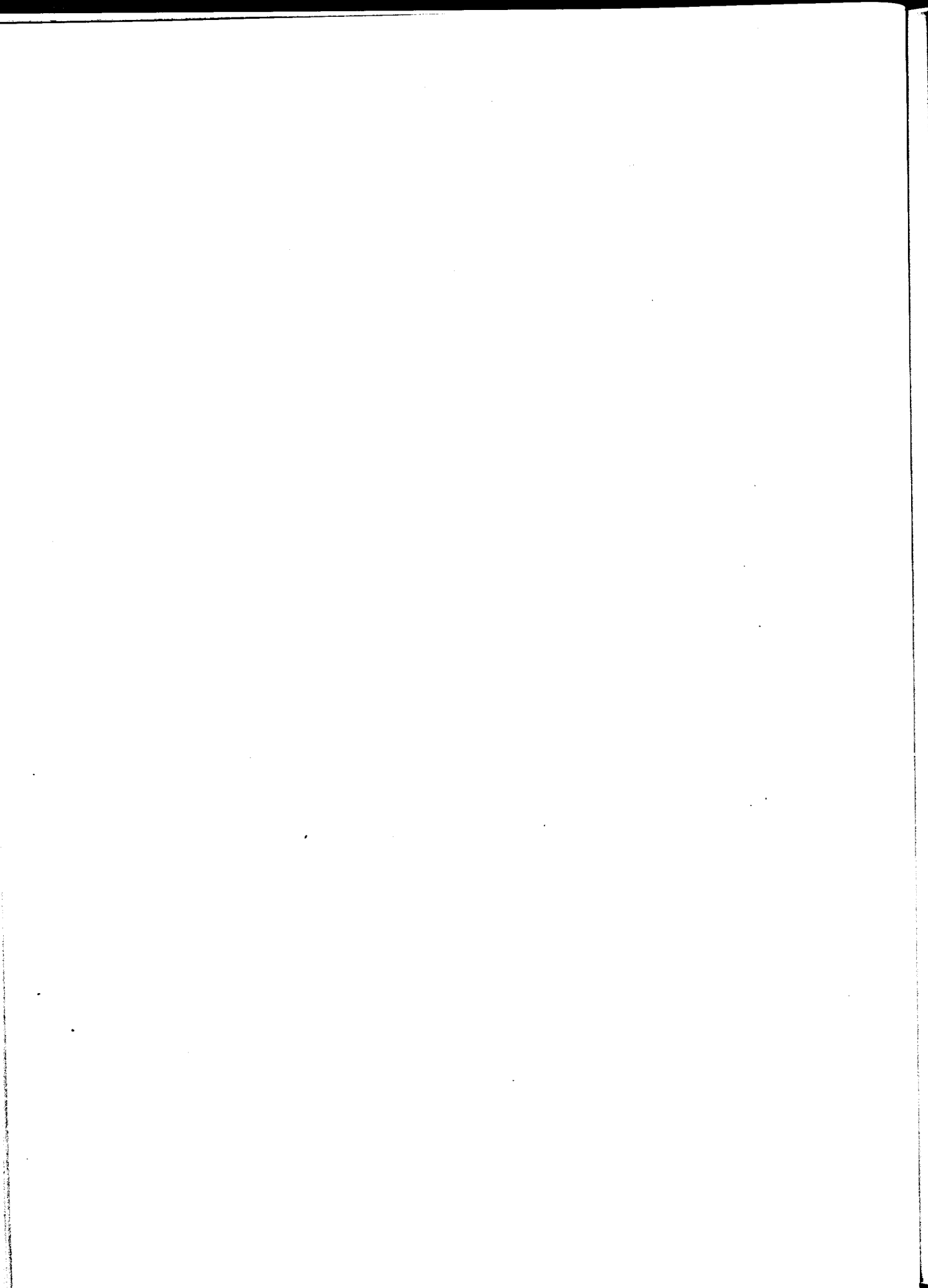
In facilitating the work of scholars, the Department approved for release a number of articles based on research done on departmental files; it also reviewed manuscripts of doctoral theses for which research was carried out in the Department. It was responsible for granting controlled access to files; almost 50 professors and doctoral students were given permission to consult certain departmental files during 1978. Oral and written replies to numerous requests for information were attended to at a rate of about 60 a month. Extensive examination of files was carried out with a view to their transfer to the Public Archives of Canada and eventual use by scholars.

For the general public, schools and special interest groups in Canada, the Department provided services and programs of an informational nature on Canadian foreign policy; these included an enquiries service to answer the Canadian public's mail and telephone requests.

1978 projects were as follows: a film entitled "The Pearson Building"; a visits program under which Members of Parliament, journalists, teachers and others travel to the headquarters of the North Atlantic Treaty Organization, the European Economic Community and other international organizations to learn more about Canada's multilateral links; a small publications program; projects such as a tabloid on Canada-U.S.A. relations and a series of audiotapes on foreign policy developed in conjunction with provincial educational authorities for use in high schools; an information kit for Commonwealth Day; a speakers program to allow Canadian Heads of Mission to travel across Canada to speak to community groups and representatives of the press as well as to appear on radio talk-shows and T.V. public affairs programs.

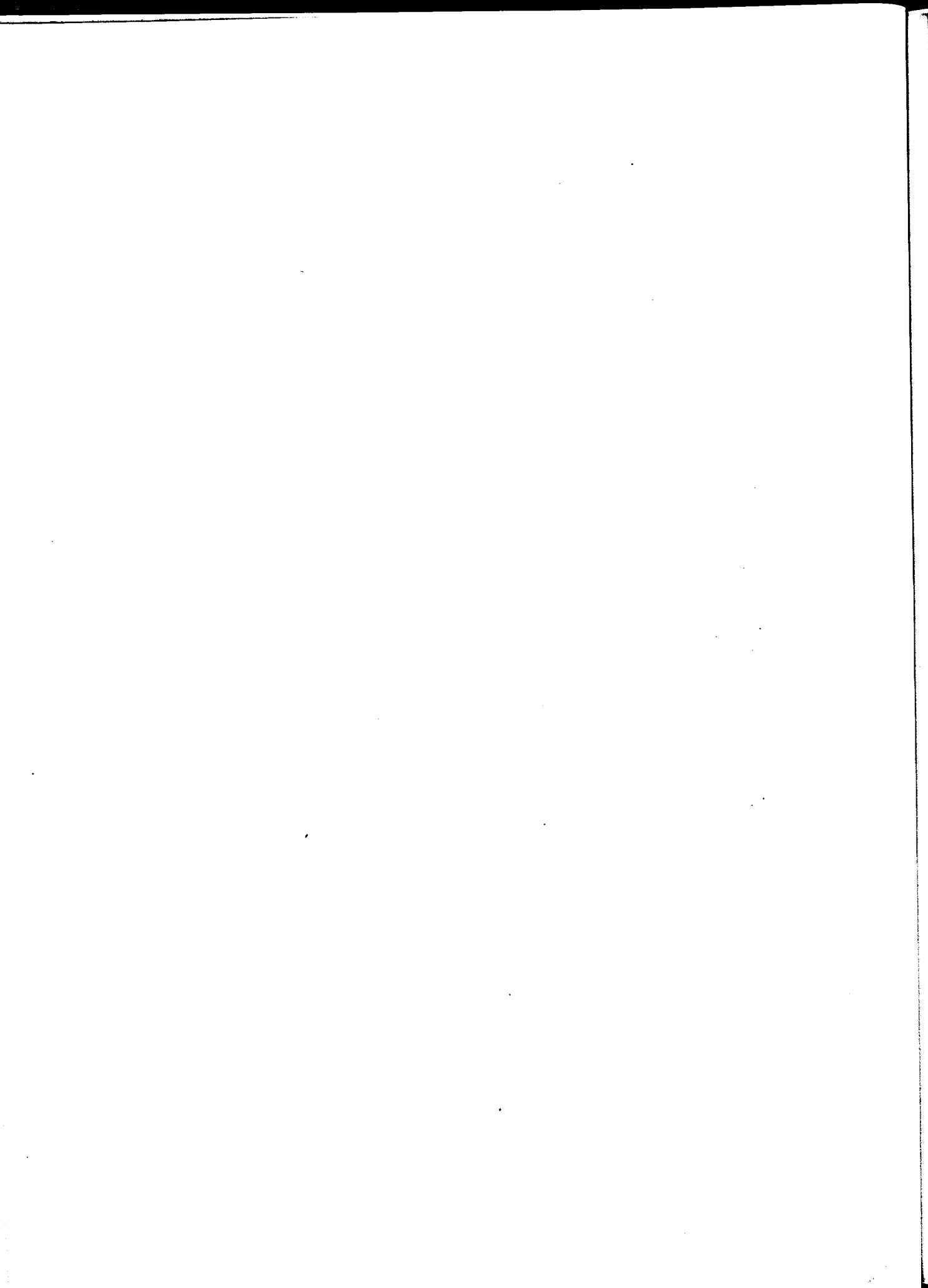
#### Reorganization in the Department

In 1978, the former Bureau of Public Affairs was divided into two Bureaux, one of International Cultural Relations and one of Information in order to achieve a more effective development of programs in these two fields. These two Bureaux and the Press Office are responsible for the headquarters work in the programs described in the present chapter and in the preceding one.



PART D

PROTECTION OF  
PRIVATE INTERESTS ABROAD



### Consular Activities

Although there was an apparent levelling-off in foreign travel by Canadians during 1978, there was a general increase in demand for consular services at 110 Canadian diplomatic posts abroad.

In Ottawa, the Bureau of Consular Services co-ordinated the consular activities of these posts to provide a wide range of assistance to Canadians living or travelling abroad. Its responsibilities included: analysis of consular reports and statistics; development of consular policy; the negotiation of consular conventions and multi-lateral and bilateral agreements; management of consular training and evaluation programs; monitoring of relevant legislative developments; liaison with the travel industry; and provision of advice to the public on questions about consular services. At diplomatic and consular posts, consular work ranged from the issuing of passports, the providing of notarial services and the relief of Canadian travellers who were ill, penniless or in legal difficulties, to emergency evacuations from troubled countries.

### Consular Assistance

In 1978, Canadian posts reported over 540,000 cases of consular services, the large majority of which were routine matters involving the issuing of passports and the provision of notarial services, or assistance with citizenship questions. In the more serious categories of consular assistance, there was a slight decrease in the number of Canadians requiring financial help. Canadian posts assisted 2,744 persons (compared to 2,800 in 1977) in obtaining funds from relatives or friends in Canada or provided other forms of emergency relief. The number of Canadians repatriated on a cost-recovery basis increased significantly to 375 cases from a previous average level of 250 persons a year.

Canadian posts also provided assistance and advice to next-of-kin in dealing with the deaths abroad of 417 Canadians. During 1978, the number of Canadians arrested or detained by foreign authorities increased slightly; consular officers assisted 864 Canadians in obtaining legal counsel and in communicating with their families. In addition to ensuring that Canadians had the full benefit of due process of law in the countries concerned, consular officers endeavoured to ensure fair and non-discriminatory treatment of Canadian prisoners and detainees, and maintained regular contact with them. In 1978, 255 persons were detained or imprisoned on drug charges, compared to 275 in 1977; 588 Canadians encountered emergency medical problems abroad last year and required assistance from Canadian posts.

With the outbreak of civil disorder and political unrest in Iran in the late autumn, contingency plans for the protection of Canadians were implemented and led to one of the few full-scale

evacuations in Canadian consular history. Throughout the operation, close liaison was maintained with the companies that employed Canadians in Iran, with the posts involved in the operations, and with the Department of National Defence. With the co-operation of the Iranian authorities, all Canadians whose lives were endangered by the course of events were safely evacuated.

Before the outbreak of hostilities in Iran, Canada had concluded a treaty with the Imperial Government of Iran that eliminated the exit-visa requirement for Canadian visitors and residents of Iran. The agreement involved an exchange of notes amending the 1961 agreement concerning visa requirements for non-immigrant travellers from both countries.

In 1978, Canada and the United States exchanged instruments of ratification bringing into force a treaty on the execution of penal sentences (transfer of parolees and prisoners). During the first transfer of Canadian and U.S. inmates, which took place on October 12 and 13, 1978, 29 Canadian prisoners in U.S. institutions who had applied for and been granted permission to return to Canada and 40 U.S. inmates of Canadian institutions returned to their homelands. Canada is continuing to discuss with other countries the possibility of negotiating similar treaties.

The Department maintained its active interest in developments pursuant to the Conference of Security and Co-operation in Europe and in particular sought further progress in the field of family reunification. During 1978, progress was steady and many long-standing cases were resolved. Canada made new representations to Czechoslovakia in November 1978 and undertook a stepped-up program of consultations with a number of countries throughout the year in an effort to resolve outstanding cases.

The bureau of Consular Services played a co-ordinating role in the processing of visa applications by non-immigrants from certain designated countries. The number of visas issued continued to increase, particularly those issued to trade representatives.

With the increased involvement of the Department in the protection of human rights and the escalation of the global refugee problem, the bureau appointed in 1978 a Special Adviser on Refugees, who also serves on the Refugee Status Advisory Committee. During 1978, that committee reviewed 639 claims for refugee status. In addition, the Department strongly supported the humanitarian efforts of the United Nations High Commissioner for Refugees to obtain a generous international response to the plight of refugees throughout the world, and played an active co-ordinating role in dealing with urgent problems of Indochinese refugees picked up in the South China Sea by Canadian-registered or Canadian-owned ships.



### Awareness Program

The Consular Awareness Program continued throughout the year, focusing mainly on increasing the distribution of the travellers' booklet "Bon Voyage, but...". The response of the Canadian travel industry was encouraging. Members of the Bureau of Consular Affairs and directors of the regional passport offices undertook speaking engagements and press interviews. At the year's end, two new initiatives were under way, the preparation of televised public service announcements concerning passport and consular affairs and a seminar on consular services for members of the Canadian travel industry and travel media.

### Passport Office

The Passport Office provides passport services to Canadian citizens and issues certificates of identity and United Nations refugee-convention travel documents to legally-landed aliens now living in Canada. In 1979, there were regional passport offices in Calgary, Edmonton, Halifax, Hamilton, Montreal, Quebec, St. John's, Saskatoon, Toronto, Vancouver and Winnipeg.

In 1978, the total number of passports issued increased to 754,116, 2.1 percent over the figure for 1977. Of that total, 42,631 passports were issued at Canadian diplomatic missions abroad. Of the balance, 326,476 passports were issued from Ottawa while the regional passport offices issued 385,009.

The number of certificates of identity and refugee travel documents issued was 1,708, 47.9 percent below that of the previous year. It is believed that this is due to a drop in the number of refugees coming into Canada compared to the period 1975-77, and to the effect of the reduction from five years to three in the waiting period required to obtain Canadian citizenship.

The number of valid passports in current use as at December 1978 was estimated at 3,262,000.

The regional passport offices lend support to headquarters information activities on passports and consular services, on conditions in troubled parts of the world, on the whereabouts and well-being of relatives travelling abroad and to transfer funds to those in distress.

### Foreign Claims Commission

During 1978, the Secretary of State for External Affairs received periodic reports and recommendations from the Foreign Claims Commission on eligibility or non-eligibility of Canadian citizens for awards out of Foreign Claims Funds relating to Poland and Czechoslovakia. The Commission is an independent body, set up under the Inquiries Act to examine such claims and recommend on them to the

Secretary of State for External Affairs and the Minister of Finance. The funds consist of moneys received from Poland and Czechoslovakia, under agreements with Canada, in settlement of claims by Canadian citizens whose property had been nationalized (or otherwise attached) before the dates of the agreements.

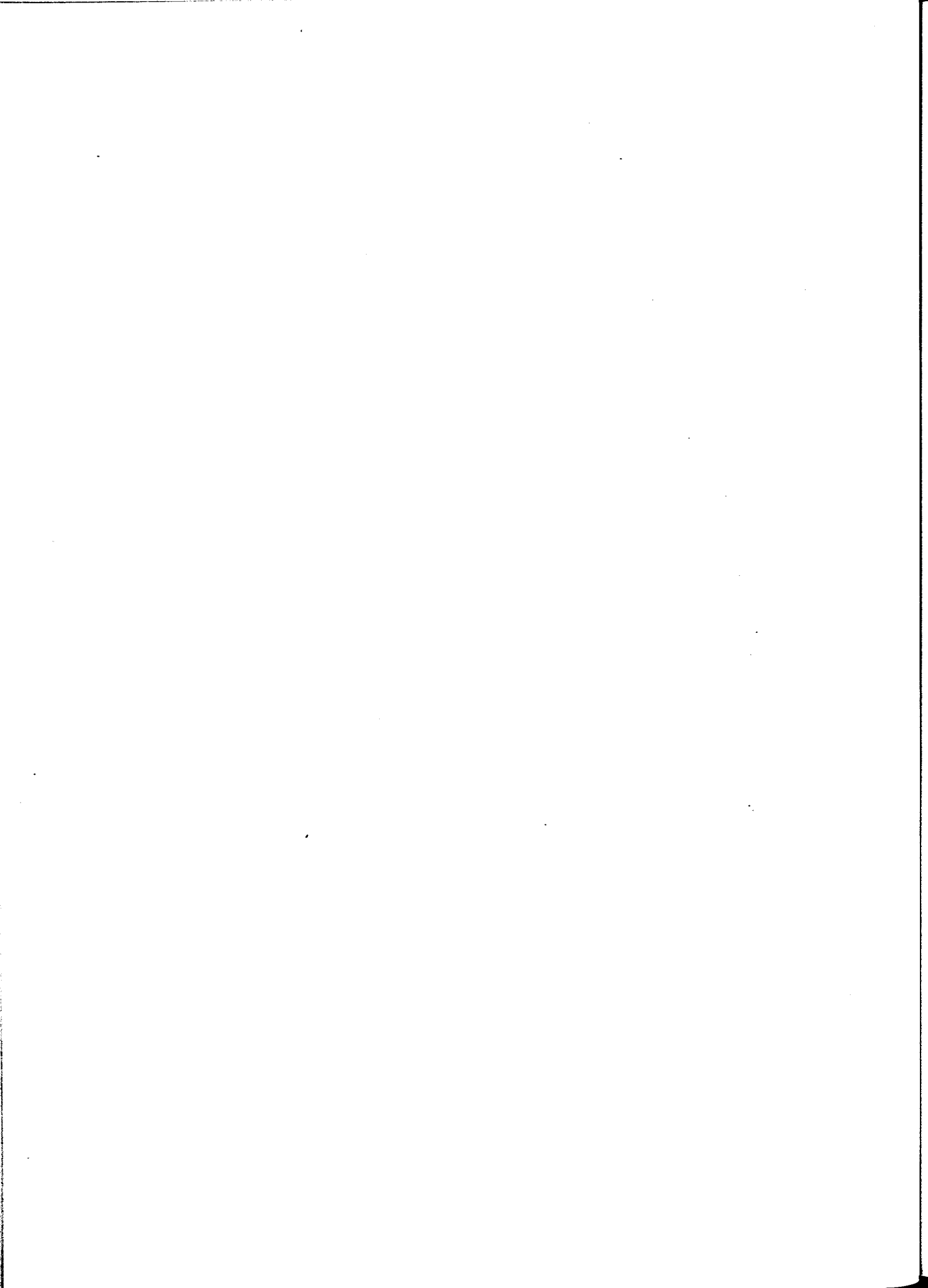
#### Private International Law

In the area of private international law, the Department offers a variety of services to facilitate legal proceedings involving Canadian and foreign jurisdictions on the basis of conventions or by arranged procedures. With the greater mobility of individuals, social security benefits, maintenance orders and judgments and other related matters have become subjects of international co-operation. As many of these subjects fall within the area of provincial jurisdiction, liaison is carried on between the Department and the Provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements.

Another area of co-operation between states involves the enforcement of criminal law; in this area also, the Department ensures the required liaison in Canada and abroad. During 1978, negotiations were conducted with the Netherlands for a new extradition treaty and work was almost completed on a draft text. A new Fugitive Offenders Bill, based on the model prepared for the Commonwealth Law Ministers meeting in London in 1966, passed the Senate in December 1978; when this Bill is enacted, Canadian legislation will be in line with fugitive offenders acts throughout the Commonwealth and with recent extradition treaties Canada has concluded with other countries.

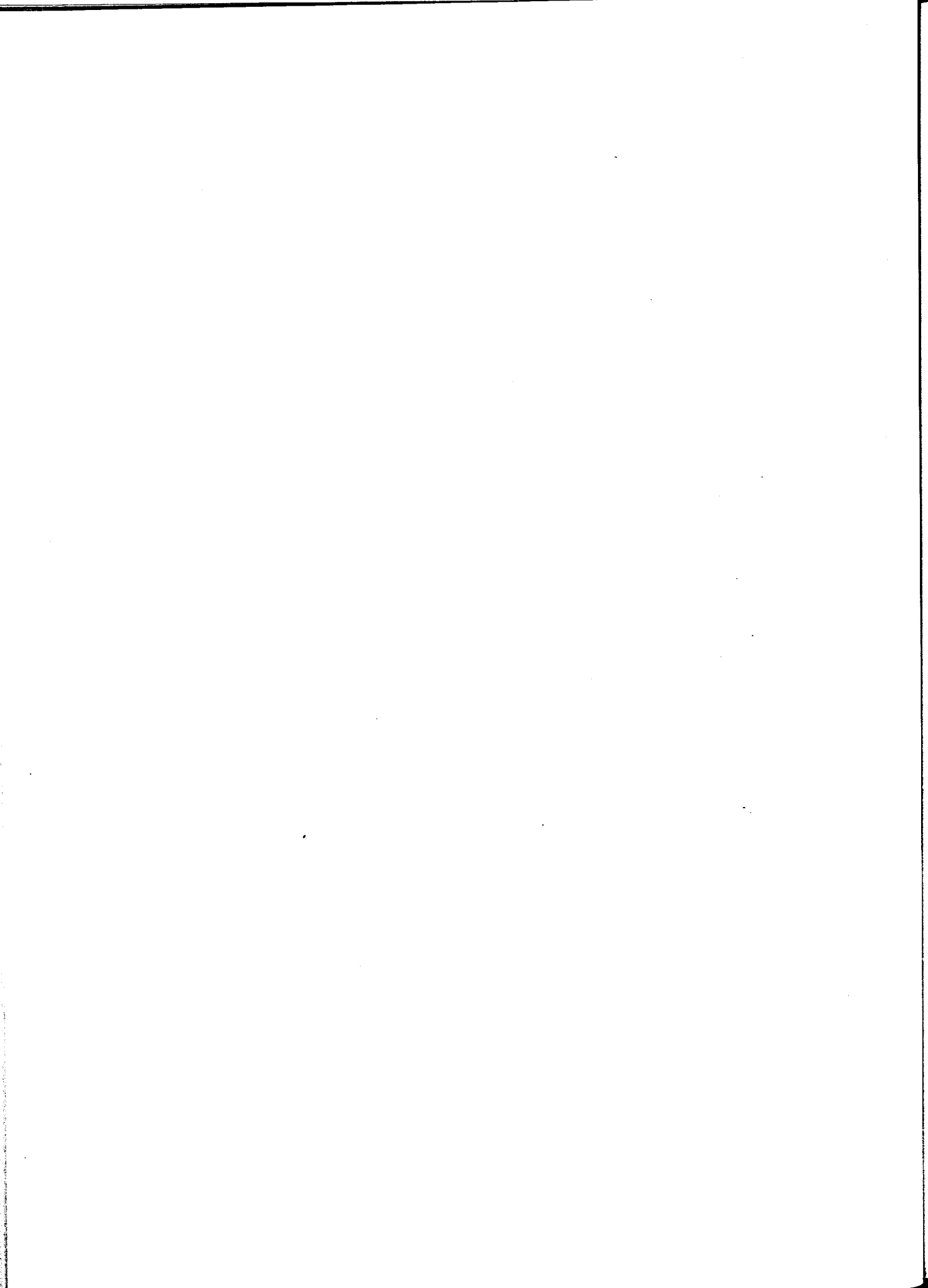
The Department's Bureau of Legal Affairs has also become extensively involved in the international aspects of a number of civil kidnapping, or "childnapping", cases involving disputes between a mother and a father over custody of a child. The number of cases of this kind has been increasing. The Department Bureau has attempted to obtain reports on the well-being of the children involved and, if possible, has helped arrange for their return to Canada in cases where Canadian courts have already ruled on custody. Partly because of the acute personal distress often caused by such disputes, there has been considerable public interest in the role of the Federal and Provincial Governments. For their part, eight of the ten provinces have adopted model provincial legislation on reciprocal enforcement of provincial custody orders since 1975. Internationally, Canada has moved on two fronts to seek co-operation in this field. First, within the context of the Commonwealth, member countries directed that early examination be given to the possibility of greater co-operation in the enforcement of custody orders. Secondly, and again at Canada's request, this subject has been placed on the agenda of the 1980 Hague Conference on Private International Law; it is hoped that a draft convention dealing with this subject will be presented to that conference.

In 1978 the Transfer of Offenders Act was passed by Parliament. This legislation permits Canada to carry out the obligations assumed in treaties providing for the execution of penal sentences under which, on a reciprocal basis, Canadian citizens sentenced to imprisonment in foreign countries will be permitted to serve their sentences and parole in Canada. A Canada-U.S. treaty on transfer of prisoners was ratified in July 1978 and is now in force; a similar treaty was signed with Mexico in 1977 and a transfer of offenders treaty with France was initialled in 1978.



PART E

FORMULATION OF POLICY AND  
THE INSTRUMENTS OF POLICY



### Federal-Provincial Co-Ordination

The federal-provincial co-ordination function serves to strengthen the Canadian government's capacity to meet the growing international aspirations of the provinces, to help the latter carry out their recognized international activities and to formulate government policy on the international activities of the provinces and on their role in Canadian foreign-policy-making.

The provinces have access to the Department's telecommunications network and to the services Canada's diplomatic missions abroad can provide. The Division administers an Information-Flow Program in which the ten provinces take part and which provides them with analyses and information from the Canadian embassies in Washington and to the European Economic Community on policies and activities of the United States and the EEC in areas of provincial interest. The program has been carried out by means of oral briefings, exchanges of visits by officials, and a regular flow of written reports and documents; it covers matters that include natural resources and environment as well as energy and trade.

The year 1978 was one of continued provincial activity on the international scene, particularly multilateral activity. Several international conferences involved the participation of various provincial governments: the twentieth Conference of UNESCO, the thirty-first session of the World Health Assembly, the nineteenth Conference of the Food and Agriculture Organization, the sixty-fourth session of the International Labour Organization Conference, plus several sectorial meetings of the Commonwealth and the OECD, particularly in the education field. The provinces were consulted in the preparation for Canada's participation in the United Nations Conference on Science and Technology for Development, and they co-operated in drafting the report presented by Canada to the United Nations as their contribution to the International Covenant on Civil and Political Rights.

With regard to relations with the European Economic Community and implementation of the Canada-EEC Framework Agreement, the provinces took part in the work of two subcommittees of the Joint Co-operation Committee (JCC) dealing with industrial and general co-operation respectively. The interested provinces were able to take part in joint working groups created by the subcommittees to study specific questions such as aeronautics, telecommunications, forest products, metals and minerals. The exchanges and official contacts between provincial officials and Community representatives were continued and led to productive consultations concerning asbestos policies among other things.

The provinces showed a similar interest in the Canada-Japan Joint Economic Committee; as a result, arrangements were made which enabled the provinces to be associated with the Committee and to be kept informed of the progress made in discussions and relations between Canada and Japan.

In immigration matters, the year 1978 saw the implementation of a number of aspects of the Cullen-Couture agreement concerning immigration to Quebec. Numerous consultations were held between the responsible federal departments and their Quebec counterparts on the question of permanent assignment of Quebec immigration officers to Canadian embassies abroad. Immigration officers of the government of Quebec are already posted in Beirut, Rome and Buenos Aires.

Several provinces were involved in the visit to Canada of a large Chinese delegation that came to study audio-visual education. As well, a number of Canadian universities, with the agreement of the provincial governments, expressed interest in receiving Chinese students under a program aimed at placing students in Western universities announced last summer by the Peking government.

### Visits

The Federal-Provincial Co-ordination Division helped make arrangements for a number of provincial leaders going abroad; these included Premier Davis of Ontario, who visited San Francisco as well as Europe, and who also led a ministerial mission to the Middle East, and Premier Moores of Newfoundland, who went to Oslo, London and the Federal Republic of Germany as part of the campaign to defend seal hunting. In addition, arrangements were made for visits abroad by numerous ministerial delegations from the ten provinces.

In 1978 also, the Division co-ordinated arrangements for visits by Mr. Begin, Prime Minister of Israel, to Montreal and Toronto; by Mr. Andreotti, Premier of Italy, to Quebec and Ontario; by the Belgian Minister of Foreign Affairs to British Columbia; and by the Petroleum Minister for Saudi Arabia to Alberta and Ontario.

### Interdepartmental Co-Ordination

During 1978, the Interdepartmental Committee on External Relations (ICER) continued to execute the Government's policy of restraint through the "country-programming" system and also through separate initiatives as required. Manpower resources were reduced and redeployed to ensure that global priorities would continue to be met within budgetary constraints. As part of a continuing study of the use and deployment of human and other resources in countries with more than one Canadian mission, the first phase of a detailed study of the extent, level and location of resources in the United States was completed. A study of France and Germany was also launched with a view to determining the most effective resource-allocation in those countries.

The past year witnessed a considerable increase in the activity of the ICER, and progress was made towards standardizing Departmental procedures abroad through the establishment of an interdepartmental inspection team. The authority and responsibility



of heads of mission have been clearly defined to ensure standard operating procedures at all Canadian establishments.

Annex II, Table I provides a summary of the location of the 118 Canadian posts in existence in 1978-79 and the 4,725 persons engaged in carrying out the Government's 13 foreign-operations programs in some 140 countries and 30 major international institutions. Annex II, Table II indicates the relative number of man-years devoted to the major foreign-operations programs by program personnel, and Annex II, Table III breaks down the number of program staff abroad by department or agency.

### Policy Planning

A Policy Planning Secretariat assists the Under-Secretary and top management by evaluating the effectiveness of current policies in the light of changing international and domestic circumstances, advancing options and suggesting new directions in foreign policy. It also works to strengthen the Department's function as the federal agency responsible for the management of Canada's foreign relations.

During the year, a set of regulations governing locally-engaged staff was completed, which will be introduced at posts on a gradual basis to ensure the effective administration of locally-engaged staff was completed, which will be introduced at posts on a gradual basis to ensure the effective administration of locally-engaged staff throughout the world.

### Executive Information

An Executive Information Service was established in 1978 as a staff unit of the Office of the Under-Secretary. Its principal responsibility is effective communication at headquarters, between headquarters and posts, with employees and with other departments and agencies of Federal Government that have an interest in Canada's foreign relations. This responsibility it discharges by the headquarters circulation of daily summaries of important communications between the Department in Ottawa and the missions abroad, by regular publication and distribution within the Government of material concerning foreign-policy matters and by the encouragement of greater contact between senior management and the branches of the Department.

### Security and Intelligence

The Bureau of Intelligence Analysis and Security is responsible for programs designed to ensure the physical security of documents and communications and the safety of personnel both at posts and at headquarters. Responsibility for matters of international terrorism and emergency preparedness also belong to this bureau, as does the Operations Centre of the Department. From numerous sources, officers of the

bureau collate and analyze political and economic intelligence used as a basis for policy formulation on matters affecting Canada's interests.

### Foreign Representation in Canada and Protocol

The number of countries having diplomatic relations with Canada is now 134: there are 72 resident ambassadors, 20 resident high commissioners, 29 non-resident ambassadors and 13 non-resident high commissioners. In addition, there are the International Civil Aviation Organization (ICAO), which is located in Montreal, with representatives from 41 nations and a secretariat, the delegation of the European Economic Commission, the Office of the High Commissioner for Refugees, the International Labour Office and the United Nations Audio-Visual Information Centre on Human Settlements. There are, as well, 322 consular and other foreign representative offices in Canada.

### Protocol

During 1978, the Office of the Chief of Protocol maintained contact with the missions, providing services and advice in accordance with Canada's obligations under international conventions and Canadian laws and regulations. Such matters as the protection of foreign embassy and consular personnel, and ceremonial arrangements involving the diplomatic corps and Government hospitality to foreign visitors, were the responsibility of this office. It was also responsible for overseeing the privileges and immunities of 801 diplomatic personnel, some of whom were resident outside Canada, 646 individuals and their families attached to consulates, and 392 foreign administrative and support staff and their families. There were also 313 private servants working for foreign representatives. At the ICAO headquarters in Montreal there are, apart from the representatives of 41 countries, a Secretariat staff of 205 international civil servants, including senior officials with status similar to that of the diplomats. The office continued to help newly-arrived foreign personnel to understand Canadian customs and the Canadian laws and regulations they would be expected to observe, and while protecting the interests of Canadians, to intervene to prevent misunderstandings between members of the diplomatic community and Canadian citizens from adversely affecting the work of foreign missions.

The Office was also responsible for welcoming foreign visitors and for offering them Government hospitality. In 1978, the Office organized 452 hospitality functions and co-ordinated arrangements for 133 visits to Canada. These included state or official visits by: the heads of state of Mali, the Netherlands and Senegal; the heads of government of Israel and Luxembourg; and the ministers of foreign affairs of Australia, Barbados, Turkey, the United States of America and Zaire. Arrangements were also co-ordinated for official travel abroad, firstly by the Prime Minister, to Britain, France, the Federal Republic of Germany, Jamaica and New York; and by the Secretary of State for External Affairs, to the People's Republic of China, Cyprus, Hong Kong, Japan, Namibia, Spain and Turkey.

### Privileges and Immunities

The Department has general responsibility for the interpretation and application, in Canada and abroad, of the principles contained in different international agreements on privileges and immunities affecting diplomatic and consular missions and international organizations.

One of the Legal Affairs Bureau's tasks in 1978 was to provide advice on the trends in international law regarding the privileges and immunities of international organizations whose activities have a commercial aspect. During 1978 therefore, Canada took part in international meetings to determine which privileges and immunities could apply to the International Telecommunications Satellite Organization (INTELSAT) and the International Maritime Satellite Organization (INMARSAT). The protocol which was adopted, at a diplomatic conference, on the privileges and immunities of INTELSAT is the first multilateral agreement that attempts to define the line of demarcation between the administrative and commercial activities of such an organization -- with respect to the former, the Organization enjoys immunities and with respect to the latter, it must act as a responsible corporate citizen and obey the laws of various nations. These rules will undoubtedly have repercussions for INMARSAT and probably for the proposed "Enterprise" created by the International Seabed Authority to develop the seabed, or for other organizations of a partially commercial nature.

In addition to these developments in international law, the Bureau has proceeded with a review of existing legislation in order to provide grants in lieu of taxes to Canadian municipalities in respect of buildings belonging to international organizations. These grants would be in addition to those already given in respect of consular and diplomatic properties.

### Personnel

The Bureau of Personnel is responsible for the working conditions of the 1,995 employees at headquarters and the six regional passport office as well as of the 1,345 Canadians and locally-engaged employees at 123 posts.

In 1978, major changes were made to improve administrative systems and to adapt to Government-decreed personnel reductions and budgetary constraints. Thus the bureau was reorganized in accordance with a realignment and rationalization of its functions. The Personnel Policy and Official Languages Division (in particular one of its three sections - policy Development and Co-ordination) was designed to serve as an active focus for longer-range policy issues. The Evaluation, Analysis and Data Services Section helps assess personnel management in the Department; it also operates a computerized personnel-information system and performs compliance audits of the staffing and classification

functions as required as a condition of delegation from central agencies. The Official Languages Section administers both the Department's Official Languages Program, providing "mandatory input" and guidance, and the Federal Government's policy on official languages. In addition, the Personnel Policy and Official Languages Division has undertaken to provide other governments, on request, with programs of training in the organization and operation of a foreign service. In co-operation with the Public Service Commission, this division is preparing a seminar on Canadian foreign policy for executives of the public service.

Renewed emphasis was placed during the year on improving the Department's ability to provide the specialized training and career development needed to enable its support personnel to function effectively both in Canada and abroad.

The Department has adopted a policy of "career-streaming" for its Foreign Service Officers. This is designed to assist officers in developing increased expertise in key areas of international relations and a deeper understanding of major Canadian domestic policies. The latter purpose will be achieved by increasing the number of secondments to other departments and agencies of government.

The appraisal and promotion system has continued to evolve in response to the challenge of the uniquely mobile character of the Department's operations. About 145 officers were posted during the year.

The National Joint Council began its triennial review of the Foreign Service Directives: management and staff associations consulted on the revision of the Directives to ensure that they remained responsive to changing circumstances and provided not only incentive to serve abroad but where possible conditions of work comparable to those in Ottawa. The Directives are designed to recognize the requirement for employees to work abroad in a wide variety of circumstances and environments, while promoting good morale and the effective performance of duties.

During the year, a set of regulations governing locally-engaged staff was completed, which will be introduced at posts on a gradual basis to ensure the effective administration of locally-engaged staff throughout the world.

(A complete listing of Canada's missions abroad may be obtained from the Domestic Information Programs Division of the Department).

#### Physical Resources

The management of the Department's overseas real estate is entrusted to the Bureau of Physical Resources. The bureau also has

responsibility for a long-range capital program approved by the Treasury Board in 1974 and funded at a level of \$20 million annually; the object of the program is to increase Crown ownership of office and living accommodation abroad as an economic alternative to escalating rental costs. The bureau manages a realty inventory valued at approximately \$250 million; annual budgets total \$30 million.

During 1978, the bureau continued with design work and negotiations on a number of projects in Belgrade, Lagos, Mexico, Moscow, Paris, Tokyo and Washington; an agreement was signed in Peking to acquire a site and begin planning for the design and construction of an office, an official residence and staff accommodation.

Acquisition of properties was concentrated during the year on western hemisphere countries where good economic opportunities became available. Chancery purchases were completed in Georgetown (site), Kingston and Lima (addition), as well as Bordeaux. New official residences were purchased in Bridgetown, Lima, Hong Kong and Atlanta. In total, some 30 staff quarters were also acquired in locations such as Bridgetown, Buenos Aires, Lima, Port of Spain, Santiago, Kinshasa, Lusaka, Nairobi, Manila, Tokyo and Oslo.

Other activities of note during the year included leasing of property in Kuwait for the opening of the new post, the completion of an annex to the Cairo Chancery, and redevelopment of the New Delhi official residence compound. The 1978 budget for furniture, furnishings and vehicles was about \$5 million.

#### Communications

Telegraphic traffic during 1978 approached two and a half million messages, of which approximately half were carried for departments other than External Affairs.

A new high-capacity computerized message switch was installed in Ottawa that permitted the realignment of most of the telegraphic circuits serving posts abroad. The establishment of direct links with headquarters largely eliminated major overseas relay operations and made possible controls and operating disciplines that had previously been impossible. Network performance was improved, with considerable reduction of personnel costs abroad.

New communications equipment was prepared, installed and activated at many posts abroad. The continuing re-equipment program is improving traffic-handling capabilities and yielding additional personnel savings overseas. Several new systems were developed further as pilot projects for future application. Telephone services in Ottawa and abroad were developed to meet special requirements and to achieve operational economies.

Regionalization of the diplomatic courier service was introduced in the Far East (Bangkok) and strengthened in Paris in an effort to bring the working conditions for couriers into line with accepted practices, to reduce overtime and to help stabilize costs without substantially reducing services.

To economize on some of the Department's typing operations, a Word-Processing Services Section was established at headquarters in 1977, and expanded in 1978, as a central service available to all sections of the Department. It has proved to be of greatest use in the editing and production of long texts, "multiple" letters and letters with variable inserts, and in the process of altering the layout of publications.

Major progress was made in implementing an automated information-storage and retrieval system.

With promulgation of the Human Rights Act in March, a Privacy Act Officer was appointed.

#### Inspection

The Inspector General is responsible for the independent review and appraisal of the operations of Canada's diplomatic and consular posts.

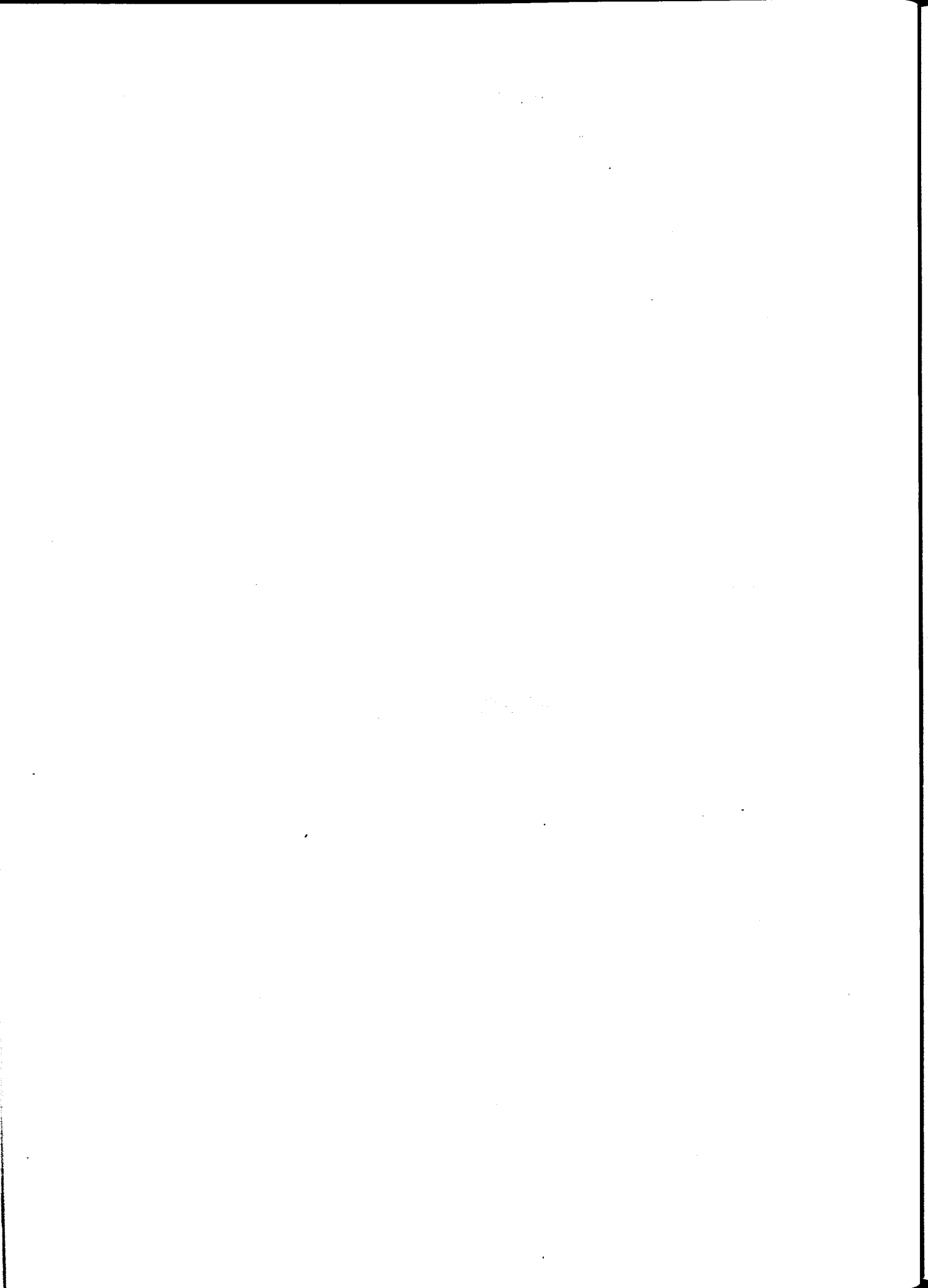
During 1978, inspection-team visits were carried out at 11 posts in Latin America, five in East and West Africa, nine in Asia and the Pacific, four posts in Europe and two in the United States. Detailed reports were prepared on these visits for action or information as required. The Inspection Service is also responsible for maintaining an effective follow-up system to ensure that the corrective action recommended in the reports is taken.

#### 1978-79 Budget

In 1978-79, the Department spent \$10.6 million on various forms of assistance to Canadians abroad, mostly by way of consular services; another \$31.2 million was spent on "public diplomacy", or information and cultural relations abroad; \$32.1 million was spent on general administration. The cost of diplomatic relations with foreign government was \$139.4 million, plus \$94.1 million to provide support services for the overseas representatives of other departments and agencies, notably the Department of Industry, Trade and Commerce, the Canada Employment and Immigration Commission and the Canadian International Development Agency. The total budget for the fiscal year was \$307.4 million.

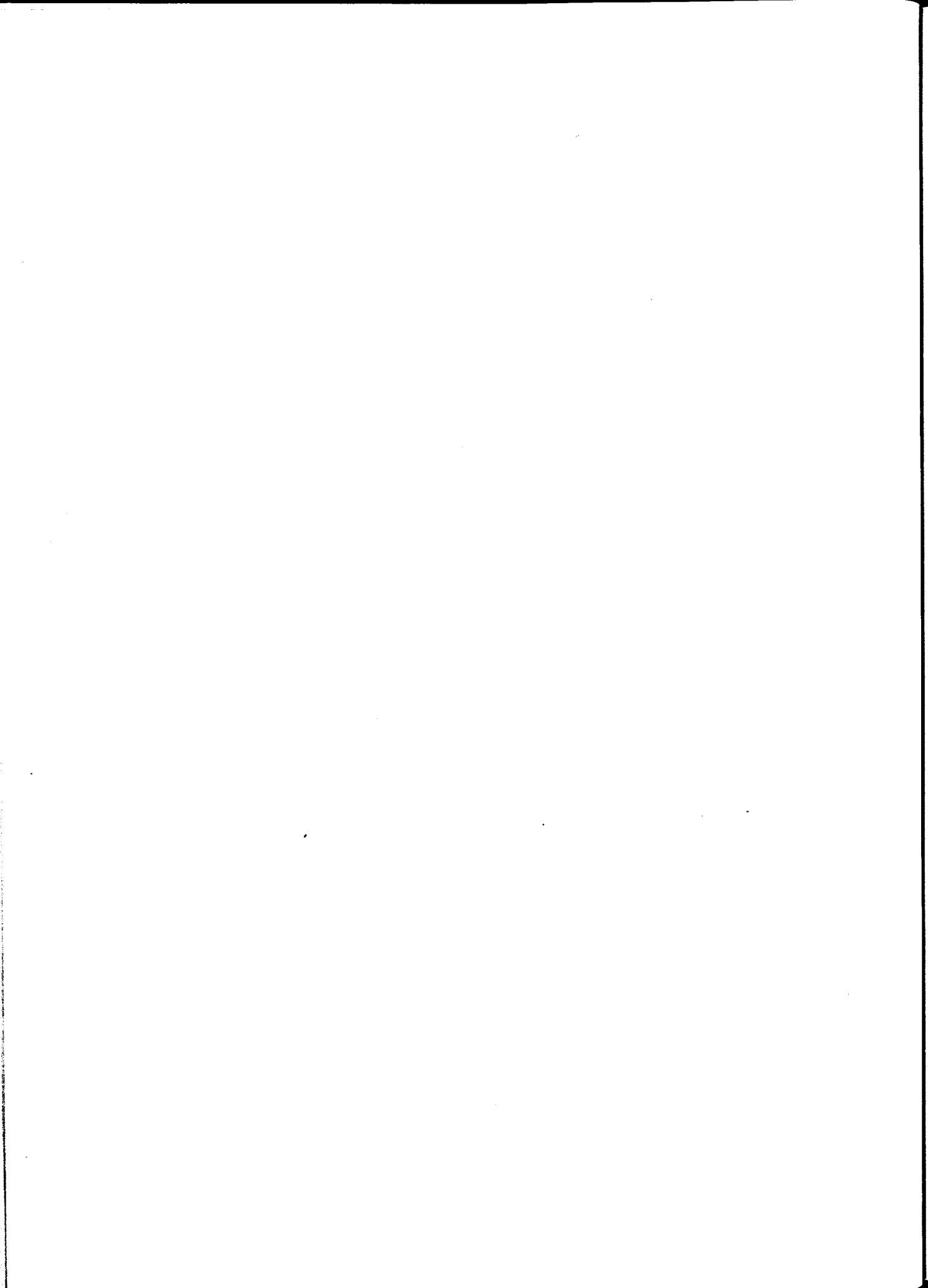
Of the above total, \$208.8 million was spent on operations and maintenance, which includes salaries, wages and personnel costs, rentals

of properties abroad, travel and communications expenses and a wide range of costs associated with the conduct of foreign operations. A further \$65.1 million was for grants and contributions, consisting of non-discretionary payments and arising from Canada's membership in a number of international organizations. Finally, \$33.5 million was used for the regular replacement of equipment, vehicles and furniture and for the acquisition or construction of property abroad.





ANNEXES



INTERNATIONAL AGREEMENTS

Bilateral Agreements

Barbados

Exchange of Notes between Canada and Barbados constituting an Interim Air Transport Agreement

Bridgetown, November 20, 1974  
Entered into force November 20, 1974  
Extended by exchange of Notes to December 8, 1975  
Further extended by exchange of Notes to March 31, 1976, December 31, 1977 and April 1978  
Terminated April 30, 1978

Egypt, Arab Republic of

Protocol between Canada and the Arab Republic of Egypt concerning the exhibition of the treasures of Tutankhamun

Cairo, November 6, 1978  
In force, November 6, 1978

Development Loan Agreement between Canada and the Arab Republic of Egypt

Cairo, December 21, 1978  
In force, December 21, 1978

El Salvador

Development Loan Agreement between Canada and the Republic of El Salvador

San Salvador, February 15, 1978  
In force February 15, 1978

Euratom

Exchange of Letters between Canada and the European Atomic Energy Agency (EURATOM) to amend the Agreement between Canada and the European Atomic Energy Community for Co-operation in the Peaceful Uses of Atomic Energy of October 6, 1959, particularly insofar as it relates to safeguards (with additional exchange of Letters)

Brussels, January 16, 1978  
In force January 16, 1978

European Space Agency

Agreement between Canada and the European Space Agency  
concerning Co-operation

Montreal, December 9, 1978  
In force December 9, 1978  
With effect from January 1, 1979

Finland

Treaty between Canada and Finland concerning Extradition

Helsinki, June 21, 1978

France

Trade Agreement between Canada and France

Signed Ottawa, May 12, 1933  
In force provisionally, June 10, 1933  
In force definitively, November 22, 1933  
Denounced by Canada, December 15, 1977  
Termination date, March 15, 1978

Germany, Federal Republic of

Agreement between Canada and the Federal Republic of Germany  
on Film Relations

Ottawa, May 30, 1978  
In force August 16, 1978

Ghana

Technical Assistance Agreement on Military Training between  
Canada and the Republic of Ghana

Accra, February 14, 1978  
In force February 14, 1978  
With effect June 1, 1976

Haiti

Agreement between Canada and Haiti on Air Transport

Ottawa, October 12, 1978  
In force provisionally October 12, 1978

International Development Association

Agreement dated March 8, 1978 between the Government of Canada and the International Development Association amending the Agreement dated April 22, 1977, between the same Parties, to provide for the administration by the Association of certain funds to be made available by the Government for specific development projects

Washington, March 8, 1978  
In force March 8, 1978  
With effect from April 22, 1977

Iran

Exchange of Notes constituting an Agreement between Canada and Iran concerning visa requirements for non-immigrants

Tehran, November 2, 1978  
In force December 1, 1978

Israel

Israel Agreement on Film Relations between Canada and the State of

Jerusalem, March 29, 1978

Italy

Agreement on Social Security between Canada and Italy

Toronto, November 17, 1977  
Instruments of Ratification exchanged December 28,  
1978  
In force January 1, 1979

Jamaica

Agreement between Canada and Jamaica for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income

Kingston, March 30, 1978

Japan

Exchange of Notes between Canada and Japan concerning the establishment of a temporary satellite support facility at Churchill Research Range

Ottawa, February 16, 1978  
In force February 16, 1978

Parcel Post Agreement between Canada and Japan

Tokyo, April 11, 1978  
In force October 1, 1978

Agreement on Fisheries between Canada and Japan

Tokyo, April 28, 1978  
In force April 28, 1978

Protocol amending the Agreement between Canada and Japan for  
Co-operation in the Peaceful Uses of Atomic Energy, signed at Ottawa,  
July 2, 1959

Tokyo, August 22, 1978

Korea, Republic of

Convention between Canada and the Republic of Korea for the  
Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with  
Respect to Taxes on Income

Seoul, February 10, 1978

Exchange of Notes constituting an Agreement between Canada and  
the Republic of Korea concerning Textile Restraints

Ottawa, December 13, 1978  
In force, January 1, 1979

Malawi

Exchange of Notes constituting an Agreement between Canada and  
the Republic of Malawi relating to Canadian Investments in Malawi  
insured by the Government of Canada through its Agent, the Export  
Development Corporation

Lusaka, Zambia and Lilongwe, Malawi, September 15, 1978  
In force September 15, 1978

Morocco

Convention between Canada and Morocco for the Avoidance of  
Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to  
Taxes on Income and on Capital

Ottawa, December 22, 1975  
Instruments of Ratification exchanged November 9, 1978  
In force November 9, 1978

Poland

Protocol amending the Long Term Grain Agreement between Canada and Poland

Ottawa, November 27, 1978  
In force November 27, 1978

Romania

Agreement between Canada and the Socialist Republic of Romania for Co-operation in the Development and Application of Atomic Energy for Peaceful Purposes

Ottawa, October 24, 1977  
Instruments of Ratification exchanged on June 14, 1978  
In force June 14, 1978

Agreement between Canada and the Socialist Republic of Romania on Mutual Fisheries Relations

Bucharest, January 17, 1978  
In force January 17, 1978

Convention between Canada and the Socialist Republic of Romania for the Avoidance of Double Taxation with Respect to Taxes on Income and on Capital

Ottawa, November 20, 1978

Sweden

Agreement between Canada and Sweden for Co-operation in the Peaceful Uses of Atomic Energy

Stockholm, September 11, 1962  
Instruments of Ratification exchanged December 6, 1962  
In force, December 6, 1962  
Terminated November 17, 1978

Agreement between Canada and Sweden concerning the uses of nuclear material, equipment, facilities and information transferred between Canada and Sweden

New York, September 27, 1977  
Instruments of Ratification exchanged  
November 17, 1978  
In force November 17, 1978

United Kingdom

Agreement between Canada and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Duties on the Estates of Deceased Persons

London, June 5, 1946  
In force November 6, 1946  
Terminated September 30, 1978

Convention between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and Capital Gains

London, September 8, 1978

U.S.A.

Treaty between Canada and the United States of America on the execution of Penal Sentence

Washington, March 2, 1977  
Instruments of Ratification exchanged July 19, 1978  
In force July 19, 1978

Exchange of Notes between Canada and the United States of America, together with the Annexed Memorandum of Agreement, providing for a Revised Schedule of Tolls to be levied for the use of the Navigational Facilities of the St Lawrence Seaway

Washington, March 20, 1978  
In force March 20, 1978

Exchange of Notes between Canada and the United States of America (with attached Memorandum of Understanding) concerning co-operation in the development of Space Remote Sensing for Global Crop Information

Washington, March 31 and April 10, 1978  
In force April 10, 1978

Exchange of Notes between Canada and the United States of America concerning commercial development of an area of the United States Naval Station, Argentia, Newfoundland

Ottawa, June 6, 1978  
In force June 6, 1978



Exchange of Notes between Canada and the United States of America amending the Agreement on Principles applicable to the Northern Natural Gas Pipeline signed September 20, 1977

Washington, June 6, 1978  
In force June 6, 1978

Exchange of Notes between Canada and the United States of America concerning the emplacement of two Data Link Transmitters and connecting cable in the bed of the St Mary's River in Ontario

Ottawa, September 29 and October 16, 1978  
In force October 16, 1978  
With effect from September 1, 1977

Agreement between Canada and the United States of America on Great Lakes Water Quality, 1978

Ottawa, November 22, 1978  
In force November 22, 1978

Exchange of Notes between Canada and the United States of America constituting an Agreement concerning the establishment, maintenance and operation of four OMEGA Navigation Monitoring Stations in Canada

Ottawa, July 26 and December 29, 1978  
In force December 20, 1978

Exchange of Notes between Canada and the United States of America constituting an Agreement amending the Technical Regulations annexed to the Agreement between Canada and the United States of America for Promotion of Safety on the Great Lakes by Means of Radio, 1973

Ottawa, December 29, 1978  
In force December 29, 1978  
With effect from February 1, 1979

Western Samoa

Exchange of Notes constituting an Agreement between Canada and the Independent State of Western Samoa relating to Canadian investments in Western Samoa insured by the Government of Canada through its Agent, the Export Development Corporation

New York, September 29, 1978  
In force September 29, 1978

Multilateral Agreements

Convention concerning the Employment of Women on Underground Work in Mines of all Kinds adopted by the Conference at its nineteenth Session, Geneva, 21 June 1935

Done at Geneva, June 21, 1935  
Entered into force May 30, 1937  
Canada's Instrument of Ratification deposited  
September 16, 1966  
Entered into force for Canada September 16, 1967  
Canada's Instrument of Denunciation deposited  
May 19, 1978  
Effective May 19, 1979

Statutes of the International Centre for Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property (Rome Centre)

Adopted at New Delhi, November - December 1956;  
revised April 24, 1963 and April 14-17, 1969  
Entered into force May 10, 1958  
Canada's Instrument of Accession deposited  
October 24, 1978  
Entered into force for Canada October 24, 1978

Convention on the Reduction of Statelessness

Done at New York, August 30, 1961  
Entered into force December 13, 1975  
Canada's Instrument of Accession deposited  
July 17, 1978  
Entered into force for Canada October 15, 1978

Convention on the means of prohibiting and preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property

Done at Paris, November 14, 1970  
Entered into force April 24, 1972  
Canada's Instrument of Acceptance deposited  
March 28, 1978  
Entered into force for Canada June 28, 1978

Convention providing a Uniform Law on the Form of an International Will

Done at Washington, October 26, 1973

Canada's Instrument of Accession deposited January 24, 1977,  
with the following declaration:

"The Government of Canada accedes to the convention providing a Uniform Law on the Form of an International Will, done at Washington, D.C., on October 26, 1973, subject to the following declaration:

1. The Government of Canada declares that pursuant to Article XIV of the Convention, the Convention shall extend only to the provinces of Manitoba and Newfoundland.
2. The Government of Canada further declares that it will submit, at any time after accession, other declarations, in conformity with Article XIV of the Convention, stating expressly the additional provinces to which the Convention shall extend, when such provinces have enacted the necessary implementing legislation."

Entered into force February 9, 1978

Protocol relating to an Amendment to Article 50(a) of the Convention on International Civil Aviation

Done at Montreal, October 16, 1974  
Canada's Instrument of Ratification deposited  
April 20, 1978

International Convention for the Safety of Life at Sea, 1974

Done at London, November 1, 1974  
Canada's Instrument of Accession deposited  
May 8, 1978

Statutes of the International Centre for Registration of Serial Publications (Annex I to the Agreement between UNESCO and the Government of France on the establishment and operation of an International Centre for the registration of Serial Publications)

Done at Paris, November 14, 1974  
Entered into force January 21, 1976  
Canada's Instrument of Accession deposited  
March 28, 1978

Final Acts of the World Administrative Radio Conference for the Planning of the Broadcasting-Satellite Service in Frequency Bands 11.7-12.2 GHz (in Regions 2 and 3) and 11.7-12.5 GHz (in Region 1), Geneva, 1977

Done at Geneva, February 13, 1977  
Canada's Instrument of Approval deposited  
at Geneva, December 13, 1978  
Entered into force January 1, 1979

Protocol relating to an Amendment of the Convention on International Civil Aviation (Chicago 1944) (Authentication of Russian text)

Done at Montreal, September 30, 1977

Canada's Instrument of Ratification deposited April 20, 1978

Protocol Extending the Arrangements regarding International Trade in Textiles (subject to the following declaration):

"In depositing this Instrument of Acceptance, the Government of Canada declares as follows:

This acceptance is made taking into account the confirmation, by all Parties to the Protocol extending the arrangement regarding International Trade in Textiles, of the understandings set forth in the conclusions adopted by the Textiles Committee on December 14, 1977, a copy of which is attached to the Protocol."

Done at Geneva December 14, 1977

Entered into force January 1, 1978

Canada's Instrument of Acceptance deposited  
October 24, 1978

Entered into force for Canada October, 24, 1978

Protocol amending the International Convention for the High Seas Fisheries of the North Pacific Ocean

Signed at Tokyo, April 25, 1978

Protocols for the Fourth Extension of the International Wheat Trade and Food Aid Conventions constituting the International Wheat Agreement, 1971

Done at Washington, April 26, 1978

Canada signed May 17, 1978

Canada's Instrument of Ratification deposited  
May 31, 1978

In force June 24, 1978 and July 1, 1978

Convention on Future Multilateral Co-operation in the North-West Atlantic Fisheries

Signed Ottawa, October 24, 1978

Canada's Instrument of Ratification deposited  
November 30, 1978

In force January 1, 1979

**Distribution of Canadian posts and personnel abroad by geographical region in the fiscal year 1978-79**

Geographical region	Number of Canadian posts, missions, offices	Number of countries and institutions involved (1)	Number of (2)	
			program personnel	support staff
<b>Africa and the Middle East</b>	<b>25</b>	<b>67</b>	<b>188</b>	<b>475</b>
English-speaking Africa	7	28	56	150
French-speaking Africa	11	22	67	141
Middle East	7	17	65	184
<b>Asia and the Pacific</b>	<b>17</b>	<b>27</b>	<b>235</b>	<b>612</b>
Asia	4	8	96	210
Pacific	9	12	93	188
South Asia	4	7	46	214
<b>Europe</b>	<b>35</b>	<b>37</b>	<b>489</b>	<b>1226</b>
Eastern	6	8	60	209
Western (EEC Members)	19	21	340	783
Western (non EEC)	10	8	89	234
<b>Latin America &amp; Caribbean</b>	<b>17</b>	<b>30</b>	<b>179</b>	<b>369</b>
Caribbean	4	9	50	104
Latin America	13	21	129	265
<b>United States</b>	<b>15</b>	<b>6</b>	<b>292</b>	<b>456</b>
<b>International Institutions</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>72</b>	<b>132</b>
<b>Total</b>	<b>118</b>	<b>186</b>	<b>1455</b>	<b>3270</b>

(1) Countries with which Canada has diplomatic or consular relations and major international institutions (e.g., the United Nations and its Specialized Agencies, UN regional economic commissions and regional development banks).

(2) Program personnel include Canada-based officers (1127) and locally-engaged personnel (328) who have responsibility for program-management. Support staff include stenographic, clerical, administrative and other support personnel, both Canada-based (915) and locally-engaged (2355). These figures include all employees abroad

of all federal departments and agencies except those working for, or on loan to, international institutions, Canadian Armed Forces personnel on operational military duty in NATO and UN peacekeeping operations, and personnel overseas from Crown corporations and other government commercial or proprietary agencies (e.g. Atomic Energy of Canada Ltd., Air Canada, the Canadian Broadcasting Corp., the Canadian Commercial Corp. and the National Film Board). The figures do not include employees of provincial governments or CIDA technical-assistance personnel in developing countries.

**Percentage of time devoted to  
Canadian foreign-operations  
programs by program staff abroad  
in the fiscal year 1978/79**

Program	Percentage distribution of program staff
Consular	3.5
Customs and excise administration	1.0
Defence relations (1)	6.1
Employment and immigration	18.0
General relations	16.6
International development assistance (2)	6.2
Police liaison	2.3
Public affairs	7.2
Science, technology and environment	1.0
Tourism	4.8
Trade and industrial development	25.4
Transport, communications and energy	1.0
Administration and support	6.9
Total	100

(1) Excludes Canadian Armed Forces personnel engaged in operational activities (e.g., Canada's contingents with NATO, UN peacekeeping operations).

(2) Excludes persons under CIDA's technical-assistance programs abroad (i.e., advisers, experts, educators).

Source: Fiscal year 1978/79 country programs submitted by posts abroad

**Total number of program staff  
abroad by department or agency,  
in the fiscal year 1978/79**

Department or agency	Number of program staff abroad
Agriculture Canada	1
Canadian International Development Agency	50
Employment and Immigration	243
External Affairs	479
Finance	3
Health and Welfare Canada	25
Industry, Trade and Commerce	473
Labour Canada	3
National Defence	89
Public Archives	3
Revenue Canada	15
Royal Canadian Mounted Police	47
Supply and Services Canada	23
Transport Canada	1
<b>Total</b>	<b>1455</b>

*Source:* Fiscal year 1978/79 ICER manning-level data





MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

En vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1979

BSAE (AEG)  
EXT-1 G. en C.

SOUS-SECRETÁIRE  
D'ÉTAT SUPPLÉANT  
(KGO)  
EXT-6601 FS-6

SOUS-SECRETÁIRE  
D'ÉTAT SUPPLÉANT  
(LBN)  
EXT-708 SK-3

SOUS-SECRETÁIRE  
D'ÉTAT ADJOINT  
(GNB)  
EXT-6603 FS-6

SOUS-SECRETÁIRE  
D'ÉTAT ADJOINT  
(LNT)  
EXT-6719 FS-6

INSPECTEUR  
GÉNÉRAL  
(PM)  
EXT-6878 FS-6

